

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

---

**N°398**

---

**MAI 2018**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
des Ministères français des Affaires étrangères  
et de la Culture*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Maquette et mise en page : Şerefettin  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **AFRÎN MARTYRISÉ PAR LES MILICES ISLAMISTES ET LES FORCES D'OCCUPATION TURQUES**
- **TURQUIE: CAMPAGNE ÉLECTORALE INIQUE**
- **IRAK: ACCUSATIONS DE FRAUDE ET CONFUSION APRÈS LES ÉLECTIONS**
- **IRAN: LA VIE DE PANAHİ TOUJOURS MENACÉE, LA GRÈVE DES BAZARS SUSPENDUE APRÈS PROMESSE DE ROUVRIER LES FRONTIÈRES**
- **PARUTIONS RÉCENTES**

---

**SYRIE :**  
**AFRÎN MARTYRISÉ PAR LES MILICES ISLAMISTES  
ET LES FORCES D'OCCUPATION TURQUES**

**M**algré la fermeture de la région d'Afrîn occupée par la Turquie, de nombreux témoignages font état d'exactions des djihadistes alliés des occupants, kidnappings, viols, tortures et assassinats visant particulièrement Kurdes et minorités, chrétiens ou yézidis. La Turquie poursuit aussi son nettoyage ethnique, avec la réinstallation de combattants rebelles venus d'Idlib ou de la Ghouta orientale dans les maisons de familles kurdes empêchées de revenir...

Elle a aussi commencé l'installation de plusieurs bases militaires permanentes: sur le mont Nishan (Sarteh), dans la région de Bish Baraq, à l'ouest de Kakhara, et dans le district de Cindirêse (Jandairis), au sud-ouest d'Afrîn. L'OSDH a aussi rapporté plusieurs réunions avec des organisations djihadistes, notamment l'unité *Al-Rahman*, qui pourrait se voir confier l'organisation d'une police islamique et la mise en place de tribunaux jugeant selon la charia. Si des centaines de résidents déplacés de la

Ghouta orientale ont refusé d'être réinstallés dans des maisons de familles kurdes déplacées, 700 familles de membres d'al-Rahman sont arrivées dans la région, notamment à Jandairis. Début mai, l'ONU a estimé à 126.000 les déplacés d'Afrîn, hommes, femmes et enfants, désignant à mots couverts comme responsables la Turquie et le régime de Damas: «Plusieurs parties au conflit continuent d'entraver le mouvement des personnes déplacées, les empêchant de [...] regagner

leurs régions d'origine» (*Rûdaw*). L'administration du Rojava a dénoncé les violations par Ankara des droits des populations civiles d'Afrîn dans un courrier adressé début mai notamment à l'ONU et à l'Union européenne (*ANHA*). Tout indique que l'accord tacite entre Damas et ses alliés russes d'une part et Ankara d'autre part comporte un nettoyage ethnique permettant à chacun de renforcer son contrôle sur ses propres territoires, la Ghouta orientale comme Afrîn...

Les Yézidis semblent particulièrement visés. Omar Memo Abo Hanna, un yézidi du village de Qibar, enlevé par des groupes djihadistes vers le 10 mai, a été retrouvé 3 jours plus tard une balle dans la poitrine. En réponse aux enlèvements, le Centre Yézidi de Djéziré et l'Union des Yézidis d'Afrîn ont publié une déclaration condamnant le gouvernement turc pour sa «mentalité raciste et chauvine» anti-kurde et anti-yézidie (*WKI*). Le 21, les djihadistes ont détruit le Centre yézidi d'Afrîn, et le lendemain le temple et le cimetière yézidis du village de Feqîra. Les Yézidis déplacés en Turquie par la guerre ne sont guère mieux traités. Ceux emmenés de force du camp de réfugiés de la province de Diyarbakır au camp de l'AFAD situé dans la province de Mardin dénoncent les discours de haine incessants du personnel et des responsables du camp, leur manque d'accès aux médecins, les médicaments payants... Parmi les personnes enlevées, figure aussi un journaliste kurde disparu depuis deux semaines, Ahmed Shafi Bilal. Une vidéo le mettant en scène est brièvement apparue sur sa page *Facebook*, le montrant apparemment entre les mains du régiment Mashaal Tamo. Selon une source anonyme, il aurait été obligé d'enregistrer la vidéo par ses ravisseurs (*Rûdaw*). Plusieurs autres per-

sonnes ont déjà fait de cette manière l'objet de demandes de rançon. Un Kurde d'Afrîn de 23 ans, Safkan Khalil, libéré après paiement, a témoigné avoir été emprisonné et torturé 40 jours (*WKI*). D'autres ont été enlevés car soupçonnés de liens avec l'administration du Rojava, où parce que yézidis... Le 20 mai, quelque 16 Kurdes de Bulbul, enlevés sans que l'on sache par quelle faction, étaient toujours portés disparus. Une femme d'Afrîn libérée de l'ASL a témoigné avoir échappé de peu à un mariage forcé avec un djihadiste, et avoir assisté à la décapitation d'un autre prisonnier (*Jin News*) – des pratiques qui évoquent Daech...

Poursuivant leur résistance contre les occupants, les YPG ont annoncé le 4 mai avoir éliminé à Afrîn un Syrien chargé du nettoyage ethnique: Jamal al-Zakhlul «forçait les résidents d'Afrîn à fuir et plaçait des terroristes et leurs familles dans les maisons abandonnées» en coordination avec les services secrets turcs. Dans les zones qu'il contrôlait, il imposait la charia... Dans la nuit du 11 au 12, des combats ont opposé occupants et YPG à 6 kilomètres au nord-est de la ville d'Afrîn (*OSDH*), et la chasse turque est intervenue (*Rûdaw*). Les YPG ont annoncé avoir tué 15 occupants en 2 semaines.

Le 15 mai, la milice djihadiste *Ahrar Al-Sham* a enlevé 25 civils du village de Kurzila, et selon un rapport des autorités du Rojava, plusieurs femmes ont été enlevées, certaines violées ou torturées. Le 27, le Conseil des femmes syriennes a indiqué que 119 femmes avaient été enlevées et victimes d'abus sexuels et d'agressions (*Jin News*). Un homme yézidi a également été retrouvé assassiné à Afrîn. Les occupants ont attaqué des villages, certains à plusieurs reprises, blessant et tuant des

civils. Un convoi de 200 véhicules venu de Shehba et du nord d'Alep, amenant 1.500 déplacés voulant regagner Afrîn, a été bloqué 3 jours avant d'être attaqué près du village de Gilbara par des miliciens qui ont kidnappé 50 civils...

La menace turque perdure aussi sur le reste du Rojava. Le 6, le Président turc a réitéré en meeting électoral sa volonté de mener de nouvelles opérations pouvant aller jusqu'à la frontière irakienne... La veille, des résidents d'Al-Bab, ville contrôlée par Ankara et le groupe *Al-Hamza*, avaient organisé une grève générale et une manifestation après que des djihadistes aient fait irruption dans l'hôpital et assassiné des membres du personnel. Les soldats turcs auraient alors ouvert le feu sur les manifestants (*AfrinResist*). Le 11, l'armée turque a visé le village de Ghazil (district de Girê Spî) avec un missile qui n'a pas explosé, puis a lancé des tirs sur des véhicules et des personnes du village d'Ali Shibar, près de Kobanê, sans qu'aucune victime ne soit signalée. Des tirs turcs contre des ouvriers près de Kobanê et Qamishlo ont obligé à interrompre l'entretien de plusieurs canalisations d'eau. Le 26, lors de la «Journée d'action mondiale pour Afrîn» organisée par les autorités du Rojava, les habitants de Qamishlo et de Shehba ont manifesté contre l'occupation turque.

Mais l'épine dans le pied de la Turquie demeure Manbij, ville défendue par les combattants d'un Conseil militaire affilié aux FDS, et où sont stationnés des soldats américains et français. Ankara fait pression sur les États-Unis depuis 4 mois pour obtenir le départ des FDS. Le 9 mai, le porte-parole du Conseil a au contraire confirmé l'installation en ville d'une nouvelle base américaine. Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut



Çavuşoğlu, a annoncé le 17 qu'Ankara avait obtenu des Américains un «accord préliminaire» sur la ville, mais la porte-parole du département d'Etat, Heather Nauert, l'a démenti le 19. Entre-temps, une délégation militaire américaine a rencontré le 18 le Conseil militaire, qui a recruté 90 nouveaux combattants... Ce petit jeu turco-américain d'annonces et de démentis concernant Manbij dure depuis le 15 février, date d'une réunion de trois heures entre Tillerson et Erdoğan, sans interprète officiel, Çavuşoğlu jouant ce rôle, où avait été décidée la mise en place d'un groupe de travail sur le devenir de la ville. Le 26, a été annoncée dans un communiqué commun l'établissement d'une «feuille de route» pour «assurer la sécurité et la stabilité à Manbij»... Cependant, il apparaît de plus en plus que dans leurs discussions avec les Turcs, soit les Américains cherchent surtout à gagner du temps, soit les Turcs publient des annonces à usage intérieur ou prennent leurs désirs pour des réalités: le 29, Heather Nauert a démenti de nouvelles annonces de la presse turque concernant un accord selon lequel les FDS quitteraient la ville qui serait ensuite patrouillée en commun par Américains et Turcs... pour la 4<sup>e</sup> fois depuis février. Interrogée le 20 février, elle avait déjà répondu ne pouvoir confirmer d'accord, et a toujours fait la même réponse depuis, les 20 mars, 22 mars et 17 mai...

Concernant l'opération anti-Daech dans l'est syrien, interrompue après l'attaque turque d'Afrîn, la porte-parole militaire des FDS pour Deir Ezzor, Lilwa Abdallah, a annoncé le 1<sup>er</sup> mai le lancement de sa «phase finale», annonce confirmée dans la soirée par le Département d'Etat. Le même jour, le porte-parole des FDS, Gabriel Kino, a accusé Damas d'interférer en prenant

les FDS pour cibler le long de l'Euphrate, mentionnant des attaques sur 4 villages le 28 avril. Le 3, la Coalition a annoncé que des soldats français participaient aux opérations, le soutien international aux FDS passant progressivement des frappes aériennes à l'artillerie longue distance. Le 7, les FDS ont annoncé se trouver à 4 km de la frontière irakienne par endroits. Le 10, les FDS ont de nouveau riposté à des tirs attribués à des milices pro-Damas. Le 14, Kino a annoncé la prise du village stratégique de Baghouz, près de l'Euphrate – confirmée par l'OSDH, qui a compté 18 djihadistes tués dans les combats ou des frappes aériennes. Le 20, des combats acharnés ont eu lieu près de Baghouz et du village de Hajine, tandis que les FDS progressaient régulièrement au sol «grâce à des tirs d'artillerie américains et français», après avoir conquis le 19 «une colline surplombant Hajine et deux villages environnants» (OSDH). Les forces irakiennes stationnées de l'autre côté de la frontière fermaient celle-ci à toute fuite des djihadistes. Abou Abdalla, un membre du Conseil militaire de Deir Ezzor, affilié aux FDS, a déclaré que les combattants avaient avancé de 23 km sur Daech (*Kurdistan-24*).

Le 24, les FDS ont annoncé avoir capturé à Raqqa le djihadiste français Adrien Guihal («Abou Oussama al-Faransi») accusé d'être la voix de la revendication de l'attentat de Nice en juillet 2016. Cette capture a réactivé la question du lieu de jugement des milliers de djihadistes capturés par les Kurdes et actuellement détenus au Rojava: sur place où dans leur pays d'origine. Sauf exceptions (Russie et Indonésie), aucun pays ne semble pressé de récupérer ses ressortissants, face à des opinions publiques très hostiles. Les autorités kurdes s'interrogent: pourquoi garder

ces prisonniers occidentaux si leurs pays d'origine ne soutiennent même pas le Rojava face à la Turquie? Quant à ceux qui se trouvaient détenus à Afrîn, on ignore leur sort.

Après un appel à l'unité lancé en début de mois par des dirigeants du Conseil national kurde (ENKS, coalition de partis opposants du PYD au Rojava), une réunion a rassemblé le 20 à Erbil des représentants des autorités du Rojava et du gouvernement régional kurde (GRK) d'Irak, celui-ci ayant proposé sa médiation entre l'ENKS et celles-ci. De telles négociations déjà organisées en 2014 avaient abouti à la création d'un Conseil suprême kurde mais celui-ci n'avait pas fonctionné. L'ENKS demeurait le 23 en attente d'assouplissements concrets sur le terrain, comme la libération de ses membres emprisonnés (*Rûdaw*). Certains membres de l'ENKS appartiennent à la Coalition nationale syrienne, qui a soutenu l'opération turque à Afrîn...

Si les exactions turques ont suscité peu de réactions officielles à l'étranger, il faut relever que le Département d'Etat américain a critiqué le 4 l'interdiction faite aux déplacés d'Afrîn de regagner leurs foyers et l'installation de déplacés arabes dans les maisons de résidents kurdes. Mais les soutiens sont surtout venus de groupes citoyens. Le 8 mai, une délégation de femmes allemandes venue au Rojava dans le cadre d'une campagne de soutien à Afrîn lancée par *Kongra Star* a condamné «la coopération des Etats de l'OTAN comme l'Allemagne avec l'Etat turc». Au Royaume-Uni, l'usage le 15 par la Première ministre Theresa May de l'expression «terrorisme kurde» a mis en colère de nombreux utilisateurs des réseaux sociaux estimant que ce «prétendu terrorisme kurde» avait été à l'avant-garde des efforts occidentaux pour vaincre Daech...

Le 31, dans une interview à *Russia Today*, le président syrien Bachar el-Assad a affirmé être ouvert aux négociations avec les FDS, mais a menacé: «Si [les dis-

cussions] n'aboutissent pas, nous libérerons les territoires par la force». Assad a par ailleurs affirmé qu'une confrontation directe entre Russie et États-Unis avait

été évitée de justesse lors des combats qui avaient éclaté fin avril entre les forces du régime et les FDS dans la province de Deir Ezzor...

---

## TURQUIE: CAMPAGNE ÉLECTORALE INIQUÉ

**A**près avoir accéléré le calendrier électoral pour profiter de la vague nationaliste ayant suivi la prise d'Afrin et faire voter avant que la crise économique ne s'amplifie (la livre turque a perdu 17% depuis janvier), Erdoğan utilise tous les moyens pour gagner et «verrouiller» son pouvoir. Une loi adoptée en mars dans des violences physiques limite aux fonctionnaires la fonction d'assesseur dans les bureaux de vote et autorise la Commission électorale (YSK) à fusionner les circonscriptions, déplacer les bureaux de vote et valider les bulletins de vote non estampillés par un bureau – une mesure initiée durant le référendum constitutionnel, véritable «bourrage des urnes» légal... Enfin, les propres chiffres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (RTÜK), publiés le 13, témoignent du déni de démocratie: du 17 avril au 6 mai, la TRT (télévision d'État) a attribué à l'alliance AKP-MHP 37 heures d'antenne, au parti ultranationaliste İYİ (scission du MHP, opposée à l'alliance AKP) 9h30, au CHP (opposition kémaliste) 5h30 et au HDP (par ailleurs criminalisé en une véritable guerre judiciaire)... rien! Sur la TRT-6 kurdophone, l'AKP a occupé 28h30, les autres partis chacun moins de 30 mn! M. Erdoğan, craignant les votes kurdes, veut absolument empêcher le HDP de rééditer son score de juin 2015, suite auquel il avait terminé le «processus de paix»... Dans une interview transmise par ses avocats à *Reuters* depuis sa prison d'Edirne, l'ex-copresi-

dent du parti «pro-kurde» HDP Selahattin Demirtaş, emprisonné depuis 17 mois, caractérise ainsi la situation: «Les manifestations sont interdites, la discussion est interdite, la critique du gouvernement est interdite, même la défense de la paix est considérée comme de la propagande terroriste. Des centaines de journalistes de l'opposition sont arrêtés, des dizaines de chaînes de télévision et de radio sont fermées. [...] Des élections équitables sont impossibles dans un tel contexte». Dans une interview pour la *Deutsche Welle*, il a ensuite reproché à l'Europe d'avoir abandonné l'opposition démocratique en Turquie... et ses propres principes.

Pour le 1<sup>er</sup> mai, le pouvoir a sévèrement réprimé les manifestations et interdit les slogans kurdes, «incompréhensibles». À Istanbul, 26.000 policiers ont lancé des gaz lacrymogènes et arrêté les manifestants tentant d'accéder à la place Taksim, interdite, arrêtant 84 personnes après des affrontements dans plusieurs quartiers. HDP, CHP et divers syndicats ont tenu meeting à Maltepe; à Diyarbakir, les partis kurdes ont pu se réunir pacifiquement.

Le jeu trouble de l'opposition non-kurde a contribué à l'isolement du HDP: le CHP, İYİ et le parti islamisant «Félicité» ont annoncé leur alliance «Nationale» contre l'alliance «Populaire» AKP-MHP, en l'absence de tout parti kurde. Le parti İYİ aurait refusé l'intégration du HDP... Alliés aux législatives, ces partis présenteront chacun leur propre candidat aux

présidentielles, prévues le même jour.

Face à cette exclusion, les partis kurdes ont tenté de se rassembler. Le 2, 5 petites formations kurdes, *Azadi*, le Parti de la liberté du Kurdistan (PAK), le Parti socialiste du Kurdistan (PSK), le Parti démocratique du Kurdistan (PDK-T) et la Plateforme pour les Démocrates du Kurdistan, ont annoncé depuis Diyarbakir une coalition «Kurdistan», devant «défendre les droits des Kurdes» et des discussions avec le HDP, qui jouerait le rôle de structure d'appui (aucun de ces groupes ne peut participer lui-même aux législatives, la loi électorale imposant un recrutement national). Au niveau local, cette nouvelle alliance a déjà fait élire son candidat à la présidence de la Chambre de commerce de Diyarbakir, évinçant le candidat AKP... (*Al-Monitor*). L'alliance AKP-MHP a joué le rôle de repoussoir même pour le Parti islamiste kurde *Hüda-Par*, ennemi traditionnel de la mouvance «pro-kurde». Son porte-parole, Sait Şahin, a déclaré le 26 être prêt à normaliser les relations avec le HDP (*Cumhuriyet*), critiquant notamment les félicitations posthumes adressées par le dirigeant MHP Devlet Bahçeli au leader maffieux d'extrême-droite Abdullah Çatlı pour avoir «rendu de grands services à l'État turc». Mort en 1996 dans le célèbre accident de Susurluk qui avait dévoilé les liens entre État, mafia et fascistes, Çatlı avait fait assassiner de nombreux militants kurdes... Autre tentative d'unir les voix kurdes, le 9, Ahmed Türk, ancien député et

maire de Mardin, a emmené une délégation HDP au HAK-PAR (*Hak ve Özgürlükler Partisi*).

Le 4, le HDP a annoncé la candidature présidentielle de Selahattin Demirtaş, officialisant une décision prise le 25 avril en Conseil exécutif, après laquelle un tribunal d'Istanbul avait requis 5 ans de prison contre lui et reporté le jugement au 8 juin, deux semaines avant les élections... Demirtaş a dénoncé cette réquisition, rappelant que le discours de 2013 qui lui vaut l'accusation de «propagande terroriste» avait été prononcé en soutien au processus de paix pour lequel le HDP jouait alors l'intermédiaire entre gouvernement et PKK. La nomination de Demirtaş a été annoncée sur internet par l'actuelle co-présidente du HDP, Pervin Buldan, toutes les télévisions ayant censuré l'information. Le HDP a lancé sa campagne à Istanbul dans un meeting en présence de son co-président actuel, Sezai Temelli, dont la police a confisqué le même jour le passeport pour l'empêcher de mener campagne à l'étranger.

En contraste avec l'attitude d'autres membres de l'opposition non-kurde, le candidat CHP à la présidentielle, Muharrem İnce, déjà l'un des seuls au CHP à s'opposer en mai 2016 à la levée de l'immunité parlementaire des députés HDP, a critiqué l'emprisonnement de Demirtaş et, accompagné d'avocats, lui a rendu visite le 9 dans sa cellule. Demirtaş a salué cette initiative de «courtoisie politique». Quand le 5, la Commission électorale (YSK) avait annoncé que les candidats des partis comptant moins de 20 députés devraient recueillir 100.000 signatures d'électeurs pour pouvoir se présenter à la présidence, İnce avait exprimé son opposition et demandé aux membres du CHP de signer pour les autres candidats...

Aussi le 5, un tribunal d'Istanbul a prononcé l'arrestation pour «propagande terroriste» de 10 figures politiques pro-kurdes placées en garde à vue depuis le 28 avril, dont Cengiz Çiçek, coprésident HDP d'Istanbul (NTV). Les preuves de l'accusation: des affiches d'Abdullah Öcalan, le leader emprisonné du PKK. D'autres membres du HDP ont été incarcérés le même jour lors de raids dans la province de Denizli, notamment chez la coprésidente provinciale HDP, Cevahir Kayar (ANF). Le 8, Dirayet Taşdemir, députée HDP d'Ağrı, a été condamnée à Erzurum à 20 mois de prison pour terrorisme: elle s'était rendue aux obsèques de membres du PKK (*Stockholm Centre for Freedom, SCF*). Le 9, après des perquisitions dans la province de Van, 5 personnes ont été arrêtées (*Rojinfo*), dont Bülent Aydın, coprésident du BDP (Parti des régions démocratiques, branche kurde du HDP) du district de Gevaş.

Malgré la répression, près de 2 millions de Turcs ont osé exprimer leur ras-le-bol d'Erdoğan en envoyant en deux jours une avalanche de tweets rageurs contenant le mot «tamam» («assez»): le président turc avait déclaré le 8 au Parlement qu'il partirait si la Nation disait «assez»... Devant l'ampleur du mouvement, plusieurs leaders d'opposition l'ont rejoint, dont Muharrem İnce.

Malgré les demandes répétées du HDP, aucun tribunal n'a accordé la libération de Demirtaş. La situation est devenue si scandaleuse que le 15, même Meral Akşener, la candidate İYİ aux présidentielles, a appelé à sa libération. Le 17, l'ancienne coprésidente du HDP, Figen Yüksekdağ, a formulé la même demande lors de sa 5<sup>e</sup> comparution à la prison de Sincan à Ankara, où les autorités ont refusé l'entrée à l'ambassa-

teur suédois et à une délégation internationale. Demirtaş est aussi maintenu dans l'isolement; le 25, les autorités ont rejeté la demande de visite des co-présidents du HDP. Le 29, le HDP a saisi la Cour constitutionnelle.

Le 14, le HDP a annoncé ses slogans de campagne lors d'un meeting à Ankara: «Changement avec vous», «Changement avec les femmes» et «Changement avec les jeunes». Demirtaş a annoncé un programme comprenant des mesures sociales pour les retraités et les jeunes et en faveur de l'égalité des femmes, mais le vrai enjeu c'est le retour à la démocratie...

Le 16, la candidate HDP aux législatives Sidar Zana Bilir a été incarcérée par la police pour «propagande terroriste» après un raid sur sa résidence dans la province de Batman (*Turkey Purge*). Le 17, un procureur d'Ankara a demandé la privation d'immunité parlementaire du député arménien Garo Paylan pour «insulte à la turcité» et à la République de Turquie (article 301 du Code pénal). Paylan avait comparé dans l'hebdomadaire canado-arménien *Horizon Weekly* la situation de «génocide quotidien» actuel à «1915». Le 23, la cour d'appel de Gaziantep a approuvé la peine de 16 ans et 8 mois prononcée contre İdris Baluken, député HDP de Diyarbakir (SCF). Le 25, la coprésidente du BDP Sebahat Tuncel a été condamnée à 5 mois de prison pour avoir participé en 2012 à une marche pacifique de soutien aux prisonniers en grève de la faim. Le 26, quatre candidats HDP aux législatives, Leyla Güven, Tayyip Temel, Musa Farisoğulları et Pero Dündar, arrêtés en 2009, ont été condamnés à des peines de prison dans l'affaire du KCK (Union des communautés du Kurdistan) (SCF).

Le 28, la Commission électorale a annoncé le déplacement des

bureaux de vote dans certaines régions majoritairement kurdes, concernant 144.000 votants, «pour empêcher l'intimidation des électeurs». Le HDP a dénoncé leur transfert vers des villages pro-AKP, qui vise selon lui à le maintenir sous le seuil des 10% nécessaires à entrer au Parlement, et a promis d'aider ses électeurs à se rendre aux nouveaux bureaux.

Les journalistes, et en particulier ceux des médias «pro-kurdes», ont continué à subir des persécutions. Le 2, Sıddık Damar, de l'agence DIHA (maintenant fermée), a été arrêté à Istanbul pour ses posts sur les réseaux sociaux et ses reportages sur les villes kurdes sous couvre-feu (SCF). Le 6, Gökhan Öner, du site internet *Dihaber* (également fermé), a été placé en détention préventive pour terrorisme. Le 8, un autre journaliste de DIHA, Şerife Oruç, a comparu à Batman pour «appartenance à une organisation terroriste», tandis que İshak Karakaş, rédacteur en chef du journal *Halkın Nabzı*, comparaisait à Istanbul pour le même motif (*Turkey purge*). Le 11, Kemal Sancılı, l'éditeur du journal *Özgür Gündem* (fermé), a été placé en détention provisoire avant jugement. Lors d'une conférence de presse donnée le 8 à la branche de Diyarbakir de l'Association des droits de l'homme (İHD), Durket Süren et Nurcan Yalçın, de l'agence féminine *Jinnews* ont témoigné avoir été menacées durant leurs gardes à vue pour travailler comme informatrices de la police. İHD a parlé de nombreux cas similaires...

Les persécutions judiciaires ont aussi touché d'autres personnes, comme le pasteur américain Andrew Brunson, détenu depuis octobre 2016 pour terrorisme et espionnage (à la fois!!) pour le réseau Gülen et le PKK, dont le procès s'est poursuivi le 7, et a décidé de son maintien en détention en raison des «risques de

fuite», avant d'ajourner l'affaire au 18 juillet. Triste ironie, les autorités turques opposent aux demandes de libération américaines l'«indépendance» du pouvoir judiciaire, alors que l'accusation fait grand usage de... témoins anonymes.

Appartenir à la famille d'un opposant peut justifier la perte d'un emploi, comme pour le frère de la députée HDP Meral Daniş Bektaş, néphrologue à l'hôpital de Diyarbakir: il a été licencié par un décret d'urgence, alors que son dossier était vide. Et être Kurde peut justifier la persécution, comme pour le soldat Fikret Aydemir, battu jusqu'au coma par 2 autres soldats, et qui a dû être hospitalisé.

Enfin, les arrestations post-coup d'État n'ont pas cessé: le 11, 80 membres de l'armée de l'air et 150 soldats accusés d'appartenir au réseau Gülen ont été arrêtés (*Anadolu*). Ils appartiennent à un groupe de 300, dont 211 officiers en service, sur lesquels enquêtent les procureurs d'Istanbul.

A l'étranger, si les gouvernements, comme Theresa May au Royaume-Uni, pratiquent largement le «*business as usual*» avec la Turquie, partout les oppositions se mobilisent contre Erdoğan. Le 9, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a déclaré les restrictions aux «libertés d'expression, de réunion et d'association» incompatibles avec la tenue d'«élections crédibles», appelant à la levée de l'état d'urgence. En Allemagne, le parti social-démocrate *Die Linke*, rappelant l'usage à Afrin des chars allemands *Leopard*, a déposé un projet de loi pour rendre illégale la vente d'armes et de compétences militaires à plusieurs pays, dont la Turquie et même réviser des accords déjà conclus. Le 4, un projet de loi similaire a été proposé par la Chambre des représentants américaine, qui bloque-

rait toute vente jusqu'à l'audition d'un rapport du Département de la Défense sur les relations américano-turques... A ce propos, on reste frappé par le caractère quasiment surréaliste des déclarations du récent Secrétaire d'État américain Mike Pompeo lors d'une audience à la Commission des affaires étrangères le 23: il travaillerait à «*amener [la Turquie] à rejoindre l'OTAN, et [...] à ne pas mener d'actions sapant ses efforts*». *Sorry Mr. Secretary?* La Turquie a rejoint l'OTAN en... 1952. Mais on peut comprendre les préoccupations de M. Pompeo, vu la rhétorique guerrière incessante de M. Erdoğan: le pouvoir AKP se nourrit de la guerre...

Au Royaume-Uni, Theresa May, en quête d'un accord de libre échange post-Brexit, a déroulé du 13 au 15 le tapis rouge pour la visite d'État d'Erdoğan, alors que de nouveaux chiffres révèlent que la Grande-Bretagne a vendu plus d'un milliard de dollars d'armes à Ankara depuis le coup d'État (*Middle-East Eye*). Le *Financial Times* relève que le commerce turco-britannique, dopé par les incertitudes du Brexit, a atteint son plus haut niveau depuis dix ans, 16 milliards de dollars. Militants des droits de l'homme, politiciens d'opposition et même (signe de la gravité de la situation) hommes d'affaires turcs exilés, ont appelé à dénoncer la «chasse aux sorcières anti-terroriste» en Turquie (*The Guardian*). Des manifestations à l'appel notamment de *Reporters sans frontières*, qui ont même provoqué de légers heurts avec la police, ont eu lieu à Londres dès avant l'arrivée du Président turc, reçu par la Reine à Buckingham en audience privée... Celui-ci, dans sa conférence de presse commune avec la Première ministre britannique, a appelé Londres à extraditer toute personne liée au PKK, et Theresa May, si elle a



suscité la polémique en parlant de «terrorisme kurde», a cependant rappelé la nécessité de «preuves d'une activité terroriste». Fidèle à lui-même, Erdoğan a terminé sa visite officielle en traitant de «terroristes» tous les journalistes turcs emprisonnés... Plusieurs opposants turcs ont été honorés ce mois-ci à l'étranger par des organisations de défense des droits de l'homme. Le 18, la journaliste kurde d'*Ahval* Nurcan Baysal a reçu le Prix du groupe irlandais *Front Line Defenders*. Incarcérée en janvier pour ses tweets condamnant l'opération d'Afrîn, condamnée en février à 10 mois avec sursis pour avoir dénoncé les exactions dans les villes kurdes, quotidiennement menacée de mort par les ultranationalistes, Baysal a prononcé un discours à la mairie de Dublin. Le 26, c'est l'avocate Eren Keskin, défenseuse infatigable des droits de l'homme, qui a été récompensée par le prix suédois Anna Lindh 2018, décerné par le *Anna Lindh Memorial Fund*, qu'elle recevra officiellement à Stockholm le 19 juin (*Turkey Purge*). Enfin, le 30, un appel à soutenir Pinar Selek, sociologue turque exilée en Europe suite à sa défense des minorités, menacée à nouveau d'une condamnation à perpétuité par la Cour suprême turque, a été lancé en France. Soutenu notamment par le CNRS. Il vise notamment à attirer l'attention

sur les risques courus par sa famille, demeurée en Turquie où elle risque d'être prise en otage. Le 6, le Président turc, présentant son programme électoral, a réaffirmé sa volonté de lancer de nouvelles opérations militaires extérieures «pour nettoyer les frontières des groupes terroristes». Au Kurdistan d'Irak, l'opération «Bouclier du Tigre», la plus importante depuis une décennie, dure depuis plus de deux mois. L'armée turque a pénétré sur 20 km de profondeur dans le territoire du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), occupant au moins 30 villages pris au PKK, en forçant à l'évacuation plus de 350 autres et établissant des bases sur 8 sommets de la région de Sidakan, entre Qandil, fief du PKK, et la frontière turque. Le PKK a attaqué les envahisseurs dans la région de Bradost, tuant 2 soldats turcs et en blessant 5 autres le 6 mai (*Rojinfo*). Dans 2 autres attaques revendiquées, 5 soldats auraient été tués et 9 blessés. Après des combats au sol le 10, l'artillerie turque a bombardé le 11 plusieurs villages de cette région, alors que le PKK revendiquait 19 soldats turcs tués et 8 autres blessés dans une attaque sur un camp turc à Lelikan. Des images de la chaîne de TV kurde irakienne *Rûdaw* ont montré des colonnes de fumée dans les montagnes. Le 16, le PKK a de nouveau annoncé

la mort de 5 soldats turcs à Lelikan. Le 18, l'armée turque a à son tour annoncé que des raids aériens avaient permis de détruire 12 cibles du PKK durant les deux derniers jours (*Anadolu*), et a annoncé le 20 qu'entre les 10 et 17 mai, 23 combattants du PKK avaient été «neutralisés». Le 22, l'armée turque a annoncé la mort de 2 de ses soldats dans une attaque au mortier à Lelikan, 2 autres étant blessés (*Kurdistan 24*). Les forces turques ont riposté à l'aide d'un drone. Le PKK a revendiqué la mort de 11 soldats. Enfin, le 31, l'armée a annoncé la mort de 3 soldats au Kurdistan irakien, sans préciser le lieu. Le 29, la mort d'un autre soldat avait été annoncée, ainsi que des frappes aériennes en riposte. Côté turc, le gouverneur de Hakkari a imposé du 8 au 23 un couvre-feu dans 30 zones différentes, notamment dans les districts de Cukurca, Şemdinli et Yuksekova, et le 21, le ministère turc de l'Intérieur a annoncé l'élimination de 23 combattants PKK. Le 23, c'est l'état-major qui a annoncé l'élimination de 15 militants PKK, 12 dans la province de Kars et 3 à Siirt. Par ailleurs, à Muş, un garçon de 12 ans a été grièvement blessé le 24 au deuxième étage d'un immeuble par les tirs d'un véhicule blindé (*ANF*). Selon des témoins, la police a attaqué aux gaz lacrymogènes des résidents protestant contre l'incident.

## IRAK:

### ACCUSATIONS DE FRAUDE ET CONFUSION APRÈS LES ÉLECTIONS

**L'**événement majeur ce mois-ci en Irak a été le déroulement avec relativement peu de violences des quatrièmes élections législatives depuis la chute de Saddam Hussein, et les premières depuis la défaite de Daech. Tant leur taux de participation, le plus bas depuis 2003 (44,25%), que leurs résultats (la

première place est allée à l'improbable alliance *Sayirûn* du leader chi'ite Moqtada Sadr avec les communistes), ont exprimé le rejet de la corruption. Au Kurdistan, cependant, malgré les années de crise institutionnelle, politique et économique, les résultats ont montré davantage de stabilité, les deux partis traditionnels, PDK et UPK, conser-

vant dans l'ensemble leur place. Mais dans tout le pays, les accusations de fraude, notamment contre les machines électroniques de décompte des votes ont immédiatement suivi et n'ont fait que s'amplifier. Enfin, la fragmentation politique touchant chaque communauté est telle qu'aucune liste n'a obtenu assez de sièges pour former

seule un gouvernement, ce qui laisse prévoir de longues tractations...

Au Kurdistan, la situation sociale a continué à s'apaiser progressivement, le GRK (Gouvernement régional du Kurdistan) parvenant de nouveau à payer ses fonctionnaires grâce aux 317 milliards de dinars reçus mensuellement de Bagdad complétées par ses ventes d'hydrocarbures. Les retenues sur salaires ont diminué, mais il reste encore à régler des arriérés de 2015 et 2017... Le 7, des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur ont manifesté à Ranya pour l'alignement de leurs salaires sur ceux des militaires irakiens (*NRT*). Le 24, le Département de la Défense des États-Unis a attribué aux pechmergas 290 millions de dollars pour 2019. L'économie figurait évidemment dans les déclarations de campagne des partis kurdes: Barham Salih, ancien Premier ministre et leader de la Coalition pour la démocratie et la justice (CDJ), a promis la fin et le remboursement progressif des retenues...

La question des ventes d'hydrocarbures du GRK, éternelle pomme de discorde entre Bagdad et Erbil, était devant la Cour fédérale suite à une plainte du Ministère irakien du pétrole, mais le 6, celle-ci a encore retardé au 3 juin son audition, alors que Bagdad annonçait un accord avec BP pour tripler la production des champs de Kirkouk... Autre contentieux Bagdad-Erbil en voie de règlement, le paiement des récoltes vendues à Bagdad par les agriculteurs kurdes, suspendu en 2014 en même temps que l'envoi du budget fédéral: après Sulaimaniyeh et Dohouk, les fermiers kurdes d'Erbil vont être payés, Bagdad ayant envoyé les fonds le 28 (*Rûdaw*). Enfin, la normalisation gagne les liaisons aériennes, avec la reprise annoncée le 10 juin des vols Sulaimaniyeh-Iran (les vols Sulaimaniyeh-

Turquie demeurent suspendus, à cause selon Ankara des liens UPK-PKK...).

Concernant l'électricité, les élections approchant, le GRK a annoncé le 17 qu'il fournirait quotidiennement 15h durant le Ramadan, et le 24, Erbil a même promis 24 heures avec l'appoint de générateurs privés!

Les partis kurdes ont commencé leur campagne dès le début du mois, Qubad Talabani appelant le 1<sup>er</sup> l'UPK à la réconciliation, et le PDK lançant le 4 son 1<sup>er</sup> meeting à Sulaimaniyeh avec Nechirvan Barzani. Le mouvement d'opposition *Goran* a publié un programme de «défense des intérêts kurdes» à Bagdad, promettant de «corriger les énormes erreurs» du PDK et de l'UPK responsables selon lui de la perte de nombreux territoires. Le 7, le leader du Groupe islamique du Kurdistan (*Komal*), Ali Bapir, a exhorté à ne pas voter pour des candidats ne faisant pas leurs prières... Si la campagne a été peu marquée par la violence, quelques incidents sont à relever. Le 7, le leader de «Nouvelle Génération» de Shaswar Abdullah à Erbil, Rabun Maruf, a été attaqué et a dû être hospitalisé. Le 10 à Khanaqin, dans les territoires contestés, le candidat PDK pour Diyala a été blessé et a accusé des supporters de la liste chiite *Fatih* («Conquête»). La candidate UPK pour la province a également été attaquée et blessée.

Dans le reste de l'Irak, alors que Daech avait menacé de perturber le vote, provoquant une alerte de sécurité de l'ambassade américaine, les djihadistes n'ont pu mener que des actions limitées. Le 1<sup>er</sup> mai au soir, 20 membres des forces de sécurité ont été tués ou blessés à Tarmiyah, au nord de Bagdad (*Kurdistan-24*); le 9, une autre attaque a été repoussée à Jalawla (Diyala) (*iraqinews.com*). À Kirkouk, une bombe a été désamorcée près d'un bureau de vote, et au sud de la ville, au moins 9 policiers ont été tués. A Diyala, un

tir de mortier a visé durant le vote un village à 15 km à l'est de Bakouba, blessant 2 membres de la sécurité. Le 12, une bombe a tué un Kurde kakayi près de Zaqaq (district de Daquq, Kirkouk), provoquant une riposte des forces de sécurité qui ont tué 12 djihadistes (*Kurdistan-24*). Une autre bombe a tué 3 personnes à al-Khan (sud de Kirkouk), dont un observateur du scrutin (*NRT*). Le 13, une bombe a tué un policier sur la route Khanaqin-Kalar. Enfin, le 23, les djihadistes ont attaqué un village arabe de Diyala, Sleman Wahab (Jalawla), dont les habitants ont riposté.

Pour assurer la sécurité du scrutin, le gouvernement a fait fermer frontières et espace aérien, et un million de militaires, policiers et pechmergas ont voté 2 jours en avance (en même temps que les détenus, les malades hospitalisés et les Irakiens de l'étranger) pour pouvoir protéger les bureaux le 12. Si les policiers kurdes des territoires contestés ont pu voter sans problème, certains pechmergas ont rencontré des difficultés en l'absence d'un accord Bagdad-Erbil sur leur présence. Ce vote anticipé a aussi révélé les premières pannes des appareils électroniques de comptage: à Kirkouk, malgré l'envoi d'équipes de maintenance, elles ont empêché 34% des électeurs de voter! Dès le 9, un responsable de la Commission électorale du Kurdistan, Ismail Khurmali, avait averti des risques de fraude indétectables par les superviseurs en l'absence de recomptage manuel que représentaient ces machines, faciles à reprogrammer... (*Kurdistan-24*)

Ces élections ont aussi posé le problème des minorités. Certaines (chrétiens, yézidis...), bénéficient de sièges réservés au Parlement (9 sur 329), répartis sur 6 provinces, mais pas les turkmènes du Kurdistan, présents notamment sur les listes du PDK, qui ont fait campagne pour en obtenir un (*Rûdaw*). Les Failis (Kurdes chiites

de Bagdad), qui viennent d'en obtenir un, ont demandé à la Cour fédérale que leurs votes soient comptés globalement et non par provinces. En effet, ces Kurdes majoritairement de Bagdad ont vu leur siège assigné à la province de Wasit (ancienne province de Kut), véritable expulsion symbolique de la capitale... La Cour a renvoyé la décision au Parlement. Enfin, les communautés dispersées sur plusieurs listes ont parfois été pénalisées, comme les Yézidis du Sindjar (Shengal), qui n'ont pas eu d'élu; sur 22 candidats yézidis, le siège réservé a été à celui de Bashiqa (Ninive).

Sur les 24,5 millions d'inscrits (dont 1 million à l'étranger), seulement 10 millions se sont déplacés, soit une participation de 44,52%, la plus faible de l'après-Saddam. Toutes les communautés se présentaient divisées: les chiites avaient 5 listes, les Kurdes, affaiblis après les sanctions post-référendum, 7 (PDK, UPK, Goran, 2 partis islamistes, *New Generation*, CDJ), les Sunnites 4. Au plan national, les vainqueurs ont été 2 listes chiites «anti-système». Arrivée en tête dans 6 provinces dont Bagdad, et en 2<sup>e</sup> position dans 4 autres, l'alliance anticorruption *Sayirun* («En marche») entre le leader chiite populiste Moqtada Sadr et les communistes a obtenu 54 sièges. L'Alliance d'anciens membres des *Hashd al-Shaabi* de Hadi al-Amiri, *Fatih* («Conquête»), soutenue par l'Iran, arrivée première dans 4 provinces (dont Bassorah), et 2<sup>e</sup> dans 8 autres, est seconde avec 47 sièges. L'alliance *Nasr* («Victoire») du Premier ministre sortant Haidar al-Abadi est 3<sup>e</sup> avec 42 sièges. Le parti «État de droit» de Nouri al-Maliki a obtenu 25 sièges (réévalués ensuite à 26), la liste *Hikma* du religieux Ammar al-Hakim 19. Chez les Kurdes, le PDK a remporté 25 sièges et l'UPK 18.

Premier, Sadr est cependant loin de la majorité absolue (165 sièges), ce qui laisse prévoir de difficiles

négociations, où Kurdes et Sunnites pourraient jouer un rôle: très opposé aux interférences iraniennes, Sadr affirme qu'il ne discutera pas avec Amiri et qu'il ne veut pas non plus de Maliki...

L'annonce des résultats préliminaires le 15 a provoqué un torrent de rejets, qui n'a fait que s'amplifier quand la Commission électorale a publié le 19 des résultats définitifs confirmant largement les premiers, tandis que commençaient immédiatement les tractations post-électorales... Les partis kurdes ont remporté 58 sièges dans 5 provinces, dont le tableau ci-dessous donne la ventilation par parti. Le PDK l'a emporté dans ses fiefs traditionnels, Dohouk et dans une moindre mesure Erbil, l'UPK à Sulaimaniyeh (et à Kirkouk, provoquant la colère des autres communautés de la ville...).

Parti	PDK	UPK	Goran	New Generation	GIK (Komal)	UIK (Yekgirtû)	CDJ
<b>Sièges</b>	25	18	5	4	2	2	2

Au Kurdistan, des violences intra-kurdes ont été rapportées immédiatement après le vote. *Goran* a annoncé que son QG à Sulaimaniyeh avait été encerclé puis visé par des tirs d'unités de l'UPK (ce qui a poussé le mouvement à envisager la création d'une milice de 10.000 membres). Mais surtout, au Kurdistan et dans tout l'Irak, de nombreux soupçons de fraude se sont rapidement exprimés. *Goran* a accusé l'UPK d'avoir reprogrammé les appareils de comptage, et le 14 mai, 6 partis kurdes ont annoncé leur rejet des résultats préliminaires et appelé à de nouvelles élections au Kurdistan et dans les territoires contestés. L'Alliance *Wataniya* de l'ancien Premier ministre Ayad Allaoui a formulé la même exigence au niveau irakien. Face à la Commission électorale, qui a annoncé la non-prise en compte des votes pour les bureaux revenus au comptage manuel à cause des pannes (*NRT*), un nombre

croissant de listes a demandé un recomptage manuel.

Suspectée de fraude à Sulaimaniyeh et Kirkouk, l'UPK a accusé le PDK d'avoir entravé les déplacements et intimidé des électeurs de Ninive et Shingal (Sindjar) dans la province de Mossoul, où elle n'a obtenu qu'un siège, et a contesté 3 des 7 sièges du PDK. Cependant, le 20, PDK et UPK ont décidé de mettre de côté leurs dissensions pour rencontrer ensemble à Bagdad les partis irakiens dans les négociations de formation du nouveau gouvernement. Les autres partis politiques kurdes, détenant ensemble 18 sièges, ont d'abord poursuivi des pourparlers séparés, certains d'entre eux appelant au boycott du processus politique pour protester contre les fraudes, avant d'envisager une alliance au parlement de Bagdad.

La Commission électorale a finalement aussi été touchée par de graves dissensions internes. L'un de ses membres, Ayad Kakayi, a demandé le 16 un recomptage manuel, alors que son responsable, Riyadh al-Badran, le refusait, accusant Kakayi de subir les pressions de certains partis politiques... Le 17, le président du Parlement irakien, Salim al-Jabouri, a publié une lettre signée par 81 députés décrivant les résultats de l'élection comme «catastrophiques», et demandant une session parlementaire d'urgence pour le 19. PDK et UPK ont décidé de boycotter cette session dont selon eux «rien ne sortirait» (*Rûdaw*). Le 19, la session n'a pu se tenir faute de quorum, avec seulement 105 présents, et a dû être reconvoquée pour le 24. C'est seulement à la 4<sup>e</sup> tentative que le 28, le Parlement irakien a pu se réunir valablement en session d'urgence avec 165 présents. Il a approuvé le recomptage manuel de 10% des voix, ajoutant que si

25% de ces votes étaient jugés irréguliers, tous les votes seraient alors recomptés manuellement. Ont aussi été décidés le recomptage manuel pour Kirkouk et certains bureaux des territoires contestés, l'annulation des votes de l'étranger ainsi que des «votes conditionnels» (ceux de nombreux électeurs ayant voté avec des cartes d'identité et non électorales) dans la plupart des camps de réfugiés (l'annulation de nombreux votes exprimés dans les camps a particulièrement touché les yézidis).

De nombreux partis ont considéré que le Parlement avait excédé ses pouvoirs, et l'UPK a décidé de contester ces décisions juridiquement. Le responsable de la Commission électorale les a aussi rejetées, déclarant impossible de priver de leur droit de vote 4 millions de déplacés et 1 million d'Irakiens de l'étranger... Le Conseil des ministres a annoncé la formation d'un Comité composé de diverses branches de l'État et du gouvernement pour superviser les décisions de la Commission électorale. Le 31, la confusion a encore augmenté quand, en tant que gardien de la constitution, le Président Fouad Massoum a déclaré inconstitutionnelles les récentes décisions du Parlement mais aussi demandé à la Cour fédérale de statuer sur la légalité de ce Comité de supervision...

Les résultats étaient très attendus

dans les territoires contestés, dont la stratégique province de Kirkouk (13 sièges, dont 1 réservé à un chrétien), riche en pétrole et à la population multiethnique, et ils ont été particulièrement contestés. En 2014, les Kurdes avaient remporté 8 sièges (6 pour l'UPK et 2 pour le PDK), les communautés arabes et turkmènes ayant chacune obtenu 2 sièges (AFP). 291 candidats – dont 80% nouveaux – s'y répartissaient sur 31 listes. Le PDK, qui avait appelé au boycott dans les territoires repris par les Irakiens en octobre, les considérant comme «occupés», n'était pas présent. Les candidats kurdes, notamment de l'UPK, avaient dû y censurer leurs discours de campagne, leurs adversaires turkmènes et arabes multipliant affiches et meetings. Pourtant, aux résultats préliminaires, l'UPK a obtenu 6 sièges, listes arabes et turkmènes chacune 2, 2 autres sièges demeurant en suspens... Les listes turkmènes et arabes ont rejeté ces résultats, puis après la publication des comptes définitifs, où arabes et turkmènes ont obtenu 3 sièges chacun, des partisans armés de la Coalition *Fatih* des *Hashd al-Shaabi* ont encerclé le bureau de la Commission électorale, demandant un recomptage manuel (*Kurdistan-24*). D'autres hommes armés ont encerclé plusieurs bureaux de vote de la ville où se trouvait du personnel de la Commission électorale, dont le

responsable a parlé de «prise d'otages». Le gouverneur de la province, Rakan al-Djoubouri, proclamant un couvre-feu nocturne, a ordonné le recomptage manuel, parlant de résultat «illogique» du comptage électronique (*Reuters*). Le Premier ministre Haider al-Abadi, se distançant du choix des dispositifs électroniques par la Commission électorale, a lui aussi appelé le 15 à un recomptage manuel dans la province, ajoutant qu'en cas de fraudes, il faudrait l'étendre à tout l'Irak. Puis des centaines de membres du Front turkmène irakien ont encerclé les entrepôts où se trouvaient les urnes électorales, empêchant la Commission électorale de les récupérer.

Le 30, la Commission électorale a annulé les votes de 1021 bureaux, dont 186 à Kirkouk et 67 à l'étranger, et annoncé le lancement d'une enquête... Le PDK a apporté son soutien à un recomptage manuel global, tout en critiquant les annulations de votes.

Au milieu de cette confusion, peut-être un point positif: après que, le 8 mai, le Premier ministre GRK Nechirvan Barzani ait fixé les élections présidentielles et législatives du Kurdistan au 30 septembre, la Commission électorale du Kurdistan a annoncé le 22 mai que, suite à la demande de 5 partis kurdes, acceptée à l'unanimité de ses 9 membres, le comptage électronique n'y serait pas utilisé...

## IRAN:

### LA VIE DE PANAHİ TOUJOURS MENACÉE, LA GRÈVE DES BAZARS SUSPENDUE APRÈS PROMESSE DE ROUVRIER LES FRONTIÈRES

**C**e mois-ci, commerçants et *kolbars* (porteurs) kurdes ont poursuivi leur grève contre la fermeture des frontières et les taxes douanières élevées imposées au Kurdistan d'Iran. Parti de la ville de Baneh le 15 avril, le mouvement s'est ensuite étendu à Jwanrow, Mariwan, Piranshar, Saqqez et Urmia. En

réponse, les autorités iraniennes ont selon la *Kurdistan press Agency* (*Kurdpa*) déployé de nombreuses forces de sécurité dans les villes kurdes, notamment à Baneh, et bloqué Internet (comme elles le font maintenant régulièrement en cas de troubles politiques), pour empêcher les médias de couvrir l'événement. Selon les médias kurdes d'Iran,

les forces de sécurité ont procédé à de nombreuses arrestations et menacé les propriétaires de magasins pour les faire rouvrir, comme le 20 avril à Baneh, Piranshahr, Marivan et Javanrud, sans parvenir à arrêter la grève.

Parallèlement, la justice iranienne a interdit l'utilisation de la messagerie sur smartphone



*Telegram*, affirmant que celle-ci avait servi à «commettre différents crimes», et notamment préparer manifestations et attaques, dont celles de Téhéran contre le Parlement et le mausolée de l'ayatollah Khomeini en juin 2017 – un moyen de criminaliser davantage les prévenus dans les milliers d'enquêtes ouvertes en rapport avec les récentes manifestations anti-régime. La télévision d'État a justifié la décision d'interdire *Telegram* par des pré-occupations de «sécurité nationale», et tous les fournisseurs d'accès Internet devaient bloquer l'application et son site web à partir du 30 avril...

En réponse à cette interdiction et à la répression des manifestations, les Iraniens se sont tournés vers des moyens créatifs d'exprimer leur opposition, par exemple en transformant les billets de banque en autant de tracts couverts d'inscriptions anti-régime, dont les photos sont devenues virales sur les réseaux sociaux!

Durant les manifestations du 1<sup>er</sup> mai, auxquelles la coordination des partis kurdes d'Iran avait appelé à participer (*Rûdaw*), les autorités ont selon l'agence *ILNA* arrêté 6 personnes à Téhéran.

Le 4, Baneh étant quadrillée par de nombreuses forces anti-émeutes (*Kurdistan Human Rights Network*, *KHRN*), des milliers de résidents sont allés en voiture dans une mosquée à plusieurs kilomètres de la ville pour participer aux prières dirigées par le religieux local, Mohammad Adibi, qui dispense ses encouragements aux fidèles pour qu'ils continuent à participer pacifiquement à la grève générale qui paralyse Baneh depuis le 15 avril (*VOA Persian*). Ce même jour, *KHRN* a annoncé l'arrestation de dizaines de grévistes, sans pouvoir fournir de détails en raison de la coupure des communications. Le 6, les commerçants de la région de Baneh ont rouvert tem-

porairement leurs boutiques, tout en indiquant que la grève reprendrait si les autorités ne respectent pas les promesses faites aux grévistes (*KHRN*). Une délégation du gouvernement iranien aurait promis d'ouvrir un point de passage commercial et deux voies d'accès transfrontalières destinée aux *kolbars*.

Le 6, 15 parlementaires kurdes ont annoncé en conférence de presse qu'ils démissionneraient collectivement si leurs propositions de modification de la loi n'étaient pas suivies, soulignant que la fermeture semi-officielle des postes frontaliers mettait en jeu la vie quotidienne de millions de leurs électeurs (*Rûdaw*): leur porte-parole, Jalal Mahmoudzadeh, originaire de Mahabad, a déclaré que des millions d'Iraniens avaient besoin du commerce représenté par les *kolbars*, et que les restrictions imposées sur celui-ci leur avaient causé de graves difficultés financières. La perte d'emplois causée par la fermeture des points de passage frontaliers avec le Kurdistan irakien a été estimée à plusieurs dizaines de milliers...

Le 8, le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a appelé les habitants du Kurdistan d'Iran à la grève générale, en solidarité avec les villes bordant le Kurdistan d'Irak, mais aussi pour condamner la politique d'«étranglement économique» du régime islamiste. Le 10, ce sont les enseignants qui sont descendus dans la rue à Sanandaj, Ilam, Kermanshah, Marivan, Diwandare et Saqqez (*Hengaw Human Rights News*) pour protester contre la réduction de leurs salaires et exiger l'amélioration des conditions d'éducation, notamment la possibilité d'enseigner en kurde. Les enseignants de Shiraz, d'Ispahan, de Tabriz et de Kazerun ont également protesté contre leurs faibles salaires et les mauvaises conditions d'éducation (*Radio Farda*),

de même que ceux de Téhéran (*BBC persan*), où les forces de sécurité en civil ont attaqué les manifestants, en arrêtant 11.

Dans une interview accordée le 18 à *VOA* en persan, un porte-parole a réitéré la position des commerçants de Baneh: si le gouvernement ne rouvre pas comme il l'a promis les passages transfrontaliers à la fin du Ramadan, mi-juin, la grève reprendra.

Allant de pair avec les grèves et les manifestations dans les bazars du Kurdistan d'Iran, les exactions des garde-frontières iraniens contre les *kolbars* se sont multipliées ce mois-ci. Le 1<sup>er</sup> mai, photos et vidéos de dizaines de chevaux de *kolbars* abattus à la frontière entre Kurdistan irakien et iranien ont suscité dès leur diffusion sur les réseaux sociaux l'écœurement et la colère des Iraniens, qui n'ont cessé depuis de faire pression pour faire cesser ce genre de massacres visant des animaux innocents. Le sujet a finalement été abordé au Parlement de Téhéran le 7 mai, où un député pro-régime, Ahmad Ali Keykha, a demandé d'utiliser plutôt des tranquillisants et de revendre ensuite les chevaux confisqués (*France-24*).

Le 5 au soir, les Gardiens de la Révolution ont également arrêté près de la frontière à Piranshahr des dizaines de *kolbars* pour les empêcher de transporter leurs marchandises, qu'ils leur ont confisquées ou même incendiées (*NRT*). Selon l'agence de presse *Firat*, pas moins de 1 300 personnes ont été empêchées de transférer des marchandises à la frontière entre Kurdistan iranien et Région du Kurdistan d'Irak.

Le 15, les garde-frontières iraniens ont de nouveau abattu un *kolbar*, puis le 20, l'Association des droits de l'homme du Kurdistan a signalé un nouvel assassinat et deux blessés: il s'agit cette fois de paysans visés par des tirs des garde-frontières

alors qu'ils... moissonnaient leurs champs près de la frontière du Kurdistan irakien. Le même jour, les autorités iraniennes ont de nouveau abattu des dizaines de chevaux appartenant à des *kolbars*.

Le 31 mai, l'association *Hengaw* de défense des droits de l'homme s'est inquiétée dans un communiqué de l'augmentation des morts parmi les *kolbars*. Kamal Mohammadi, un *kolbar* de Baneh a été abattu le 30 par des Gardiens de la révolution. Transporté à l'hôpital à Sulaimaniyeh, il est mort avant d'y arriver. Un autre du nom de Salim Khalili aurait été tué par les forces iraniennes à Shino (Oshnavieh, Azerbaïdjan occidental). Durant les 10 derniers jours du mois, *Hengaw* a dénombré 4 *kolbars* tués et 7 autres blessés. Le KHRN a quant à lui compté 6 tués, avertissant que «l'assassinat systématique des *kolbars* est en augmentation».

Peut-être une bonne nouvelle pour les transfrontaliers kurdes d'Iran, le 24, le point de passage de Sartak-Pishta entre le Kurdistan d'Iran et la Région du Kurdistan, à environ 220 km au sud-est d'Erbil, a été rouvert par le gouvernement irakien après plus de trois mois de fermeture, et des camions ont commencé

immédiatement à le traverser pour transporter des marchandises. Bagdad avait fermé ce passage le 10 février, et le GRK (Gouvernement régional du Kurdistan) a fini par obtenir sa réouverture.

Autre préoccupation actuelle des défenseurs des Droits de l'homme à propos du Kurdistan d'Iran, le sort du prisonnier politique condamné à mort Ramin Hossein Panahi. Blessé lors de son arrestation le 22 juin 2017 à Sanandaj, accusé d'appartenir au parti d'opposition kurde du *Komala* et d'avoir pris les armes contre l'État, il avait été condamné à mort en Janvier 2018. Le KHRN a annoncé que les membres de la famille de Panahi l'avaient informé qu'il avait été transféré en cellule d'isolement de la prison de Sanandaj pour être pendu le 5 mai. La nièce de Panahi, Nishtiman, dont le mari était également détenu par le régime iranien, s'est suicidée à cause du stress causé par le verdict d'exécution de son oncle...

Le 3 mai, le ministère de la Justice de la province du Kurdistan (iranien) a annoncé que Panahi était armé lors de son arrestation et avait «avoué». Dans une «dérision complète du processus judiciaire», le condamné s'est vu proposer de se confes-

ser en ligne en échange de la révocation de sa condamnation à mort... Puis le groupe a tweeté le 2 mai que Panahi avait été «retiré du quartier d'isolement pour être remis dans une cellule normale», ce qui *pourrait* signifier que sa condamnation est suspendue. Ceci fait suite à plusieurs appels internationaux en sa faveur: le 1<sup>er</sup> mai, *Amnesty International* notamment avait appelé le régime iranien à mettre un terme à l'exécution de Panahi, qualifiant son procès d'«inéquitable».

Le 6, en réponse aux déclarations de la justice, Sharifeh Zarinî, la mère de Panahi, contestant les accusations portées par le corps des Gardiens de la révolution, a appelé à un procès public pour son fils en réitérant qu'il est absolument innocent et n'a jamais été armé à aucun moment. Cependant, Panahi a été de nouveau transféré en isolement le 17. Le 25, sa mère a de nouveau pris la parole, demandant cette fois à l'Union européenne de soulever le cas de son fils auprès de Téhéran lors des discussions de Vienne sur l'«accord du nucléaire iranien». Elle a envoyé une lettre ouverte à ce propos à la Haute Représentante de l'UE, Federica Mogherini.

---

## PARUTIONS RÉCENTES

Récemment plusieurs parutions d'ONGs, dont des rapports d'organisations de défense des Droits de l'homme, ont déclenché la colère des autorités turques. Nous en donnons une brève liste et indiquons les liens permettant de les télécharger, car la plupart, en général rédigés en anglais, sont placés sur des sites web.

Le *Stockholm Center for Freedom*, centre suédois s'intéressant particulièrement aux violations des droits des journalistes, suit de

près la situation des journalistes en Turquie, et a publié de nombreux rapports sur la situation dans ce pays, parmi lesquels, par exemple, *Abuse of the Interpol system by Turkey (Comment la Turquie abuse du système Interpol)*, ou *Hate speech against Christians in Erdoğan's Turkey (Discours de haine anti-chrétiens dans la Turquie d'Erdoğan)*... Le site de l'organisation est à : <https://stockholmcf.org/>, et on peut accéder aux rapports en choisissant l'item de menu le plus à droite, «Reports».

L'organisation de défense des Droits de l'homme *Amnesty International*, dont les responsables turcs ont eux-mêmes été victimes de la répression, a récemment publié plusieurs rapports sur la Turquie. Le 26 avril, est paru *Weathering the storm: Defending human rights in Turkey's climate of fear (Affronter la tempête: défendre les Droits de l'homme dans le climat de peur de la Turquie)*, téléchargeable à cette adresse en anglais ou en turc: <https://www.amnesty.org/en/documents/eur44/8200/2018/e>

n/. Dans la catégorie «Faits et chiffres», mentionnons l'article publié le 7 mai dernier qui, après avoir rappelé les chiffres de la répression à cette date, dresse une biographie de «12 personnes qui résistent en Turquie», parmi lesquelles sont cités Taner Kiliç (président d'Amnesty Turquie), l'avocate Eren Keskin, le militant de la société civile Osman Kavala, l'artiste kurde Zehra Doğan etc (lien

<https://www.amnesty.fr/actualites/12-personnes-qui-resistent-en-turquie>). Enfin, la «page pays» d'Amnesty sur la Turquie se trouve à cette adresse :

<https://www.amnesty.org/en/search/?country=38514>.

Amnesty a également publié fin avril en coopération avec *Justice for Iran* un rapport de 31 pages sur l'Iran, intitulé *Criminal cover-up: Iran destroying mass graves of victims of 1988 killings (Dissimulation criminelle: l'Iran détruit les charniers des victimes des massacres de 1988)*. Ce rapport, qui concerne les victimes des massacres de 1988 dans lesquels des milliers de prisonniers politiques ont été tués en secret, utilise de nouvelles preuves, dont des images satellites, des photos et des vidéos, pour révéler que les autorités iraniennes ont tenté dans les semaines précédentes de détruire des sites de fosses communes au bulldozer, de construire sur les lieux des bâtiments ou des routes, voire d'y jeter des ordures ou d'y construire de nouvelles tombes. Le rapport peut être téléchargé en anglais ou en persan à cette

adresse: <https://www.amnesty.org/en/documents/mde13/8259/2018/en/>

Dans un tout autre genre, le rapport américain international sur la liberté religieuse, publié par la *U.S. Commission on International Religious Freedom (USCIRF)* du Département d'État des États-Unis, a particulièrement irrité le ministère turc des Affaires étrangères (*International Religious Freedom Report for 2017*). Celui-ci a caractérisé sa section sur la Turquie comme «la répétition de certaines allégations sans fondement». Le rapport, qui vise à faire connaître les problèmes que rencontrent les communautés religieuses, en particulier les minorités, indique notamment que des milliers de suspects d'appartenance au mouvement güleniste ont été arrêtés ou suspendus dans les institutions publiques turques, notamment la Direction des affaires religieuses (*Diyanet*), et rappelle aussi l'appel du Département d'État américain pour la libération du pasteur protestant Andrew Brunson. Le ministère turc reproche au texte de ne pas mentionner que Fethullah Gülen et son mouvement sont des terroristes... Les rapports 2018 et 2017 de l'USCIRF sont visibles et téléchargeables à :

<http://www.uscifr.gov/reports-briefs/annual-report>.

Enfin, le Tribunal Permanent des Peuples (TPP), qui avait tenu à Paris les 15 et 16 mars derniers une session sur la Turquie intitulée: «*Session sur les allégations de violations du droit international et du droit international humanitaire*

par la République turque et ses fonctionnaires dans leurs relations avec le peuple kurde et leurs organisations», a rendu et publié son verdict le 25 mai dans l'enceinte du Parlement européen à Bruxelles. Philippe Texier, vice-président du Tribunal Permanent des Peuples, ancien juge à la Cour de cassation française, a déclaré: «Le président de l'État turc, Recep Tayyip Erdogan, est directement responsable pour les crimes de guerre et les crimes d'État commis en particulier dans le sud-est de l'Anatolie». Il avait déjà indiqué dans les conclusions préliminaires du jury que celui-ci avait constaté que le conflit résultait bien de la violation du droit à l'autodétermination du peuple kurde, et qu'il devait donc être considéré comme un *conflit armé non international*, tel que défini par le droit international, et non comme une opération de police contre le terrorisme – version défendue par l'État turc.

Le verdict ainsi que la vidéo de l'ensemble de la conférence sont consultables en ligne, sur le site dédié à la session du TPP sur la Turquie et les Kurdes : <http://tribunal-turkey-kurds.org/>. Une vidéo (moins de 6 mn) montrant juste l'énoncé du verdict est aussi accessible (<http://tribunal-turquie-kurdes.org/index.php/verdict/>). Enfin, l'acte d'accusation, un gros document (en anglais) de plus de 120 pages contenant tous les témoignages apportés au TPP, est téléchargeable à : <http://tribunal-turkey-kurds.org/index.php/in/>.





# De sa prison, le Kurde Demirtas défie le candidat Erdogan

**Les militants du Parti démocratique des peuples s'apprêtent à choisir pour la présidentielle turque du 24 juin l'ancien avocat détenu depuis plus d'un an.**

Par  
**QUENTIN RAVERDY**  
Correspondant en Turquie



Une femme tient un portrait de Selahattin Demirtas, ex-leader du principal parti prokurde, le HDP, à Istanbul, le 21 mars 2018. Photo Ozan Kose. AFP.

Depuis plusieurs jours, le nom de Selahattin Demirtas, ancien co-leader du Parti démocratique des peuples (HDP), refait surface dans la presse turque. Et pour cause, même retiré de la vie politique depuis janvier, l'avocat de 45 ans va être désigné par ses partisans, ce vendredi, pour défier Recep Tayyip Erdogan lors des élections anticipées (présidentielle et législatives) du 24 juin. Une candidature hors norme puisque le politicien issu de l'ethnie kurde zaza vient de passer son dix-huitième mois en prison. Accusé par la justice de servir de bras politique au Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, qui mène une lutte armée contre l'Etat turc depuis plus de trente ans, Demirtas est aujourd'hui mis en cause dans 18 affaires et risque jusqu'à 142 années de prison.

Sûrs du choix de leur candidat, c'est plein d'impatience que plusieurs élus et soutiens du HDP, la formation de gauche prokurde, militant pour les droits des minorités de Turquie, se sont rendus à l'un de ses procès, lundi. L'occasion de venir écouter dans le tribunal de la prison de Silivri, en banlieue d'Istanbul, l'une des rares figures politiques du pays à jouer des cou-

des avec le président Erdogan dans l'art du discours politique et de la rhétorique. Mais Demirtas n'est pas apparu. «Raisons de santé», ont coupé court ses proches. Dans les rangs du parti, l'inquiétude est ailleurs. Malgré l'absence du prévenu et en dépit de l'appel des avocats à repousser l'audience après les élections, le juge semble bien décider à boucler cette affaire au plus vite: Demirtas et un autre élu du HDP, Sirri Sureyya Önder, risquent cinq ans de prison pour «propagande terroriste». Une condamnation, lors de la prochaine audience le 8 juin, pourrait anéantir la candidature de celui qui, en 2014, avait déjà affronté Erdogan à la présidentielle (9,77% des voix).

## «UN SYMBOLE»

«Oui, il y a un risque, surtout dans ce genre d'affaires, suivies de très près par Erdogan. La plupart des juges sont contrôlés par le pouvoir et leurs décisions sont dictées, [...] mais Selahattin a été notre coprésident pendant cinq ans, il a lutté pour les droits de l'homme comme avocat pendant vingt ans. Tout fait de lui un symbole et

notre seul candidat», affirme calmement Garo Paylan, député d'Istanbul. Une évidence pour de nombreux analystes: «Il n'y avait en fait pas de meilleur candidat. C'est actuellement le seul capable à la fois de maintenir la base électorale traditionnelle du parti kurde et de l'élargir», estime Vahap Coskun, enseignant à l'université Dicle de Diyarbakir. Dans l'idée, le HDP espère ainsi récupérer certains électeurs, notamment des Kurdes partisans du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation islamoco-conservatrice d'Erdogan, refroidis par l'alliance avec les ultranationalistes du MHP ou l'opération militaire d'Ankara contre les Kurdes de Syrie cet hiver.

Se profile donc une campa-

gne bien atypique – mais rien illégale – faite d'échanges avec ses avocats depuis sa cellule de la prison d'Edirne, d'interviews à distance et de publications sur les réseaux sociaux. Avec des sondages oscillant entre 13% et 15%, les chances pour Demirtas de rivaliser directement avec le président sortant sont bien minces.

Mais l'objectif est ailleurs. «Plus il y a de candidats, moins Erdogan a de chances de passer dès le premier tour. La candidature de Demirtas est donc indispensable pour qu'il y ait un second tour», tranche le politologue Ahmet Insel. D'ailleurs, début avril, lors d'une audience, le leader kurde en était convaincu: «Nous sommes ceux qui allons déterminer l'élection présidentielle. Nous sommes le cadenas. Nous sommes la clé.» L'éventualité d'un second tour serait inédite en Turquie

**«Plus il y a de candidats, moins Erdogan a de chances de passer dès le premier tour. La candidature de Demirtas est donc indispensable.»**

**Ahmet Insel** politologue

et pourrait voir apparaître un possible front anti-Erdogan. Le rôle de l'avocat kurde sera également capital dans le cadre de la campagne législative du HDP. En juin 2015, il avait permis la percée électorale historique de son parti, emmenant avec lui 79 élus au Parlement de Turquie. Tout en privant dans le même temps l'AKP et Erdogan d'une majorité absolue trustée depuis 2002. «Erdogan reste traumatisé par juin 2015», rappelle Garo Paylan. Menacé, le dirigeant turc avait repris la main en novembre 2015, lors d'élections anticipées, organisées sur fond de violences dans les régions kurdes après l'éclatement du cessez-le-feu entre le PKK et les forces de sécurité.

Aujourd'hui, si le HDP reste la deuxième force d'opposition du pays, le parti est sérieusement fragilisé. En plus de son candidat principal, neuf autres élus – dont l'autre ancienne coprésidente du parti, Figen Yüksekdağ – ainsi que des milliers de membres du parti ont été arrêtés au cours du vaste tour de vis autoritaire conduit par Erdogan depuis la tentative de putsch manqué de juillet 2016.

## CLIMAT NATIONALISTE

Mis au ban de la toute fraîche alliance législative, échaudée par quatre partis d'opposition portés par le climat nationaliste, totalement boycottés par les télévisions et journaux progouvernementaux qui cadennassent la scène médiatique turque, les élus du HDP veulent quand même y croire.

Tous sont persuadés que le parti, porté par Demirtas, franchira le seuil électoral des 10% à l'échelle nationale, nécessaire pour siéger au Parlement. «C'est indispensable, prévient Ahmet Insel. Si le HDP ne passe pas ce barrage [en vertu de la loi électorale turque, ndlr], l'immense majorité de ses sièges seront récupérés par l'AKP [...] Il en va de la représentation des Kurdes, des minorités et des forces modernistes au Parlement de Turquie.»

**L'HOMME DU JOUR**

# Moyen-Orient

Propos recueillis par  
**URSULA GAUTHIER**

## Les Kurdes, ce peuple en trop

*Pourquoi les Occidentaux ont-ils laissé tomber les Kurdes, leurs alliés dans la lutte contre Daech? Jamais ce peuple sans Etat n'aura réussi à faire de sa cause un enjeu international. Le chercheur **Jordi Tejel** retrace leur histoire ponctuée d'occasions manquées*

**M**alédiction du peuple kurde... Emmanuel Macron reçoit à l'Elysée le 29 mars une délégation des forces démocratiques syriennes kurdes mais assure aussitôt après qu'aucune nouvelle opération militaire n'est envisagée dans le nord de la Syrie pour protéger ses alliés contre les assauts de la Turquie... Pourquoi l'Occident et les Etats-Unis les ont-ils abandonnés à la fureur du despote Erdogan et de ses affidés djihadistes à Afrin ou à celle de l'armée irakienne et de ses supplétifs iraniens à Kirkouk? Ces Kurdes avaient pourtant été assez bons et braves pour jouer les

fantassins de nos armées qui ne voulaient pas engager de troupes au sol, afin de combattre chez eux les terroristes qui venaient chez nous ensanglanter les rues.

On a chanté les louanges de leurs guerrières aux tresses noires qui mettaient en fuite les djihadistes de l'organisation Etat islamique, terrorisés à l'idée d'être tués par des femmes, ce qui, dans leur eschatologie primitive, ne manquerait pas de les priver du paradis. Car les Kurdes ont bien lavé l'honneur de ceux qui, en 2014, avaient livré sans résistance des provinces entières de l'Irak et de la Syrie à Daech.

Eux se souvenaient que la communauté internationale présentait la lutte contre le terrorisme islamiste comme une priorité existentielle. Une fois l'ennemi vaincu, nos frères d'armes ont donc rêvé qu'on les aiderait à consolider ces petits Kurdistan arrachés de haute lutte aux pouvoirs centraux en Irak ou en Syrie. Las. Entre-temps, l'EI était défait, chassé de Mossoul et de Raqqa. Soulagement en Europe et aux Etats-Unis qui se sont empressés d'oublier ces alliés de circonstance. Malédiction du peuple kurde donc dont l'histoire se répète encore et encore. Peuple enchâssé au cœur de toutes les complexités orientales puisque, tandis que les Etats oppriment leur propre minorité kurde, ils soutiennent les Kurdes des Etats voisins. Leurs mouvements ont ainsi été contraints, pour exister, de créer des alliances contre nature avec des Etats oppresseurs. Eternels minoritaires à mater ou à acheter, mais pas à reconnaître dans leur spécificité nationale. Jamais, ils n'auront réussi comme les Palestiniens, autres sacrifiés de l'histoire du Moyen-Orient, à faire de leur cause un enjeu international.

Et pourtant la création d'un Etat fédéral



en 2005 en Irak a permis la reconnaissance entière de l'identité kurde. Même si l'allié américain n'a pas sourcillé lorsque Bagdad, à l'automne dernier, a récupéré par la force la région pétrolière de Kirkouk, et fermé les frontières du Kurdistan. Reste, puisqu'il faut continuer à espérer avec ce peuple qui n'a jamais baissé les bras, que leur lutte contre Daech a fait émerger une nouvelle dynamique unificatrice. Comme l'explique le chercheur Hamit Bozarslan, un des meilleurs spécialistes de la question kurde : « *Il y a trente ans, personne n'était sûr que les Kurdes survivraient comme communauté. Aujourd'hui on constate leur montée en puissance.* » **SARA DANIEL**





**Les Kurdes, qui comptent entre 30 et 40 millions de personnes sur quatre pays, Turquie, Iran, Irak et Syrie, ont-ils toujours été un peuple sans Etat?** Il n'y a jamais eu d'Etat kurde unifié, bien que l'existence d'un Kurdistan ait été reconnue il y a très longtemps par les souverains, les sultans... Cette « terre des Kurdes » sera longtemps caractérisée par des frontières mouvantes. La chaîne de montagnes qui sépare la Turquie de l'Iran en constitue l'épine dorsale. Au fur et à mesure que les tribus nomades se sédentarisent, elles colonisent de nouvelles terres. Les féodaux kurdes contrôlent des espaces de plus en plus vastes aux populations très mêlées. Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, début de la phase génocidaire qui finira par vider l'Anatolie de ses populations chrétiennes, permettant ainsi aux grandes tribus kurdes

de faire main basse sur toutes les terres de ces communautés éradiquées.

**Pourquoi ont-ils tardé à prendre conscience de leur identité?**

Longtemps les Kurdes se sont identifiés à l'esprit ottoman et à l'institution du califat. Ils jouissaient de nombreux privilèges en échange des services qu'ils rendaient, comme protéger les pèlerins en route vers La Mecque, contrôler les régions frontalières, surveiller les minorités rebelles, etc. Appartenant au groupe majoritaire sunnite, ils ne se percevaient pas comme une minorité. Mais des lettrés kurdes s'interrogent dès les XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles sur leur spécificité, leur pays à cheval sur deux empires, l'ottoman et le perse. Ce qui freine l'émergence d'une véritable conscience, c'est la définition encore très restrictive qu'ils ont de la ►►

*A Afrin en Syrie, le 10 mars, des femmes kurdes sont venues de Turquie pour s'interposer comme boucliers humains dans les bombardements turcs.*





**JORDI TEJEL**, professeur à l'université de Neuchâtel, dirige le projet « Towards a Decentred History of the Middle East » financé par le Conseil européen de la Recherche (ERC). Il est spécialiste du nationalisme kurde moderne et de la question minoritaire au Moyen-Orient et auteur de « la Question kurde : passé et présent » (L'Harmattan, 2014).

*Des cadavres d'enfants et d'adultes kurdes après l'attaque chimique par l'armée de Saddam Hussein sur la ville de Halabja en Irak le 16 mars 1988.*

➔ kurdicité. Sont « kurdes » exclusivement les hommes de la caste aristocratique guerrière issue des tribus nomades. Sont exclus les femmes, les paysans et toute la population sédentaire. Pour eux, les paysans kurdophones sont des « *rayat* », des serfs, au même titre que leurs sujets chrétiens.

**Comment cette prise de conscience a-t-elle finalement émergé?**

Elle passe par le contact, au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, avec les « *millets* », les minorités non musulmanes de l'Empire, comme les Arméniens qui participent activement à la vie politique, se battent pour leurs droits, ont des députés au Parlement ottoman, et vont même contribuer à fonder le parti des Jeunes-Turcs – sans se douter que ces derniers mettront en œuvre le génocide de 1915. Parallèlement se produit un phénomène de réaction contre la montée des revendications des minoritaires. Certains segments de la société kurde y voient une menace pour leurs privilèges et rejettent l'égalité entre communautés. C'est ce qui explique que les tribus kurdes se joindront à l'appel lancé par le sultan Abdulhamid, et participeront par solidarité panislamiste aux premiers grands massacres qui viseront les Arméniens en 1884 et 1886. Certains sont bien sûr motivés par la perspective de s'emparer des maisons, de l'or, des terres.

**Dans votre ouvrage « la Question kurde : passé et présent », vous analysez l'occasion manquée d'un Kurdistan indépendant en 1920. Comment expliquer cet échec?**

Les pourparlers de paix au lendemain de la Première Guerre mondiale offrent aux Kurdes la perspective unique de fonder un Etat souverain. Signé en août 1920, le traité de Sèvres prévoit en effet la création de deux Etats en Anatolie orientale: un

arménien au nord, un kurde au sud. Mais à Istanbul, une partie des « nationalistes kurdes » continue de rêver à une solution « autonomiste » au sein du nouvel Etat turco-musulman. C'est d'ailleurs ce que Mustafa Kemal promet à tous ceux qui le rejoindront dans son offensive contre les forces étrangères. « *Dans la nouvelle Turquie, nous serons tous frères* », jure-t-il aux chefs tribaux qu'il sollicite au nom de la solidarité musulmane – air connu. Les chefs kurdes d'Anatolie le rejoignent en masse et dénoncent publiquement le traité de Sèvres, jurant qu'ils s'opposeront à l'amputation du territoire comme à la création d'une entité arménienne, fût-ce au prix d'un renoncement à une patrie kurde.

**Comment comprendre une attitude aussi dommageable à leurs propres intérêts?**

Le passé les rattrape : c'est le génocide des Arméniens de 1915 qui explique leur rejet du traité de Sèvres. Ils ont été en effet les principaux exécutants des massacres. Ils craignent d'être jugés pour leurs crimes. Ils redoutent aussi de devoir rendre aux Arméniens les terres confisquées entre 1895 et 1915. Résultat : le traité de Sèvres ne sera jamais appliqué. Trois ans plus tard, Mustafa Kemal victorieux signe à Lausanne un traité définitif où ne figure plus aucune mention d'Etat arménien – ni kurde. Au lieu de l'autonomie espérée, cet échec ouvre une longue période d'épreuves. Mustafa Kemal ne tiendra pas ses promesses, bien au contraire. En Syrie sous mandat français, on laisse les Kurdes assez libres, mais sans leur garantir aucun droit particulier. Et en Iran, les régimes successifs mèneront, comme en Turquie, une entreprise d'assimilation sans merci et de répression sauvage à la moindre résistance. Des quatre pays de l'espace kurde, l'Irak sous mandat britannique est le seul à reconnaître le statut de mino-

rité des Kurdes et à leur octroyer des droits culturels. Et pourtant c'est en Irak que les massacres dans les années 1980 seront les plus terrifiants. On se souvient des attaques à l'arme chimique par Saddam Hussein. L'opération Anfal en 1988 fera 200 000 à 300 000 morts chez les Kurdes.

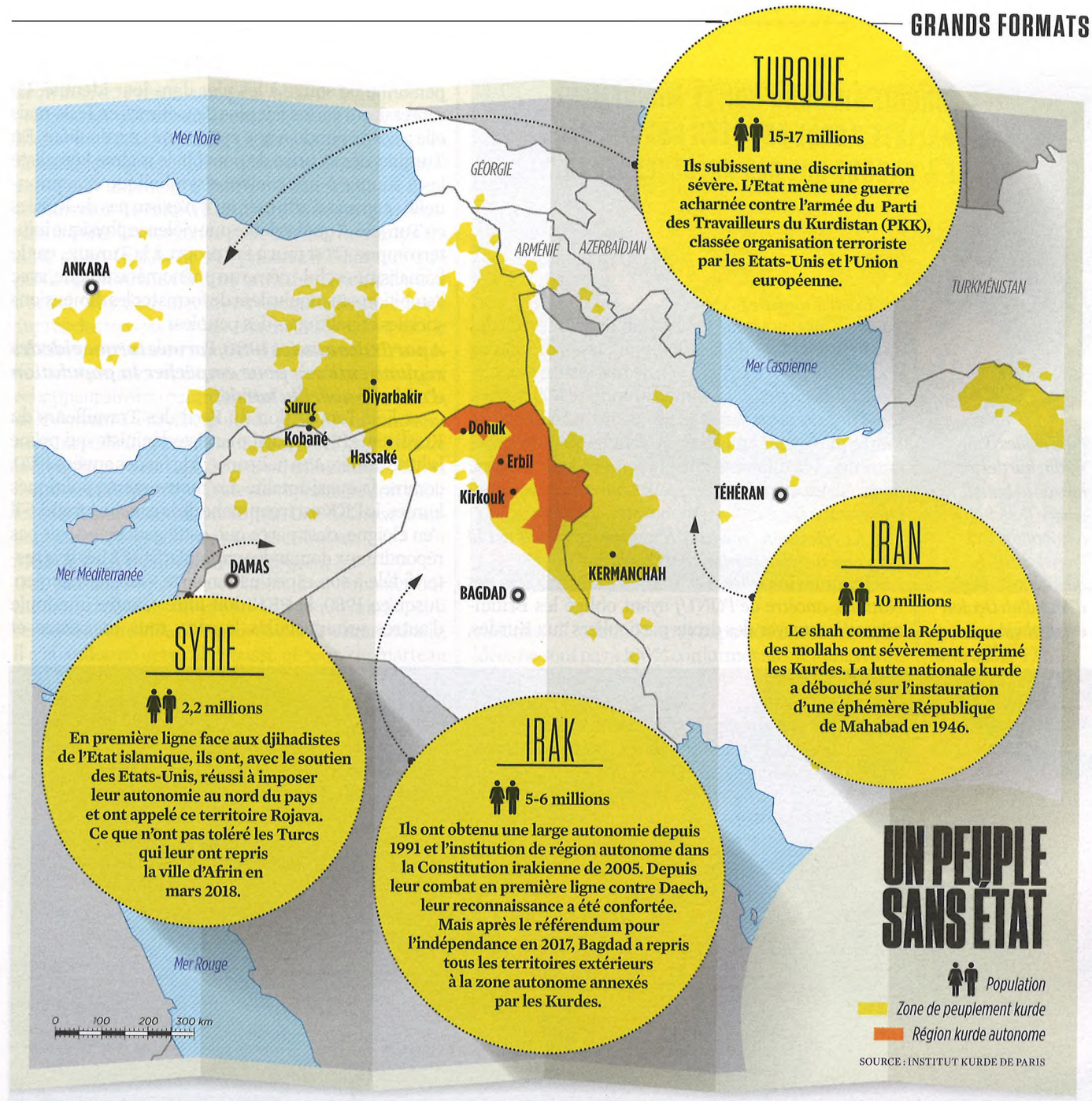
**Le Kurdistan irakien a été façonné par la rivalité entre deux grandes familles, les Talabani et les Barzani. S'agit-il d'une rivalité de type « féodale » ?**

Ces deux familles sont opposées à bien des égards. Les Barzani sont issus d'une région montagneuse, plutôt religieuse. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) qu'ils fondent en 1946 est un parti autonomiste de droite, conservateur sur les questions de société. Or, à partir des années 1950, on observe comme dans tout le Moyen-Orient un grand changement générationnel. Les idées de gauche ont partout le vent en





GRANDS FORMATS



poupe, la jeunesse éduquée s'embarque dans un important processus de radicalisation. Au sein du PDK, une aile gauche naît, en réaction au conservatisme des aînés. C'est de là qu'émerge un brillant étudiant de droit, issu d'une famille elle aussi très influente, les Talabani. Jalal Talabani fonde l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), un parti positionné plus à gauche, ouvert au dialogue, voire au compromis avec des partis non kurdes, comme le PC irakien, et plus tard le Baas.

**Quelle est la cause de leur mécontentement ?**

La rivalité entre ces deux partis débouche, à partir des années 1990, sur la division du Kurdistan en deux zones d'influence, chacun exerçant un contrôle total

sur sa zone, ses ressources économiques, son commerce frontalier, l'un avec la Turquie, l'autre avec l'Iran. Le durcissement de la compétition pour les ressources débouche en 1994-1996 sur une véritable guerre civile. L'invasion américaine de l'Irak en 2003 bouleverse la donne en transformant le pays en un Etat fédéral. Sous la pression de Washington, les deux bords sont contraints de s'accorder. Mais au-delà des enjeux politiques, des intérêts matériels pourrissent la relation. La population voit désormais ces partis comme corrompus, clientélistes, utilisant le nationalisme pour faire taire l'opposition. Ils sont devenus comme tous les partis de la région, des groupes d'intérêt politico-économiques générateurs de corruption généralisée. ➔



## “EN TURQUIE AUJOURD’HUI, LE MOUVEMENT NATIONALISTE KURDE EST PLUS URBAIN, PLUS ANCRÉ À GAUCHE QUE SES PRÉDÉCESSEURS.”

### ➔ Et en Turquie?

Là aussi, une nouvelle génération de jeunes Kurdes apparaît dans les années 1950-1960. Issus de milieux populaires, ils se tournent vers le marxisme, et réclament une place pour les familles modestes et pauvres. C’est de là que va surgir le mouvement nationaliste kurde, plus urbain, plus ancré à gauche que ses prédécesseurs, à la différence de l’Irak où ce sont, comme on l’a vu, les élites traditionnelles qui ont été les catalyseurs des aspirations nationalistes.

### **Les Kurdes sont maltraités partout. Quel est le pays où ils sont le plus discriminés?**

La Turquie, je pense. En Irak, la SDN [Société des Nations, ancêtre de l’ONU] ayant obligé les Britanniques à octroyer des droits particuliers aux Kurdes,

personne ne songe à les nier dans leur identité. La répression a certes fait plus de victimes en Irak, mais elle a correspondu à une époque très particulière. En Turquie, dès sa prise de pouvoir, le régime kémaliste les a soumis à une violence symbolique exceptionnelle : comme d’affirmer qu’il n’existe pas de Kurdes en Turquie. A quoi s’ajoute une violence physique ininterrompue. C’est tout à fait propre à la Turquie, car le kémalisme est lui-même un phénomène unique, avec l’ambition sans équivalent de formater les dimensions sociales et politiques des peuples.

### **A partir des années 1980, l’armée turque vide des régions entières pour empêcher la population d’aider la guérilla kurde.**

C’est lié à l’apparition du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), parti marxiste-léniniste qui prône la lutte armée. A sa naissance, à la fin des années 1970, comme la quasi-totalité des mouvements politiques kurdes, le PKK est très proche de la gauche turque. S’il s’en éloigne, c’est parce que cette gauche ne sait pas répondre aux demandes particularistes. Mais il va rester fidèle à son esprit nationaliste, étatiste, stalinien. Jusqu’en 1980, le PKK doit lutter contre une foule d’autres groupuscules kurdes, tous marxistes et

*Funérailles d’un soldat kurde tué lors de la bataille contre Daech à Kobané en février 2018. Le drapeau à l’effigie d’Abdullah Öcalan est déployé.*





doctrinaires. Prêts à tout pour obtenir le monopole, ces groupes s'entre-tuent entre 1978 et 1980. Puis le leader du PKK Abdullah Oçalan se retire avec ses hommes en Syrie, qui leur donne l'asile, pour se préparer militairement à l'affrontement final avec ses concurrents. Le coup d'Etat militaire de 1980, en décapitant toute la mouvance gauchisante, lui épargnera cette peine. Oçalan ne s'en prendra à l'Etat turc qu'à partir de 1984. C'est la lutte armée et l'enchaînement d'actions réactions avec le pouvoir qui le fera connaître auprès des masses kurdes. A la fin des années 1980, le PKK règne en maître sur tout le Kurdistan. En Anatolie, ses hommes tiennent des régions entières, qui échappent ainsi au contrôle d'Ankara. Ce tour de force, ils le doivent à leur discipline de fer et à leur fonctionnement stalinien. Tout membre du PKK qui dévie de la ligne du parti est jugé devant un tribunal spécial, est invité à réfléchir sur sa faute, se repentir et doit subir le redressement décidé par le juge. Le PKK nese trompant jamais, personne ne peut le critiquer.

#### **Mais le PKK a changé d'idéologie...**

Oui, plusieurs fois. A sa création, il se donnait pour mission d'obtenir un grand Kurdistan unifié. Il a renoncé à cette idée. Il voulait établir le communisme, il a abandonné cette idée aussi, et retiré le marteau de son drapeau. Après l'arrestation d'Oçalan en 1999, le PKK traverse une crise d'identité et de stratégie. Il décide de changer, de s'enraciner là où il se trouve, de se transformer en changeant le profil social des recrues. Et il entame une nouvelle mue idéologique baptisée « confédéralisme démocratique ». Le but n'est plus de créer un nouvel Etat-nation, mais une organisation de type anarchiste avec un processus décisionnel de bas en haut. Une telle organisation peut se couler dans les structures existantes. Le Rojava – le Kurdistan syrien – très influencé par le PKK, a mis en place cette organisation qui part du quartier, monte vers la commune et aboutit au canton. On ne sait pas jusqu'à quel point ces théories sont appliquées. Mais, en tout cas, elles montrent que la menace de sédition et de séparatisme dont Erdogan accuse sans cesse les « terroristes kurdes » n'existe plus. Reste qu'il est difficile de comprendre ce qu'ils veulent et vers quoi ils tendent.

#### **Les alliés du PKK au Kurdistan syrien sont toujours dépeints avec beaucoup d'admiration par la presse internationale.**

Il faut dire que leur discours est très sympathique. Le Parti de l'Union démocratique (PYD), organisation sœur du PKK au Rojava, dit travailler à créer des espaces autonomes vis-à-vis de l'Etat, à faire avancer le féminisme, l'éducation, l'écologie. Qui ne serait pas admiratif, surtout comparé aux tristes performances des régimes environnants? De plus les Unités de Protection du Peuple (YPG), avec leurs fameuses combattantes, ont réussi à déloger Daech, c'est remarquable. Reste que ce nouveau système n'est inclusif que sur le papier. Si une radio indépendante diffuse des messages qui s'écartent du PYD, la station est fermée, avec



violence s'il le faut. Si un groupe de femmes dont les idées ne sont pas à 100% conformes aux féministes de l'appareil veulent une autorisation pour une activité, elles ne l'obtiendront pas. Sous le discours prétendument ouvert se cache en réalité une organisation extrêmement partisane et doctrinaire.

#### **Est-ce que le PKK prend les décisions au Rojava?**

Le PKK s'est infiltré dans de très nombreuses associations de la société civile, et a réussi à les réorienter dans son sens en écartant un à un les éléments modérés. Il est devenu hégémonique. Mais cela ne veut pas dire qu'il contrôle tous les aspects de la société kurde. Seules les décisions stratégiques, de nature militaire et politique, sont prises dans les monts Kandil, au Kurdistan irakien où résident les leaders du mouvement.

#### **Selon vous, les Kurdes pourront-ils réaliser leurs aspirations nationales?**

Les Etats de la région sont tellement jaloux de leur souveraineté qu'aucun mouvement kurde ne revendique plus un grand Kurdistan uni. Les différentes composantes se battent donc en ordre dispersé contre des gouvernements qui veulent les maintenir dans le statut d'éternels « minoritaires ». Malgré tout, ces groupes discriminés sont aujourd'hui porteurs de valeurs de progrès social, ce qui représente un grand espoir. En Turquie, le Parti démocratique des Peuples (HDP), issu du mouvement kurde, a remporté en 2015 80 sièges au Parlement grâce à l'apport des démocrates turcs qui voient en lui la seule solution progressiste. Je constate que, dans l'autre dossier insoluble de la région, la Palestine, on a vu le Fatah évoluer vers les idées du Hamas, s'islamiser. Chez les Kurdes, toutes les tendances se réclament de la laïcité, du progrès, des droits humains. Les évolutions ne se font pas dans le sens de la fanatisation religieuse. C'est un motif d'optimisme. ■

*Des combattantes de la milice YPG près de la ville de Ras al-Ain, reprise par les Kurdes en juillet 2013.*

#### **EN DATES**

**1915** Génocide des Arméniens auquel participent les Kurdes.  
**1920** Le traité de Sèvres entre Ottomans et Alliés prévoit la création de deux États, kurde et arménien.  
 En 1923, le traité de Lausanne met fin au projet.  
**1984** Début de la guérilla kurde du PKK en Turquie.  
**1988** L'opération Anfal en Irak fera 200 000 à 300 000 victimes kurdes.  
**2005** L'Etat fédéral irakien reconnaît la nation kurde.  
**2015** Les Kurdes syriens l'emportent sur Daech à Kobané.  
**2018** Les Turcs reprennent aux Kurdes syriens la ville d'Afrin.

# Russia and the Israel-Iran tension

**Joost Hiltermann**

The government of President Bashar al-Assad is resurgent in Syria, steadily retaking terrain lost to the rebels. This may bring to an end one set of conflicts, but it could spark newer, potentially more dangerous confrontations.

The key to preventing the Syrian civil war from splintering into an even more chaotic and deadly phase will be Russia, whose September 2015 military intervention gave it control of Syrian airspace and placed it politically in the driver's seat. But the United States, too, could still play an important role in preventing matters from getting worse.

To understand how perilous the situation in Syria is, look at the map: In the northwest, in Idlib Province, a "de-escalation zone" that is monitored by the Turkish Army remains tenuous. The Assad government is keen to drive the Turks out, as well as jihadists and other rebels. In the northeast, the Kurds have established a form of self-government, led by the militia called Y.P.G., an American ally in the fight against Islamic State. But that group is the Syrian affiliate of the P.K.K. in Turkey, and is therefore in the Turkish military's cross hairs. Further to the east, remnants of the Islamic State still roam the desert near the Iraqi border, pursued by the United States and the Y.P.G. as well as by the Syrian regime, and backed by Iran and associated militias.

The greatest danger lies in the south, along the armistice line that divides Israel and Syria. Recent tit-for-tat attacks between Israel and Iran and its allies have raised the risk of escalation. In February, only a phone call from President Vladimir Putin of Russia to Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel induced Israel to call off further airstrikes against Syrian government and Iranian targets after an Iranian drone invaded Israeli airspace. More recently, Israel piggybacked on international outrage over an apparent regime chemical attack to carry out a second round of strikes, reportedly killing 10 Iranian military personnel and several others at a Syrian airfield. Iran vowed to respond, and is likely to do so at a time of its choosing. This is a game of chicken that could easily spiral out of control.

As Mr. Putin's intervention in February showed, Russia is ideally placed to prevent an outright war between Israel and Iran across Syria's smoking remains. Unlike the United States, Moscow has strong working relationships

with nearly everyone: Tel Aviv as well as Tehran, Damascus as much as Ankara, and Hezbollah to boot. And Russia has an overriding interest in preventing a war in Syria between Israel and Iran, if only to preserve its own gains, starting with Mr. Assad's survival.

But is Russia able and ready to play this role? The best way to prevent a confrontation between Iran (and Hezbollah) and Israel would be to establish a communications channel for all parties directly with the Kremlin and Russian military. Mr. Putin, though, might not have much interest in this kind of proactive measure when he can currently magnify his personal role by simply picking up the phone to defuse a crisis.

It's also unclear if Washington and its European allies would support a Russian mediation effort. They should. Even Israel is looking to Russia to rein in Iran and Hezbollah in Syria, or at least prevent them from moving offensive forces toward the Golan Heights. The United States, which has stepped back from active diplomatic involvement in Syria's war, should therefore accept, and indeed encourage, Russian mediation.

In the past three years, the United States has been reduced to playing little more than a spoiler role in Syria. This was highlighted in April by the airstrikes it launched jointly with Britain and France in response to an apparent regime chemical attack. While measured and targeted, these strikes appeared to accomplish little; time will tell if they will deter the Syrian government from using chemical weapons.

They were only symbolic by choice, however. Washington could have followed them with specific demands backed by the threat of more impactful strikes. The United States, with its overwhelming military power, still has

**Unlike the United States, Moscow has strong working relationships with nearly everyone.**

control, with unpredictable consequences. This offers common ground, however thin, for cooperation on at least two fronts.

the ability to shape the battlefield in Syria but it would need to combine the threat of the use of force with diplomacy.

Relations between Russia and the United States may have taken a turn for the worse, but neither country seems to want a volatile region to spin further out of

control. One is de-escalating the Syrian war. This may no longer lead to a political settlement involving the opposition, given the rebels' waning fortunes, but Russia would need a degree of stability to be able to declare victory and reduce its military footprint. This is why Moscow supplanted the moribund United Nations-led Geneva peace process with talks it initiated early last year in Astana, Kazakhstan, with Iran and Turkey. Russia chose to foster this process because it realized that Mr. Assad, weakened by years of fighting, cannot win a battlefield victory or hope to survive without continuing military assistance, much less govern a country he destroyed.

Mr. Assad's profound weakness and Russia's need for stability may provide leverage to the United States and Europe, whether through stabilization and reconstruction funds, which Russia and Iran lack, or by playing the spoiler role. An open-ended American military deployment in eastern Syria and its ability to keep large sections of the country beyond Damascus's control are providing significant leverage. Yet this is a dangerous card to play, as it leaves open the possibility of a superpower confrontation.

A second area of potential cooperation is de-escalating surging tensions between Israel and Iran. Here, the Trump administration could support Russia-led mediation, but this would require not only active engagement with Moscow but also an altogether different approach toward the Syrian government's other ally: Iran. If the United States pulls out of the nuclear accord, as it appears set to do by the May 12 deadline, it will put itself on a path of military confrontation with Iran.

If, on the other hand, the Trump administration pursues the same approach with Iran as it has with North Korea, and begins to talk seriously with Iranian leaders, it could help defuse tensions in the Middle East. This would not be an easy road to travel for an administration that lacks a strategy and is led by a temperamental president. But the current dangers of escalation make the alternative far, far worse.

**JOOST HILTERMANN** is the Middle East and North Africa program director for International Crisis Group and the author, most recently, of "A Poisonous Affair: America, Iraq, and the Gassing of Halabja."



# « L'Iran est forcé de se lier davantage à Pékin et Moscou »

Si Téhéran rejette toute alternative à l'accord sur le programme nucléaire, il n'exclut pas une négociation sur sa politique régionale, estime Mohammad-Reza Djalili, spécialiste de l'Iran

## Entretien

**M**ohammad-Reza Djalili est professeur émérite à l'Institut de hautes études internationales et du développement, à Genève. Il vient de publier avec Thierry Kellner la nouvelle édition mise à jour de « L'Iran en 100 questions » (Tallandier, 416 pages, 10 euros).

**Les présidents Macron et Trump, dont les approches sur l'Iran sont différentes, ont évoqué un « nouvel accord ». Parviendront-ils à une position commune ?**

En nous référant à leur déclaration commune, il semble que ce soit le président français, en optant pour un « nouvel accord », qui a rapproché sa position de celle de Donald Trump, alors qu'il avait déclaré dans son interview avec Fox News, le 22 avril, qu'il n'y avait pas de plan B.

**Le président Rohani a contesté la légitimité d'un éventuel nouvel accord sur le nucléaire. L'Iran ferme-t-il la porte à toute nouvelle négociation ?**

Oui, le président Rohani a contesté la légitimité d'un nouvel accord sur le nucléaire. Il rejette toute « renégociation » d'un ac-

cord signé, après des années de négociations, entre l'Iran, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne, mais cela ne signifie pas que l'Iran ferme la porte définitivement à toute négociation à propos de sa politique régionale.

**Justement, l'idée d'élargir à la paix en Syrie les négociations avec l'Iran vous semble-t-elle réalisable ?**

Cela ne me semble pas possible, car les responsables pour la politique syrienne du régime iranien sont les gardiens de la révolution, qui estiment qu'ils sont en position de force au Levant et qu'il est contraire à leurs intérêts d'envisager un changement de politique en Syrie ; et cela en dépit du fait que cette politique est impopulaire dans l'opinion iranienne.

**Donald Trump donnera sa réponse le 12 mai. Pensez-vous que le président Macron peut sauver l'accord du 14 juillet, d'autant que la Russie vient de déclarer que celui-ci est « sans alternative » ?**

Moscou, comme Bruxelles, et peut-être Pékin, sont d'accord sur le fait qu'il n'y a pas d'alternative à cet accord. Je ne suis pas certain que le président Macron puisse sauver cet accord, mais pour avoir une réponse claire à cette question, attendons le 12 mai. En déclarant « *On va voir ce que je décide le 12 mai* », le président Trump laisse planer le doute sur sa décision. Cependant, même s'il choisit de rester dans l'accord, d'autres facteurs que les pressions françaises peuvent motiver sa décision, comme les pressions allemandes, britanniques et surtout sa politique à l'égard de la Corée du Nord, avec laquelle il veut signer un accord sur le nucléaire. Ses interlocuteurs nord-coréens peuvent douter de la crédibilité de la parole donnée par les Etats-Unis s'ils s'engagent dans un processus alors qu'ils remettent en cause l'accord avec l'Iran.

**Quel sens aurait le maintien de l'accord du 14 juillet avec l'ensemble des signataires, sauf les Etats-Unis ?**

Pour que le maintien de l'accord nucléaire après le retrait des Etats-Unis soit accepté par l'Iran, il faut deux conditions. D'abord que les cinq autres pays signataires de l'accord avec l'Iran défendent une position commune forte face à l'administration Trump ; ensuite qu'ils fassent barrage à l'extraterritorialité des sanctions américaines qui constituent un formidable obstacle au développement de leurs liens économiques avec l'Iran. Ne perdons pas de vue que l'objectif de l'Iran, en signant cet accord, a été la relance de son économie. Si cet objectif ne peut être atteint, alors Téhéran ne verra pas l'utilité du maintien de l'accord. Dans ces conditions, l'Iran sera contraint de se rapprocher davantage encore de la Chine et de la Russie.

**Quel rôle Israël et l'Arabie saoudite jouent-ils dans cette séquence diplomatique ?**

L'antagonisme qui oppose l'Iran et l'Arabie saoudite depuis 1979 a pris une ampleur nouvelle après la chute de Saddam Hussein, en 2003, et le « printemps arabe » de 2011. Cela a abouti, en janvier 2016, à la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. C'est dans ce contexte que l'accord du 14 juillet a été signé. Jusqu'à la victoire de Trump, Riyad semblait avoir accepté cet accord, mais depuis lors, il y a un rapprochement des positions saoudiennes et américaines sur cette question. Concernant Israël, le gouvernement Netanyahu a toujours condamné l'accord sur le nucléaire tout en essayant d'influencer l'opinion américaine contre cet accord. Mais contrairement à l'Arabie saoudite, il existe en Israël des personnalités, surtout d'anciens membres des services secrets, qui soutiennent l'accord du 14 juillet. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
GAÏDZ MINASSIAN

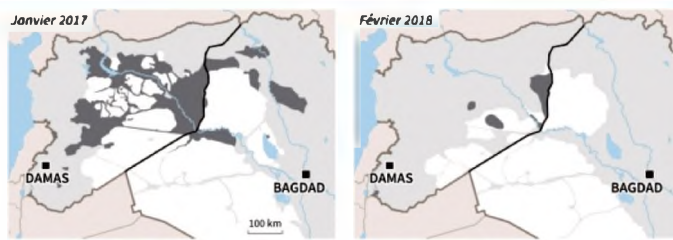
Europe 1 1 MAI 2018

## Syrie : les FDS lancent l'offensive "finale" contre l'EI dans l'Est

<http://www.europe1.fr> le 01 mai 2018

La coalition de combattants kurdes va lancer la phase "finale" de son offensive afin d'éradiquer Daech de l'est de la Syrie, où il contrôle encore des dizaines de localités.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition de combattants dominée par les Kurdes et soutenue par Washington, ont annoncé mardi le lancement de la phase "finale" de leur offensive contre le groupe Etat



Sources : IHS Markit, Reuters, AFP

© AFP

islamique (EI) dans l'est du pays. Le département d'Etat américain a confirmé en début de soirée le lancement de cette nouvelle opération. Après avoir pris le contrôle d'une grande partie de la province de Deir Ezzor en 2014, le groupe djihadiste a commencé à perdre du terrain dans cette vaste zone désertique proche de l'Irak à partir de 2017, sous le coup d'une offensive des FDS d'un côté et des forces du régime et de ses alliés de l'autre.

**"Sécuriser la frontière avec l'Irak".** Selon l'Observatoire syrien des droits →

→ de l'Homme (OSDH), l'EI contrôle cependant encore des dizaines de localités dans l'est du pays. "Nos forces avec celles de la coalition internationale ont débuté la dernière phase" de la campagne anti-EI, a indiqué le Conseil militaire des FDS à Deir Ezzor dans un communiqué. "Nos forces vont libérer ces zones (où l'EI est présent) et sécuriser la frontière avec l'Irak une fois pour toute", a déclaré la porte-parole des FDS Lilwa Abdallah. Dans un communiqué, le département d'Etat américain a confirmé le début imminent des opérations, indiquant que la coalition anti-EI et les FDS vont désormais "libérer les derniers bastions de l'EI en Syrie". "Les combats seront difficiles, mais nous et nos partenaires l'emporterons (...). Les jours de l'EI sont désormais comptés", ajoute le département d'Etat.

**Des Français de la coalition déployés.** Plus tôt dans la journée, le chef du Conseil militaire des FDS Ahmed Abou Khawla a indiqué que la coalition internationale, dont des forces françaises, avait augmenté ses effectifs et soutiendrait les FDS dans cette "phase finale" de l'opération. Le ministre américain de la Défense Jim Mattis avait indiqué jeudi que des soldats des forces spéciales françaises avaient été envoyés en renfort en Syrie ces deux dernières semaines. ●



Daech contrôle encore des localités à l'est de la Syrie. @ STR / AFP

**L'EXPRESS**.fr

4 MAI 2018

# Pour les législatives, les Kurdes d'Irak n'ont plus la main à Kirkouk

Par AFP, publié le 04/05/2018  
www.lexpress.fr

**Kirkouk (Irak)** - Dans le quartier kurde de la ville multi-ethnique de Kirkouk, il faut prêter l'oeil pour dénicher les affiches en vue des législatives irakiennes du 12 mai. Pourtant, non loin de là, la campagne bat son plein.

En septembre dernier, les Kurdes, qui avaient pris progressivement le contrôle de la province de Kirkouk, fêtaient bruyamment leur référendum d'indépendance. Une joie de courte durée cependant puisque Bagdad enverrait ses troupes le mois suivant pour y restaurer son autorité.

Aujourd'hui, ce sont les Arabes et les Turkmènes, hostiles à la sécession, qui exultent en multipliant affiches et meetings pour montrer leur attachement au pouvoir central.

L'arrondissement de Rahim Awa, où se trouvait le bureau de vote ayant accueilli le plus de votants pour le référendum, est aujourd'hui couvert d'affiches de candidats arabes et turkmènes, tandis que les posters de candidats kurdes sont placés à l'abri des regards.

Les passants préfèrent ne pas répondre aux questions sur le scrutin. Seul Freidoune Rahim, un journaliste kurde de 41 ans, accepte de s'exprimer.

"J'ai voté oui au référendum mais aujourd'hui on doit vivre ensemble, Kurdes, Arabes et Turkmènes, alors je vais voter", confie-t-il, sans toutefois indiquer vers quelle liste son coeur penche.

- "VENGEANCE" -

Dans une semaine, les 940.000 inscrits de la riche province pétrolière de Kirkouk doivent départager 291 candidats, à 80% des nouveaux visages, répartis sur 31 listes pour décrocher 13 sièges.

Aux élections de 2014, l'Union patriotique kurde (UPK), l'un des deux grands partis historiques kurdes, avait raflé six sièges contre deux pour son rival, le Parti démocratique kurde (PDK), fondé par l'initiateur du référendum

Massoud Barzani. Les Turkmènes et les Arabes en avaient obtenu deux chacun, le dernier siège étant réservé aux chrétiens.

Mais cette année, après la reprise en main de la province par le pouvoir central, tout le monde s'accorde à dire qu'il en sera autrement.

Le PDK appelle au boycott arguant notamment que Kirkouk est désormais un "territoire occupé".

Beaucoup de Kurdes considèrent en effet que leur prise de contrôle de Kirkouk était un juste retour des choses après avoir été chassés par l'ex-dictateur Saddam Hussein dans les années 80 pour les remplacer par des Arabes.

L'UPK, lui, participe. Mais pour ses rivaux kurdes, il a "trahi" il y a six mois en favorisant l'entrée de l'armée fédérale dans la province.

Le député sortant Rebwar Taha Mustafa, chef de file de la liste UPK, s'en défend, et son affiche proclame: "Ma présence à Kirkouk dans les moments difficiles est la preuve de ma loyauté envers la ville".

Ce politicien de 40 ans déplore par ailleurs "la vengeance de certains", en faisant allusion aux Arabes et aux Turkmènes.

"Depuis le 16 octobre (date de l'entrée de l'armée fédérale dans la ville), la gestion de Kirkouk est assurée par une seule communauté", déplore-t-il en référence à la communauté arabe.

"On nous a imposé un fait accompli par la voie militaire", ajoute-t-il, se disant cependant confiant dans le fait que les Kurdes l'emporteront à Kirkouk, même si ce ne sera pas "avec huit sièges comme au dernier scrutin".

Mais dans les rues, la donne a changé et c'est bien visible. Les troupes fédérales ont remplacé les forces de sécurité kurdes et le drapeau kurde vert, blanc et rouge, frappé d'un soleil en son centre, a disparu.

- "KIRKOUK EST IRAKIENNE" -

A sa place, sont accrochés les étendards bleus turkmènes ornés d'un croissant et une étoile, tandis que les listes arabes ont choisi comme mot d'ordre "Kirkouk appartient à ses



Des drapeaux du parti turkmène accrochés à côté d'autres bannières et portraits de candidats pour les élections législatives, dans la ville de Kirkouk en Irak, le 30 avril 2018  
afp.com/SABAH ARAR

habitants", pour ancrer l'idée qu'ils sont les véritables enfants de la ville.

Le député turkmène Hassan Tauran se dit "très satisfait" du retour du pouvoir fédéral.

"Les prochaines élections montreront le poids réel des différentes communautés. Nous avons prévenu les Kurdes que la facture du référendum serait très lourde et ceux qui imaginent un retour en arrière rêvent", assure-t-il.

Même son de cloche chez Amer al-Joubouri, candidat sur la liste du Premier ministre Haider al-Abadi. "Kirkouk est irakienne, ceux qui n'aiment pas la nouvelle situation peuvent aller voir ailleurs".

Autre signe du changement, le nouveau gouverneur de Kirkouk, Rakan al-Joubouri, un Arabe qui a remplacé un Kurde favorable à l'indépendance, a retiré le cadre avec la photo de Jalal Talabani, fondateur de l'UPK décédé en octobre, qui avait été accroché au mur par son prédécesseur.

Il a mis à la place celle de Fouad Massoum, toujours un Kurde mais également ... président de la République. ■



# Turkey's pro-Kurdish HDP names jailed leader as presidential candidate

Turkey's top Kurdish leader Selahattin Demirtas, the only person who could deprive President Recep Tayyip Erdogan of his ambition, is officially joining the presidential race from his prison cell.



Cengiz Candar  
May 6, 2018  
www.al-monitor.com

Turkey's top Kurdish leader Selahattin Demirtas, one of the few names who proved he could challenge President Recep Tayyip Erdogan's charisma, has decided to run in the June 24 presidential elections, seemingly undaunted by the bars of his prison cell.

Turkey's pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) announced Demirtas' candidacy May 4. "Our candidate is Selahattin Demirtas, who is being held as a hostage in Edirne Prison," HDP Co-chair Pervin Buldan was quoted by Hurriyet Daily news as saying in a statement.

Turkey's westernmost province of Edirne is the farthest point from the predominantly Kurdish southeast where Demirtas' main constituency is located.

Demirtas ran against Erdogan in the August 2014 presidential race, winning 9.8% of the votes, and, more importantly, raising hopes that for the next parliamentary elections a pro-Kurdish party might pass the 10% national election threshold for the first time in history.

Indeed, the HDP led by Demirtas won 13.1% of the vote on June 7, 2015, passing the threshold. Kicking that campaign off with a powerful slogan referring to Erdogan's dream of an executive presidency — "We won't let you become president" — the HDP's election success also stripped the ruling Justice and Development Party's (AKP) of the parliamentary majority required to form a single-party government.

Erdogan in return pushed for a rerun election held in November 2015 and terminated the peace talks between the Turkish government and Kurdish militants. The political climate during the fight against the Kurdistan Workers Party managed to unite Turkey's nationalist voter base behind Erdogan. The AKP won a constitutional majority to form a single-party government, paving the way for Erdogan to further strengthen his one-man rule. The July 2016 coup attempt provided the most important ammunition for this cause, giving him a pretext to imprison dissidents against his rule, including Demirtas.

However, Demirtas never gave up his defiant tone.

"Despite all the pressures, the virtuous stand of the millions whose hearts are beating with me showed that there is no prison cell that can accommodate 6 million people," he said in one of his messages from his prison cell, referring to the total vote the HDP acquired in June 2015.

Demirtas also penned two articles and managed to leak them to the press, one of which was published by Yeni Ozgur Politika, a pro-Kurdish media outlet banned in Turkey.

"The political arena is shaking with various tactical moves as the June 24 snap elections draw closer. The 50% threshold introduced by the AKP itself and the alliances act seem to have turned into a nightmare for the AKP-MHP [Nationalist Action Party] extreme right-wing bloc," Demirtas wrote. "As the AKP and its leadership approach the end of their life, they keep making greater mistakes. The AKP's trying to break the hand that the Kurdish people offered for peace — instead of embracing it — was the beginning of the end for the AKP."

He continued and challenged the Islamist credentials of the AKP, writing, "Looking with an objective lens, one can see that even cultural Islam has deteriorated and degenerated during their term, let alone political Islam."

Indeed, various Islamic communities in Turkey, including the tiny Islamist Felicity (Saadet) Party, now consider the AKP and its leadership as being like "the men who sold out the Islamist cause."

In his letter to the daily Cumhuriyet — perhaps the only remaining mainstream newspaper that is not subject to the control of Erdogan — Demirtas said the upcoming elections will be a "historic breaking point" for Turkey.



A supporter holds a mask of Selahattin Demirtas, detained leader of Turkey's Pro-Kurdish Peoples' Democratic Party, during a rally in Istanbul, Turkey, Sept. 10, 2017. REUTERS/Osman Orsal

"Fostering left-democratic values against fascism and carrying them to power is possible more than ever. If all progressive, revolutionary, public-spirited powers and cadres, youth and women present a united stance worthy of the leading role and put all of their energies and time to this struggle, then oppressed people could be the winning side of this historic breaking point," he wrote in his letter published May 2.

In his second article, published on the day his nomination was announced, he reiterated his call for a united opposition. "If the opposition manages to agree on a principled arrangement, we may witness the 'tragic' end of the AKP."

However, such an arrangement does not seem to be in the cards. Four opposition parties who have formed an alliance for the parliamentary elections — including the main opposition Republican People's Party (CHP), the Good (iyi) Party led-by Meral Aksener and the Felicity Party — excluded the HDP. The parties are running their own presidential candidates, however.

Now the danger is that if the HDP is unable to pass the 10% threshold to enter parliament, its current seats will be taken over by the AKP as the next most popular party in Turkey's mainly Kurdish southeast. Some Turkey observers and analysts argue that the government was counting on this scenario when deciding to hold snap elections.

"The snap elections pre-empt any attempt by the AKP to veer off the nationalist course in order to secure the Kurdish vote. A few weeks before the snap elections were called, the governing party was reported to be considering a new 'opening' to the Kurds, to stem the rapid defection of Kurdish voters — not least as a result of Turkey's recent military intervention against the Kurds in Syria," Halil Karaveli, a senior fellow with the Central Asia-Caucasus Institute and Silk Road Studies Program, wrote.

Yet the Kurdish electorate could foil this plan. If the conservative and religious-minded Kurds who used to vote for the AKP abandon Erdogan and rally around Demirtas as some of them did in the June 2015 elections, Erdogan may not get elected in the first round. If Erdogan cannot get over 50% of the total vote June 24, the second round of the elections will be held July 8.

Considering the votes that will be won by his rivals — Demirtas, Aksener, CHP candidate Muharrem Ince and Felicity Party leader Temel Karamollaoglu — Erdogan's first-round victory is far from certain, setting aside possible election rigging.

In any case, if the HDP manages to pass the election threshold, then we might be watching a different ballgame this summer.

The seemingly unshakable power of Erdogan could only be challenged by somebody with the composure of Demirtas. Only Demirtas could prevent Erdogan from reaching his goal; and he is doing it from his prison cell. If you can do this from a prison cell, you look indomitable. ♦

Cengiz Candar is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. A journalist since 1976, he is the author of seven books in the Turkish language, mainly on Middle East issue

# En Irak, la difficile réconciliation post-EI

## Les clans chiites exigent que les sunnites payent le « prix du sang », source de corruption

### RÉCIT

BAGDAD - envoyée spéciale

Dans la salle de réception de l'Hôtel Ishtar à Bagdad, la réunion entre les cheikhs sunnites et chiites de la région de Yathrib, en Irak, a failli tourner court. Les six mois de règne de l'organisation Etat islamique (EI) dans cette localité mixte de la province de Salaheddine, entre juin et décembre 2014, ont laissé des haines tenaces entre les clans qui se sont alliés aux djihadistes et ceux qui ont perdu des « martyrs » en les combattant. Trois ans d'après négociations ont été nécessaires pour que tous signent, fin février, une charte de réconciliation.

Le cas de Yathrib, bourg agricole de 80 000 habitants lové dans les méandres du Tigre, est emblématique des lignes de fracture que les exactions de l'EI ont créées et des difficultés de la réconciliation nationale irakienne dans une région où les logiques tribales perdurent. Les familles et clans de ceux qui ont combattu avec les djihadistes sont bannis, tant que n'a pas été payé le « prix du sang ». Ces millions de dollars attisent l'avidité d'autres acteurs au sein des autorités ou des forces de sécurité...

Venu inaugurer la réunion, le représentant de la Commission gouvernementale de réconciliation nationale, Fahad Al-Maliki, a fait amende honorable. « Le gouvernement a souvent échoué à atténuer les tensions sectaires, mais les habitants ont aussi leur part de responsabilité », lance-t-il aux dignitaires locaux. Un premier accord, conclu au printemps 2016 sous le parrainage de Bagdad et du waqf sunnite, l'administration qui gère les biens religieux, a tourné à l'échec. A titre « exceptionnel », précise M. Maliki, le gouvernement a offert de payer les compensations : 3 milliards de dinars irakiens (2,1 millions d'euros), plus 1 milliard du waqf sunnite, précise l'ONG Sanad, qui déplore la façon dont l'argent a été distribué par les responsables sunnites du gouvernement de Salaheddine.

### « La mobilisation populaire a accepté l'idée que les derniers clans bannis doivent rentrer »

HAIDER AL-IBRAHIMI

membre de l'ONG Sanad

#### Beaucoup de corruption

« Il y a eu beaucoup de corruption autour de ces paiements, ce qui a provoqué la colère du gouvernement et des familles. Personne ou presque n'est rentré chez lui : les tribus chiites ont considéré ces paiements comme une compensation du gouvernement et ont demandé aux déplacés de payer de nouvelles compensations », indique Haider Al-Ibrahimi, de l'organisation irakienne Sanad, qui a mené la médiation avec l'aide du gouvernement et du Programme de développement des Nations unies (PNUD). Pour lui, la charte de réconciliation entre les tribus de Yathrib est un demi-succès.

La somme réclamée par les tribus chiites, qui prévoit notamment le paiement de 25 millions de dinars irakiens (environ 17 000 euros) par homme tué, est bien supérieure. « L'accord global s'élève à 9 milliards de dinars irakiens (6,2 millions d'euros) », précise le cheikh Youssef Mohammed Al-Temimi, chef de la tribu chiite des Beni Tamim, qui déplore 50 morts et 120 blessés, ainsi que 70 maisons détruites.

L'intervention des milices paragouvernementales chiites de la Mobilisation populaire (MP), qui se sont installées à Yathrib depuis qu'elles ont aidé à libérer la localité, a compliqué la négociation d'un nouvel arrangement avec les familles bannies. « Huit mille familles ont payé un demi-million, ce qui a fait 4 autres milliards de dinars, dont 1 milliard a été versé aux tribus et 3 milliards à la MP. C'est déplorables », poursuit Haider Al-Ibrahimi, le directeur de Sanad.

Les premières vagues de retour

ont eu lieu fin 2017. Plus de 70 % des déplacés sont aujourd'hui rentrés. Mais des clans de la tribu des Abu Hichma, principale pourvoyeuse d'hommes à l'Etat islamique, restent toujours bannis. « Les forces de l'ordre et les autres clans nous empêchent de rentrer. Selon l'accord, tous les Abu Hichma pouvaient rentrer sauf les terroristes. Quand nous avons essayé de rentrer, les hommes de la MP et des forces de sécurité ont voulu nous faire signer des accusations contre une liste de personnes, qui comprend des centaines d'innocents. Nous avons refusé ! », s'indigne le cheikh Hussein, de la tribu des Abu Hichma, qui affirme que seuls 150 membres de sa tribu ont rejoint l'EI.

#### « Achever la réconciliation »

Les Abu Hichma attendent beaucoup de la charte de réconciliation signée fin février. « Elle ne garantit pas le retour automatique des familles, mais elle va permettre de régler les problèmes et d'achever la réconciliation », poursuit le cheikh Hussein. Des tribus sunnites réclament le départ des milices chiites à qui ils attribuent les récents kidnappings de certains de leurs membres revenus à Yathrib. Mais les milices renforcent leur ancrage local en ouvrant des bureaux politiques et en se liant avec certaines familles de la ville. Un candidat sunnite des Abu Hichma a même été investi sur la liste de candidats promus par la MP en vue des élections provinciales du 12 mai.

« Les milices veulent garantir un équilibre démographique favorable aux chiites de la région. Quant aux tribus chiites, elles pensent que les déplacés sunnites rejoindront à nouveau les extrémistes, car les causes de l'allégeance à l'EI n'ont pas été vraiment traitées », indique Haider Al-Ibrahimi. Lui-même partage leurs craintes : « Les sunnites ont payé à contre-cœur pour rentrer : la situation est explosive. Et les cheikhs sunnites qui ont signé les accords de réconciliation n'ont pas de véritable contrôle sur les jeunes. »

Les médiateurs croient encore

aux chances d'une véritable réconciliation à Yathrib. La volonté existe chez les chefs de tribus, chiites comme sunnites. Depuis la proclamation de la victoire militaire contre l'Etat islamique, en décembre 2017, le premier ministre Haider Al-Abadi fait montre d'une détermination nouvelle à faire aboutir les dossiers de réconciliation sensibles, parmi lesquels Yathrib fait figure de cas emblématique. « La mobilisation populaire a accepté l'idée que les derniers clans bannis doivent rentrer », ajoute M. Al-Ibrahimi, pour qui la charte entre les tribus de Yathrib est un demi-succès.

Ailleurs, la réconciliation s'annonce encore plus problématique. A Jurf Al-Sakhar, une localité mixte au sud de Bagdad, les familles sunnites déplacées depuis 2014 devront sans doute se contenter d'un échange de propriétés avec les familles chiites plutôt que d'un retour, comme cela avait été le cas dans la capitale, en 2007-2008, afin de créer des quartiers homogènes. Le même sort menace des régions mixtes de la province de Diyala, frontalière de l'Iran et voie de passage des pèlerins iraniens vers les villes saintes chiites du sud du pays, où s'ajoute, au clivage entre sunnites et chiites, celui entre Arabes et Kurdes. ■

HÉLÈNE SALLON



# Russia and the Kurds Could push the Middle East toward a Wider War

Michael R. G. Lyons / May 6, 2018  
<http://nationalinterest.org>

The Kurdistan Regional Government (KRG) of Iraq, has autonomously governed a corridor in the North of Iraq for some time now. Following the rise of the Islamic State, Peshmerga forces (the military arm of the KRG) were instrumental in halting the spread of the Islamic Caliphate. Baghdad's Iraqi National Army, trained and supplied by the United States, fled from ISIS advances, losing swaths of lands and allowing droves of military equipment to fall into the hands of the Islamic State. In contrast, Peshmerga forces gained lands and, as I witnessed in person on a military base between Erbil and Mosul last year, they were able to capture equipment from the Islamic State—most notably makeshift armored suicide trucks.

In addition to consolidating their hold on the territory of the Kurdistan Region of Iraq, they also claimed by right of conquest two oil fields in July 2016, the Bai Hassan field and the Kirkuk oil field, the seizing of which led to a further deterioration of relations between Erbil and Baghdad. These areas had previously been defended by Iraqi forces, which retreated in the face of the advancing Islamic State. The fields remained under control of the KRG for years, up until the KRG held an independence referendum, which passed overwhelmingly, thereby granting further legitimacy to KRG officials' calls for independence. Less than a month later, Iraqi forces, supported by Shi'ite militias backed by Iran launched an offensive to retake the oil fields at Kirkuk. In attempt to avoid any blood spilled between Erbil and Baghdad, and under pressure from the United States, Kurdish forces retreated, allowing Baghdad to reclaim the oil fields once held by the Islamic State. It is also important to note that the oil fields were not included in the KRG's stated territory at the time of the independence referendum, but they could have provided an extremely value revenue stream for the KRG.

Since retaking the oil fields in October of last year, Baghdad's Ministry of Oil has finalized an agreement with British Petroleum in the hopes of increasing production capacity. Instead of utilizing the pipeline that used to send crude from Kirkuk to Turkey through the Kurdistan region, this plan opted for trucking the oil from Iraq through Iran. Many people have suggested that the KRG's efforts to take the oil fields deprived Islamic State militants profits from the sale of oil—one of their primary financing efforts during their reign of terror.

To further complicate the international situation, Dmitry Zhdannikov recently reported that while Secretary of State Rex Tillerson was begging the KRG to halt its calls for independence, Igor Sechin, head of Rosneft the Russian state owned oil major, was penning a deal with KRG officials. Zhdannikov further reported that Sechin delivered a letter to the oil ministry in Baghdad which



Iraqi Kurdish people carry fire torches up a mountain, as they celebrate Newroz Day, a festival marking their spring and new year, in the town of Akra, Iraq March 20, 2018. REUTERS/Ari Jalal

criticized Baghdad's, "lack of constructive position and interest," and in lieu of cooperating with Baghdad, Rosneft would prefer to strengthen ties with the KRG who held "a higher interest to expand strategic cooperation." During the Kurdish independence crisis last year, while the United States and European Union sought to halt the Kurds and reassure Baghdad, Russian economic interests sought to strengthen ties with the KRG at the expense of Baghdad.

But make no mistake, Igor Sechin is not just the CEO of a major player in the oil industry. He is also the former deputy prime minister of the Russian Federation, a former intelligence officer of the KGB, and close confidant of Russian president Vladimir Putin. A Stratfor report once described him as commanding the loyalty of the FSB and representing "the FSB's hand in the Russian energy sector." Sechin has been referred to as the most powerful man in Russia, second only to Putin, and has regularly featured on U.S. sanctions lists for his role in the Crimean annexation. A business associate of former Secretary of State Rex Tillerson during his time at ExxonMobil, Sechin's work at Rosneft has made him the point-person for wielding Russia's sizeable Energy hand throughout the world. Rosneft is undoubtedly a tool of Russian foreign policy and Sechin forms the tip of that spear. For example, in Hungary, through Sechin's hand, Surgutneftegas, a Russian state-owned enterprise, acquired a large share of Mol, Hungary's largest oil company. This episode was not just a normal development in the international energy market; it was an example of Russian power politics played through Sechin. Leaked U.S. cables published in a Newsweek article stated that during the acquisition, Igor Sechin threatened the CEO of Mol by saying that he was, "not only fighting with Surgutneftegas, but with the Russian state, which has tools that companies do not have." The implicit threat aside, what Sechin's behavior displays is the dynamic role he plays on behalf of the Kremlin. He may formally be a representative of the Russian petro-giant, but informally he is Russia's second foreign

minister acting on behalf of Kremlin interests.

With the rise of a second Cold War, the fear is that many of the strategies and methods promulgated during the last global bipolar conflict are returning in the digital age—an age of asymmetric warfare and aggressive information operations. Complex issues and international crises can be co-opted and retooled to fit the larger games of power play between the competing poles. Once such complex issue that could become co-opted is the quest for Kurdish independence, which involves complex issues. The growing interest Russia has shown with building bridges between Moscow and Erbil could exacerbate that issue. It is clear that Sechin does not only act on behalf of the board of Rosneft, but on the interests of the Kremlin. Increasing influence over Erbil, and the larger Kurdish issue, could become a big problem in the years to come.

The Kurdish people of Iraq, independent in all but law, have clamored continuously for full independence and statehood. This effort has been stymied by conflicting U.S. efforts to implement a plan for a territorially stable and viable Iraq. However, Kurdish calls for independence can only be met with the answer "now is not the time" for so long. At some point those dismissed efforts may not be made so peacefully. As the Kurdish issue is inherently a transnational one that impacts virtually every bordering state in the region, considering the contingents of the Kurdish diaspora residing within their territory, any escalation between Baghdad and Erbil has the potential to escalate and threaten an already unstable region. Kurdish militias backed by the U.S. are being attacked by Turkish forces in Syria while simultaneously fighting against the Assad regime. Nationalist Kurdish terrorist organizations have been a thorn in Ankara's side from within, and an autonomous Kurdish corridor in Northern Iraq is vociferously demanding independence from an unstable government in Baghdad. The last thing, U.S. policymakers want to see is a Russia co-opting the Kurdish struggle to challenge American interests in the region. Sowing discord has become a Russian specialty in the new Cold War, and Iraq could become a viable target for those operations.

If the U.S. approach is to continually delay Erbil's calls for independence, then the KRG may in turn seek to cut some of their ties to the United States because of "a lack of constructive interest" and could seek out partnerships with countries that show "a higher interest to expand strategic cooperation." If the KRG abandons its reliance on Washington for a partner that encourages their aspirations for statehood, then the Syrian Civil War may not be the only conflict in the region that helps the new Cold War take form. ●

*Michael R. G. Lyons is a DC-based researcher, who has focused on Security issues in Europe and the Middle East.*



# L'Empire, les cinq rois, Bernard-Henri Lévy et les Kurdes

Sirwan Barzani — Traduit par Jean-Clément Nau — 4 mai 2018  
<http://www.slate.fr>

**Le major général peshmerga Sirwan Barzani réagit au dernier livre du philosophe, «L'empire et les cinq rois».**

**D**ans ses Mémoires de guerre, le général Charles de Gaulle écrit que les États n'ont pas d'amis –ils n'ont que des intérêts. C'est souvent le cas. Nous autres Kurdes, qui avons si souvent été trahis, le savons plus que quiconque. Nous avons toutefois la chance d'avoir des compagnons d'armes qui nous tendent la main, quelle que soit leur nation d'origine; des compagnons qui se tiennent à nos côtés, solidaires de notre lutte contre la tyrannie, l'oppression et les forces malveillantes qui nous affligent.

Ces amis habitent aux quatre coins du monde, et nombre d'entre eux mériteraient d'être cités dans ces lignes –mais je ne parlerai que de Bernard-Henri Lévy. Le peuple kurde compte de nombreux amis d'importance en France, et il est de ceux-là, comme le sont Bernard Kouchner, Frédéric Tissot et comme le fut Danielle Mitterrand.

**Pourquoi la France nous a-t-elle donné tant d'amis prestigieux?**

La France est le pays de la liberté [en français dans le texte, ndt]. Nous autres Kurdes avons toujours eu soif de liberté –mais elle nous a toujours été refusée. La France est le pays des droits de l'homme et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; un droit qui ne nous est pas accordé. Nous autres Kurdes vivons sur un territoire divisé en quatre, privés d'État sur notre propre terre. Notre peuple a toujours été animé par un esprit de résistance, tout comme la France. En matière de résistance, nous sommes l'égal du peuple français.

**BRAVOURE ET DÉTERMINATION DU PEUPLE KURDE**

En 2015-2016, notre ami français Bernard-Henri Lévy a suivi mon bataillon du Tigre noir; ensemble, nous avons sillonné les 1.600 km du front séparant les Kurdes de l'organisation État islamique. Il a tiré deux documentaires de ce voyage, Peshmerga et La Bataille de Mossoul, dans lesquels il relate la bravoure et la détermination du peuple kurde face à la barbarie et à la terreur.

Outre son travail de documentariste, Bernard-Henri Lévy n'a jamais cessé de soutenir notre cause; son dernier ouvrage, L'Empire et les cinq rois, en est la preuve. Ce livre retranscrit par-



Bernard-Henri Lévy et des généraux kurdes, dont Sirwan Barzani, à droite, au palais de l'Élysée, le 1er avril 2015. | Alain Jocard /AFP

faitement notre combat laïc pour l'indépendance –un combat que nous avons perdu à l'automne dernier.

Si l'organisation État islamique a été vaincue, c'est en grande partie grâce aux deux années de sacrifices de nos courageux Peshmerga –alors déployés sur toute la longueur de la ligne de front.

Nous avons accompli notre devoir: nous avons défendu notre peuple ainsi que la communauté internationale en refusant de céder face à l'adversité –mais après la victoire, le reste du monde nous a tourné le dos.

**INDIFFÉRENCE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE**

J'ai lu de longs passages de l'édition anglophone de L'Empire et les cinq rois: Bernard-Henri Lévy analyse un micro-événement (notre défaite de Kirkouk) à l'aune de l'histoire universelle. Il reconnaît que la communauté internationale s'est détournée de nous, dans la plus grande indifférence, au lendemain du référendum, lorsqu'une action militaire injuste a entraîné la perte de Kirkouk. Cette séquence constitua un tournant historique silencieux, comparables en cela à certains événements décisifs de l'antiquité; événements négligés par leurs contemporains en dépit de leur importance décisive.

La bataille de Leuctres (IVe siècle av. J.-C.) en est un bon exemple: elle fut relativement modeste, opposant quatre cents guerriers spartiates au «bataillon sacré» de Thèbes –mais elle sonna le glas de l'hégémonie de Sparte dans la Grèce antique. On peut également citer la bataille de Pydna (IIe siècle av. J.-C.): les Macédoniens ne purent échapper au courroux des légions romaines, et les successeurs d'Alexandre le Grand durent déposer les armes.

Pour Bernard-Henri Lévy, l'abandon des Kurdes survenu à l'automne dernier est l'un de ces tournants historiques silencieux, au même

**Nous sommes une lueur dans les ténèbres, un symbole de liberté et de tolérance. Et nous ne cesserons jamais de l'être.**

titre que Leuctres et Pydna. Il affirme que ce point de non-retour fera naître un nouvel ordre, qui verra de nouveaux acteurs s'engouffrer dans les brèches des anciens –et qui verra basculer l'équilibre du pouvoir. Lévy estime par ailleurs que ces événements signent l'échec du vieil ordre progressiste de l'Occident. Cet ordre garantissait jusqu'ici la bonne tenue des relations internationales et leur conformité avec les normes et les valeurs communément admises; selon lui, cet ordre n'a pas été à la hauteur de ses propres idéaux lorsqu'il a refusé de s'acquiescer de la mission qu'il s'était lui-même fixée.

Bernard-Henri Lévy affirme également que les États rivaux de notre temps, héritiers d'un passé impérial glorieux, nourrissent le désir de se venger des anciennes puissances coloniales occidentales. Il explique en outre que ces États détestent les valeurs progressistes modernes, qu'ils jugent moribondes. Ils estiment que l'histoire commence à leur sourire.

**DÉNI DE LIBERTÉ**

Il est impossible de décrire la fascination que j'ai éprouvée –et qu'éprouverait n'importe quel Kurde– en lisant ce remarquable ouvrage, qui présente notre pays comme l'un des centres négligés de l'histoire universelle. Je me range malheureusement à l'analyse de Lévy. Le brutal déni de liberté que nous imposent nos voisins (qui sont eux-mêmes soutenus par l'Occident) en est la parfaite illustration.

Bernard-Henri Lévy affirme que le désert gagne du terrain. Que les ombres grandissent à vue d'œil. Et que celles qui planent sur mon ➤

➤ pays, le Kurdistan, sont plus noires que la nuit. Il a raison. Son analyse est terrifiante, et place un terrible fardeau sur nos épaules – mais il dit la vérité, j'en ai peur. Telles est la réalité que nous devons affronter en tant que Kurdes: démocraties en perte de vitesse et autocraties en plein essor. Il nous arrive parfois de vivre cette réalité de manière concrète.

Je tiens à rassurer mes amis épris de démocratie et de liberté: nous ne serons jamais ce petit

peuple vulnérable que certains rêves de soumettre et d'exterminer. Nous avons toujours tenu bon, en dépit des divisions, des remous de l'histoire et de la brutalité des tyrans. Et nous continuerons. Nous sommes une lueur dans les ténèbres, un symbole de liberté et de tolérance. Et nous ne cesserons jamais de l'être.

Vous dites que l'empire de notre temps nous a abandonné aux griffes de nos voisins –eux qui attendaient ce moment précis avec impatience?

Vous dites que cinq rois fraîchement couronnés désirent s'accaparer les empires irrédentistes et leurs peuples, pour mieux coloniser leurs âmes? Et que nous sommes l'exemple même de ce processus? Peut-être –mais nous n'avons pas baissé les bras; nous poursuivons notre lutte pour la survie. Et avec l'aide de nos alliés d'Amérique, de France, d'Europe et d'ailleurs, les vents mauvais de l'histoire ne nous emporteront pas dans leur sinistre sillage. ♦

**Le Monde** JEUDI 3 MAI 2018

# Israël décidé à contrer seul la présence iranienne en Syrie

Des sources américaines attribuent à l'aviation israélienne un raid contre des bases militaires accueillant des soldats iraniens le 29 avril

JÉRUSALEM - correspondant

Israël contre l'Iran: l'affrontement est lancé sur deux fronts. Le premier, déjà ancien, concerne les ambitions nucléaires de Téhéran, que Benjamin Nétanyahou a dénoncées de façon théâtrale lundi 30 avril au soir. Sur le deuxième front, en revanche, l'Etat hébreu demeure discret: il s'agit de contrecarrer l'implantation militaire iranienne en Syrie. La veille, le 29, des frappes importantes ont eu lieu dans les régions d'Alep et d'Hama. L'une des cibles a été la 47<sup>e</sup> Brigade, une base militaire dans la province d'Hama. L'explosion d'un entrepôt de missiles y a été mesurée à 2,6 sur l'échelle de Richter.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, au moins vingt-six personnes auraient été tuées, dont une majorité de conseillers militaires iraniens. Le nombre de victimes ainsi que la cible souterraine confèrent à cette opération une importance inédite. Les regards se tournent vers Israël, dont les attaques en Syrie se font de plus en plus audacieuses au fil des mois. Citant trois officiels anonymes, la chaîne américaine NBC a affirmé, mardi 1<sup>er</sup> mai, qu'un avion F-15 israélien aurait visé la base d'Hama, après la livraison par l'Iran de missiles sol-air. Mais le gouvernement israélien s'est gardé de revendiquer toute responsabilité.

Selon Amos Yadlin, ancien chef du renseignement militaire israélien et directeur de l'Institut pour



**Le président iranien, Hassan Rohani, et l'ayatollah Ali Khamenei, le 14 avril, à Téhéran.** HO/AFP

les études de sécurité nationale, il ne fait pas de doute que ces frappes réclamaient des capacités étatiques. L'ampleur de l'explosion, à Hama, serait due non pas à la nature des moyens utilisés, mais à la cible, écrit-il sur Twitter. «Trois possibles explications sur les cibles: une concentration de capacités de missiles balistiques iraniens avancés en Syrie, empêcher des représailles iraniennes contre Israël après la frappe T4, ou les deux combinés», note Amos Yadlin. La base T4, près d'Homs, avait été visée par un raid israélien le 9 avril.

## Partie diplomatique complexe

Depuis l'attaque contre cette base, au cours de laquelle quatorze personnes avaient été tuées, dont plusieurs militaires iraniens, Israël s'attend à une réplique de Téhéran: soit de façon directe, en provenance de Syrie, soit par le biais de l'un de ses protégés,

en particulier le Hezbollah libanais. La première hypothèse est plus délicate à envisager, en raison des réactions en chaîne qu'elle pourrait entraîner et des intérêts croisés en jeu. La Russie, notamment, ne veut pas que la consolidation du régime de Damas soit mise en danger par l'affrontement entre Israël et l'Iran. Quant à la deuxième hypothèse, celle du Hezbollah, elle pourrait être retardée par la perspective des élections législatives au Liban, le 6 mai.

L'opération du 29 avril intervient aussi à l'approche du 12 mai, date à laquelle Donald Trump pourrait annoncer le retrait américain de l'accord sur le nucléaire iranien. Une partie diplomatique complexe est engagée entre tous les acteurs, les Européens cherchant à éviter une telle sortie. De son côté, Washington appelle les pays du

Golfe à surmonter la crise avec le Qatar et à se concentrer sur le défi commun que représente l'Iran.

C'est dans ce contexte tendu qu'intervient l'opération du 29 avril. Selon un article du journaliste Avi Issacharoff, expert militaire, dans le *Times of Israel*: «Tout cela commence à ressembler plutôt à une opération israélienne coordonnée pour limiter les activités militaires iraniennes en Syrie, tout en transmettant le message à Moscou que le feu vert russe à l'Iran pour s'établir militairement en Syrie est inacceptable pour Jérusalem et Washington.»

En réalité, Israël éprouve des sentiments mêlés au sujet de la politique des Etats-Unis, selon qu'elle concerne le nucléaire iranien ou la situation sur le terrain, en Syrie. Le 29 avril, le nouveau secrétaire d'Etat, Mike Pompeo, a été reçu par Benjamin Nétanyahou. Le responsable américain a mentionné la menace des missiles iraniens, le soutien de Téhéran au Hezbollah libanais, les milliers de combattants chiites en Syrie. Mais il a aussi confirmé que la première des priorités de l'administration Trump dans ce pays consistait à vaincre l'organisation Etat islamique.

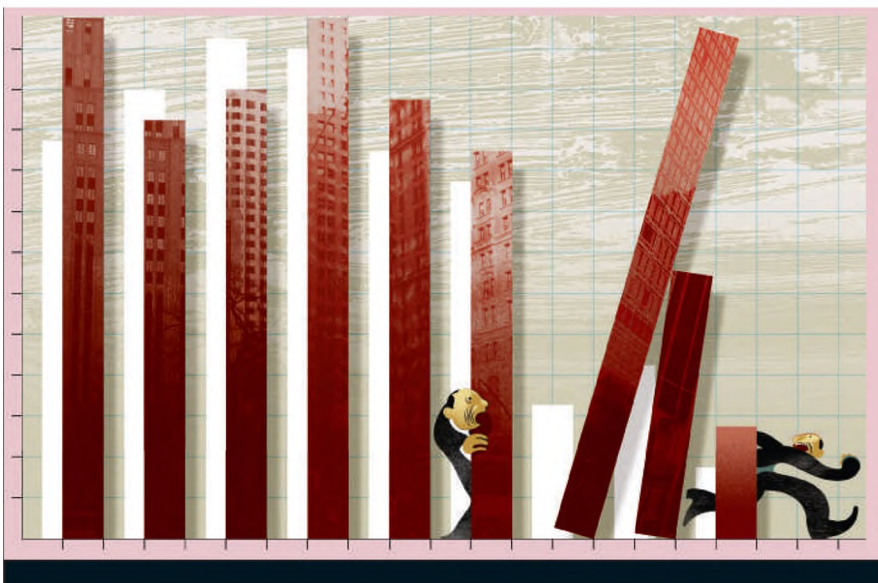
Il n'a cependant pas évoqué la présence de bases militaires iraniennes en Syrie. Pour les responsables israéliens, Washington commet une erreur grave en prétendant se retirer de Syrie, comme le souhaite Donald Trump, et en sous-estimant le danger représenté par les aspirations militaires de Téhéran. Depuis plusieurs mois, l'état-major israélien est convaincu que l'armée n'a d'autre choix que d'agir seule pour prévenir toute menace plus grave et un enkystement de l'autre côté de la frontière. Israël a trois problèmes, a déclaré, dimanche, le ministre de la défense, Avigdor Lieberman: «L'Iran, l'Iran et l'Iran.» ■

P. S.M.



# La Turquie fonce droit dans le mur

**Conjoncture.** Obnubilé par les prochaines élections, le pouvoir mise tout sur la croissance, au risque de mettre l'économie en surchauffe et de provoquer une crise de confiance, affirme cette économiste.



L'auteure



Née en 1958 dans la ville de Kayseri, Nesrin Nas a enseigné l'économie à l'université de Marmara avant de travailler dans des institutions financières internationales. En 1999, elle est élue députée du Parti de la mère patrie (Anap), une formation libérale et conservatrice qu'elle dirigera de 2003 à 2004.

—Ahval (extraits) Londres

L'armure de l'état d'urgence [en vigueur depuis le coup d'État avorté du 15 juillet 2016] forgée spécialement pour le pouvoir et son allié du MHP [extrême droite] leur donne un sentiment de protection, mais aucune institution, aucun individu, aucun groupe n'a plus confiance en l'avenir. Or l'économie repose sur la confiance. Les investisseurs, qu'ils soient locaux ou étrangers, cherchent la sécurité et la confiance que procure le droit. Le consommateur, lui, veut être certain que son travail, son revenu, sont solides et pérennes.

Il est illusoire de se figurer que la confiance peut demeurer intacte et que l'économie peut rester saine sur le long terme dans un pays où tous ceux qui ne pensent pas comme le pouvoir sont qualifiés de terroristes et de traîtres à la patrie. Toutes les enquêtes sur la confiance des acteurs économiques montrent une très forte baisse de celle-ci. D'après les chiffres de la Banque centrale, pour la

première fois dans l'histoire de la Turquie, le solde des investissements directs est négatif : au mois de février, pour 511 millions de dollars qui sont entrés dans le pays, 779 millions en sont sortis.

Et ce n'est pas tout. Au cours des trois dernières années, plus de 70 % des grandes marques internationales ont mis fin à leur présence en Turquie. Et 13 000 millionnaires turcs ont fait leurs valises. Le déficit de notre balance courante ne cesse de se creuser : selon les estimations, il atteindra 60 milliards de dollars à la fin de l'année. Le gouvernement ne parvient pas à soutenir suffisamment les exportations, tandis que le volume des biens importés ne cesse de croître.

La dépréciation de la monnaie est un autre problème. Chaque chute du cours de la livre a de graves conséquences sur l'économie réelle [hors secteur financier]. Par exemple, en janvier 2018, la position de change

[différence entre les dettes et les créances en devises] du secteur réel de l'économie était déficitaire de 221 milliards de dollars, ce qui était alors l'équivalent de 841 milliards de livres turques. Aujourd'hui, la même somme équivaut à 920 milliards de livres. Soit une différence de 78,3 milliards. La chute de la monnaie crée ainsi des charges financières insupportables pour les entreprises.

**Complot.** Nous ne sommes pas face à des problèmes conjoncturels mais bien devant une crise systémique. Malheureusement, plutôt que d'affronter cette vérité en face, ceux qui dirigent ce pays préfèrent voir – ou en tout cas présenter – ces problèmes comme le résultat de quelque complot des puissances étrangères. Pire encore, le gouvernement s'imagine que mettre l'accent sur la croissance de l'économie, alors qu'elle ne repose sur rien, permettra d'éviter la crise. [Le PIB a progressé de 7,4 % en 2017, tiré par le crédit et la consommation.] Ils appuient sur l'accélérateur d'une économie qui va dans

le mur. Combien de temps encore avant l'impact ?

Mais cela ne préoccupe guère le ministre de l'Économie [Nihat Zeybekçi] et le président [Recep Tayyip Erdogan], obnubilés par les échéances électorales [des élections présidentielle et législatives anticipées auront lieu le 24 juin]. Venons-en à ce plan de relance qui vient d'être annoncé. Ce plan [de 137 milliards de livres, soit 27 milliards d'euros] consiste uniquement à donner un peu d'air à certaines entreprises, en rognant sur les dépenses de la fonction publique. Il n'est nullement destiné à transformer l'économie de façon structurelle, comme il le faudrait.

Le pire est que, comme l'a annoncé le ministre de l'Économie, les entreprises qui vont en bénéficier seront choisies une à une par le président de la République. Autant dire que le critère de sélection sera uniquement politique. Ce qui n'est pas vraiment de nature à renforcer la confiance des acteurs de l'économie, au contraire. D'ailleurs l'annonce de ce plan n'a pas eu de résultats importants. Ni sur la

Bourse ni sur les cours de la monnaie. Il semble que, dans une économie devenue aussi fortement dépendante des financements extérieurs et face à l'érosion de la confiance induite par l'état d'urgence, la marge de manœuvre du président soit limitée.

La confiance est également dégradée par la gestion du fonds souverain [créé en 2016] : contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, ce n'est qu'une carotte dans les mains du pouvoir, qui utilise la richesse nationale pour venir en aide aux entreprises qui lui sont proches. La seule action mise en œuvre par ce fonds dans lesquels ont été placés nos plus précieux écus a été, par l'intermédiaire de la banque [contrôlée par l'État] Ziraat Bankasi, de consentir un prêt sur dix ans de 700 millions de dollars, sans remboursement pendant les deux premières années, au groupe

Demirören, afin de lui permettre de racheter Dogan [le dernier grand groupe de presse d'opposition]. Alors que les entreprises turques font face à des difficultés de financement grandissantes, il n'est venu à l'idée de personne d'utiliser le fonds souverain pour leur venir en aide. Pourtant, dans de nombreux pays, les fonds de ce type ont servi de bouclier face à la crise.

Les institutions internationales comme la Banque mondiale, le FMI ou l'OCDE classent depuis plusieurs années la Turquie parmi les économies les plus fragiles. Si, au lieu de qualifier ces avertissements de "jeu maléfique des puissances qui veulent nous détruire", on avait profité des jours plus cléments pour renforcer les bases de l'économie, nous ne serions pas aujourd'hui en train de grommeler qu'ils "essayent de nous faire plier en faisant chuter notre monnaie".

Si on cherche les causes de la dévalorisation de la livre turque, peut-être peut-on les trouver dans le fait que la Turquie est devenue la plus grande prison du monde pour les journalistes, qu'avec 70 000 étudiants emprisonnés, elle peut aussi prétendre être la plus grande université carcérale, que les règles de droit internationalement reconnues ne s'y appliquent pas, et qu'en conséquence sa réputation sur la scène internationale s'est détériorée ?

Personne d'autre que nous ne doit être tenu pour responsable de la crise systémique que nous devons affronter. Elle est notre œuvre, et je crains que, contrairement à la crise de 2001, on ne puisse pas, cette fois, compter sur une aide massive de l'étranger.

—Nesrin Nas

### La monnaie dévisse

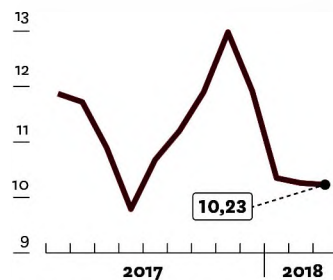
Cours de la livre turque en dollars



SOURCE : "FINANCIAL TIMES"

### L'inflation menace

Évolution de l'indice des prix à la consommation par rapport à l'année précédente (en %)



SOURCE : "FINANCIAL TIMES"

### SOURCE



### AHVAL

Londres, Royaume-Uni  
ahvalnews.com

Ce site en anglais, turc et arabe, lancé en novembre 2017, est dirigé par Yavuz Baydar, un journaliste connu en Turquie qui a fui le pays après la tentative de putsch de juillet 2016. Il est inaccessible en Turquie depuis le mois de mars.

## Courrier international -

n° 1435-1436 du 3 au 16 mai 2018



Vu  
d'Allemagne

## La fin de l'âge d'or

● La Turquie a longtemps été perçue comme un marché florissant, et les énergéticiens allemands s'y sont largement implantés. "Mais l'âge d'or est terminé", écrit le *Handelsblatt*. EWE pourrait être le premier fournisseur d'énergie à quitter le pays, selon le journal des affaires allemand. Cinquième énergéticien outre-Rhin, EWE est présent en Turquie depuis 2007, où il fournit du gaz à près d'un million de personnes. Le groupe a mandaté la banque d'affaires Barclays pour sonder les possibilités de cession. La chute de la livre turque fait bien sûr partie des facteurs de risque pour une entreprise qui, comme EWE, achète du gaz en dollars et le revend en monnaie locale. Le chiffre d'affaires du groupe à l'étranger a chuté en 2017 de 14 %. EWE a certes des activités en Pologne, mais c'est le segment turc qui est le plus important pour l'entreprise, souligne le *Handelsblatt*. L'économie n'est cependant pas la seule raison de

se retirer de Turquie. Le climat politique s'est vivement tendu depuis la tentative de putsch de l'été 2016. D'après le journal, EWE s'est séparé de dix salariés soupçonnés d'être proches du mouvement Gülen, et donc considérés comme des terroristes par le régime. Berat Albayrak, ministre de l'Énergie et gendre du président Erdogan, a par ailleurs exigé d'EWE qu'il débourse 120 millions d'euros sous forme d'investissements dans le réseau gazier turc. "EWE avait le dos au mur, a indiqué un proche du dossier au *Handelsblatt*, le ministre de l'Énergie pouvait exiger ce qu'il voulait." Concurrent d'EWE et présent en Turquie depuis 2012, le groupe allemand EON écarte pour l'heure officiellement la possibilité de se retirer du pays, même si lui aussi a eu des soucis avec le régime. Selon le quotidien économique, EON, comme la majorité des investisseurs allemands, croit encore en un marché "certes difficile mais lucratif". —



# Tehran Tries to Woo Kurds Away from U.S. Amid Threat of Iran-Israel War in Syria

Edwin Mora 3 May 2018  
www.breitbart.com

Syrian and Iraqi Kurdish officials met with Iranian counterparts this week as Tehran makes a bid to convince the Kurds to abandon their relationship with the United States.

In Iraq, the Islamic Republic is trying to woo the country's Kurds after clashes between the two sides over the Kurdish efforts to break away from Baghdad.

While testifying before a Senate panel last week, U.S. Secretary of Defense Jim Mattis acknowledged that the potential for war between mortal enemies Israel and Iran is very real.

Asked whether an escalation of tensions between Israel and Iran in Syria is likely, Mattis said:

*I believe the short answer is yes, Senator. I can see how it might start. I'm not sure when or where. I think that it's very likely in Syria because Iran continues to do its proxy work there — through Lebanese Hezbollah ... and so I could imagine this sparking something larger.*

Both Tehran and Moscow also want to secure dictator Bashar al-Assad's future and overall control of Syria, which requires bringing in the Kurdish-controlled north into the fold and pushing out the U.S. military and any of its allies.

Speaking during a meeting with a delegation of Syrian Kurdish leaders in Tehran on Tuesday, Ali Akbar Velayati, an international adviser to Ayatollah Seyyed Ali Khamenei, indicated that the Kurds would never allow the United States and Israel to gain a permanent foothold in Syria, the Islamic Republic's semi-official Tasnim News Agency reports.

Velayati reportedly said:

*Fortunately, in Syria, different tribes, including Arabs and Kurds, and followers of various religions are fighting against*



Iraqi Kurdish Peshmerga take part in a graduation ceremony at the Zakho military academy in the Iraqi Kurdish town of Zakho/AFP/Getty Images

*foreign aggression alongside each other and they have been victorious so far ... Undoubtedly, the key to the victory of the dignified nation of Syria is the national unity that exists among the tribes and religions of the country ... Our Kurdish brothers in Syria have demonstrated that they would never allow the United States and the Zionist regime to enter this important country.*

The Iranian official claimed that even Christians have sided with the Iranian- and Russian-backed Assad regime.

Although the Kurdish People's Protection Units (YPG/YPJ) failed to ultimately prevent Turkey from taking Syria's Afrin region this year, they received military assistance from the Assad regime, not the United States.

The U.S. chose to maintain its relationship with its NATO ally Turkey over backing its Kurdish allies in Afrin.

YPG fighters are the armed wing of the Democratic

Union Party (PYD) that controls swathes of northern Syria.

Turkey considers the YPG to be linked to the Kurdistan Worker's Party (PKK), but the United States continues to support the Kurdish group.

The YPG fighters lead and make up the majority of the U.S.-backed Syrian Democratic Forces (SDF) that recently resumed their offensive against the Islamic State (ISIS/ISIL) following a hiatus in operations prompted by the failed efforts to defend Afrin from Turkey.

In Iraq, Kurdistan Regional Government (KRG) Prime Minister Nechirvan Barzani and an Iranian delegation met the Kurdish capital of Erbil to discuss expanding bilateral relations.

Iran's state-run Mehr News Agency noted on Wednesday:

*The Iranian Ambassador to Iraq Iraj Masjedi and some other Iranian officials in Iraq have traveled to Iraqi Kurdistan capital Erbil to attend a conference on developing economic ties between Iran the Kurdistan region.*

*According to the KRG Prime Minister office, in the meeting, Nechirvan Barzani and the Iranian delegation headed by Masjedi discussed developing all-out bilateral ties.*

*The two sides also discussed expanding Iranian firms' presence in Kurdistan region as well as removing customs barriers to develop bilateral trade relations.*

In an unusual turn of events, the U.S. and Iran were on the same side in opposing the KRG's efforts to become an independent country last year.

Iran, however, went a step further and backed Baghdad's military efforts to force the Kurds to abandon their independence campaign.

Kurdish forces from Iraq and Syria have been essential to the U.S. in decimating ISIS in the Middle East.

Some Kurdish community representatives like Etugrul Kurkcü, a veteran lawmaker from Turkey's Kurd-friendly, left-wing People's Democratic Party (HDP), argue that the U.S. has "abandoned" the Kurds in Iraq and Syria now that their help is no longer vital to toppling ISIS.

Iran and Syria could very well capitalize on that sentiment to bring the Kurds onto their side. ●

# A look at the Kurdish-run courts trying IS in northern Syria

Associated Press May 7th 2018  
http://www.foxnews.com

**QAMISHLI, Syria** - After defeating the Islamic State group in battle, Syria's Kurds want to show they can also bring justice.

With control of nearly 25 percent of Syria, the

U.S.-backed Kurdish authorities in northern and eastern Syria built their justice system from scratch and put hundreds of Syrians — members of IS — on trial.

However, the system lacks any international recognition, complicating their efforts to bring hundreds of foreign fighters to trial. The system also is flawed, with a suspect lacking the right to a defense lawyers and a chance to

appeal.

Here is a look at the Kurdish system and the number of those tried in one of the so-called "The People's Defense Courts" since 2015 in northern Syria:

## THE SYSTEM:

—There is no death sentence; maximum punishment is a life sentence, counted as ⇒

⇒ 20-years, for those with blood on their hands.

–Courts offer lenient sentences for those who hand themselves in and show good behavior in prison. The process is based on tribal mediation as Kurdish authorities seek to improve relations with powerful Arab tribes, many of whom were important during IS rule.

–A panel of three judges, two men and one woman, try the suspected IS members. There are no defense lawyers and no right to appeal.

–The Syrian Kurdish Parliament is discussing an amendment to the law to start an appeals court.

#### THE DEFENDANTS:

–The largest court, in Qamishli, has tried some 1,533 suspected Syrian IS members, and a few Iraqis, between early 2015 until the first week of April, 2018.



–Of those, 146 were sentenced to life in prison in 2016 and 2017. Life sentences in Kurdish areas are a 20-year period. Only 133 detained since 2015 have been set free.

–Between 400 and 500 foreign men, of various nationalities, are believed to be in Syrian Kurdish custody. Only Russia has agreed to take back its nationals, according to a senior Kurdish official.



–Approximately 2,000 women and children, mostly foreign but also some Syrian, are being held in separate refugee camps, tightly guarded by Kurdish authorities and are believed to be family members of foreign IS members, according to data collected by Human Rights Watch until January 2018.●

# 12 Reasons Turkey Should Be Expelled From NATO

## The time has come to part ways with the unhinged Erdoğan.

May 11, 2018

Ari Lieberman

<https://www.frontpagemag.com>

Turkey's acceptance to the North Atlantic Treaty Organization in October 1951 was a boon for the organization. Though its human rights record was far from stellar, it was staunchly anti-Communist, maintained a formidable army, was amenable to the placement of NATO assets in the country, including nuclear-tipped Jupiter ballistic missiles and was strategically located, flanking the Soviet Union on the south and acting as a bridge between Europe and Asia.

Though Turkey was technically a Muslim country, its leaders, following the doctrines espoused by Kamal Ataturk, zealously guarded the secular nature of the state. Religious influence was kept to a minimum and this was especially true for government officials and parliamentarians. Indeed, there was a significant Jewish population in Turkey and Turkey was the first Muslim majority nation to recognize Israel, extending recognition in March 1949.

During the Korean War, Turkey sent a sizable contingent to fight alongside the United States-led United Nations coalition, and its troops acquitted themselves well in combat. Turkey's strained relations with its neighbor Greece and its human rights record proved to be problematic issues for NATO but were overlooked in light of the benefits conveyed to NATO by Turkish



membership.

With the ascension of Recep Tayyip Erdoğan as prime minister in 2003, the equation began to change. Erdoğan's Justice and Development Party (AKP), a Muslim Brotherhood offshoot, began systematically changing the character of secular Turkey, incrementally at first so as not to upset the Turkish Army, but at an accelerated pace in recent years. Now president, Erdoğan has consolidated his power and has neutered his foes in the press, the judiciary, the political opposition, and the army.

The Turkey of today is vastly different than the Turkey that existed prior to the ascension of Erdoğan. The nation is currently led by a neo-Ottoman, heavy-handed, authoritarian Islamist who shares nothing in common with his NATO partners, and who works at cross-purposes with NATO to frustrate its objectives. Rather than being an asset, Turkey has become a hindrance to NATO. The time has come for NATO to part ways with Erdoğan. Here's why.

● Human rights abuses: On April 20, the U.S. State Department released a report detailing significant human right abuses in Turkey. These included arbitrary detentions and mass arrests, torture, press censorship, curtailment of free speech and forced disappearances of political opponents. Authoritarian Erdoğan has transformed Turkey into a near-dictatorship where one can be arrested for dubious crimes like "insulting the president." Political opponents and members of the press are routinely arrested on contrived "terrorism" charges based on the flimsiest evidence. The once independent judiciary has been thoroughly corrupted and is now staffed by Erdoğan cronies and party hacks.

● Use of foreign nationals as bargaining chips: In October 2016 Turkish authorities arrested and detained an American pastor named Andrew Brunson on contrived terrorism charges. The identities of the witnesses who testified against Brunson were obscured. In February 2017, Turkish police arrested German-Turkish journalist Deniz Yücel, accusing him of engaging in terrorist propaganda. Turkish police also detained two Czech nationals it accused of aiding Kurdish guerillas, and in March 2018 the Turks seized two Greek soldiers, who due to inclement weather, mistakenly strayed across the border at Evros River. In the former case, the Turks are demanding that the Czechs extradite a Kurdish leader currently in Prague in exchange for the two Czech nationals and in the latter case, the Turks are demanding that Greek authorities hand over Turkish soldiers who fled Turkey following the failed 2016 coup attempt. In this regard, Turkish behavior is no different than the behavior of Iran and North Korea both of which routinely snatch foreigners for potential use as bargaining chips. The only difference is that Turkey is a member of NATO and is seizing the nationals of allied partners.

● Support for ISIS: It seems absurd to suggest that Turkey supported ISIS in light of the terror attacks perpetrated by ISIS on Turkish soil but this was in fact the case. The

■ Erdogan government initially believed that it shared common interests with the terrorist group. Both were Sunni, and shared hatred for the Kurds, the Shia and Assad. As such, Erdogan was instrumental in propping up ISIS during its formative years. Turkish intelligence officials assisted ISIS terrorists with arms and logistics and the Turkish government purchased ISIS oil thus providing the terror group with a steady stream of funding to support its activities. The Turks also permitted known ISIS operatives to freely cross their borders and hindered U.S. efforts to support the Kurds against ISIS during the battle of Kobani. Of course, the Turks soon bitterly learned that they could not control the beast they helped create. Nevertheless, Erdogan and his henchmen were partly responsible for the group's ascendancy.

● Support for Hamas: Hamas is a terrorist organization fully recognized as such by the U.S., Israel the European Union, Canada, Japan, Egypt and Saudi Arabia without the fraudulent distinction between its military and "political" wings. Yet Turkey has fostered excellent relations with the blood-thirsty group. This is due to the fact that both the AKP and Hamas are closely affiliated with the Muslim Brotherhood and profess similar ideologies. Turkey has permitted Hamas terrorists to freely operate, recruit and fundraise within its borders. The murder-kidnapping of three Jewish youths from the Gush Etzion junction in the summer of 2014 was the product of a plan hatched and funded by Hamas operatives in Turkey. Hamas continues funnel money to its operatives in the West bank and Gaza via its offices in Turkey as evidenced by the recent arrest by Israeli undercover commandos of Omar al-Kiswani, a Hamas terrorist who received €150,000 from his Hamas handlers in Turkey.

● Deceptive and untrustworthy: Turkish-Israeli ties, never good under Erdogan, experienced a marked decline following the 2010 seizure of the blockade-running Mavi Marmara vessel and the killing of 10 Turkish IHH terrorists who attempted to attack Israeli naval commandos during the operation. Political ties were all but severed. Nevertheless, there was limited cooperation between Israeli and Turkish intelligence services. But in what can only be described as an act of egregious perfidy, Turkey's intelligence chief Hakan Fidan, betrayed the names of 10 Israeli agents, all Iranian nationals, who were working undercover in Iran, condemning them all to death and wrecking the secret spy ring. Fidan obtained Erdogan's approval before committing this monstrous act. It was an unprecedented act considering that Israeli and Turkish intelligence had previously enjoyed a mutually beneficial, 50-year relationship. If Turkish intelligence is capable of engaging in such treachery, it's a sure bet that Turkey is handing over closely-guarded NATO secrets to its close allies, Russia and Iran.

● Incompatible weapons procurement: In times of war, NATO members are expected to act in a cohesive, unified manner to meet common challenges. To that end, alliance members are expected to procure weapon systems and sub-systems that are compatible. In layman's terms, these platforms need to recognize and communicate with each other for

things to run smoothly. Until recently, this was the case until Turkey decided to unilaterally purchase Russian S-400 anti-aircraft missiles in a deal worth \$2.5 billion. The platform is not compatible with alliance platforms. Protests by the U.S. and other NATO members have been largely ignored. In addition, Russia is still viewed as the greatest conventional threat to peace on the European continent but Turkey's S-400 procurement gave the Russian defense industry a significant boost, which of course, is not good for NATO.

● Migrant extortion: On multiple occasions, Erdogan has threatened to flood Europe with Syrian and Iraqi migrants camped in Turkey if his extortionist demands were not met. He has demanded visa-free access for Turkish nationals to EU nations, demanded Turkish admittance to the EU, and demanded billions of euros in extortion money from EU nations. Considering Turkey's abysmal human rights record, Islamist bent and close affiliation with Islamist terrorist groups, these demands are beyond absurd.

● Divergence on Syria: As noted, Turkey has assisted ISIS militarily, logistically and economically and in 2014, frustrated U.S. efforts to help Kurdish forces fend off ISIS attacks on the Kurdish city of Kobani. In January 2018, Turkish forces invaded Syria's northwest region of Afrin to do battle with the Syrian Democratic Forces, a group closely allied with the U.S. and largely responsible for defeating ISIS in Syria. Turkish aggression was motivated by imperialistic and irredentist ambitions. Before invading, the Turks consulted with the Russians but paid scant attention to American and German protests. Turkey's invasion, obscenely called "Operation Olive Branch," was a violation of international law and nearly caused direct confrontation with U.S. forces stationed in nearby Manbij. By its words and actions, Turkey has made clear that its geopolitical interests lie with Russia and Iran, not with NATO.

● Sanctions busting: On Erdogan's orders Turkey helped Iran circumvent internationally imposed sanctions aimed at forcing the rogue regime to quit its nuclear proliferation activities. In a plan hatched by Erdogan, Turkish state banks were employed in a complicated scheme involving gold for Iranian oil to the tune of billions of dollars. Erdogan's cronies were paid hefty bribes along the way. An attempt by Turkish police to expose the illegalities was quashed by Erdogan.

● Anti-Semitic and anti-Western rhetoric: Erdogan frequently lashes out at Israel and alliance members. His fiery speeches are often laced with anti-Semitic overtones, wild conspiracy theories and bellicosity. Erdogan has compared Israel to Nazi Germany, claimed that Israel has committed genocide against the Palestinians, alleged that Israel engineered the coup that saw the overthrow of Egyptian Muslim Brotherhood leader, Mohammed Morsi and accused the international "interest rate lobby," a euphemism for rich Jews, of fomenting the 2013 Gezi Park riots. Alliance members have not been spared his conspiracy-laden wrath either. Germany, France, the Netherlands, Greece and the United States have all been subjected to his unhinged vitriol. Following a spate of racist attacks by Muslims directed against French Christians and Jews,

an effort was made by the by prominent French officials to remove Quranic verses that made reference to violence against non-Muslims. Rather than acknowledging the problem and seeking a solution, Erdogan responded by referring to the West as "vile" and lashed out against Judeo-Christian writings. His utter disdain for the West was clearly demonstrated last year when he made the following statement; "Our concern is not what George or Hans or Helga says. Our concern is what Haticce, Ayse, Fatma, Ahmet, Mehmet, Hasan, Huseyin says, what Allah says..."

● Aggression towards Greece: Turkey continues to initiate aggression against fellow alliance member, Greece. In March, it seized two Greek soldiers who mistakenly crossed the border due to inclement weather. Turkish aircraft routinely violate Greek airspace and its ships have rammed Greek vessels near disputed areas of the Aegean. There were at least two such hostile ramming incidents this year. Add to this Erdogan's express coveting of Greek territory, expansionist agenda and unhinged temperament and we have a recipe for an all-out war between Greece and Turkey, which ultimately harms the cohesiveness of the NATO alliance.

● Occupation of Northern Cyprus: In 1974, Turkish forces invaded Cyprus and occupied the northern part of the Mediterranean island nation. The Turks dubbed their belligerent military invasion the "Peace Operation," a misnomer if ever there was one. During the course of its aggression, Turkey displaced some 200,000 Greek Cypriots from their homes. In addition, the Turks implanted Turkish colonists from mainland Turkey in an effort to create a further ethnic imbalance. Turkey's actions in Cyprus are no different than those of the Iranians in Syria, who are ethnically cleansing large swaths of Syria and replacing vacated Sunni areas with Shia. Turkey was found to be in violation of Article 8 of the European Convention on Human Rights, which addresses displacement of populations. Turkey may also be in violation of Article 49, Clause 6 of the Fourth Geneva Convention which states that, "the Occupying Power shall not deport or transfer parts of its own civilian population into the territory it occupies." After 44 years, Turkey still continues to flagrantly violate international law through its illegal occupation of one-third of an EU member state.

Each of these transgressions, standing alone, is cause for concern. Collectively however, they are damning. Sovereign nations of course, are free to pursue their own national interests. Erdogan has chosen a virulently anti-Western path that veers sharply from NATO's. He has demonstrated that he is nothing but an unhinged, conspiracy-prone and deeply anti-Semitic thug. It's time now for NATO to politely show Erdogan the door and expel Turkey from the alliance. ■

---

*Ari Lieberman is an attorney and former prosecutor who has authored numerous articles and publications on matters concerning the Middle East and is considered an authority on geo-political and military developments affecting the region.*



# L'opposition turque s'organise pour peser face à Erdogan

Les partis critiquant la dérive du régime présentent chacun leur candidat à la présidentielle du 24 juin, mais s'entendent pour les législatives

ISTANBUL - *correspondante*

**C**onnu pour sa verve, apprécié pour sa pugnacité, le député Muharrem Ince a été choisi, vendredi 4 mai, pour être le candidat du Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste), la principale formation d'opposition, à la présidentielle du 24 juin. Il affrontera le président Recep Tayyip Erdogan, aux manettes du pays depuis 2003.

Député du CHP depuis 2002, M. Ince, un ex-professeur de physique âgé de 54 ans, a promis, en cas de victoire, d'être « *le président de 80 millions de Turcs, qu'ils soient de droite, de gauche, alévis, sunnites, turcs, kurdes* », de « *rétablir la justice* » et de se montrer « *impartial* ». S'il est élu, il vendra le gigantesque palais que M. Erdogan s'est fait construire en 2014 à Ankara, d'une superficie équivalente à cinq fois Versailles, à moins qu'il n'en fasse un « *temple du savoir* » pour la jeunesse.

M. Ince mènera une campagne sans concession contre le numéro un turc, à qui il reproche de s'être accaparé tous les pouvoirs après le « *coup d'Etat civil* » perpétré par lui dans la foulée du putsch manqué de juillet 2016,

quand plus de 60 000 personnes ont été arrêtées et que 150 000 fonctionnaires ont été mis à pied. Les élections du 24 juin – présidentielle et législatives – marqueront d'ailleurs un tournant pour la Turquie, qui basculera du système parlementaire actuel à un régime présidentiel sans contre-pouvoirs, taillé tout spécialement pour M. Erdogan.

## Hostilité au nouveau système

En cas de réélection, le chef de file de l'islam politique turc fera appliquer les modifications constitutionnelles adoptées de justesse par référendum en avril 2017, en rupture avec les fondements de la république façonnée par Mustafa Kemal, dit Atatürk. Il gouvernera par décrets, décidera du budget, nommera les vice-présidents, les ministres, les hauts fonctionnaires, la moitié des membres de la Cour constitutionnelle. Les ministres n'auront de comptes à rendre qu'à lui seul, le Parlement ne sera plus qu'une chambre d'enregistrement.

Profondément hostiles à ce nouveau système, quatre partis d'opposition – les républicains du CHP, les nationalistes du Bon Parti, les islamistes du Parti de la félicité et

**Selon les instituts de sondage, Erdogan ne parviendra pas à rassembler une majorité de voix dès le premier tour**

les conservateurs du Parti démocrate – ont décidé de former un front anti-Erdogan en vue des élections du 24 juin. Samedi 5 mai, ils devaient déposer leur protocole d'entente auprès du Haut Conseil électoral. Incapables de s'entendre sur une candidature unique à la présidentielle, les quatre partis d'opposition présenteront des listes communes aux législatives.

Au second tour de la présidentielle, ils prévoient de faire corps derrière le candidat le mieux placé pour affronter M. Erdogan. Tous les instituts de sondages, y compris les plus favorables au gouvernement, indiquent que l'homme fort de Turquie, vainqueur de toutes les élections depuis 2002, ne parviendra pas à rassembler 51 % des voix pour l'emporter dès le premier tour, malgré l'alliance scellée avec le Parti de l'action nationaliste (MHP).

Meral Aksener, une transfuge du MHP devenue la présidente du Bon Parti, lui donne quelques sueurs froides. Vendredi, elle a annoncé avoir réussi à rassembler « *en quelques heures* » bien plus que les 100 000 signatures nécessaires à la validation de sa candidature. Ancienne ministre de l'intérieur (1996-1997), figure de proue du nationalisme turc, celle que ses partisans surnomment

« *la louve* » n'a de cesse de défier l'inamovible président, promettant, en cas de victoire, une « *Turquie juste* » et une « *société libre* ».

L'entente scellée entre les quatre partis d'opposition ne concerne pas le Parti de la démocratie des peuples (HDP, prokurde), traditionnellement méfiant envers les républicains du CHP et résolument hostile au discours des nationalistes qui nient l'identité kurde. Vendredi, le HDP a désigné son candidat en la personne de Selahattin Demirtas, son ex-dirigeant, emprisonné depuis dix-sept mois dans une prison de haute sécurité à Edirne, en Thrace orientale. « *Comme vous pouvez l'imaginer, mes mains sont sérieusement liées ici*, a écrit le leader charismatique des Kurdes de Turquie dans un message rédigé depuis sa cellule. *Militants, jeunes, femmes, vous êtes aujourd'hui mes mains, mes bras, ma voix, mon souffle.* »

M. Erdogan, qui tiendra son premier rassemblement électoral officiel à Istanbul, dimanche 6 mai, a pris une longueur d'avance sur ses adversaires : voici quatre mois qu'il sillonne le pays pour faire campagne tandis que ses portraits sont partout – en ville, dans le métro, le long des autoroutes – et que les médias ne parlent que de lui.

Il est toutefois desservi par la brusque détérioration de l'économie. Touchées au porte-monnaie, les classes populaires qui forment le socle de son électorat pourraient se détourner de lui. Mais le « *reis* », le chef, l'un des surnoms de M. Erdogan, a plus d'un tour dans son sac. S'il perd les élections, « *il convoquera un nouveau scrutin* » aussitôt après, a prévenu l'éditorialiste Ali Karahasanoglu dans le quotidien progouvernemental *Yeni Akit* du 2 mai. ■

MARIE JÉGO

## Inquiétude des investisseurs

Le président Erdogan multiplie les promesses pour rassurer son électorat populaire, frappé par la détérioration des fondamentaux économiques du pays. L'agence de notation Standard and Poor's (S&P) a décidé, mercredi 2 mai, d'abaisser la note de sa dette, placée dans la catégorie des investissements « *spéculatifs* », s'attirant depuis les critiques du gouvernement. Ce dernier juge « *suspect* » le timing de la décision, avant les élections générales du 24 juin. L'analyse de l'agence est qualifiée « *d'inadéquante* » par le vice-premier ministre, Mehmet Simsek, alors que la Turquie a connu une croissance de 7,4% en 2017. S&P fait au contraire part de son « *inquiétude sur la détérioration des perspectives d'inflation et sur la dépréciation et la volatilité du taux de change* ».



# Les milices chiïtes, force montante de la politique irakienne

Les partisans du premier ministre Haïder Al-Abadi, favori du scrutin du 12 mai, considèrent les factions chiïtes comme leurs grandes rivales

BAGDAD - envoyée spéciale

Sur la vaste esplanade du monument aux martyrs de Bagdad, de nombreuses chaises sont restées vides. Des milliers de sympathisants de la coalition Al-Fatih (« conquête »), emmenés en bus depuis les quartiers populaires chiïtes de Bagdad, sont venus, lundi 7 mai, soutenir leurs candidats lors du dernier grand rassemblement avant les élections législatives du 12 mai. Mais les jeunes hommes et les femmes couvertes d'abayas noires, armés des bannières de la coalition électorale, vont et viennent par groupes, sans prêter attention aux discours prononcés depuis la tribune installée au pied de l'imposant dôme turquoise, scindé en deux.

Les orateurs prêchent des vaincus et le choix du lieu peut sembler paradoxal. Tous sont des sympathisants loyaux des chefs de la Mobilisation populaire (MP), composée en majorité de milices chiïtes proches de l'Iran, qui a pris part aux combats contre l'organisation Etat is-

lamique (EI) depuis 2014. Maintenant que la victoire contre le groupe djihadiste sunnite a été proclamée, les chefs de la MP entendent convertir leurs succès militaires en conquête politique. Les partisans de la coalition du premier ministre sortant, Haïder Al-Abadi, favori du scrutin, les considèrent comme leurs principaux concurrents, force montante d'un camp chiïte plus divisé que jamais et qui devrait se partager près de la moitié des 328 sièges du futur Parlement.

« Sans le sang des martyrs, nous ne serions pas ici », loue depuis la tribune Hadi Al-Améri, tête de liste d'Al-Fatih et chef de l'organisation politico-militaire chiïte pro-iranienne Badr. Souveraineté, sécurité, unité et réconciliation nationale, réformes sociales et lutte anticorruption sont les maîtres mots de son discours.

Après plusieurs mandats parlementaires et un portefeuille ministériel (2010-2014), il entend désormais donner une assise plus large à son mouvement. Seul l'appel à un Etat séculier, thème privilégié par nombre de candidats aux législatives, est absent. « Nous ne nous battons pas pour les élections mais pour Dieu, à qui va notre loyauté », martèle le chef de la liste Al-Fatih.

## Puissante aura

Derrière les chefs de la MP – qui ont quitté officiellement leurs fonctions militaires pour se présenter – et de quelques leaders de partis islamistes, 530 candidats se présentent dans toutes les provinces irakiennes à l'exception des trois provinces kurdes. « On est forts surtout dans le Sud [chiïte] et on espère faire un bon score à Bagdad », indique Mahmoud Al-Rubaie, porte-parole de la coalition. Il considère comme acquis le vote des 120 000 combattants de la MP et de leurs proches. « Il n'y a qu'Al-Fatih qui prendra soin de nous, les blessés de guerre », confirme Ali Abdel Hussein Baraa, un membre de la MP de 50 ans, blessé à la jambe. Ses chefs multiplient les promesses à ce sujet. « Nous préserverons la MP de toutes interfé-

## « Ils représentent la majorité, qui a combattu Daech, et la résistance »

HUSSEIN ALI, 21 ANS  
partisan du Conseil suprême islamiste, un parti chiïte

rences politiques. Elle restera une force indépendante », assure Qaïs Al-Khazali, le chef de la Ligue des vertueux, une milice chiïte également versée en politique.

La MP jouit d'une puissante aura auprès d'une partie de la jeunesse chiïte, qui loue son héroïsme. « Ils représentent la majorité, qui a combattu Daech, et la résistance », défend Hussein Ali, 21 ans, fervent partisan du cheikh Humam Hamoudi, candidat du Conseil suprême islamiste irakien, un parti chiïte. Mais les chefs d'Al-Fatih espèrent aussi emporter des votes dans les zones sunnites, notamment dans les provinces de Ninive et de Salahaddin, avec des candidats issus des tribus sunnites cooptés au sein de la MP. « Sunnites ou chiïtes, nous avons mélangé notre sang pour libérer les villes irakiennes. Ils apprécient cela et nous soutiendront », assure Mahmoud Al-Rubaie.

« On vise soixante-dix sièges au Parlement. On peut le faire », assure-t-il, ambitieux. La lourde charge contre Al-Fatih que certains attendaient dans le discours très suivi du représentant de l'ayatollah Ali Al-Sistani, la plus haute autorité chiïte du pays, vendredi 4 mai, n'est pas venue. Se positionnant au-dessus de la mêlée électorale, le dignitaire religieux nationaliste s'en est tenu à appeler à écarter les corrompus. Pour les observateurs, sa dénonciation de l'ingérence étrangère et de ceux qui utilisent son nom à des fins politiques était pourtant bien adressée aux chefs d'Al-Fatih, proches du Guide suprême iranien, Ali Khamenei. « Nous sommes Irakiens, pas Iraniens. Nous sommes les disciples de Sistani. Même les 10 % qui suivent l'ayatollah Khamenei respectent

les politiques irakiennes », défend Mahmoud Al-Rubaie.

L'attaque la plus dure est venue d'Haïder Al-Abadi. Confortant les rumeurs qui attribuent la mort du directeur financier de la MP, Qassem Daif Al-Zubaidy, le 29 avril, à un règlement de comptes interne, le chef du gouvernement a assuré que ce dernier lui avait fait part, quelques jours auparavant, de faits de corruption au sein de cette force. « C'est de la propagande électorale. Nos concurrents nous considèrent comme dangereux. Nous avons subi de nombreuses attaques, mais nous avons choisi de ne pas y répondre », assure Karim Al-Nouri, un candidat de Badr.

## « Beaucoup de mal »

Ces démentis peinent à convaincre bien des Irakiens, qui s'inquiètent de la montée en puissance de la MP. « Badr et les milices sont des gangs criminels. Leurs revenus viennent de sources illégales – la drogue, les prostituées, les enlèvements –, et ils se disent islamistes ! », critique Abou Abbas (nom d'emprunt), un boulanger chiïte du quartier mixte Al-Mansour, à Bagdad. « Je quitte l'Irak si Hadi Al-Améri gagne. Il a déjà fait beaucoup de mal à l'Irak, s'il devient premier ministre, que va-t-il faire ? », s'interroge Ali, un étudiant en médecine de 20 ans. « C'est dangereux de parler d'eux, ils peuvent nous tuer », dit-il à voix basse.

Cette réputation sulfureuse pourrait empêcher Al-Fatih de recruter au-delà de son vivier. « Ils sont loin de réaliser un bon score et encore moins de gouverner. Ils sont divisés, et certains en leur sein se sont démobilisés. Leur score peut gêner mais pas bloquer. Même les Iraniens sont réalistes et savent que les chances d'Hadi Al-Améri sont limitées », estime le chercheur franco-irakien Hosham Dawood. Malgré les contacts accrus du chef de Badr avec les Américains et des pays du Golfe, ces derniers s'opposent à le voir prendre la tête du pays, d'autant que les chefs de milices ont multiplié les appels menaçants au départ des troupes étrangères d'Irak. ■

HÉLÈNE SALLON

## LE CONTEXTE

### DIVERGENCES

La scène politique chiïte irakienne est divisée. La loyauté de certains ne va à nul autre que l'ayatollah Ali Sistani, la plus haute autorité du chiïsme dans le pays, qui siège à Nadjaf, au sud de Bagdad. Cette personnalité entend se placer au-dessus des clivages confessionnels. D'autres formations politiques et militaires se réclament en revanche du velayat-e faqih, le principe fondateur de la République islamique d'Iran, qui organise la tutelle du clergé chiïte sur la politique. Ces dernières, loyales au guide suprême iranien, Ali Khamenei, sont autant de relais d'influence pour Téhéran dans le pays.

# En Syrie, la guerre très spéciale de la France

Les commandos français ont été renforcés pour soutenir les unités kurdes dans la lutte contre l'EI

**D**ans le nord de la Syrie, l'ancienne cimenterie Lafarge est devenue une base des forces spéciales de la coalition internationale menée par les Etats-Unis contre l'organisation Etat islamique (EI). Dans ce lieu stratégiquement situé, qui fut un temps une prise de guerre de l'EI, les unités françaises déployées sur le terrain syrien ont établi leurs quartiers depuis 2015 avec leurs homologues américaines et britanniques.

Bien qu'en uniforme, les forces spéciales évoluent avec discrétion sur le terrain. Elles jouent cependant, de manière de plus en plus affirmée, un rôle central dans la stratégie de la France en Syrie. Sur le plan militaire – depuis le 1<sup>er</sup> mai, elles participent, avec les Forces démocratiques syriennes (FDS) à dominante kurde, à l'offensive qui a repris contre les dernières poches djihadistes dans le nord-est du pays. Elles agissent aussi sur un plan plus politique. La position française dans la crise est en effet conforme à la vision que portent ces hommes de terrain sur la manière dont les intérêts de la France peuvent être servis en Syrie.

C'est le secrétaire américain à la défense, James Mattis, qui a annoncé le 26 avril que ce contingent français était renforcé en Syrie : à Manbij, Paris venait d'envoyer 50 commandos, Washington, 300. Ce dévoilement a été fait en concertation. La doctrine officielle française reste le silence. L'exécutif ne reconnaît que du bout des lèvres qu'il emploie les forces spéciales en première ligne dans ses opérations extérieures de contre-terrorisme.

Cette façon de faire ne suscite guère de débat politique. Au moment où James Mattis s'exprime, ce sont des vidéos pirates diffusées sur les réseaux sociaux, montrant des blindés munis de drapeaux français circulant avec des véhicules américains, qui attestent leur présence dans les environs de Manbij.

L'emploi de ces forces est décidé au plus haut niveau, à l'Elysée. Em-

**Macron semble convaincu de la plus-value des unités spéciales dans le combat antidjihadiste**

manuel Macron semble, plus encore que son prédécesseur François Hollande, convaincu de leur plus-value dans la lutte contre les djihadistes, aux côtés de la DGSE.

Au sein de l'armée française, ces unités ont été renforcées depuis 2013. Le commandement des opérations spéciales (COS) dispose de 4 300 personnels, dont 600 opérateurs déployés à l'extérieur sur deux théâtres principaux, le Sahel et le Moyen-Orient. Leur action s'inscrit dans un cadre éprouvé : il n'existe pas d'engagement militaire français sans forces spéciales. Celles-ci sont les premières arrivées sur une zone d'opérations, pour des missions de renseignement et de neutralisation. Elles sont aussi les dernières parties. Le premier mort de l'opération « Serval » au Mali en janvier 2013 appartenait à un commando. Le premier militaire français tombé au combat en Syrie en septembre 2017 aussi. En Syrie, les deux bras armés de la

politique française sont la DGSE et le COS. Qui travaille au quotidien, « *main dans la main* », avec son alter ego américain. La France s'intègre ainsi à une coalition dans la coalition qui compte également les Britanniques, les Jordaniens et les Saoudiens.

Les commandos ont pour mission principale de contribuer à l'élimination de l'EI et d'empêcher le retour de ses combattants en France. La qualité des renseignements fournis à la coalition est dans ce cadre un aspect déterminant de la relation entre Paris



**Des membres des Forces démocratiques syriennes, près d'Abou Kamal, dans l'est de la Syrie, le 1<sup>er</sup> mai.**

DELIL SOULEIMAN/AFP

et les FDS, qui détiennent des dizaines de djihadistes étrangers et des centaines de syriens.

En Irak, où ils sont visibles depuis l'été 2014, les commandos ont ajusté leur action à plusieurs reprises. Ils ont d'abord, à Erbil, formé les forces kurdes, dans des domaines tel que la lutte contre les explosifs ou le sauvetage au combat. « *Quand on arrive sur un théâtre d'opérations, il faut d'abord se faire accepter par nos partenaires et pour cela apporter une garantie de notre engagement à leurs côtés ; c'est ce que permet la formation* », explique l'amiral Laurent Isnard, commandant du COS.

## Evaluation stratégique

Guidage de frappes aériennes, renseignement tactique... la mission s'est poursuivie par l'intégration d'opérateurs aux unités d'élite irakiennes, jusqu'aux combats à Mossoul. Depuis la reprise de la ville, les effectifs ont été réduits. En outre, des unités de la Légion et de l'infanterie de marine

ont complété le dispositif français.

En Syrie aussi, le COS s'est adapté. Début 2015, quand les forces kurdes ont gagné leur place de partenaires de la coalition par leur résistance acharnée contre l'EI à Kobané, les services français et les militaires ont convaincu François Hollande que la coopération sur le terrain devait continuer. Les diplomates, soucieux de ne pas compromettre les relations avec l'allié turc de l'OTAN, ne masquaient pas leurs réticences. En février 2015, Nisrin Abdallah et Assia Abdallah, deux représentantes des Kurdes de Syrie, ont ainsi rencontré François Hollande, premier chef d'Etat à recevoir des représentants des forces kurdes. A ce jour, M. Macron est le seul à avoir fait de même.

Fin 2015, les forces spéciales françaises posent le pied en Syrie en se greffant sur le dispositif américain. « *Les attentats du 13 novembre ont été déterminants dans la décision de se déployer en Syrie* », rapporte une source proche du dossier. Les commandos français ont participé aux combats pour la ville de Manbij en août 2016, un autre test réussi pour les FDS. Puis à la reprise de Rakka, entre juin et octobre 2017. Les opérations américaines derrière les lignes ennemies sont d'une ampleur incomparable, mais Paris joue sa carte,



en envoyant des opérateurs intégrés aux unités kurdes, au cœur même de ces villes.

À l'été 2017, tout juste élu, Emmanuel Macron a commandé une évaluation stratégique sur la Syrie. À l'Élysée, la cellule diplomatique et l'état-major particulier ont proposé des options peu avant Noël. Avec un objectif : continuer d'appuyer les FDS après la chute de Rakka, afin de consolider leur portion de territoire, aujourd'hui la rive gauche de l'Euphrate.

L'offensive lancée par la Turquie sur Afrin, début mars, pour chasser les forces kurdes de cette enclave du nord-ouest de la Syrie, a tout bouleversé. Les FDS, accablées par leur résistance à l'offensive turque, ont dû suspendre leurs opérations contre les djihadistes. Comprenant que le président Erdogan ne s'arrêterait pas là, les militaires ont convaincu Emmanuel Macron de se redéployer à Manbij, la cible suivante d'Ankara, avec des renforts américains.

Les alliés avaient promis en 2016 à Erdogan qu'ils quitteraient la zone après la libération de la ville. Pour les Français, il n'était ni moralement ni stratégiquement souhaitable que la coalition lâche les FDS, seules capables de tenir le nord-est syrien dans la durée. À Manbij, la France et les États-Unis ont privilégié de concert la sanctuarisation du territoire tenu par leurs partenaires locaux contre les ambitions de la Turquie.

En parallèle, M. Macron recevait le 29 mars une délégation des FDS. Et à Washington, fin avril, le président a convaincu Donald Trump de ne pas quitter le terrain dans les six mois comme il le souhaitait. Les contingents de forces spéciales ont été renforcés. Et les opérations des FDS ont repris contre les poches djihadistes du nord-est syrien.

Les militaires français affichent une admiration sincère pour le



### « Les forces spéciales sont devenues un outil politique. Elles permettent de faire une démonstration »

**CHRISTOPHE GOMART**  
ex-patron du commandement des opérations spéciales

noyau kurde des FDS, et pour eux, le partenariat a porté ses fruits « au-delà des espérances ». « Les combattants kurdes syriens sont de vrais chats maigres ! », indique un connaisseur, reprenant une expression désignant l'idéal du soldat léger et rustique de l'armée française. « Ils sont plus combattifs, plus disciplinés et plus organisés que n'importe quelle autre force de la région, hors armées régulières. » D'après le géopoliticien Gérard Chaliand, coutumier de ces terrains de guerre, « on peut parler d'une sympathie réciproque, qui s'est bâtie sur une aversion commune pour l'ennemi djihadiste ».

### « La France connaît les Kurdes »

Côté FDS, l'on sait que les moyens français ne pèsent guère face à la puissance américaine, mais l'on juge que Paris est un allié accessible, à l'écoute de certaines revendications. Pendant la bataille de Rakka, une commandante kurde, la « camarade Klara », défendait ainsi les forces françaises auprès d'opérateurs américains, d'après un témoin de la scène : « Vous êtes bien plus puissants mais vous n'allez jamais en première ligne ! Les Français le font ! Vous avez votre technologie, mais eux, ils sont courageux ! » A Paris, une source bien informée résume : « La relation est d'une nature différente. La France connaît les Kurdes et les rapports humains sont meilleurs. »

Le contreterrorisme oblige le COS à s'adapter, souligne l'amiral Isnard : « Les engagements s'inscrivent désormais dans la durée. » La fin de la bataille contre l'EI ne signifiera pas le départ immédiat des forces spéciales. « Quand Daech [acronyme arabe de l'EI] aura perdu son territoire, il sera contraint de basculer dans une forme de clandestinité, d'où l'intérêt d'avoir des personnels sur place

pour mesurer la part de terrorisme, de rébellion, de lutte interethnique, religieuse ou politique. »

Paris a promis aux FDS un appui humanitaire et médical. La France a en outre débloqué 50 millions d'euros pour les aider à gérer les réfugiés venus d'Afrin, et soutenir la gestion de leurs prisonniers djihadistes. « La mission de la France en Syrie est déjà en train d'évoluer vers un engagement plus politique sur la base de son engagement militaire », indique une source proche du dossier : « Cette action s'inscrit dans une continuité. Nous entendons tirer profit de nos relations privilégiées avec nos partenaires locaux pour atteindre des objectifs de long terme. »

De la Libye à la Syrie, les succès tactiques des dernières années ont conforté la place du COS. « Comme elles sont devenues des forces d'intervention à très bon niveau, adaptables partout et parfaitement interopérables avec d'autres, et que les politiques eux-mêmes s'y sont intéressés de près, les forces spéciales sont devenues un outil politique. Elles permettent de faire une démonstration », estime un ex-patron du COS, Christophe Gomart.

La programmation militaire 2019-2025 signée par M. Macron affiche l'ambition de déployer simultanément, sur deux zones d'opérations majeures, deux « task-forces » de 300 personnels avec leurs moyens aériens. Sous réserve d'investissements urgents, car ces unités très sollicitées n'échappent pas à une certaine usure, elles consolideront encore un peu plus leur place dans le dispositif sécuritaire à la main du président. ■

**NATHALIE GUIBERT  
ET ALLAN KAVAL**



MAY 9, 2018

# Final push to 'destroy Islamic State' in Syria underway: Coalition

Laurie Mylroie / May 09-2018 <http://www.kurdistan24.net>

WASHINGTON DC (Kurdistan 24) - Maj. Gen. Felix Gedney, Deputy Commander for Strategy and Support in the US-led Coalition against the Islamic State (IS), announced to reporters on Tuesday that the Coalition's last push against IS in Syria, Operation Roundup, had begun.

The aim of Operation Roundup is "to destroy" IS "in the final areas" where the terrorist organization still holds ground east of the Euphrates



The US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) during a military operation against the Islamic State (IS) in northern Syria.

River.

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) resumed offensive operations, as they announced on May 1, Gedney explained. The start of the SDF's offensive followed increased coalition airstrikes against the

⇒ last territory that IS holds in Syria.

The renewal of the SDF offensive comes after an extended “operational pause,” following Turkey’s Jan 20 assault on the Kurdish canton of Afrin. The fighters who left to defend Afrin have now, evidently, returned to the anti-IS fight.

Gedney characterized the combination of the SDF’s offensive operations, along with coalition fire support in the form of air, artillery, and mortar strikes against IS targets, as having “a devastating effect.”

“Frictions are mounting between native and foreign-born [IS] fighters,” he said, and its “privileged leadership” is fleeing, “leaving fighters with dwindling resources and low morale.”

Gedney noted that there was now a “larger proportion of foreign fighters” in IS than before. He suggested that was probably due to the fact that it is more difficult for foreign fighters to flee than it is for a Syrian or Iraqi.

Indeed, Dr. Najmaldin Karim, Governor of Kirkuk Province until the Iraqi-Iranian assault on Kirkuk and the disputed territories last October, recently explained that in his province, IS fighters “were all local people, from the same place.”

“They just shaved,” Karim said, and “changed their clothes,” and

“they are doing their dirty work, even now.”

A recent BBC Monitoring analysis stated that IS had “significantly stepped up attacks in Iraq recently”—in Kirkuk Province “particularly,” and in neighboring Salah al-Din Province, as well as Diyala.

However, when Kurdistan 24 asked Gedney if that was also his assessment, he seemed to dismiss its significance.

“There are still occasional spikes of violence within Iraq,” he replied. But “the Iraqi Security Forces are showing themselves” to be “very effective” in “maintaining security throughout Iraq.”

Several journalists, including from Kurdistan 24, asked about the likely impact of Washington’s abrogation of the Iran nuclear deal on the fight against IS in Syria and Iraq, including the possibility that Iran might respond with terrorist attacks on US and other coalition forces.

However, Gedney seemed to dismiss that concern as well. “I’m absolutely confident that we can manage the force protection to our troops,” he said.

Others, however, disagree, including former US ambassador to Iraq, Ryan Crocker, who warned last month about the possibility that Iran and Syria might join together to carry out terrorist attacks against the US, as they did in Lebanon in the 1980s. ♦

Ahval

MAY 4, 2018

## U.S. concerned over 140,000 displaced by Turkey's Syria operation

Ilhan Tanir / May 04 2018  
ahvalnews.com

The United States said some 140,000 people had been displaced by the Turkish-led cross-border offensive to seize Syria’s district of Afrin from Syrian Kurdish forces and said Washington had grave concerns about the resulting humanitarian situation.

Turkish troops backed by their Syrian allies seized Afrin in March after a two-month operation against Syrian Kurdish forces that Ankara says are linked to Kurdish militants fighting inside Turkey. Thousands of Afrin residents, as well as those who had previously sought shelter there from fighting elsewhere in Syria, fled Afrin in the face of the Turkish advance.

“One hundred and forty thousand people have been displaced from Afrin, and ... as far as we can tell, they are not being allowed back in to their homes and communities,” U.S. State Department Spokeswoman Heather Nauert told a news briefing.

“We have expressed grave concern about the humanitarian situation in Afrin over recent weeks and months. That remains a concern of ours today,” she said.

It was the first time a U.S. official had publicly pointed the finger at Turkey for preventing people from going back to their homes.

“We call on all relevant actors operating in the northwest – that includes Turkey, that includes Russia, that also includes Syria – to provide access for international humanitarian aid organizations and to allow for people to come home,” Nauert said.

Tensions between NATO allies Turkey



and the United States have risen over a number of issues in recent months, particularly over U.S. backing for the Syrian Kurdish group that Turkish forces drove out of Afrin, but also Ankara’s shift towards Russia and spats over the arrest of U.S. citizens and consular staff in Turkey.

Nauert was asked whether the administration supported a bill proposed in the Senate to block the sale of U.S. F-35 advanced fighter jets to Turkey due to Turkey’s worsening human rights conditions and purchase of Russian-made S-400 air defence missiles. She said the administration does not comment on legislation under discussion, “but I can tell you that we have had serious concerns about Turkey’s potential acquisition of the S-400 system”.

Turkish Foreign Minister Mevlüt Çavuşoğlu, last week following his first meeting with the new Secretary of State Mike Pompeo in Brussels, said the purchase of the S-400s was a done deal, but said Turkey was open to talks with the United States.

Nauert said: “Under the NATO agreement, which of course, Turkey is a NATO member, they are only supposed to buy, wea-

pons and other material that are interoperable with other NATO partners. We don’t see that as being interoperable. We obviously, though, have a robust defence trade relationship with the government of Turkey, and we will continue to raise our concerns with them on any kind of pending sales or anything of that nature.”

Nauert began her briefing on Thursday by reading a statement to commemorate World Press Freedom Day. While recognizing the crucial role of the press around the globe, Nauert mentioned Turkey, along with Cuba, Burma, Egypt and China as countries where journalists have been detained for their reporting.

“There are more journalists jailed in Turkey than in any other country around the world. That is a tremendous concern. We believe that more voices rather than fewer voices being heard helps advance a democratic society and helps give people voice to their concerns,” she said later in response to a question.

“We support the goal of improved media freedom in Turkey; we’ve discussed that a lot here at the State Department. We raise the issue – I want to tell you – directly with the Turkish government on many occasions. We continue to highlight that. We also do it not only face to face with our counterparts but also through various multilateral institutions. So thank you for highlighting that, and we’ll continue to raise our concerns with press freedom in Turkey and elsewhere,” she said.

“In Turkey, for example, some of our – some of your colleagues here, if they were to head home to Turkey, they would be arrested. Why? In part, because of the job that they are doing each and every day.” ♦



# Turquie : Erdogan promet de nouvelles opérations militaires transfrontalières

Paris Match / Rédaction, par AFP 06/05/2018  
http://www.parismatch.com

Recep Tayyip Erdogan a affirmé que la Turquie lancerait de "nouvelles opérations" militaires comme celles menées dans le nord de la Syrie, contre les jihadistes et la milice kurde du YPG.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a affirmé dimanche que la Turquie lancerait de "nouvelles opérations" militaires sur le modèle d'offensives menées dans le nord de la Syrie contre les jihadistes et une milice kurde.

"Pour nettoyer ses frontières des groupes terroristes, la Turquie lancera de nouvelles opérations sur le modèle de Bouclier de l'Euphrate et de Rameau d'olivier", a déclaré M. Erdogan en dévoilant à Istanbul les grandes lignes de son programme en vue des élections anticipées du 24 juin.

La Turquie mène depuis janvier dans le nord-ouest de la Syrie une offensive baptisée "Rameau d'olivier" contre la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), considérée par Ankara comme une organisation terroriste, mais soutenue

par Washington contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Avant cette opération, la Turquie avait mené, d'août 2016 à mars 2017, une première offensive dans le nord de la Syrie contre l'EI et les YPG, baptisée "Bouclier de l'Euphrate".

M. Erdogan a plusieurs fois menacé d'étendre l'opération "Rameau d'olivier" vers l'est, en direction de la frontière irakienne, au risque d'entrer en collision avec les Etats-Unis et la France qui ont déployé des militaires dans la zone de Minbej.

## Relations tendues entre la Turquie et les Etats-Unis

Le président turc a aussi exhorté à plusieurs reprises le gouvernement de Bagdad à agir contre les bases arrières du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, menaçant dans le cas contraire d'intervenir.

L'offensive turque contre les YPG en Syrie a tendu les relations entre Ankara et Washington, contribuant en parallèle à renforcer la coopération entre la Turquie et la Russie sur le dossier syrien.

Cette opération militaire a aussi alimenté le sentiment nationaliste en Turquie, que M. Erdogan compte bien exploiter en vue des élections législatives et présidentielle initialement pré-



Le président turc Recep Tayyip Erdogan à Istanbul, le 6 mai 2018. / Reuters

vue en novembre 2019 qu'il a avancées au 24 juin prochain.

"Notre objectif est d'anéantir toutes les organisations terroristes qui s'en prennent à nous, de les expédier dans les poubelles de l'histoire", a déclaré M. Erdogan lors de la présentation de son programme dimanche. ♦

# Erdogan s'emporte contre le "manifeste des 300" sur l'antisémitisme en France

AFP, le 08 mai 2018  
www.rtl.be

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a écrié mardi les quelque 300 personnalités françaises qui ont signé le mois dernier un retentissant manifeste "contre le nouvel antisémitisme" appelant notamment à rendre caducs des passages du Coran.

"Nous voyons cela comme l'expression de leur ignorance", a lâché le président turc lors d'un discours à Ankara. "Il n'y a aucune différence entre vous et Daech (acronyme arabe du groupe Etat islamique)", a-t-il ajouté.

Dans le manifeste publié le 22 avril dans le journal Le Parisien, 300 signataires, dont l'ex-président Nicolas Sarkozy et trois anciens chefs de gouvernement, dénoncent un "nouvel antisémitisme" en France marqué selon eux par la "radicalisation islamiste".

Ils réclament notamment que "les versets du Coran appelant au meurtre et au châtement des juifs, des chrétiens et des incroyants soient frappés de caducité par les autorités théologiques (...)".

Ce manifeste, qui a aussi été signé par des intellectuels, des personnalités religieuses et des artistes comme Charles Aznavour ou Gérard Depardieu, a suscité une vive polémique en

France et l'indignation de nombreux musulmans à travers le monde.

"Qui êtes-vous pour utiliser pareil langage ?", a tonné M. Erdogan, qualifiant le manifeste d'"ignoble".

Ce texte était passé relativement inaperçu en Turquie depuis sa publication il y a plus de deux semaines, jusqu'à ce que les dirigeants turcs, qui font campagne pour des élections anticipées le 24 juin, ne l'exhument au cours du week-end.

En se posant en champion du combat contre l'"islamophobie", un rôle qu'il affectionne, M. Erdogan entraîne la bataille électorale sur un terrain sur lequel il est plus à l'aise que l'opposition laïque du Parti républicain du peuple (CHP).

Celui-ci a toutefois suivi le mouvement mardi par l'intermédiaire de son secrétaire général, Kemal Kılıçdaroglu. "Ce n'est pas le Saint Coran, mais vous qui êtes arriérés", a-t-il lancé aux signataires du manifeste.

- "Leçon à Sarkozy" -

Le président turc s'emporte régulièrement contre ce qu'il qualifie d'"islamophobie rampante" en Europe, affirmant que son gouvernement faisait tout pour protéger la liberté et les lieux de culte en Turquie.

"Notre attitude devrait servir de leçon (...) aux politiciens islamophobes en Europe, en parti-



Le président turc Recep Tayyip Erdogan lors d'un discours à Ankara, le 08 mai 2018. ADEM ALTAN

culier à Sarkozy", a lancé M. Erdogan, qui entretenait des rapports notoirement exécrables avec l'ex-chef d'Etat français (2007-2012).

"Je me pose la question : les signataires de ce manifeste ont-ils lu leurs propres textes (sacrés) ?", a lancé M. Erdogan. "Si c'était le cas, ils voudraient sans doute interdire le Nouveau Testament", a-t-il ajouté, sous-entendant qu'il comportait des passages antisémites.

"S'ils souhaitent attirer l'attention sur le génocide des juifs, alors il leur suffit de se retourner et d'observer leur propre histoire", a de son côté commenté le Premier ministre Binali Yildirim. "Je condamne ces personnes méprisables qui attaquent le Coran", a-t-il ajouté.

Cette attaque verbale en règle survient sur fond de tensions entre Ankara et l'Occident, en particulier depuis la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 en Turquie suivi d'une dégradation de la situation des droits de l'Homme. ■





# Turkey's Afrin operation stokes Yazidi fears and fuels displacement

SYLVAIN MERCADIER / 9 May, 2018  
<https://www.alaraby.co.uk>

**K**haled is a Yazidi who was still living in his village when we interviewed him only a few days before the Turkish army and their Free Syrian Army associates invaded in March.

"The Yazidis living in the north of the Afrin district are leaving their homes one by one," he told The New Arab, with an anxious voice at his home in Ain Dera.

"Many shrines have been destroyed. Women have been abducted. If the Turkish army and the Islamists arrive all the way here, we don't know where we will be able to go." The New Arab was not able to confirm his claim of women being abducted.

Khaled was sheltering a Yazidi family from Qastal Jindo, a village in Afrin already captured from the Kurdish YPG militia by the Turkish army.

Ankara sees the YPG as the Syrian extension of the Kurdistan Workers' Party (PKK) - an outlawed militant group which has waged a bloody insurgency against the Turkish state for nearly 35 years. Turkish officials view Kurdish control of northern Syrian areas bordering Turkey as a major threat to the country's national security.

**T**urkey, which has taken in nearly four million Syrian refugees, has trained and equipped fighters of the Free Syrian Army - mostly Sunni Syrian Arabs - and has used them to spearhead their operation to take over Afrin, a canton of northern Syria formerly controlled by the Kurdish YPG militia.

But reports are widespread that militiamen are abusing their newfound positions of power in the area. "In April, eleven Yazidis were kidnapped at the same time and their relatives were asked for large sums of money in exchange for their release," says Murad Ismael, executive director of Yazda, a locally focused non-profit organisation.

Another villager spoke to us, but did not want his name published for fear of reprisals.

"They destroyed the Yazidi shrines immediately upon arriving," he said. "We had fled Sheikh Maqsoud, the Kurdish quarter of Aleppo, because of the in-fighting, and found safety in our original village of Qastal Jindo. Now we are refugees once again - and only God knows what we will be tomorrow."

Despite an almost total blackout in the canton now under the control of the Turkish army, evidence has emerged suggesting minorities are being discriminated against for their religious beliefs by zealous Islamist militias allied to the Turkish army.

The fears Afrin residents shared with us before the completion of the Olive Branch offensive may have been justified.

"The number of Yazidis in Afrin was around 50,000 before the war. It fell to 35,000 as a consequence of the war. As the Turkish offensive started, the drop continued and reached approximately 25,000," said Mahmoud Kalash, chairman of the Committee of Yazidi



A Turkish-backed Syrian rebel walks past a burning shop in Afrin [AFP]

Intellectuals in Afrin.

**I**t is believed that number has since fallen further in the formerly Kurdish-held canton. Several Yazidis have reportedly converted to Islam to avoid retaliation from Islamist fighters.

"The Turkish government set up a local council to administer Afrin. One Yazidi representative was appointed within this council, but no one seems to know who that person might be," says Saad Babir, media director at Yazda.

In Ain Deraa, which had been a mixed Yazidi and Sunni-Kurdish town, residents had already seen their main sacred prayer site destroyed by an airstrike in January. This temple, a UNESCO site, was targeted despite there being no military activity near the site that we could detect when we visited.

"We used to go to this ancient site to pray and do our religious activities," said Babir.

The Turkish army has denied shelling any cultural site, saying they only aimed at military targets.

Despite this, Saad Babir said at least eight holy Yazidi shrines had been destroyed in Afrin since the start of the Turkish operation. That number was corroborated by other activists on the ground, and by Yazda.

## RESETTLEMENT

There is an ongoing population swap in the district. Families coming from refugee camps in Turkey are arriving while Kurdish residents are leaving. Some Islamist fighters have seized several houses, often choosing the most comfortable for themselves.

Rebel fighters evacuated from Ghouta and other previously rebel-held territories have been invited to settle in Afrin, though some have reportedly refused to take part in what they see as ethnic cleansing campaign.

**T**he process of resettling Sunni Arab rebels from other areas of Syria coincides with a trend of preventing local residents from returning to their homes after the fighting. Residents here tell The New Arab that Kurdish and Yazidi civilians have been prevented from returning to their homes and for-

ced to remain in the enclave of Tel Rifaat, the last territory in the area still controlled by the Kurdish-led administration of the Northern Syrian Federation - also referred to as Rojava.

Diseases are spreading in Tel Rifaat, due to the horrendous humanitarian situation for the displaced coming from Afrin and surrounding villages. Furthermore, Yazda reports that the Syrian regime has prevented some Kurds and Yazidis from reaching the Kurdish neighborhood of Sheikh Maqsoud, where they could have found shelter and a better humanitarian situation, according to Saad Babir.

"This situation will be the continuation of the Shingal massacre by other means and under almost total media blackout," added another local who asked to remain anonymous.

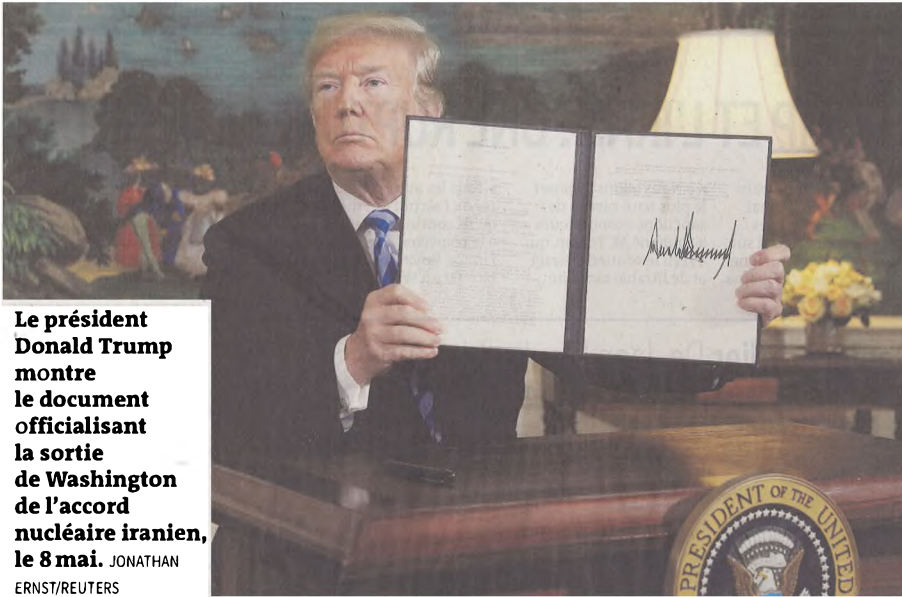
## INTERNATIONAL SILENCE

"If the international community remains silent and does nothing to protect our minority, there will be even more annihilation against us. Our religion is a religion of tolerance; we did not attack anyone and did not take homes nor land from anyone," stressed Mahmoud Kalash.

The ongoing Syrian civil conflict includes major powers such as Russia and the United States, as well as regional powers including Iran and Turkey. Because of this complex chess game, holding those now controlling Afrin to account seems almost impossible.

Despite evidence of the involvement of former al-Qaeda-linked Nusra Front fighters within the ranks of the rebels allied with the Turkish army, major international powers appear unwilling or unable to put significant pressure on the Turkish government to isolate those fighters. ○

Sylvain Mercadier is a freelance journalist. Follow him on Twitter: @Sylv\_Mercadier



**Le président Donald Trump montre le document officialisant la sortie de Washington de l'accord nucléaire iranien, le 8 mai.** JONATHAN ERNST/REUTERS

# Trump saborde l'accord nucléaire avec l'Iran

Le président américain rompt les engagements pris en 2015, au risque de relancer la course à l'arme atomique

WASHINGTON - correspondant

**D**onald Trump a spectaculairement renoncé à un accord forgé par son propre pays, mardi 8 mai, en retirant les Etats-Unis de l'accord nucléaire iranien conclu en 2015. Le président américain n'a pris personne par surprise. Contempteur infatigable du « pire » accord, selon lui, jamais conclu par Washington, il n'avait cessé d'agiter la menace d'un départ. Faute d'obtenir une improbable réécriture en profondeur du texte, exclue par les autres signataires, l'Allemagne, la Chine, la France, la Russie et le Royaume-Uni, comme par l'Iran, Donald Trump n'avait d'autre choix que le retrait, conforme à l'une de ses promesses électorales. « La décision d'aujourd'hui envoie un message crucial. Les Etats-Unis ne font plus de menaces vides de sens. Quand je fais des promesses, je les tiens », a-t-il assuré.

Parce qu'elle concerne une région déjà fracturée par les crises

et les guerres, cette décision unilatérale est la plus lourde de conséquences prise jusqu'à présent par le président des Etats-Unis, même si elle se situe dans la droite ligne du retrait du projet de libre-échange avec des pays riverains du Pacifique, le 23 janvier 2017, ou de celui de l'accord de Paris contre le réchauffement climatique, le 1<sup>er</sup> juin de la même année.

Comme les précédentes, elle place en porte-à-faux les Etats-Unis avec leurs principaux alliés, à l'exception des ennemis régionaux de Téhéran, Israël et l'Arabie saoudite. Elle constitue pour la relation transatlantique une nouvelle épreuve, sur fond de tensions pour l'instant sans réponses sur le commerce.

Comme il en a l'habitude, Donald Trump a mis en cause, mardi, la compétence des négociateurs américains d'alors, qu'il a jugé incapables, sous la houlette de son prédécesseur, Barack Obama, de tirer profit du rapport de force favorable créé à l'époque

**Donald Trump veut « imposer le plus haut niveau de sanctions économiques »**

par l'imposition d'un régime de sanctions particulièrement dures pour l'économie iranienne. « Un accord constructif aurait facilement pu être conclu à ce moment-là, mais cela n'a pas été le cas », a-t-il déploré, balayant d'un revers de main des années de négociations ardues.

**« Pressions maximales »**

En octobre 2017 et encore en janvier, lors de ses premières prises de distance vis-à-vis de l'accord obtenu par Barack Obama, que le retrait de mardi parachève, M. Trump avait déjà multiplié les attaques frontales.

Il a récidivé en dénonçant « un accord horrible » qui « n'a pas apporté le calme » ni « la paix » et

## LE CONTEXTE

L'accord sur le nucléaire iranien, signé le 14 juillet 2015 à Vienne après vingt mois de négociation entre les « 5 + 1 » - les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, plus l'Allemagne - et Téhéran, avait mis un terme à une crise entamée dès 2003. Il prévoit une levée progressive et conditionnelle des sanctions adoptées par l'ONU depuis 2006, ainsi que des mesures de rétorsion unilatérales américaines et européennes, en échange d'une limitation drastique du programme nucléaire iranien, et de l'acceptation par Téhéran du régime de contrôle le plus sévère de l'histoire de la lutte contre la prolifération. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) certifie depuis avec régularité que l'Iran respecte ses obligations.

Une bonne partie des restrictions techniques doivent devenir progressivement caduques entre 2025 et 2050.

L'accord de juillet 2015 reste centré sur le nucléaire et ne concerne pas les activités balistiques de Téhéran dénoncées dans une résolution spécifique, la résolution 1929, adoptée en juin 2010 par l'ONU.

qui « ne le fera jamais ». Il a dressé un état des lieux accablant mais partial, lorsqu'il a, par exemple, dénoncé la poursuite de l'enrichissement de l'uranium, sans préciser qu'il s'agit d'un taux incompatible avec un projet militaire, ou critiqué les failles supposées du régime de contrôle le plus sévère de l'histoire de la lutte contre la prolifération. Les services de renseignement américain considèrent d'ailleurs, tout comme l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), que l'accord est respecté.

De même, le président des Etats-Unis a repris sans la moindre nuance la théorie d'un mensonge d'Etat iranien, exposé une semaine auparavant par le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, un adversaire déterminé de l'accord, à l'occasion de la présentation d'un programme militaire secret, cependant antérieur à l'accord de 2015.

Donald Trump a également mis en cause l'accord sur des questions auxquelles celui-ci n'était pas censé répondre, comme les ac-



tivités balistiques de l'Iran ou son influence régionale. « Il est clair, pour moi, que nous ne pouvons pas empêcher une bombe nucléaire iranienne en restant dans la structure délabrée et pourrie de l'accord actuel. [Il] est fondamentalement défectueux. Si nous ne faisons rien, nous savons exactement ce qui va se passer. Dans un court laps de temps, le principal soutien de la terreur dans le monde sera sur le point d'acquiescer les armes les plus dangereuses », a-t-il assuré avant d'opposer un « régime meurtrier » à la « fièvre nation » iranienne que celui-ci prend en « otage », selon lui.

Pour éviter l'Iran nucléaire qu'il redoute, Donald Trump veut désormais négocier « en position de force » selon la formule de son conseiller à la sécurité nationale, John Bolton. Ce faucon présent aux côtés du président depuis un mois avait rédigé pour le *New York Times*, en mars 2015, une tribune intitulée « Pour stopper la bombe iranienne, bombardons l'Iran ». Le président des Etats-Unis escompte obtenir cet avantage en rétablissant les sanctions suspendues depuis 2015.

Il n'est pas question d'un simple retour en arrière. « Nous allons imposer le plus haut niveau de sanctions économiques », a souligné M. Trump, qui s'est montré également menaçant en assurant que « toute nation qui aide l'Iran dans sa quête d'armes nucléaires pourrait également être durement sanctionnée par les Etats-Unis ».

Pour le président américain, qui y a fait explicitement référence, l'heure est venue des « pressions maximales » qui ont contraint le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un, selon Washington, à se tourner vers la négociation.

« Alors que nous sortons de l'accord, nous allons travailler avec nos alliés pour trouver une solution réelle, globale et durable, à la menace nucléaire iranienne. Cela inclura des efforts pour éliminer la menace du programme de missiles balistiques [de Téhéran], pour arrêter ses activités terroristes dans le monde entier et pour bloquer son activité menaçante à travers le Moyen-Orient », a précisé Donald Trump.

#### Menaces de sanctions

Cet optimisme s'est immédiatement heurté à la réaction unanime des autres signataires de l'accord, qui ont déploré la décision unilatérale américaine, à commencer par ceux qui en sont historiquement à l'origine : l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Tous ont indiqué qu'ils enten-

## « Les Etats-Unis pourraient se retrouver avec un choix perdant-perdant »

**BARACK OBAMA**  
ancien président  
des Etats-Unis

daient continuer à respecter l'accord, au risque de s'exposer à des sanctions américaines presque aussitôt agitées par le nouvel ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, Richard Grenell. « Les entreprises allemandes faisant des affaires en Iran devraient cesser leurs opérations immédiatement », a-t-il déclaré sur Twitter.

Le sujet est d'autant plus critique que le tour de vis américain a précisément pour but de priver de ressources le régime iranien, comme l'a revendiqué John Bolton, au cours d'un briefing

tenu juste après la déclaration de Donald Trump. « C'est quelque chose que nous devrions poursuivre vigoureusement, parce que nous voulons mettre autant de pression économique sur l'Iran que possible », a-t-il dit, sans préciser à quelle échéance les entreprises présentes sur le marché iranien seront susceptibles d'être pénalisées.

La décision de Donald Trump n'a pas véritablement soulevé l'enthousiasme de son propre parti. De nombreux élus républicains, qui s'étaient pourtant opposés à l'accord lorsqu'il avait été conclu, avaient exprimé leurs plus grandes réserves à la veille de cette annonce, redoutant à la fois un saut dans l'inconnu et le coût à payer pour la crédibilité des Etats-Unis.

Le président iranien, Hassan Rohani, a d'ailleurs réagi, mardi, en estimant que ce retrait montre que « les Etats-Unis ne respectent amais leurs engagements ». « Si ... nous arrivons à la conclusion

qu'avec la coopération de ces cinq pays [restants], les intérêts du peuple iranien sont assurés (...) l'accord nucléaire restera en vigueur », a-t-il ajouté. Il n'a pas exclu, cependant, une reprise des activités d'enrichissement d'uranium « sans limite », synonyme de fin de l'accord, si ce dernier s'avère « un papier sans garanties ».

La Chine a regretté la décision de Trump et indiqué qu'elle continuera à veiller au respect de l'accord. L'artisan américain du compromis, Barack Obama, est sorti de la réserve à laquelle il s'estreint généralement depuis son départ de la Maison Blanche pour déplorer « une grave erreur ». « Les Etats-Unis pourraient se retrouver avec un choix perdant-perdant, entre un Iran doté de l'arme nucléaire ou une autre guerre au Moyen-Orient », a déclaré, pessimiste, l'ancien président. ■

GILLES PARIS

Le Monde JEUDI 10 - VENDREDI 11 MAI 2018

# En Iran, désarroi et bruits de bottes

## Téhéran menace de relancer son programme d'enrichissement



Des parlementaires ultraconservateurs brûlent un drapeau américain, mercredi 9 mai, au Parlement à Téhéran. HO/AFP

L'Europe, étroite planche de salut. Les élites iraniennes qui défendent jusqu'ici l'accord sur le nucléaire et une forme d'apaisement avec l'Occident ont mal

masqué, mardi 8 mai, leur désarroi après l'annonce par le président américain, Donald Trump, du retrait des Etats-Unis.

Le coup est dur, injuste, répète-t-on à Téhéran, puisque le pays

respecte ses obligations, selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Mais l'Iran, enlaidi dans la crise économique et dans des luttes politiques toxiques, manque cruellement d'options pour réagir, sauf à violer à son tour l'accord, ce qui n'est pas encore à l'ordre du jour. Reste donc à compter sur les autres signataires : la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Russie et la Chine, sans grande illusion.

Dans un discours retransmis en direct à la télévision d'Etat – contrairement à celui de M. Trump –, le président Hassan Rohani est apparu déjà démonétisé, creux, aux côtés des principaux membres de son gouvernement qui se balançaient sur leurs pieds en rang, gênés.

M. Rohani a annoncé que le pays ne relancerait pas immédiatement l'enrichissement de l'uranium et mènerait des consultations durant « une courte période de quelques semaines » avec les autres signataires. « Et si l'accord n'est finalement qu'une feuille de papier, alors notre prochain mouvement sera clair », a-t-il dit. La parthénos d'ouverture prendrait

fin. M. Rohani a joué sa vie politique sur elle face à ses rivaux conservateurs, qui se nourrissent de l'opposition à l'ennemi américain.

#### Risque d'une escalade militaire

Des figures d'ordinaire critiques de l'accord se sont alignées sur cette voie médiane: la République islamique serre les rangs face au danger. Cependant, l'appareil iranien se fait de longue date peu d'illusions sur la capacité de l'Europe à résister aux pressions américaines sur ses banques et ses entreprises, si celles-ci s'exercent avec suffisamment de force.

«Ceux qui militent pour continuer à appliquer l'accord et à séparer les Etats-Unis de l'Europe se réduisent à un cercle de plus en plus étroit autour du président Rohani», constate Ali Vaez, de l'ONG International Crisis Group, dans un récent rapport.

Quel intérêt l'Iran a-t-il à maintenir sa position de hauteur morale, quand les bénéfices qu'il en tire ne cessent de se réduire, et au risque de projeter une dangereuse image de faiblesse? L'intérêt de l'accord n'est pourtant pas qu'économique, «c'est une garantie de sécurité pour la région», rappelle l'analyste conservateur, Foad Izadi. Sans lui, le risque d'une escalade militaire avec Israël en Syrie, ou d'une confrontation avec le grand rival régional saoudien, s'accroît dangereusement.

#### Economie désastreuse

Mais la perspective d'une amélioration de la situation économique désastreuse de l'Iran que l'accord devait garantir est également un gage de sécurité intérieure, pour l'Etat dans son ensemble – et non pour le seul Hassan Rohani, que des internautes vilipendent en «traître» sur Twitter, tandis que des parlementaires ultraconservateurs mettaient le feu symboliquement à l'accord et à un drapeau américain au Parlement, mercredi matin.

Des syndicalistes sont emprisonnés, intimidés en nombre et pourtant les grèves perdurent aux quatre coins du pays. Le système bancaire est au bord de l'implosion, le pays fait face à une importante fuite de capitaux, les prix grimpent en ville. La sécheresse dévaste le centre et le sud du pays depuis cinq ans et des manifestations disparaissent. On voit toujours lieu dans les petites villes depuis la vague de protestation au tournant de l'année, dont la répression a fait plus de vingt-cinq morts.

Aujourd'hui, la majorité de l'ap-

## Nouveau raid d'Israël en Syrie

Peu de temps après le discours de Donald Trump mardi 8 mai, Israël a conduit un raid aérien en Syrie, au sud de Damas, selon l'agence officielle syrienne Sana, qui rapporte l'interception de deux missiles. La cible, dans la zone de Kiswah, était un «dépôt d'armes appartenant aux gardiens de la révolution iraniens», affirme l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui évoque la mort de neuf combattants. Plus tôt dans la soirée, l'armée israélienne avait noté des «mouvements inhabituels des forces iraniennes en Syrie» et appelé les habitants du plateau du Golan à préparer les abris antibombes.

pareil politico-sécuritaire paraît estimer qu'en cas d'échec des consultations l'Iran devrait répliquer en violant à son tour l'accord. Il pourrait remettre sur pied son programme de recherche et de développement, relancer l'enrichissement de l'uranium à 20 % sur le site militaire souterrain de Fordow ou cesser de collaborer avec l'AIEA. Téhéran peut également orchestrer des attaques de ses alliés miliciens en Syrie et en Irak

contre les forces américaines, au risque d'une riposte.

Enfin, une minorité milite pour une sortie du traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), auquel l'Iran a adhéré en 1970. Le souriant ministre des affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a lui-même brandi cette menace ces derniers mois. Elle pourrait rouvrir la voie à la quête de l'arme atomique. Des militaires estiment qu'à l'image

de la Corée du Nord le seul moyen d'engager un dialogue avec les Etats-Unis, direct et en position de force, serait d'avoir la bombe.

Ces bruits de bottes, la rue iranienne les percevait déjà nettement, mardi soir, dans l'annonce de M. Trump. A Téhéran, Nassim, photographe de 34 ans, avait peine à se souvenir de cette nuit du 14 juillet 2015, où elle était descendue sur une avenue de la capitale pour célébrer, dans un concert de klaxons et de sifflets, la signature de l'accord avec la communauté internationale.

«Nous pensions que la vie serait meilleure, résume-t-elle. Tout ça, c'est du passé. Je pense de nouveau qu'une guerre peut nous tomber dessus. Je regrette de n'avoir pas écouté ma sœur, à Londres, qui m'incitait à émigrer et à vivre avec elle. Si je l'avais écoutée; j'aurais déjà construit une vie là-bas. Mais ces jours-ci, je ne fais plus que m'accrocher aux informations.» ■

LOUIS IMBERT

Le Monde JEUDI 10 - VENDREDI 11 MAI 2018

# Aux Etats-Unis et en Israël, la tentation du changement de régime

Les faucons à Washington et à Tel-Aviv tablent sur la multiplication des sanctions pour faire vaciller la République islamique

WASHINGTON, JÉRUSALEM - correspondants

Elle n'est pas affichée, seulement suggérée. Elle a même été exclue par le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton, mardi 8 mai. Pourtant, la tentation d'un changement de régime en Iran relie les Etats-Unis, Israël et l'Arabie saoudite. Proche de l'Organisation des moudjahidin du peuple iranien, un groupe d'opposition en exil, au fonctionnement sectaire, le même John Bolton en a souvent fait un objectif avant d'entrer au service du président des Etats-Unis, de même que l'ancien maire de New York, devenu avocat de Donald Trump, Rudy Giuliani.

Comme pour chacune de ses interventions visant cet ennemi de Washington, le président américain a tenu à distinguer, mardi, le sort du peuple iranien de celui de

ses dirigeants. «Cela fait près de quarante ans que cette dictature a pris le pouvoir et une fière nation en otage, a-t-il dit. (...) Mais le futur de l'Iran appartient à son peuple.» Le 1<sup>er</sup> janvier, sur Twitter, il avait été encore plus clair en réaction aux manifestations dans les villes iraniennes: «TIME FOR A CHANGE!», avait-il écrit.

Difficile pour M. Trump d'appeler de ses vœux la chute du régime après n'avoir cessé de dé-

noncer les aventures extérieures coûteuses des néoconservateurs américains. Pendant sa campagne, il avait estimé que les Etats-Unis n'auraient jamais dû intervenir en Irak. «Nous avons déstabilisé le Moyen-Orient», disait-il alors. En outre, les exemples de Cuba ou de la Russie montrent que les sanctions ne fragilisent pas un régime autoritaire.

#### «Maléfique»

Toutefois, le ton de M. Trump – très sévère contre le régime, compatissant envers les Iraniens – rappelle en tout point celui du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, voire certaines formules du prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, comparant le guide suprême iranien, Ali Khamenei, à Adolf Hitler.

Le 19 septembre 2017, lorsqu'il a pris la parole à l'Assemblée générale de l'ONU, le dirigeant israélien

**«Les Iraniens s'uniront contre une tentative de changer le régime de l'extérieur»**

SIMA SHINE

Institut d'études pour la sécurité, Tel-Aviv



avait évoqué l'Iran et un accord qu'il n'a cessé de combattre. Mais il avait aussi prononcé quelques mots en farsi à l'intention des Iraniens, leur promettant qu'ils seraient « libérés un jour de ce régime maléfique qui [les] terrorise, pend les homosexuels, enferme les journalistes, torture les prisonniers politiques et abat les femmes innocentes ». Ce jour de libération venu, a-t-il conclu, « l'amitié entre [leurs] deux peuples anciens pourra à nouveau s'épanouir à coup sûr ».

Israël a accueilli avec grande méfiance les « printemps arabes » de 2011, y voyant surtout un cycle de déstabilisation dangereux du Moyen-Orient. Mais fut un temps où l'idée d'un changement de régime dans cette région séduisait M. Nétanyahou. En 2002, six mois avant le début de l'offensive américaine en Irak, il s'exprimait en ces termes devant le Congrès américain, alors qu'il n'occupait pas de fonction officielle en Israël : « La question n'est pas de savoir si le régime irakien doit être mis à bas,

mais quand. Elle n'est pas de savoir si on veut un changement de régime, mais comment l'obtenir. » M. Nétanyahou avait alors espéré un éventuel effet domino, la jeunesse iranienne pouvant être inspirée par un tel événement.

A aucun moment, ces derniers mois, le premier ministre n'a employé des termes aussi clairs sur l'Iran. Mais l'idée circule, au sein des élites politiques et de l'appareil sécuritaire israéliens, que le régime iranien pourrait vaciller, ou au moins revoir ses ambitions régionales, si la monnaie nationale perdait fortement de sa valeur, si l'économie était gagnée par la panique sous le coup des sanctions, si les revenus du pétrole étaient asséchés et le système bancaire isolé.

« Il existe une supposition, peut-être fondée, que le régime actuel n'abandonnera jamais son ambition d'obtenir des armes nucléaires, explique Dan Shapiro, ancien ambassadeur américain en Israël, analyste à l'Institut pour les études nationales de sécurité

(INSS), à Tel-Aviv. Mais annuler l'accord n'est pas une stratégie. Si on retire toutes les contraintes qu'il prévoyait, il ne reste plus beaucoup d'outils pour agir, à part l'option militaire et essayer de changer le régime. De façon inexorable, faute d'alternative, on penchera vers cela. Mais le faire de l'extérieur est extrêmement compliqué, largement infructueux et très coûteux. »

#### « Gouffre »

Ex-directrice générale au ministère des affaires stratégiques, chargée du dossier iranien (2009-2015), Sima Shine, chercheuse à l'INSS, exprime des doutes sur la possibilité d'un renversement du régime à Téhéran. « Je pense qu'il y aura, au bout du compte, un changement majeur en Iran, au travers de personnalités ou d'un nouveau régime, car il existe un gouffre entre la population et les dirigeants, dit-elle. En Israël, on aimerait bien avoir un régime iranien plus ouvert. Mais si le premier ministre écoute les

experts de l'Iran, il entendra qu'on ne peut changer le régime de l'extérieur. Au contraire, les Iraniens s'uniront contre cette tentative. »

Côté américain, Patrick Clawson, expert au Washington Institute for Near East Policy, relève une contradiction dans l'attitude de Donald Trump : « En faisant cette distinction [entre le « régime » et le « peuple »], Trump fait face au même problème de crédibilité que lors des manifestations, il y a cinq mois. Trump est celui qui a imposé l'interdiction de visas aux Iraniens [pour se rendre aux Etats-Unis], qui a frappé durement les grands-parents voulant rendre visite à leurs familles de Los Angeles et les étudiants désireux d'aller à l'université, sans parler de la centaine de réfugiés iraniens de confession chrétienne arrivés en Autriche parce que Trump refuse de les accueillir. Il est difficile, pour les Iraniens, de le considérer comme un ami. A tout le moins, il doit reconnaître cet antagonisme apparent. » ■

GILLES PARIS ET PIOTR SMOLAR

LE FIGARO

jeudi 17 mai 2018

## En Turquie, Erdogan effraie les marchés avant les élections

En critiquant les taux d'intérêt élevés, à un mois des élections, le président provoque une forte chute de la livre.



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan,

ARMELLE BOHINEUST @armellla

**MONNAIE** Habitué des formules à l'emporte-pièce et des points de vue économiques hétérodoxes, Recep Tayyip Erdogan a une nouvelle fois inquiété les marchés et les investisseurs internationaux. Le président de la Turquie, 17<sup>e</sup> économie mondiale, a annoncé, mardi à Londres, que, s'il était reconduit dans ses fonctions lors des élections de juin, il pèserait davantage sur la politique monétaire de son pays.

Aussitôt, la livre turque a battu un nouveau record à la baisse. Ce qui a conduit, mercredi, la banque centrale à assurer que « les mesures nécessaires seraient prises » afin d'apaiser les marchés de change. Sans grand succès. « Il n'est pas inconcevable que la Turquie soit

contrainte à terme de suivre les pas de l'Argentine et qu'elle fasse appel au Fonds monétaire international si la banque centrale tarde à agir et si la confiance du marché s'évapore », expliquent les analystes de Capital Economics.

#### Surchauffe

Résultat, la livre turque affiche « un plongeon de 17 % par rapport au dollar depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Cette chute est près de deux fois plus élevée que celle de l'ensemble des monnaies émergentes, en recul de 8 % à 10 % », souligne Seltem Iyigun, économiste chez l'assureur-crédit Coface. Toutefois, il n'y a là rien de très surprenant, relativise Sylvain Bellefontaine, économiste chez BNP Paribas. « Cela fait plusieurs années que Recep Tayyip Erdogan tempête contre les taux d'intérêt qu'il trouve trop élevés. » Il les

accuse d'alimenter l'inflation, qui atteint aujourd'hui 10,85 % en rythme annuel. De quoi mécontenter la population.

Malgré des points forts, tels que des comptes publics équilibrés, c'est la dégradation de l'économie qui semble avoir conduit le président à avancer d'un an et demi les élections présidentielles et législatives. Les Turcs n'ont rien contre un taux de croissance de 7,4 % en 2017, d'ailleurs proche de la surchauffe, et de 5,2 % cette année. Mais ce n'est pas une bonne nouvelle pour eux si l'inflation est élevée ou si la devise de ce pays, qui s'appuie énormément sur ses exportations, dévisse, résumement les économistes.

« Il y a un millefeuille de facteurs alimentant l'inquiétude des marchés », résume Sylvain Bellefontaine. C'est le cas des déséquilibres

géopolitiques croissants dans la région (Israël, Iran, Syrie) ou des tensions avec les États-Unis. La justice américaine devait d'ailleurs se prononcer mercredi soir sur la banque Halkbank, accusée d'avoir contourné l'interdiction américaine de commercer avec l'Iran en 2013.

Mais les investisseurs se désintéressent aussi de la Turquie, et d'autres pays émergents, parce qu'ils préfèrent profiter de la hausse des taux d'intérêt américains et de la remontée du dollar.

Ils sont également dans l'attente du résultat des élections du 24 juin. Ils sont loin d'approuver la politique de plus en plus autoritaire d'Erdogan, sur le plan économique comme sur les autres fronts. Ils seraient pourtant rassurés par sa réélection, synonyme de continuité, constate Sylvain Bellefontaine. ■

REUTERS

# After failed independence bid, disillusioned Kurds to vote in Iraqi poll



A man walks past campaign posters ahead of the parliamentary election in Erbil, Iraq May 6, 2018. REUTERS/Azad Lashkari



Barham Salih, Former Prime Minister of Iraq's Kurdistan Regional Government and Head of the Coalition for Democracy and Justice speaks with his supporter in Sulaimaniyah, Iraq May 8, 2018. REUTERS/Ako Rasheed

May 10, 2018 ERBIL/KIRKUK, Iraq (Reuters) -Raya Jalabi

**SIX MONTHS ago, Iraq's Kurds believed they'd never have to participate in a national election again, having just voted for their century-old dream of an independent state.**

But on Saturday, they head to the polls, disillusioned with the political elites who led their failed independence bid.

Their vote could undermine the grip on power that two ruling parties have enjoyed in Iraq's Kurdistan Region since it gained semi-autonomous status 27 years ago.

The Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) are facing their first serious challenge from new parties in Saturday's nationwide elections to choose a new prime minister and parliament.

While Prime Minister Haider al-Abadi appears marginally ahead in a tight race, the new Kurdish parties are hoping to exploit discontent that has only grown in their region since their independence dream was shattered.

"We had everything, and now we have nothing," said Mohammed Abdelhamid, a 32-year-old Kurdish vegetable seller in Kirkuk. "They led us down this path, why should I ever vote for them again?"

As the older generation fades and an economic crisis sharpens demand for change, the power of the political establishment over their tribal support bases is waning.

Veteran PUK leader Jalal Talabani, who served as Iraqi president, died last year, and the KDP's Masoud Barzani has been weakened since the failed referendum that he championed.

New parties are trying to fill the vacuum, chief among them the Coalition for Democracy and Justice, led by former Kurdish regional prime minister Barham Salih. A disciple of Talabani, he left the PUK last year and is campaigning against corruption, a key issue for many Kurdish voters.

"There is a deep crisis in the Kurdistan Region," Salih told Reuters. "This crisis is the result of a failed system of governance based on partisanship and nepotism in the administration of the country."

## OPPOSITION PARTY

Salih is expected to take seats from the KDP and PUK, as well as from Gorran, an opposition party which spun off from the PUK in 2009. The fledgling New Generation Movement, led by political novice Shaswar Abdulwahid, is also trying to win seats from establishment candidates but is not considered a serious contender.

"We're seeing a weakening of support for the two governing parties who no longer have anything to say to their voters," said Yousif Mohammed, the former KRG parliamentary speaker banned from Erbil, who now heads Gorran's list in Sulaimaniya.

The parties are nervously eyeing Saturday's election, since its outcome will be a solid indication of their support base in the post-referendum era.

This is seen as a vital reality check ahead of regional elections set for Sept. 30. If the upstart parties do well on Saturday, many expect the internal balance of power to shift within the KRG come autumn.

The KDP and PUK dominate the Kurdish regional parliament and the majority of Kurdish MPs sent to the national parliament have been from those two parties.

The brief jubilation after last year's vote to break away from Baghdad was shattered when the central government imposed swift punitive measures and retook the oil city of Kirkuk, which had been held by the Kurds for three years.

Now, the exuberance of the independence vote has been replaced with the painful belief that Iraq's Kurdish leadership gambled away the hard-fought autonomy which their region has enjoyed since the 1991 Gulf War.

## DISPIRITED

Interviews with dozens of Kurdish voters show a people left dispirited by the failure of their independence push, with some saying they will not take part in the ballot.

"I have no desire to participate in these elections," said Gulala Jabar Abdullah, 38, a teacher in Sulaimaniya. "For 27 years, we haven't seen anything from the two parties in government."

There has been little enthusiasm for the election among Kurds. But in the multi-ethnic city of Kirkuk, the campaign is in full force with every inch of public space dominated by candidates' billboards. In Kirkuk province, 458 candidates are battling for just 13 seats, a sign of its importance.

Whatever the results on Saturday, Kurdish MPs sent to Baghdad will face the mammoth task of mending acrimonious post-referendum relations with the federal government.

Ties with Baghdad thawed somewhat in March, when Abadi lifted a ban on international flights into the Kurdish region and paid a portion of its civil service salaries.

But negotiations have since stalled over oil exports and revenue-sharing, worsening the Kurds' debt problems and public salary shortfalls after three years during which their share of the federal budget was withheld in disputes over oil sales.

When framed as part of a necessary step to independence, Kurds were more forgiving of austerity measures. That project now blunted, popular discontent has been rising.

"Every year we have a few months of salary missing," said a KRG customs officer. He earns extra money helping at his father's shoe shop in Erbil's main souk. "Life is too hard."

In March, thousands of civil servants demonstrated against salary cuts, including in the KDP strongholds of Erbil and Dohuk for the first ⇨



↳ time. They were met with a violent crackdown in which five people were killed.

"Democracy works everywhere except here," said Abu Ghayeb, a longtime KDP supporter in Erbil who said he is too angry with the Kurdish leadership to vote for them again.

"We stay poor," said Abu Ghayeb, a retired police officer who supplements his meager pension by selling knick-knacks by the roadside, "But they get richer. How if not by corruption?"

#### VOTERS SWITCH

Salih's Coalition for Democracy and Justice is most likely to capitalize on this wave of discontent. His messaging hammers home that he will clean up the corruption which has plagued the governing parties.

While the PUK and KDP retain significant support, several voters told Reuters they are switching party affiliation this year, buoyed by Salih's message.

"Dr. Barham is a good person and he respects everyone," said Naim Mohammed Aziz, 36, a taxi driver in Erbil who used to belong to the Kurdistan Islamic Group party. "The government doesn't care about us anymore, we need someone new."

In KDP strongholds, his posters are ripped down within hours of being put up, which his supporters take as a compliment.

"It means the governing parties feel the threat," said former KRG Trade Minister Mohammed Raof Mohammed, and Salih's Erbil campaign manager.

The New Generation movement has also rattled the establishment. Leading candidate Rabun Maroof was beaten up while campaigning in Erbil this week.

The party has corralled some supporters, particularly young people excited by his message of change.

"We as Kurdish youth, we want to support this movement to help build Kurdistan anew," said Aras Anwar, a 20-year-old volunteer campaigner.

Others have lost patience. "I can't wait 10 years for change," said Abdullah, the Sulaimaniya teacher. She has been on strike for months over years of unpaid salary.

"To vote or not to vote, it doesn't matter," she said. "Our voices won't count."

(In paragraph 31, corrects name of taxi driver's party to "Kurdistan Islamic Group", not "Kurdistan Islamist Party".) ●

**B** 17 May 2018

# Turkey: 'Completely Inconceivable' to Return Afrin, Syria, to Assad Control

John Hayward 17 May 2018  
<http://www.breitbart.com>

Turkish Deputy Prime Minister Recep Akdag said on Tuesday that it is "completely inconceivable to return Afrin back to the control of the Syrian regime" after Turkey invaded the northern border region in January.

Turkey invaded Afrin with the ostensible goal of fighting "terrorists," by which they meant the Kurdish forces occupying the city. Turkey believes these Kurdish militia groups are in league with the violent PKK separatist party. Afrin constitutes part of "Rojava," the Kurdish term for Syrian Kurdistan.

"A free and democratic Syria can only be built without Assad. He has killed many of his fellow citizens and brought much suffering to his country," Akdag declared.

"We want to give Afrin back to the local population, who should be there to decide for themselves," he added. "A local Afrin council has been set up, which is a decision-making body with local representatives. Therein also Kurds sit."

Turkey has fined anyone affiliated with the PKK or the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG/YPJ) from sitting on the Afrin council. The YPG is the militia group that served as a vital battlefield ally for the United States against the Islamic State.

Akdag insisted that Turkey is still primarily interested in its own security needs and does not plan for a prolonged occupation, but it is difficult to see how Turkish forces would withdraw from Afrin any time soon under the terms he formulated. Bashar Assad is very firmly in control in Damascus, thanks to assistance from his patrons in Russia and Iran. The Syrian civil war has entered a protracted mopping-up phase, as the last few rebel enclaves were crushed with the alleged deployment of banned chemical weapons.

Turkey's drive into Syria might have



penetrated even further without American troops stationed in Manbij, the next major city the Turks would need to conquer.

The Manbij Military Council, an alliance linked to the Kurdish-led Syrian Democratic Forces, stated at the beginning of May that it would forcibly resist any Turkish military operation against the city.

The MMC statement also said Turkey "practices ethnic cleansing and mass genocide against our people in Afrin" for the purpose of "producing terrorist groups in areas where there is peace and coexistence."

Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu is working this week on finalizing the details of a June meeting with U.S. Secretary of State Mike Pompeo to discuss the future of Manbij. There is much speculation that Pompeo will be less accommodating to Turkey than his predecessor Rex Tillerson was.

"Withdrawal of the YPG from Manbij is especially important here. However, the YPG's withdrawal from Manbij alone is not enough. The stabilization of all regions under YPG control is also important," said

Cavusoglu.

He made it sound like Turkish forces might spend a long time in Manbij if they establish a foothold there, as he repeated Akdag's policy of denying the Assad regime control of Syrian territory it lost during the civil war.

"Who will secure and administer these regions?" he asked. "Of course, in the future, when a political solution is possible, these must be integrated to the central administration."

Turkey was furious when the Arab League demanded it withdraw troops and local militia allies from Afrin last month. Kurds in the region complained that Turkey's operation was tantamount to ethnic cleansing. According to United Nations estimates, 137,000 of them were driven from their homes and not allowed to return, despite harsh winter conditions in the area.

Turkish Foreign Ministry spokesman Hami Aksoy blasted the Arab League for ignoring "Turkey's work to reduce violence, maintain the political process in Syria, and provide a home to millions of displaced Syrian refugees."

"The Operation Olive Branch in Afrin is a self-defense operation against terrorist organizations trying to divide Syria," Aksoy insisted, using the sardonic name given to the Turkish operation.

In early May, the U.S. State Department criticized Turkey's conduct in Afrin, citing the large number of people displaced from their homes and expressing "grave concern" for the humanitarian situation.

"We call on all relevant actors operating in the northwest to provide access for international humanitarian aid organizations and to allow for people to come home," said State Department spokeswoman Heather Nauert.

# The Making of a Kurdish Mandela

By keeping a key challenger in jail, Turkey's government risks making Selahattin Demirtas an even more popular and formidable opponent.

By Henri J. Barkey | May 10, 2018  
<http://foreignpolicy.com>

The Turkish government has just called snap presidential and parliamentary elections, which will be held on June 24. Most analysts are predicting that Turkish President Recep Tayyip Erdogan and his Justice and Development Party (AKP) will sail to victory primarily because of the weakness of the main opposition parties and his complete control of the press. He also appears to have developed the institutional capabilities to cheat if it becomes necessary.

Yet if he wins the election, it may be a Pyrrhic victory. First and foremost, the election's legitimacy will be questioned. There is a pervading sense of unfairness that stems from the fact that the elections will be conducted under emergency rule — an electoral law tailored to favor Erdogan heavily — and in the shadow of the 2017 constitutional referendum, which was decided at the last minute with the inclusion of unstamped illegal ballots. More problematic for Erdogan is the distinct possibility that a backlash against his authoritarian rule and harsh methods would elevate the stature of Selahattin Demirtas, the former leader of the pro-Kurdish Peoples' Democracy Party (HDP), as the country's most formidable politician and a potential Kurdish Nelson Mandela.

Demirtas, who made his candidacy public last Friday, suffers from one disadvantage: He is currently in prison. He was detained on Nov. 4, 2016, on spurious charges of aiding and abetting terrorism that could result in a maximum 142-year jail sentence. He has the right to mount a campaign from his jail cell because he has not yet been convicted. To be sure, his communications with his campaign staff will be restricted by the government.

The case against Demirtas is part of a larger effort to decapitate the leadership of Turkey's Kurdish movement and halt the rise of a reasonable, popular, and moderate leader.

Erdogan's government has imprisoned and dismissed numerous HDP deputies on trumped-up charges, making use of any excuse to strip them of their parliamentary immunity. Kurdish media and nongovernmental organizations have been severely weakened by arrests and closures. As of early March, almost 12,000, or a third of HDP members, had been detained and sent to jail.

Kurds comprise 18 to 20 percent of Turkey's population and also reside in three other neighboring countries: Syria, Iraq, and Iran. Since the establishment of the Turkish Republic in 1923, Kurds have been subjected to continuous harassment and denial of basic rights. Demirtas is the first Kurdish politician to have made inroads among non-Kurdish voters, including some on the left of the political spectrum, as well as students and middle-class voters. He is a young,



*Supporters of the Pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) shout slogans and hold pictures of HDP's imprisoned presidential candidate Selahattin Demirtas at an election rally on May 4, 2018 in Istanbul. (Getty Images)*

telegenic, hard-nosed politician who, at his trial, succeeded in turning the tables and putting the government in the dock. Like Mandela, who in his famous 1964 Rivonia trial speech drew on his extensive legal training to directly refute several of the prosecution's key allegations, Demirtas, ever the lawyer, has also sought to systematically deconstruct the state's case against him. His command of the law together with a detailed defense is designed to undermine the Turkish government's mantra on the independence of the judiciary. The Erdogan-controlled press, which today comprises almost all television, radio, and newspaper outlets in Turkey, has of course ignored Demirtas or mentioned him only to hurl insults at him. The daily *Yeni Safak* called him a murderer and a showman; on a regular television program, two pro-AKP columnists argued that he would be jailed for having killed 53 people.

Demirtas succeeded in breathing life into Kurdish politics by professionalizing his party, appealing to broader constituencies beyond the Kurdish population, and articulating a message of Turkish-Kurdish coexistence.

He has emerged as a challenger to both Erdogan and Abdullah Ocalan, the imprisoned leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which since the mid-1980s has been engaged in a violent campaign against the Turkish state. While those Kurds who are sympathetic to the PKK consti-

**The case against Demirtas is part of a larger effort to decapitate the leadership of Turkey's Kurdish movement and halt the rise of a reasonable, popular, and moderate leader.**

tute a natural base for Demirtas and his HDP, he has worked hard to make inroads among the more conservative and pious Kurds who have tended to vote for the AKP.

He has already demonstrated his prowess. Thanks to Demirtas, the HDP won more than 6 million votes (13.1 percent of the total) in the June 2015 parliamentary elections and managed for the first time to cross the 10 percent barrier needed to get into parliament. HDP gains caused the ruling AKP to lose its parliamentary majority. Erdogan then forced another election that November, which was conducted against a backdrop of war, as he launched a full-blown counterinsurgency campaign against the PKK and abrogated peace talks he had been conducting with the Kurds through intermediaries including Demirtas. In these elections, the HDP did not fare quite as well though the party still managed to win the 10 percent needed to remain in parliament.

Today's conditions are different; following a failed July 2016 coup attempt, Erdogan has unleashed a scorched-earth campaign against all his enemies — real and imaginary. Purges of educational institutions, the judiciary, the military, and the press have deprived Turkey of independent voices. The upcoming June 24 elections are the last step of Turkey's transition from a democratic parliamentary system to a full-fled-

**Demirtas succeeded in breathing life into Kurdish politics by professionalizing his party, appealing to broader constituencies beyond the Kurdish population, and articulating a message of Turkish-Kurdish coexistence.**

ged electoral authoritarian regime with almost no checks and balances to restrain the power of the presidency.

It is quite possible that the spectacle of Demirtas campaigning for the presidency from jail could strike a chord with various different opposition constituencies. Erdogan's hostility toward the Kurds at home and abroad in Syria and Iraq has alienated the conservative Kurds who used to vote for him. These Kurds may never have been sympathetic to the HDP in the past. However, the sheer magnitude of injustices committed against Kurds; the deliberate disparaging of all things Kurdish, including the elimination of municipal and road signs in Kurdish; and the desecration of Kurdish symbols in the Syrian town of Afrin, where Turkish troops and their jihadi allies waged a campaign against Syrian Kurds, have alienated even the most conservative Kurdish voters.

The conditions that made Demirtas a viable ➡



⇒ candidate in June 2015 are back. Disillusionment with the main opposition party, the Republican People's Party (CHP), runs rampant among many non-Kurdish opposition voters; Demirtas is perceived as the only principled leader who in the past forcefully resisted Erdogan's imperious ambitions.

Demirtas is perceived as the only principled leader who in the past forcefully resisted Erdogan's imperious ambitions.

It is possible that voters who deserted the HDP after June 2015 and new ones who know that the traditional opposition parties cannot defeat Erdogan will cast their votes for Demirtas as the most effective method of registering their anger at the country's autocratic leader.

A strong showing by Demirtas in the upcoming elections, perhaps winning as many as 7.5 million votes or approximately 15 percent of the total, would elevate his stature. In advance of his formal candidacy, one poll put him at 13.4 percent, and another pollster suggested that a 15 percent share was achievable as he might benefit from sympathy votes. He and the Kurds could

### The upcoming June 24 elections are the last step of Turkey's transition from a democratic parliamentary system to a full-fledged electoral authoritarian regime

even emerge as the kingmakers in the second round of the presidential poll in the event that no candidate receives more than 50 percent. This is increasingly likely as a new right-wing nationalist party, the İyi Party, led by Meral Aksener, has emerged as a contender, further diluting the presidential vote. In a second-round toss-up between Erdogan and the main opposition leader — in all likelihood the newly minted CHP candidate Muharrem Ince, who to his credit bucked his own party and Erdogan by refusing to vote to lift the immunities of HDP parliamentarians — Kurdish votes or abstentions could make the difference. This may explain why in the past two weeks, Erdogan, his press outlets, and his allies have toned down their typically belligerent anti-Kurdish rhetoric.

Still, Erdogan faces an unpleasant long-term dilemma: His complete control of the judiciary means he can decide whether Demirtas will never again see the light of day or be freed. Either way, this is a lose-lose proposition for Erdogan. Releasing him will mean that his most effective and skillful opponent with a dedicated base will have a free hand to organize and cause him trouble.

Keeping him behind bars and denying him the right to run will galvanize not just his domestic supporters but also foreign governments and international NGOs. In addition, the mobilization of large diaspora communities, especially in Europe, will help spread the word and develop into a public relations nightmare. A prolonged jail sentence on discredited charges with time will quite conceivably turn him into a cause célèbre — and possibly into a new Mandela. ♦

**Henri J. Barkey is a professor of international relations at Lehigh University and a senior fellow for Middle East studies at the Council on Foreign Relations.**

## Campaign Launched in Afrin to Bring Kurds and Arabs Together

A new campaign hopes to bridge the divide between Kurdish and Arab communities in the Afrin area following Operation Olive Branch writes Enab Baladi

May 17th, 2018 by Enab Baladi  
<http://syrianobserver.com>

Ahrar al-Sharqiya faction has launched a campaign in the Afrin area of the Aleppo countryside aiming to bring about a rapprochement between Arabs and Kurds living there.

The campaign "We are Family", according to its organizer Muataz al-Husseini, will last throughout Ramadan and hopes to find a direct channel between civilians, fighters and the local administration in order to identify and resolve their problems regarding theft, prisoners and services.

Husseini told Enab Baladi on Wednesday, May 16, that the campaign had various aims, including bringing together residents of Afrin and informing them about Operation Olive Branch and providing rights to its residents after the recent violations that occurred during the offensive to take control of the city.

Turkey launched a military operation against the Kurdish People's Protection Units (YPG) in Afrin on Jan. 20, with support of the Free Syrian Army, and was able to take control over the whole area in about two months.

The area has received hundreds of displaced people from the Damascus countryside over the last few days, who have settled in camps around Jindires, while some



have relocated to the city of Afrin.

The entry of the displaced into Afrin has provoked widespread discontent from Kurdish activists, who believed that the civilians who entered Afrin have taken ownership of houses that belonged to the city's original residents, who have been prevented from returning.

The Kurdish National Council at the start of April published a statement in which it said that it had inquired about "practices of the factions belonging to the Free Syrian Army against civilians, including theft, looting and considering Kurdish property to be the spoils of war, confiscating the houses of residents and settling their families in them, which creates obstacles for returning displaced people and even prevents them from returning."

The statement accused the Turkish army of "providing the means for them to do this"

and pointed to "reports indicating that dozens of families and militants fleeing from eastern Ghouta had been settled in the towns and villages of Afrin."

According to Husseini, the current campaign aims to put an end to rumors and distorted campaigns which are sowing strife among the communities of the Syrian people and breaking the social fabric.

He pointed out that it coincided with an attack to distort the image of the FSA and do away with the "brutal" image of the YPG, as he put it.

Seven local councils have been formed in the Afrin region over the past few days, including the temporary city council in mid-April, followed by the Belbel, Jindires and Sharran councils, and then the formation of the Al-Sheikh Hadeed and Rajou city councils on the 29th of the same month.

The work of councils focuses firstly on rehabilitating the region's infrastructure and its villages, along with providing basic services in terms of ovens, electricity, water and cleaning.

This is in addition to returning displaced people and original residents to their homes and providing livelihoods for families in the area, according to the director of council affairs, Youssef Nirbani, in a previous interview with Enab Baladi. □

# A battered Iran loses its lifeline

TEHRAN

## Unraveling of nuclear deal dims hopes for economy and political moderation

BY THOMAS ERDBRINK

The sense of crisis in Iran runs deep and wide. The economy is in free fall. The currency is plummeting. Rising prices are squeezing city dwellers. A five-year drought is devastating the countryside. The pitched battle between political moderates and hard-liners is so perilous that there is even talk of a military takeover.

Now, the lifeline offered by the 2015 nuclear deal, which was supposed to alleviate pressure on Iran's economy and crack open the barriers to the West, is falling apart, too: President Trump announced this week that he was withdrawing the United States from the agreement, which he called a "disastrous deal."

The chief loser will be the country's moderate president, Hassan Rouhani, who now looks weakened, foolish and burned for the risk he took in dealing with the Americans. Addressing the nation on live television after Mr. Trump's announcement, Mr. Rouhani said that Iran would take no immediate action to restart uranium enrichment and that it would negotiate with the other parties to the agreement, Britain, China, France, Germany and Russia.

If Iran's interests can be secured under the agreement, "we will continue the process," he said. "And if the deal is to be just a piece of paper, then our next steps will be clear."



Outside the former American Embassy in Tehran. Iran's hard-liners were set to declare victory, having always argued that the United States could not be trusted to honor any deal.

If Mr. Rouhani is weakened, his opponents are likely to gain influence, analysts say.

"Trump has violated the international agreement by his predecessor, Obama, under the intrigues of the Israeli prime minister and Saudi Crown Prince Bin Salman," said Ali Khorram, a former Iranian ambassador to China and an adviser to the nuclear negotiating team. "Now he has played in the hands of hard-liners in Iran."

But in the long term, the unraveling of the nuclear agreement could be bad news for the entire Iranian leadership, already buffeted by mounting popular dissatisfaction over the economy and a lack of freedoms and prospects. It could be bad news for average Iranians, too.

"We will see more migration, more unemployment, more bankruptcies,

more impoverishment," said Amirhossein Hasani, who once made kitchen equipment but now tries to make a living selling foreign exchange. "Some might think this will lead to regime change, but protests will be cracked down and the government will be able to run the country. We will just get poorer."

Even before Mr. Trump's decision, the nuclear deal had not lived up to its promise of economic salvation for Iranians. Mr. Rouhani sold it as the solution to many of the country's problems. He promised that foreign companies would flood Iran with investment and expertise, bringing jobs and opportunity to millions of unemployed people.

He also said that the compromise would lift Iran out of its international isolation. Indeed, several airlines resumed connections to Tehran after the deal was struck.

But deeper-rooted problems such as uncompetitive investment laws, widespread corruption and arrests of dual nationals by hard-line security forces dampened the boom the president had promised. Foreign businesses showed up in sizable numbers but balked at the conditions that confronted them.

But what really diminished the potential benefits of the agreement were American sanctions that remained in place despite the agreement, which have continued to prevent any serious bank from working in Iran. They also prevent almost all normal financial transactions, depriving Iran of much-needed credit and foreign investments.

The return of even broader sanctions could put even more pressure on the economy.

"Someone, please change our fate, whoever, even Trump," said Ali Shoja, a



President Trump at the White House after announcing his plan to withdraw from the accord. The return of broader sanctions will put more pressure on Iran.



cleaner who said he can't afford to support his three sons. "I used to be a driver, now I clean. What's next? I cannot become a beggar."

Hard-liners, who have long lost popular support but control security forces, the judiciary and state television, were set to declare victory, since they have always argued that the United States could never be trusted in any deal.

They will use the opportunity to undermine Mr. Rouhani and to try to seize power. But Mr. Rouhani came in after eight years with a hard-liner, Mahmoud Ahmadinejad, at the helm. That both moderate and hard-line approaches have now failed has only deepened the sense of crisis. Dissatisfaction over state policies is so widespread that many wonder if the Islamic Republic and its current ideology are even sus-

**"In the end we are all losers. Now it is clear that only direct and open talks with the United States can ever solve this."**

tainable, fueling talk of bringing in a military strongman to set things straight.

"This is a big failure for Mr. Rouhani — America has cheated on him by not keeping its promises," said Jalal Jalilzadeh, a former member of Parliament. "But in the end we are all losers. Now it is clear that only direct and open talks with the United States can ever solve this."

In fact, the collapse of the nuclear deal doesn't leave Iran with many options. Iran's every move will be scrutinized by the United States and Israel, perhaps setting off a military confrontation the country can hardly afford.



PRESIDENTIAL OFFICE OF IRAN/EPA, VIA SHUTTERSTOCK

**In a statement after Mr. Trump's announcement, President Hassan Rouhani said that Iran would take no immediate action to resume uranium enrichment.**

Hard-liners say Iran should return to enriching uranium, as it was doing before the nuclear agreement.

"We will break the cement of Arak; we will reopen the heart of the nuclear plant," Abolfazl Hassan Beigi, a hard-line member of Parliament, told local media, referring to a nuclear site Iran said it has disabled as part of the deal. "The Islamic Republic of Iran will start its nuclear activities again more powerfully than before, which will be a loss for America and its allies."

But others point out that such moves could invite military action.

"I am for direct talks and transparent talks between Iran and America, the sooner the better," said Abolghasem Golbaf, an analyst promoting change in

the country. The talks should be open, for all to follow, he said. "When they talk secretly, they may make mistakes and nothing can be corrected. Iran and America should sit face to face at the negotiation table."

Iranians are likely to find plenty of blame to go around for the failure of the nuclear deal, directing anger at both sides in the political deadlock, as well as at the United States.

Nationwide protests in December and January — aimed at the entire leadership class — illustrated the depth of Iranian disillusionment.

"We could witness a blind explosion of anger and we will not know the outcome of such an event," said Davoud Hermidas-Bavand, a professor of international relations who has taught at the National Defense University.

"Many people are ready to support anyone who can provide them some hope," he said. "But you have to take into account that Iranians are also nationalistic and will definitely not blindly follow countries they view as harmful to Iranian interests."

Some say they are surprised to even hear people saying they support Mr. Trump, whom they see as someone willing to solve their problems.

"When I sit in the taxi or bus I sometimes overhear common people saying they adore Trump, he at least honors his promises in campaign, they say," said Ali Sabzevari, a now-unemployed publisher. "Powerless people take resort to a hero, no matter who is the hero — Hitler or Trump, anyone can be their hero."

Others disagree.

"The common people will hate America more," said Hamidreza Taraghi, a hard-line analyst. "They will face hardship and be poor. They will hate Trump. That's good."



**A street in Tehran. Even before President Trump's decision to abandon the nuclear deal with Iran, the accord had not lived up to its promise of economic salvation for Iranians.**

VAHID SALEMI/ASSOCIATED PRESS

# L'économie iranienne se prépare au scénario du pire

Le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire et les sanctions envers Téhéran fragilisent un peu plus le pays

**N**ous sommes préparés. Si l'Amérique se retire de l'accord, notre économie ne sera pas impactée. » En prononçant ces mots à la télévision d'Etat, mardi 8 mai, qui espérait convaincre le gouverneur de la banque centrale iranienne, Valiollah Seif ? Quelques heures plus tard, les annonces du président américain Donald Trump signifiant le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien et le rétablissement des sanctions vis-à-vis de Téhéran sonnaient comme le scénario du pire pour une économie iranienne déjà très fragilisée.

En témoignent les mouvements erratiques du rial, en chute libre sous le coup des incertitudes créées par M. Trump. La devise iranienne, malmenée mardi, a perdu 50 % de sa valeur depuis fin 2017. Pour enrayer le mouvement, les autorités ont instauré, en avril, un contrôle des changes avec un taux fixe de 42 000 rials pour 1 dollar. Mais sur le marché noir, la glissade a continué. Des estimations évaluent les sorties de capitaux entre 10 et 30 milliards de dollars (entre 8,4 et 25,2 milliards d'euros) ces quatre derniers mois, symptôme des craintes d'un effondrement de l'économie.

« Si les pressions à la baisse s'accroissent, ce qui est prévisible, les autorités vont-elles pouvoir tenir ? », s'interroge un analyste installé à Téhéran. La dépréciation de la monnaie risque d'alimenter l'inflation, déjà proche de 10 %, et l'exaspération d'une population qui estime avoir peu bénéficié de la levée des sanctions internationales depuis 2016.

Il y a un malentendu autour de l'accord nucléaire : malgré deux ans de relative embellie économique, l'Iran ne s'est jamais remis des années de crise. Les Iraniens ont les poches vides, l'appareil productif rouille. Les ventes de pétrole libérées par l'accord ont bien apporté des devises, mais elles n'ont pas entraîné la création

**L'Iran ne s'est jamais remis des années de crise: les citoyens ont les poches vides et l'appareil productif rouille**

d'emplois en nombre suffisant pour absorber le million de jeunes rejoignant chaque année le marché du travail. Presque 30 % de la jeunesse demeure au chômage, selon le Fonds monétaire international.

« Les grands ajustements ne se matérialisent pas du jour au lendemain. L'économie aurait eu besoin de temps pour s'adapter au nouvel environnement et renouveler son tissu productif », décrit Seltem Iyigun, économiste chez l'assureur-crédit Coface. Les entreprises étrangères sont revenues, mais timidement. Attirées par le potentiel peu exploité d'un pays de 80 millions d'habitants, mais à moitié rassurées après des années d'isolement de Téhéran. Une frilosité renforcée par le quasi-gel des flux financiers avec la république islamique : les grandes banques internationales ont choisi de se tenir à l'écart pour ne pas s'exposer à des risques juridiques aux Etats-Unis, alors que certaines sanctions américaines restaient en place.

**Coups dans les aides publiques**  
Le retour du « plus haut niveau de sanctions économiques » annoncé par M. Trump risque de mettre un coup d'arrêt aux investissements et au commerce avec l'Europe. Bruxelles clame son intention de « préserver » l'accord nucléaire. Encore faudra-t-il convaincre les entreprises de jouer le jeu, surtout celles ayant des intérêts aux Etats-Unis. D'ores et déjà, le nouvel ambassadeur américain à Berlin, Richard Grenell, a sommé les entreprises allemandes de cesser leurs

activités en Iran. La volte-face américaine devrait aussi peser durablement sur le secteur pétrolier, qui avait été le principal gagnant de l'accord – ses exportations ont plus que doublé dans l'intervalle – et le moteur de la reprise.

Ces défis s'ajoutent à ceux qui perdurent sur le front intérieur. Le secteur bancaire, sous-capitalisé et lesté de créances douteuses, est au bord de l'implosion. En cinq ans de pouvoir, le président Hassan Rohani a tenté d'assainir l'économie, tout en peinant à poursuivre sa politique de rigueur affichée, face à la résistance de corps d'Etat gourmands et à l'impopularité de ses coupes dans les aides publiques aux plus pauvres. Sa stratégie de croissance nationale misant sur le privé paraît peu prometteuse, au vu de la faiblesse du secteur, qui représente environ 20 % de l'économie iranienne.

En accentuant le risque d'une dégradation, le retour des sanctions américaines fait craindre, au sein de l'Etat, la multiplication des mouvements de contestation qui ont gagné des dizaines de villes de province au tournant de l'année, et dont la répression a fait plus de 25 morts. Moins visibles et toujours disparates, des grèves se poursuivent : des professeurs à Yazd (centre), des métallos à Ahvaz (sud), des employés du rail à Tabriz (nord-ouest)...

Comment se préparer au pire ? Dans une note récente, l'économiste Djavad Salehi-Isfahani estimait que les efforts d'ouverture économique du modéré Rohani pourraient être « brutalement interrompus » pour laisser place à une « économie de la résistance », tournée sur elle-même et étroitement pilotée par les autorités. Les mesures prises ces dernières semaines – contrôle des changes, rationnement des devises étrangères, limitation de certaines importations – pointent toutes dans cette direction. ■

LOUIS IMBERT  
ET MARIE DE VERGÈS

## LES CHIFFRES

4,3 %

C'est le taux de croissance enregistré en Iran en 2017, selon le FMI, après un bond de 12,5% en 2016, lié à la vigueur des exportations pétrolières.

28,1 %

C'est le taux de chômage des jeunes Iraniens en 2016, d'après le FMI. Il est encore plus élevé parmi les jeunes diplômés, mais redescend à 11,8% pour l'ensemble de la population.

3,4 MILLIARDS

C'est, en dollars (2,85 milliards d'euros), le montant des investissements étrangers en Iran en 2016. Le président Hassan Rohani en espérait 50 milliards.



# Escalade inédite entre Israël et l'Iran

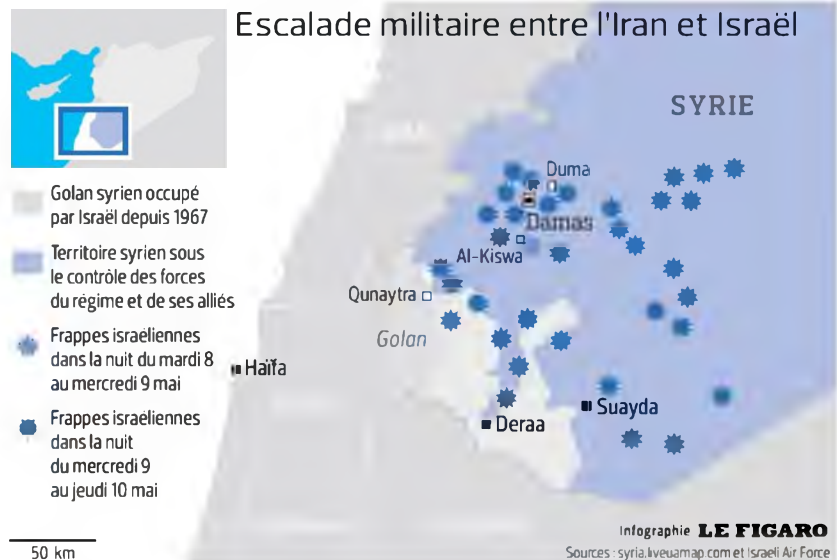
Tsahal a riposté, jeudi, à des tirs de roquettes sur le Golan en visant des installations iraniennes en Syrie.

**CYRILLE LOUIS**  @cyrille\_louis  
CORRESPONDANT À JÉRUSALEM

**PROCHE-ORIENT** L'armée israélienne n'attendait de toute évidence qu'un prétexte. Dans la nuit de mercredi à jeudi, son aviation a frappé plusieurs dizaines de positions iraniennes dans le sud de la Syrie. Cette campagne, d'une ampleur sans précédent depuis l'accord de désengagement signé après la guerre d'octobre 1973, a été présentée comme une riposte au tir d'une vingtaine de roquettes, peu auparavant, en direction de bases militaires israéliennes sur le plateau du Golan. Selon le ministère russe de la Défense, le raid israélien a impliqué 28 avions de chasse et pas moins de 70 missiles. L'Observatoire syrien des droits de l'homme affirme que 23 combattants syriens et étrangers ont péri dans ces bombardements. « Nous avons frappé la quasi-totalité des infrastructures militaires iraniennes en Syrie », a triomphé le ministre de la Défense, Avigdor Lieberman, avant d'ajouter : « S'il pleut chez nous, ils doivent savoir qu'il y aura un déluge chez eux. »

L'État hébreu, qui a mené ces dernières semaines plusieurs frappes contre des positions militaires iraniennes en Syrie, était depuis plusieurs jours en état d'alerte. De hauts dirigeants iraniens avaient promis une riposte après le raid conduit le 9 avril dernier contre la base T-4, près de Palmyre, lors duquel sept gardiens de la révolution auraient été tués. Mardi soir, quelques minutes seulement avant que Donald Trump ne prenne la parole pour dénoncer l'accord sur le nucléaire iranien, l'armée avait appelé la population du Golan à ouvrir les abris au cas où les gardiens de la révolution décideraient de passer à l'action. Leurs faits et gestes en Syrie n'ont visiblement pas beaucoup de secrets pour les renseignements militaires israéliens...

À en croire le porte-parole militaire israélien, les premiers tirs ont été conduits par la Force al-Qods, l'unité d'élite des gardiens de la révolution, au moyen d'un lance-roquettes multiple de type Uragan positionné près d'al-Kiswa, au sud de Damas. Les sirènes d'alerte ont immédia-



tement résonné dans les localités israéliennes du plateau du Golan, bien qu'aucun projectile n'ait apparemment atterri de ce côté de la ligne de cessez-le-feu. La plupart semblent avoir fait long feu tandis que quatre auraient été interceptés par les batteries antiaériennes « Dôme de fer ». « Cette attaque a été ordonnée directement par Qassem Soleimani (le général qui commande la Force al-Qods, NDLR) », a affirmé le lieutenant-colonel Jonathan Conricus. Un haut responsable sécuritaire iranien, Abou al-Fadl Hassan al-Baiji, a de son côté nié l'implication de son pays.

## Pleine liberté d'action

L'armée israélienne, quoi qu'il en soit, n'a pas fait dans le détail. Outre l'engin impliqué, elle dit avoir visé pêle-mêle « des postes d'observation contrôlés par l'Iran ainsi que par l'axe radical », « une base logistique de la Force al-Qods », « des entrepôts situés à al-Kiswa et au nord de Damas », « un stock de munitions situé sur l'aéroport international de Da-

mas » ainsi que plusieurs postes militaires situés dans la zone-tampon qui sépare le plateau du Golan occupé par Israël du territoire syrien. Les avions israéliens, qui ont été ciblés en vain par les défenses antiaériennes de l'armée syrienne, ont aussi frappé plusieurs de ces batteries. Le ministère syrien des Affaires étrangères a dénoncé « une nouvelle phase de l'agression israélienne ». Un calme tendu régnait jeudi matin sur le Golan, où l'armée a autorisé l'ouverture des écoles et les travaux agricoles tout en appelant la population à la vigilance.

Ces derniers jours, plusieurs hauts dirigeants israéliens ont mis en garde contre les conséquences d'une attaque pilotée par l'Iran depuis la Syrie. « Si Bachar el-Assad continue de permettre à l'Iran de transformer son pays en base avancée d'opérations militaires contre nous, il doit savoir que cela entraînera sa fin », a prévenu Yuval Steinitz, le ministre israélien de l'Énergie. Avigdor Lieberman a pour sa part menacé de frapper Téhéran dans l'hypothèse où les gardiens de la révolution viseraient Tel-Aviv.

Cette escalade verbale et militaire intervient sur fond d'ambitions conflictuelles entre Israël et l'Iran. La République islamique, dont l'intervention militaire directe, ainsi que par l'intermédiaire de diverses milices, a fortement contribué à sauver Bachar el-Assad, entend pousser son avantage en créant une implantation militaire durable en Syrie. Les dirigeants israéliens, jugeant que ce projet menace directement la sécurité de l'État hébreu, ont décidé de le contrer en frappant les sites où ils accusent les gar-

diens de la révolution d'entreposer systèmes perfectionnés de défense antiaérienne, missiles balistiques de précision et drones d'attaque.

Benyamin Nétanyahou, qui revendique à cet égard une pleine liberté d'action, s'est rendu mercredi à Moscou pour évoquer avec Vladimir Poutine la coordination entre leurs deux armées. Le président russe, en position d'arbitre, a récemment accueilli avec agacement la multiplication des frappes israéliennes contre les positions iraniennes. Il craint apparemment

que la tension entre Israël et l'Iran ne menace à terme la stabilisation du régime de Bachar el-Assad. Jeudi matin, l'État hébreu s'est empressé de faire savoir que Moscou avait été prévenu à l'avance des raids aériens menés dans le sud de la Syrie. Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, a prié Israël et l'Iran de privilégier le « dialogue » ainsi que de s'abstenir de toute action susceptible d'alimenter « une spirale de conflit ». La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont également appelé au calme. ■

REUTERS

## Iraqi Kurdish fortunes reversed in city they longed for as capital

May 11, 2018 KIRKUK, Iraq (Reuters) - John Davison -

**AN INTERSECTION** in the northern Iraqi city of Kirkuk paints a vivid picture of the Kurds' rapid turn of fortune. The towering statue of a fighter who used to brandish a Kurdish sunburst flag now holds the red, white and black of Iraq's Baghdad government.

Opposite, a fortified former headquarters of the Kurdish autonomous region's ruling party serves as a base for the Iraqi forces that led Kirkuk's swift recapture in October and dashed hopes of Kurdish independence.

Many Iraqi Kurds long for Kirkuk as the eventual capital of their own state, and as Islamic State went down to defeat in northern Iraq last year the oil-rich city seemed closer than ever to becoming a permanent center of Kurdish power.

That short-lived ascendancy has been reversed, and hopes for a Kurdish Kirkuk have faded ahead of an Iraqi national election on Saturday expected to weaken the main Kurdish parties there.

"We had many dreams for Kurdistan but these have gone - we've lost it all," said Mariwan Ali, a 28-year-old former fighter in the Kurdish peshmerga militia who now works as a cook in Kirkuk.

He said he would boycott the vote. "I refuse to vote in any Iraqi election, for anyone who's part of the state of Iraq."

Ali and his comrades helped drive Islamic State out of Kirkuk after Iraqi government forces fled a lightning advance by the jihadist militants in 2014.

With that, the Kurds, who were persecuted for decades under Iraqi dictator Saddam Hussein, controlled Kirkuk for the first time, and the Erbil-based Kurdistan Regional Government (KRG) duly erected the statue of the Kurdish fighter.

The peshmerga, Iraqi military and Shi'ite Muslim militias joined forces to defeat Islamic State in 2017. But with their common enemy gone, the rivalry between the KRG and Baghdad was laid bare, especially in Kirkuk.

A decision to include Kirkuk in a controversial Kurdish referendum in September that voted overwhelmingly for independence sealed its fate. Within weeks, Iraqi government forces had advanced on the city, and captured it in a matter of days.

Now, only the Iraqi flag is permitted to fly.

The city's takeover was a devastating blow, taking much of the KRG-run autonomous region's oil revenue, and a symbolic loss that local Kurds say has left them humiliated and considering leaving again.

"I couldn't bear to see another Kurdish flag ripped up in front of me - I'd rather die," 67-year-old Ali Majid, another former fighter who volunteered post-retirement to fight against Islamic State, said at his restaurant.

"It's humiliating to be a Kurd now in Kirkuk. You get harassed at checkpoints, and I had a Kurdish flag sticker taken off my car," he said. "I also got rid of the gun I kept at home, after repeated searches by Shi'ite militias" who had helped recapture Kirkuk in October.

Majid was one of few Kurds wearing the traditional sash across his waist.

Other expressions of Kurdish nationalism have disappeared. At a school used as a polling station for the September referendum, where Kurds danced at the time, Iraqi federal police filed in on Thursday to cast their early ballots.

### MUTED NATIONALISM

Majid said that if the election result weakened the Kurds, he would leave Kirkuk.

Saturday's election - Iraq's first since Islamic State was driven out - will shape attempts to heal the country's deep divisions and could shift the regional balance of power.



A man walks past a campaign poster ahead of the parliamentary election in Kirkuk, Iraq May 11, 2018. REUTERS/Ako Rasheed

The three main ethnic and religious groups, the majority Shi'ite Arabs and the minority Sunni Arabs and Kurds, have been at loggerheads for decades.

In Kirkuk, home to many of Iraq's minorities including Kurds, Turkmen, Sunni Arabs and Assyrian Christians, the distribution of seats across ethnicity and religion is not expected to change.

Kurds, who are scattered across Iraq, Iran, Turkey and Syria, suffered a particularly brutal fate under Saddam, who gassed them, buried them in mass graves and gave their land to Arabs.

With many Kurds disillusioned about the political elites who led the failed independence bid, the election could undermine the grip on power that two ruling parties have enjoyed since Iraq's Kurdish region gained semi-autonomous status in 1991.

Kurdish campaigning in Kirkuk has been muted. Supporters of Turkmen and Sunni Arab candidates paraded through the city center on Thursday, tooting car horns and waving flags, but no such fanfare was seen in the quieter Kurdish neighborhoods.

Many from Kirkuk's other minorities say they are happy to be back under the Baghdad government.

"Things are better now, there's more order. We prefer the Iraqi state to be in control here, since it's a legal government and not just a non-state actor," Turkmen oil worker Bashar Aref, 45, said at a shopping center.

**"BEFORE OCTOBER IT WAS TENSE."**

A return of Kurdish control looks less likely than ever. Local Kurdish media reports that Kurdish security forces might have a future role in the policing of the area have been rejected by Iraqi military officials.

"We have no orders to the effect that the peshmerga will return to Kirkuk," General Maan Saadi of the elite Counter Terrorism Service said from his office in the former Kurdistan Democratic Party headquarters.

"The city is under control, and more stable than it was under the peshmerga." ●



# Violence taints election in Iraq's Kurdistan region

Several cities in Iraq's Kurdistan region witnessed violence following recent parliamentary elections on May 12, leading to calls from Kurdish opposition parties for the results to be canceled.



Fazel Hawramy  
May 14, 2018  
/www.al-monitor.com

**SULAIMANIYAH, Iraqi Kurdistan** — Narges was exhausted but was looking forward to finishing her last hour of work at the Dark Blue Cafe next to Zargata Hill (The Hill) on May 12. Dozens of young men and women were sitting in the cafe smoking shisha and chatting about the preliminary election results that were just coming out. A group of diners was celebrating a friend's birthday. The vibe inside the cafe was jubilant; outside, however, constant celebratory gunfire echoing around the city was causing consternation among the public.

Over 10 million Iraqis voted in the first national election following the defeat of the Islamic State. As the preliminary results came out, the opposition parties in the Kurdistan region soon realized that they had lost the election and that the two ruling parties in Kurdistan had surprisingly gained more seats. Many had expected that these two parties, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP), would be punished hard by the electorate for bringing misery to the Kurdistan region after going ahead with the ill-fated referendum for independence as well as for the mismanagement of the economy and rampant corruption.

The Hill is home to the Change Movement (Gorran) headquarters, one of the main opposition parties in the Kurdistan region.

Just after 10 p.m., Narges saw a convoy of five peshmerga pickup trucks with heavy machine guns mounted on them pass by the cafe heading toward the entrance of the Gorran headquarters, where representatives of four opposition parties were meeting.

Allegations of fraud soon aired from opposition TV channels, fueling tensions in Sulaimaniyah as PUK supporters celebrated with gunfire and tracers lit up the sky.

KNN, the Gorran main mouthpiece, accused the PUK of committing fraud. One senior PUK commander, Sheikh Jafar Sheikh Mustafa, a former peshmerga minister, made an angry phone call and spoke with two senior Gorran officials, demanding that they silence their TV channel and accept defeat, and threatening to attack their headquarters if they don't.

As Narges saw the second convoy of around 10 pickup trucks with heavy guns mounted on them going toward the Hill just after 10 p.m., she knew something was about to happen. Suddenly, all hell broke loose as the area around the cafe turned into a battlefield. The peshmerga in the pickup trucks opened fire on the Hill with heavy guns, PKC machine guns and M4 American rifles. The guards at the Hill responded with AK-47 and a PKC machine gun fire. As bullets hit the cafe's external wall, Narges and around 50 diners ran for cover under the table and into the bathrooms. The first fire from the attacking force hit an electrical cable, plunging the area into darkness. "I was shaking, some people were crying, it was a terrifying experience," Narges told Al-Monitor. "We just ran to the back rooms and the bathrooms to take cover."

At the Hill, the representatives of the four opposition parties sitting around a table immediately dropped to the floor and crawled to the back of the building as heavy machine gun fire hit the windows and shattered the walls and pierced furniture.



Kurdish supporters of the Patriotic Union of Kurdistan celebrate after the polls closed, Kirkuk, Iraq, May 12, 2018. REUTERS/Ako Rasheed

Terrified residents in the densely populated area around the Hill started fleeing their homes in the darkness. The Turkish guards at the Turkish Consulate near the Hill became alarmed as they saw the battle unfold in front of their eyes and took up positions as shadowy figures raced toward the consulate. A disaster was averted when the Turkish special forces quickly realized the shadowy figures were not gunmen but rather terrified residents fleeing from the area. Among those fleeing their homes was a lawyer who managed to take his children to a relative's house in another part of the city. Chaos reigned as the peshmerga fighters intensified their attack on the Hill, bringing the city close to the brink of civil war. KNN anchors called on Gorran supporters to defend the Hill. A live video on the Gali Kurdistan Channel, an official outlet of the PUK, appeared to show PUK commander Sheikh Jafar Sheikh Mustafa on air and drunk that night just before the attack.

The fighting continued for around 15 minutes; the attacking force withdrew from the Hill around 10:30 p.m. Al-Monitor observed as several thousand people descended on the Hill within an hour of the attack calling for revenge, with some carrying guns, including PKC machine guns. "Two from our side suffered bullet wounds," one of the main guards at the gate to the Hill told Al-Monitor. "I think they suffered casualties, too." Three witnesses said Mustafa led the attack. While what happened the night of May 12 may be seen as a minor incident in the wider Iraqi election, the occurrence is highly significant as it raises serious concerns about the security in the Kurdistan region. But more significantly, the allegations of fraud in this election in the Kurdish area means that many people are questioning their faith in the electoral system. There are calls from the supporters of Gorran on their leadership to be allowed to form armed militias to protect their headquarters and their interest as they lose faith in the security forces allied with the PUK.

Gorran supporters and other opposition parties accuse Iran of stealing their votes. Sulaimaniyah, in particular, and the Kurdistan region, in general, are Iran's strategic backyard.

Iranians prefer to form long-term relationships with their regional allies and given that both the PUK and the KDP have been in a stable relationship with Iran since the 1980s, Iran sees them as strategic partners, especially after both parties accepted that they had made a mistake in going ahead with the ill-fated referendum for independence in September.

The opposition parties have rejected the results of the election in the Kurdistan region and the disputed territories and are calling for a repeat of the vote. An Iranian delegation is in Kurdistan to mediate between the ruling and the opposition parties, an informed source told Al-Monitor.

Disaster may have been averted this time in the Kurdistan region, but if there is no resolution to the allegations of fraud, Kurdistan will face an uncertain future. "It felt like a movie," Narges told Al-Monitor the following day at the Dark Blue Cafe. "When I woke up this morning, I could not believe that I had lived through this terror." ♦

Fazel Hawramy is an independent journalist currently based in Iraqi Kurdistan. Twitter: @FazelHawramy

## Six Kurdish Parties Demand Repeat of Parliamentary Election in Kurdistan

14/05/2018 - <http://www.basnews.com>

**E**RBIL - Six political parties in Kurdistan Region demanded on Monday a repeat of the Iraqi parliamentary election in Kurdistan Region and disputed areas under the supervision of the international monitors.

The leaders of the Change Movement (Gorran), the Kurdistan Islamic Group (KIG), the Coalition for Democracy and Justice (CDJ), the Kurdistan Islamic Movement (IMK), the Kurdistan Communist Party, and the Kurdistan Islamic Union (KIU), met earlier the day in Erbil to discuss the alleged fraud committed in the vote process.

"Unfortunately, a pre-planned fraud has violated the whole process of the electronic voting," the head of KIU, Salahadin Bahadin, told reporters after the meeting.



"We strongly reject the preliminary results of the election and the entire process due to the stealing of the votes of the Kurdistan people," the leader said, adding that they will take all legal procedures to work the issue out.

The Kurdish parties also called on the Iraqi Independent High Electoral Commission to respond them "quickly".

The parliamentary election as held on Saturday. After revealing the preliminary results, most of the sides soon reacted to them and accused some certain parties of fraud. ■



MAY 15, 2018

## Qassem Soleimani in Baghdad to meet with Shia leaders

John J. Catherine May 15-2018  
<http://www.kurdistan24.net>

**ERBIL (Kurdistan 24)** – Controversial Iranian general Qassem Soleimani is in talks with Shia leaders in Baghdad after a partial announcement of election results, a source familiar with the talks told Kurdistan 24 on Tuesday.

Soleimani, in charge of the external operations branch of the Iranian Revolutionary Guards Corps, worked closely with Iraq's Hashd al-Shaabi (PMF) militias in the war against the Islamic State (IS) and has become emblematic of Iranian influence in Baghdad.

"[Qassem] Soleimani just arrived in Baghdad," the source, who spoke on condition of anonymity, told Kurdistan 24. "His visit coincided with the announcement of the election results."

Iraqi national elections were held on Saturday and 44 percent of eligible voters headed to the polls, according to the Independent High Electoral Commission (IHEC).

According to IHEC announcements, Moqtada al-Sadr is the winner. A Shi'ite cleric with far fewer ties to Tehran than Soleimani's clear preferred victor, Al-Fatih Coalition leader Hadi al-Amiri, Sadr has often proved politically unpredictable. He cannot become prime minister since he did not personally run

in the election, but the fact that those within his party hold a large number of seats could put him in a position to pick someone for the job.

Amiri is in second place, and current Prime Minister Haider al-Abadi is listed as the third place vote-getter.

The electoral success of Sadr's coalition is a surprise even to his closest rivals, especially Al-Fatih which, with its Iranian support, was forecast by most political observers to be the main threat to Abadi serving a second term as Iraq's top politician.

"I think Mr. Jaafari is the first person Soleimani met in Baghdad," the source said, referring to Iraq's Foreign Minister Ibrahim al-Jaafari. "The consultations are focused on the formation of the next government."

He said that Soleimani appeared to be trying to persuade Amiri to ally himself with former Prime Minister Nouri al-Maliki and his State of Law / Coalition.

"It seems that they want to isolate Sadr," by forming a parliamentary bloc among his rivals that would contain enough seats to overtake his majority, said the source.

Winning the largest number of seats for Sadr does not at all guarantee he will become the prime minister, as other winning blocs must agree on who will run, and parties can switch alliances multiple times in the runup to



General Qassem Soleimani and Al-Fatih Coalition leader Hadi al-Amiri seen together among soldiers in the field. (Photo: Archive)

government formation.

Many expect a repeat of what occurred in 2010 when Iyad Allawi won the largest number of seats but was bested by incumbent Maliki who was able to form the largest parliamentary bloc.

Ali Akbar Velayati, a senior advisor to Iran's Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei, said two months earlier that Tehran would not allow "liberals and communists" to rule in Iraq, referring to Sadr's alliance with the Iraqi Communist Party and other secular groups.

In July 2017, Sadr made a rare visit to Saudi Arabia where he met with Crown Prince Mohammad bin Salman and other officials, a move that angered Iran and its allies in Iraq.

On Sunday, the United Nations urged political actors in Iraq to peacefully resolve electoral issues through established legal channels as accusations of electoral fraud mount in several provinces in the country. ■



# Erdogan Wants to Be Turkey's Lone Strongman. What If He Gets What He Wants?

The Turkish president may get his win next month, but when trouble comes, he'll own it.

By Conn Hallinan, May 14, 2018.  
<https://fpif.org>

When Turkish President Recep Tayyip Erdogan called for a presidential and parliamentary election June 24 — jumping the gun by more than a year — the outcome seemed foreordained.

After all, the country is under a state of emergency. Erdogan has imprisoned more than 50,000 of his opponents, dismissed 140,000 from their jobs, jailed a presidential candidate, and launched an attack on Syria's Kurds that is, unfortunately, popular with most Turks.

But Erdogan's seemingly overwhelming strength isn't as solid as it appears, and the moves the president is making to ensure a victory next month may come back to haunt him in the long run.

## AN ECONOMY HEADED FOR A FALL

There's a great deal at stake in the June vote. Based on the outcome of a referendum last year, Turkey will move from a parliamentary system to one based on a powerful executive presidency. But the referendum vote was very close, and there's widespread suspicion that Erdogan's narrow victory was fraudulent.

This time around, Turkey's president is taking no chances. The electoral law has been taken out of the hands of the independent electoral commission and turned over to civil servants, whose employment is dependent on the government. The state of emergency will make campaigning by anyone but Erdogan's Justice and Development Party (AKP) and its ally, the National Action Party (MHP), problematic.

But Erdogan called for early elections not because he's strong, but because he's nervous about the AKP's traditional strong suit: the economy. While growth is solid, unemployment is 11 percent (rising to 21 percent for youth), debts are piling up, and inflation — 12 percent in 2017 — is eating away at standards of living.

The AKP's 16-year run in power is based in no small part on raising income for most Turks. But wages fell 2 percent over the past year, and the lira plunged 7.5 percent in the last quarter, driving up the price of imported goods. Standard & Poor's recently downgraded Turkish bonds to junk status.

Up until now, the government has managed to keep people happy by handing out low interest loans, pumping up the economy with subsidies, and giving bonuses to pensioners. But the debt keeps rising, and investment — particularly

the foreign variety — is lagging. The Turkish economy appears headed for a fall, and Erdogan wants to secure the presidency before that happens.

## THE KURDISH QUESTION

To avoid a runoff, Erdogan needs to win 50 percent of the vote, and most polls show him falling short, partly due to voter exhaustion with the endless state of emergency. But this also reflects fallout from the president's war on the Kurds, domestic and foreign.

The AKP came to power in 2002 with a plan to end the long-running war with Turkey's Kurdish minority. The government dampened its suppression of Kurdish language and culture, and called a truce in the military campaign against the Kurdish Workers Party.

But in 2015, the leftist, Kurdish-based People's Democratic Party (HDP) broke through the 10 percent threshold to put deputies in parliament, denying the AKP a majority. Erdogan promptly declared war on the Kurds. Kurdish deputies were imprisoned, Kurdish mayors were dismissed, Kurdish language signs were removed, and the Turkish army demolished the centers of several majority-Kurdish cities.

Erdogan also forced a new election — widely seen as fraudulent — and re-claimed the AKP's majority.

Ankara also turned a blind eye to tens of thousands of Islamic State and Al-Qaeda fighters who crossed the Turkish border to attack the government of Bashar al-Assad and Syria's Kurdish population. The move backfired badly. The Kurds — backed by American air power — defeated the Islamic State and Al-Qaeda, and the Russians turned the tide in Assad's favor.

Turkey's subsequent invasion of Syria — operations Olive Branch and Euphrates Shield — is aimed at the Syrian Kurds and is supported by most Turks. But, no surprise, it's alienated the Kurds, who make up between 18 and 20 percent of Turkey's population.

The AKP has traditionally garnered a substantial number of Kurdish voters, in particular rural, conservative ones. But pollster Kadir Atalay says many Kurdish AKP supporters justifiably felt "deceived and abandoned" when Erdogan went after their communities following the 2015 election. Kurds have also been alienated by Erdogan's alliance with the extreme right-wing nationalist MHP, which is violently anti-Kurdish.

According to Atalay, alienating the Kurds has cost the AKP about 4 percent of the voters.



Considering that the AKP won 49.5 percent of the vote in the last national election, that figure is not insignificant.

The progressive HDP is trying hard to win over those Kurds. "The Kurds — even those who are not HDP supporters, will respond to the Afrin operation [i.e., the invasion of Syria], the removal of Kurdish language signs, and the imprisonment of [Kurdish] lawmakers," HDP's parliamentary whip Meral Danis Bestas told *Al Monitor*.

The HDP, whose imprisoned leader Selahattin Demirtas is running for president, calls for a "united stance" that poses "left-wing democracy" against "fascism." The danger is that if the HDP fails to get at least 10 percent of the vote, its current seats will be taken over by the AKP.

## AN OUTSIDE CHANCE OF FAILURE

Erdogan has also alienated Turkey's neighbors. He's in a tense standoff with Greece over some tiny islands in the Aegean Sea. He's at loggerheads with a number of European countries that have banned him from electioneering among their Turkish populations for the June 24 vote. And he's railing against NATO for insulting Turkey. (He does have a point — a recent NATO exercise designated NATO member Turkey "the enemy.")

However, Erdogan's attacks on NATO and Europe are mostly posturing. He knows Turkish nationalists love to bash the European Union and NATO, and Erdogan needs those votes to go to him, not the newly formed Good Party — a split from the rightwing MHP — or the Islamist Felicity Party.

No one expects the opposition to pull off an upset, although the centrist and secular Republican People's Party (CHP) has recently formed an alliance with the Good Party, Felicity, and the Democratic Party to ensure that all pass the 10 percent threshold for putting deputies in parliament.

That electoral alliance excludes the leftist HDP, although it is doubtful the Kurdish-based party would find common ground with parties that supported the jailing of its lawmakers. Of the party's 59 deputies, nine are in jail and 11 have been stripped of their seats.

There's an outside chance that Erdogan could win the presidency but lose his majority in parliament. If the opposition does win, it has pledged to dump the new presidential system and return power to parliament.

## LOADED DICE

The election will be held essentially under martial law, and Erdogan has loaded all the dice, marked every card, and rigged every

⇒ roulette wheel.

There's virtually no independent media left in the country, and there are rumors that the AKP and the MHP have recruited and armed "supporters" to intimidate the opposition. A disturbing number of guns have gone missing since the failed 2016 coup.

However, as Max Hoffman of the Center for American Progress notes, the election might not be a "slam dunk." A run-off would weaken Erdogan just when he is preparing to take on a number of major problems other than the economy:

- Turkey's war with the Kurds has now spread into Syria and Iraq.
- In Syria, Assad is likely to survive and Turkey will find it difficult — and expensive — to permanently occupy eastern Syria. Erdogan will also have to deal with the thousands of Islamic State and al-Qaeda fighters now in southern Turkey.
- Tensions are growing with Egypt over the Red Sea and Ankara's new alliance with Sudan, which is at odds with Cairo over Nile River water rights.
- There's the strong possibility of a U.S.

confrontation with Iran, a nominal ally and important trading partner for Turkey.

● There's also the possibility — albeit a remote one — that Turkey will get into a dustup with Greece.

● And last, there's the rising price of oil — now over \$70 a barrel — and the stress that will put on the already indebted Turkish economy.

The Turkish president may get his win next month, but when trouble comes, he won't be able to foist it off on anyone. He will own it. ■

The Economist

MAY 19TH 2018

## Buttonwood: Istanbul and bears

# How Turkey fell from investment darling to junk-rated emerging market

Recep Tayyip Erdogan believes high interest rates are the cause of inflation, not the remedy for it

May 19th 2018

<https://www.economist.com>

MANY of the most famous hedge-fund trades have been bets that things were about to go wrong. Think of Enron's bankruptcy or the souring of subprime mortgage bonds in America. The best trade made by "the Professor" was very different. It was a bet that something was starting to go right.

A visit almost 20 years ago convinced him that Turkey was serious about fixing its economy. The yield on its one-year Treasury bills was then above 100%. "It was a serious mispricing," he tells Steven Drobny in "The Invisible Hands", a book of interviews with pseudonymous hedge-fund managers. The IMF gave its approval to Turkey's reforms soon afterwards. The price of T-bills surged. The one-year interest rate fell to 40%.

The wheel has since turned almost full circle for Turkey, which now seems to attract more sellers than buyers. The lira is sinking. S&P has cut the country's credit rating from junk to junkier, partly because of concerns about its reliance on foreign capital. The deficit on its current account, a broad measure of trade, is one of the largest in the world. To bridge that gap, Turkey's banks and big firms have borrowed heavily, often in foreign currency. Its tarnished credit rating is a hint that those debts may not be paid back in full.

It is tempting to see Turkey as a morality tale for emerging markets. Just as the sound policies of the early 2000s were rewarded by rising incomes, the reckless borrowing of recent years must soon be punished by a deep recession, the



Economist.com

reasoning goes. Yet the wonder is not that Turkey is skirting the edge of a crisis, but that it has managed to avoid one for so long.

To understand how, start by going back to when the smart money was betting on Turkey. The IMF blessing that made the Professor money was a staging-post on the way to more profound changes. In 2001 Kemal Dervis, a former World Bank official, became the country's economy minister. He negotiated a big loan from the IMF to create breathing-space. The central bank was made more independent, putting an end to the monetary financing of public spending. The lira was allowed to float. When Recep Tayyip Erdogan became prime minister, in 2003, his government stuck with the programme.

The economy flourished, but a big weakness

remained. As in many countries with a history of high inflation, savings in Turkey are low. When the economy picks up, foreign capital is needed to sustain the momentum. The country's foreign debts have steadily mounted. To make matters worse, the policy orthodoxy of the early 2000s has been called into question. Almost everyone thinks rising inflation in Turkey is a sign that interest rates are too low. Mr Erdogan, however, believes high interest rates are the cause of inflation, not the remedy for it. His efforts to bully the central bank into seeing things his way have been unskillful—and successful.

There is a trace of hubris in all this. When Mr Erdogan holds forth on his theory of interest rates, he sounds as if he believes it. In this regard, and others, he fits the paradigm of "economic populism" sketched out in 1990 by Sebastian Edwards and the late Rudiger Dornbusch. This approach downplays or denies the notion that budget deficits or inflation are constraints on economic growth. The Latin American populists of the 1970s and 1980s printed money to pay for public-spending sprees, only to find (after a brutal crisis) that the constraints were binding, after all. As Dani Rodrik of Harvard University has noted, Turkey is a variant on this theme. It has relied instead on capital inflows to fund private-sector excess.

A decade of low inflation, easy money and surplus saving worldwide has kept the credit line open. That is how the Turkish economy has avoided a reckoning for so long. The forbearance of foreign investors will not last for ever. Indeed, many think that a resurgent dollar and rising bond yields in America will end it. Yet Turkey has emerged unscathed from similar tight spots in the past. Perhaps its frailties are now so well-documented that they no longer seem worrying.

If Turkey is a parable of easy money, its lessons cannot readily—or can no longer—be generally applied to emerging markets. Current accounts have, by and large, moved towards balance, meaning most of them are less reliant on foreign borrowing. Turkey's double-digit inflation stands out because low single-digit inflation has become the norm. Indeed, the approach to monetary policy in emerging markets is, bar a few renegades, rigidly orthodox. That is why bets of the kind the Professor made almost two decades ago have become so rare. □



# Iraqi Kurds look to open new chapter with Iran

The Iraqi Kurdish leadership forges ahead with efforts to improve ties with Iran, both in hopes of reviving their economy and also to regain lost clout in Baghdad.



Fazel Hawramy  
May 15, 2018

www.al-monitor.com

Iraqi Kurds are opening a new chapter in their relations with Iran, seven months after Tehran sided with Baghdad in crushing their ambition for independence following a 2017 referendum in which nearly 93% of Kurds opted to secede from Iraq.

The Kurdistan Regional Government (KRG) hosted an Iranian government trade delegation in Erbil during the fourth economic conference between the two parties on May 2-3 in order to discuss ways of expanding ties. "This conference was an important gathering to expand the economic relations between Iraq and Iran and in particular the Kurdistan Region of Iraq," said Hassan Danaiefar, the former Iranian ambassador to Baghdad and the current head of the committee to expand economic relations between Iran and Iraq.

This is yet another testament to the growing Iranian influence in Iraq, as the country has held critical elections that could see Tehran-backed groups occupying the top echelons of power to the dismay of the United States and the European Union. At the conference in Erbil, Iraj Masjedi, the current Iranian ambassador to Iraq and a former senior lieutenant in the Islamic Revolutionary Guard Corps' elite Quds Force, took time to meet with former KRG President Massoud Barzani, who was the main force behind the September 2017 independence referendum. "In the meeting, views were exchanged about the political conditions, the latest developments in Iraq and the region," a statement on the encounter read, without providing further details.

Iran's Minister of Industry, Mine and Trade Mohammad Shariatmadari, who attended the conference, said that an agreement was signed between Erbil and Tehran to expand their relations and to form a committee to deal with the obstacles that slow down bilateral trade.

This kind of high-level reception for officials of a country that many Iraqi Kurds blame for foiling their independence referendum and for the loss of disputed territories as well as half of the KRG's oil revenue comes at a time when Iran appears to be facing further isolation following US President Donald Trump's withdrawal from the nuclear deal.

"I think all the parties, including the KDP [Kurdistan Democratic Party], the Patriotic Union of Kurdistan and others, have understood that the role of the Islamic Republic is critical and they should have taken into account its demands and suggestions," said Nazim Dabagh, a veteran KRG representative in Tehran, on May 2. "We could say that they [Iranians] had informed the Kurds that the referendum would bring disaster for the Kurds, now all the [Kurdish] parties are trying to improve their relations [with Tehran]."

Once the Iraqi Kurdish leadership came to terms with the fact that Iran is the real power broker in Iraq, a KRG delegation headed by Prime Minister Nechirvan Barzani visited Tehran in January and accepted defeat in meetings with senior Iranian officials. The KRG delegation agreed with Tehran's demand for a halt to illegal smuggling from Iraqi Kurdistan as well as more restrictions on the Iranian Kurdish opposition groups based in the Kurdistan region — including preventing the opposition groups from conducting cross-border operations. In return, both parties agreed to expand their economic and trade ties and bring them to the level before the Islamic State seized one-third of Iraq in the summer of 2014.

Now, the Kurds and Iran are implementing an agreement that has dire con-



Iran and Iraqi Kurdistan explored ways of expanding mutual economic cooperation during a two-day business forum inaugurated in the capital of Iraqi Kurdistan, Erbil, on Wednesday, May 4, 2018 / IRNA

sequences for those living on both sides of the border, and in particular for Iranian Kurds who are already suffering from poverty and high unemployment. On the economic front, the KRG will expand the capacity of the current border crossings and will open more crossings. This has led to protests and strikes in the Kurdish areas on the Iranian side, as the crackdown on smuggling has put thousands of cross-border porters, locally known as "kolbar," out of work. An Iranian Kurdish member of parliament last month complained in parliament that 75,000 kolbar have lost their jobs as a result of government policy in the Iranian year, which ended March 20. The Iranian authorities now say reforms are being pursued to put these porters back to work, albeit via new arrangements. Meanwhile, in relation to the ongoing strike in the border hub of Baneh, officials say local traders' demand of a 50% exemption from customs tariffs — more than twice the current discount of 20% — cannot be accommodated.

Added to the mix is the May 8 withdrawal of the United States from the nuclear deal, which is already impacting the lives of ordinary Iranians. "The price of a 10-kilogram [22-pound] bag of rice has jumped from 70,000 [\$17.50] to 90,000 tomans [\$22.50] over the last two days," a resident of the western city of Kermanshah told Al-Monitor the day after Trump pulled out of the accord. "People are worried about the repercussions of the US decision on ordinary people." Meanwhile, the number of kolbar killed by Iranian border guards continues to rise. On the Iraqi side, more border checkpoints are set up to stop traders from providing goods to the porters. "We are here to stop the smuggling of goods," said a Kurdish officer in the border area near the town of Khormal in Iraq's Sulaimaniyah province on April 25. "This is new, and I think it is a result of pressure from the Iranian side after the referendum."

On the security front, Iran has demanded that Iranian Kurdish opposition groups be stopped from operating in the border area — and the pressure appears to be mounting. "There is a real danger that the KDPI peshmerga are disarmed," said a well-connected source who spoke to Al-Monitor on condition of anonymity, referring to the Kurdistan Democratic Party of Iran, the main Kurdish group that has been fighting the Islamic Republic since 1980. "There is a real debate about what to do if the KRG pressures them to disarm." Some within the KDPI say the group should take up arms and go back to the mountains in the belief that there is no guarantee that they won't be targeted by Iranian assassins or ground forces if they are disarmed.

The steps taken by the KRG to boost bilateral trade and keep a lid on militancy in its territory signals that the Iraqi Kurdish leadership has realized that it needs to be on good terms with the Iranians — not merely to survive in the volatile region, but also to be accepted once again in the Iraqi capital. Erbil's conceding that the road to Baghdad goes through Tehran and not Washington in effect reiterates another lesson to Kurdish officials: Their role in fighting the Islamic State has not made them indispensable to the West. ♦

Fazel Hawramy is an independent journalist currently based in Iraqi Kurdistan. Twitter: @FazelHawramy

# Congress puts US military sales to Turkey in jeopardy

Lawmakers in both chambers want to penalize the NATO ally for detaining an American pastor and signing arms deals with Russia.



Bryant Harris  
May 16, 2018  
www.al-monitor.com

Congressional frustration with Turkey has reached a boiling point.

After months of deferring to the Donald Trump administration and forgoing punitive measures for fear of worsening an already sour relationship with a NATO ally, lawmakers are taking matters into their own hands.

House legislators last week attached a provision to a must-pass defense bill that would curtail major arms sales to Turkey over its impending purchase of the S-400 Russian missile defense system. Their Senate counterparts are gearing up to attach an even more severe weapons ban to their version of the bill.

And lawmakers aren't stopping there: Several senators are also pushing to sanction senior Turkish officials in retaliation for Ankara's monthslong incarceration of an American pastor. Turkish retaliation against Israel for this week's bloodshed in Gaza, including Ankara's expulsion of the Israeli ambassador and Turkey's calls for an emergency meeting of the Organization of Islamic Cooperation, have further strained relations with the United States.

"What we're trying to do is to get the attention of [Turkish President Recep Tayyip] Erdogan," Sen. Jeanne Shaheen, D-N.H., told Al-Monitor. Shaheen is using her seats on the Armed Services Committee and on a foreign aid spending panel to push both measures.

Shaheen's counterparts on the House Armed Services Committee advanced a defense authorization bill on May 11 that would ban "major defense equipment" sales to Turkey until the Trump administration submits a report detailing the state of US-Turkish military and diplomatic relations within 60 days of the bill becoming law.

"It will slow down anything going to Turkey," a House staffer told reporters at a briefing before the committee vote. "Members are concerned about the S-400."

Turkey signed an accord with Russia to buy the advanced missile defense system last December, raising concerns about security and interoperability with US and other NATO weapons among Defense Department officials and members of Congress. Ankara announced last month that it will receive the missiles in July 2019.

Speaking at a press conference earlier this month, Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu said he relayed his concerns about the proposed arms sales ban and sanctions proposals to Secretary of State Mike Pompeo.

"I am not obliged to approve decisions taken by an individual country," Cavusoglu told reporters. "Therefore, the US' attempt to impose sanctions on us is illogical and wrong. I would retaliate."

Congress passed a sanctions bill last year penalizing foreign countries for "significant transactions" with major Russian defense firms. The State Department lists Almaz-Antey, the Russian firm producing the S-400s, as one of the banned entities that could result in sanctions on buyers such as Turkey.

The House bill notes that the S-400 sale "could negatively impact common weapon system development between the United States and Turkey" and "exacerbate current [NATO] interoperability challenges with respect to common military architecture and information sharing."

The report required by the House bill must include an assessment of Turkey's S-400 purchase, including an "assessment of impacts on other United States weapon systems and platforms operated jointly with Turkey." The weapons systems in question include F-35 and F-16 aircraft, Patriot surface-to-air missile systems and several helicopters. The report also



requires the Trump administration to identify alternative missile defense systems that Turkey could purchase from the United States or other NATO allies in lieu of Russian S-400s.

Finally, the House is also asking for an assessment of "all military activities conducted" from Turkey's NATO air base in Incirlik, which has been an integral part of the US-led air campaign against the Islamic State in Iraq and Syria. The Wall Street Journal reported in March that the Defense Department is considering permanent cuts to its forces at Incirlik.

"I hope that we can reach some accommodation with the Erdogan administration so that that's not required," Shaheen told Al-Monitor.

Although she wants the United States to remain at Incirlik, Shaheen is going even further in a bid to permanently ban the sale of F-35s to Turkey unless Ankara meets several conditions. Turkey has placed an order to buy more than 100 F-35 fighter jets from Lockheed Martin, and Turkish media reported last week that the first delivery is expected June 21.

Shaheen teamed up with Sens. James Lankford, R-Okla., and Thom Tillis, R-N.C., to introduce the bill. Tillis also sits on the Senate Armed Services Committee, and they hope to include their legislation as an amendment when the committee debates its version of the annual defense authorization bill next week.

"Turkey's strategic decisions regrettably fall more and more out of line with, and at times in contrast to, US interests," Lankford said in a statement upon introducing the bill. "These factors make the transfer of sensitive F-35 technology and cutting-edge capabilities to Erdogan's regime increasingly risky."

While the F-35 bill does not reference the S-400 sale or Russia by name, it would require the president to certify that Turkey is not "seeking to import or purchase defense articles" from countries under US sanctions. The certification would have to affirm that Ankara is not "exposing NATO assets to hostile actors" nor degrading NATO interoperability or the security of NATO member states. The president also would have to certify that Turkey is not "wrongfully or unlawfully detaining" US citizens — a reference to US citizen Andrew Brunson, a minister whose monthslong detention has provoked congressional ire.

"The Turkish government continues to move closer and closer to Russia, as they hold an innocent American pastor, Andrew Brunson, in prison to use him as a pawn in political negotiations," said Lankford.

Turkey arrested Brunson, an evangelical pastor, in October 2016, accusing him of ties to outlawed Kurdish groups and the exiled Muslim cleric Fethullah Gulen, whom Erdogan blames for that year's failed coup. Brunson is originally from North Carolina, and Tillis visited Brunson last month to attend his first court hearing. Tillis and Shaheen then led 66 senators in a letter to Erdogan last month protesting Brunson's detention, warning that they would take "other measures" to secure his release.

In addition to the F-35 ban, Shaheen and Lankford have both vowed to revive efforts to sanction Turkish officials involved in the detention of American citizens by barring their entry into the United States. Both senators sit on the committee overseeing foreign aid spending and have vowed to attach the sanctions as an amendment to the annual spending bill when the panel debates it in June.

Shaheen and Lankford managed to attach a similar amendment to the 2018 spending bill last year, but the language was struck from the final spending package at the request of the Trump administration. ♦

*Bryant Harris is Al-Monitor's congressional correspondent. He was previously the White House assistant correspondent for Yomiuri Shimbun, Japan's largest newspaper. He has also written for Foreign Policy,*



# En Irak, Moqtada Al-Sadr faiseur de roi

**Pour l'Irak,  
Al-Sadr est  
le plus mauvais  
des choix. Depuis  
2014, il s'est  
rapproché de son  
rival saoudien**



Des partisans de Moqtada Al-Sadr, lundi 14 mai, place Tahrir, à Bagdad. HADI MIZBAN/AP

BAGDAD - envoyée spéciale

Le premier ministre Haïder Al-Abadi n'a pas tardé, mardi 15 mai, à féliciter le vainqueur des premières législatives post-organisation Etat islamique (EI) en Irak. Contre toute attente, sa coalition Al-Nasr (« victoire ») a échoué à s'imposer en tête du scrutin du 12 mai. Le taux d'abstention record, avec seulement 44,52 % de participation, et l'éclatement de l'offre politique ont profité à un outsider: Moqtada Al-Sadr. Le dirigeant populiste chiïte, qui a scellé une alliance inédite avec les communistes au sein de la coalition Sairoun (« en marche »), avec un programme axé sur la réforme de l'Etat, la justice sociale et le renouvellement politique, est arrivé en tête, selon des résultats partiels.

Des soupçons de fraude au Kurdistan irakien et dans la province de l'Anbar retardent la publication des résultats définitifs, mais il ne fait aucun doute que l'enfant terrible de la politique irakienne a gagné son pari: son ultime mue lui ouvre les portes du pouvoir. Coiffé du turban noir des descendants du Prophète, défenseur d'un islam puritain et très impliqué dans l'action sociale, la dignitaire de 44 ans a pu compter sur une base dévouée dans les quartiers chiïtes défavorisés de Bagdad et des provinces du sud du pays, qui voient

en lui l'héritier naturel du courant « sadriste » depuis la mort de son père, le grand ayatollah Mohammed Sadiq Al-Sadr, assassiné sous Saddam Hussein, en 1999.

L'invasion par les Etats-Unis en 2003 l'avait propulsé à la tête de l'insurrection chiïte contre la troupe américaine. Sa milice, l'Armée du Mahdi, avait pris une part majeure à la guerre civile contre les sunnites de 2006 à 2008. Mais, avec l'expansion de l'EI en 2014, Moqtada Al-Sadr s'est réinventé en chantre d'une ligne politique anticonfessionnelle et nationaliste. Lorsque est né, à l'été 2015, un vaste mouvement populaire de contestation contre la corruption et pour la réforme de l'Etat, il a su capter ce puissant rejet des élites en place. Il a fait le pari de l'alliance avec le petit noyau actif de militants communistes, depuis longtemps écartés du pouvoir, pour s'ériger en héraut antisystème.

## Percée inattendue

Les deux parrains de l'Irak, les Etats-Unis et l'Iran, n'avaient pas anticipé cette percée. Bien qu'à couteaux tirés depuis le retrait américain de l'accord sur le nucléaire iranien, Washington et Téhéran escomptaient tous deux une victoire du premier ministre Al-Abadi, capable de réaliser le compromis entre eux. Les Américains n'ont pas oublié l'insurrec-

tion de 2003. Ils craignent que ce fervent nationaliste, qui exige en public le retrait des troupes étrangères d'Irak, ne les presse de quitter le pays trop vite – bien qu'en privé son discours soit plus nuancé, affirment des diplomates.

Alors que les chancelleries occidentales restent sur la réserve, dans l'attente de voir quelle formule proposera M. Al-Sadr, ses cadres se veulent rassurants. « Nous sommes contre toute interférence en Irak, qu'elle soit iranienne, américaine, turque, saoudienne... Nous voulons un premier ministre et un ministre des affaires étrangères qui aient de bonnes relations avec tous », assure Saïd Ibrahim, le représentant de M. Al-Sadr à Bagdad.

Pour Téhéran, Moqtada Al-Sadr est le plus mauvais des choix. Depuis 2014, l'homme a pris ses distances avec le voisin chiïte et s'est même rapproché de son rival saoudien. Il ne cesse de dénoncer l'ingérence de l'Iran par l'entremise des puissantes milices chiïtes pro-iraniennes qui composent les unités de la Mobilisation populaire (MP). Lundi, M. Al-Sadr a enfoncé le clou: sur Twitter, il s'est dit ouvert à toute alliance en vue de former une coalition gouvernementale, à l'exclusion de deux alliés de Téhéran, l'ancien premier ministre chiïte Nouri Al-Maliki et la coalition Al-Fatih, emmenée par les chefs de milices pro-iraniens.

Alors que tout peut encore se jouer dans la formation du gouvernement, Téhéran a dépêché à Bagdad le général Ghassem Soleimani, chef de la force d'élite Al-Qods des gardiens de la révolution, pour tenter d'isoler Moqtada Al-Sadr. L'objectif est de réunifier le camp chiïte, parti en rangs dispersés aux législatives, pour réunir une majorité de 165 députés et former la coalition gouvernementale. Selon des sources citées par l'Agence France-Presse, le général Soleimani a réuni, lundi soir, Haïder Al-Abadi, son prédécesseur et chef du parti Dawa, Nouri Al-Maliki, et Hadi Al-Ameri, le chef de l'organisation politico-militaire Badr, tête de la liste d'Al-Fatih.

« Moqtada Al-Sadr sait que c'est une période de transition délicate et qu'il doit la jouer fine », analyse Hosham Dawood, chercheur à l'EHESS. Sur Twitter, mardi, le dignitaire chiïte a fait la liste des partis chiïtes, sunnites et kurdes avec lesquels il entend former un gouvernement, dont le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani. Les cadres de sa coalition n'excluent pas de proposer le poste de premier ministre – à certaines conditions – à M. Abadi. Selon des estimations non officielles, il est au coude à coude avec la coalition Al-Fatih pour la deuxième place aux législatives.

## « Cartographie éclatée »

« La négociation entre les groupes majoritairement chiïtes va être largement centrée sur la personne de M. Abadi, bien que des surprises soient toujours possibles dans cette cartographie éclatée », analyse Harith Al-Qarawee, expert associé à l'Atlantic Council, sur Twitter. Dans ses déclarations, M. Al-Abadi a semblé faire un pas en direction de Moqtada Al-Sadr, dont il partage l'inclinaison nationaliste et anticonfessionnelle et une ambition de réformer l'Etat et les institutions avec un gouvernement de technocrates. La présence de nombreux élus sunnites dans sa coalition, notamment de la province de Ninive, où elle est arrivée en tête, pourrait plaider en ce sens.

Pour Hosham Dawood, la question est de savoir si M. Abadi est prêt à s'émanciper de son parti Dawa, comme le réclament des cadres de la coalition Al-Sadr, et à mettre fin à quinze ans de domination du parti sur l'Etat. Certains en doutent. Mais, poursuit le chercheur de l'EHESS, « pousser Moqtada Al-Sadr dans l'opposition est délicat face à un vote autant marqué par la contestation [des responsables politiques au pouvoir]. La machine risque d'implorer. » ■

HÉLÈNE SALLON

# Un banquier turc condamné aux Etats-Unis

Mehmet Hakan Atilla était au cœur d'un réseau de contournement des sanctions américaines contre l'Iran

ISTANBUL - *correspondante*

**I**ncarcéré depuis quatorze mois aux Etats-Unis, accusé d'avoir contourné l'embargo américain contre l'Iran, le banquier turc, Mehmet Hakan Atilla, a été condamné, mercredi 16 mai, à trente-deux mois de prison par un tribunal de Manhattan où il comparait. Le verdict est plutôt clément au regard des vingt années de réclusion réclamées par l'accusation.

Mehmet Hakan Atilla est seul sur le banc des accusés dans cette affaire. Les autres mis en examen, dont l'ancien ministre de l'économie, Zafer Caglayan, sont en Turquie, à l'abri des poursuites. Ex-directeur adjoint de Halkbank, la principale banque publique de Turquie, M. Atilla n'a fait que suivre les consignes de sa hiérarchie, ont plaidé ses avocats. Il n'était « *qu'un rouage* » dans le schéma d'évasion des sanctions mis en place par la Turquie pour le compte de la République islamique, a reconnu le juge fédéral, Richard Berman.

Le ministère des affaires étrangères turc a dénoncé mercredi « *un simulacre de procès* », clamant « *l'innocence* » du banquier. Avant l'énoncé du verdict, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait prévenu : « *Si Atilla devait être déclaré criminel, cela reviendrait presque à déclarer que la République turque est criminelle.* »

La justice américaine a achevé son enquête à l'automne 2017. Neuf Turcs sont alors mis en examen, dont d'anciens membres du gouvernement et trois cadres de Halkbank. Tous sont accusés de contournement des sanctions et de blanchiment d'argent en faveur de l'Iran et de sociétés iraniennes. L'affaire « *sent mauvais* », déclare alors M. Erdogan.

Le dossier d'accusation retrace l'essor rapide des transactions commerciales de la Turquie avec l'Iran entre 2010 et 2015, en dépit

des sanctions. Avec les encouragements du gouvernement, un schéma interlope – trafic d'or, fausses opérations humanitaires, pots-de-vin aux membres du gouvernement – a permis à l'Iran de percevoir des milliards de dollars en devises en échange de ses hydrocarbures.

## Cargaisons d'or

Ankara achetait du gaz et du pétrole à l'Iran contre des cargaisons d'or, livrées le plus souvent par avion, comme cet Airbus 330 immobilisé par la douane à Istanbul avec 1,5 tonne d'or à son bord. Les lingots étaient ensuite convertis, en dollars surtout, lors de transactions bancaires où ces sommes apparaissaient comme étant le produit d'opérations humanitaires.

Plus que le banquier Atilla, l'homme d'affaires turco-iranien, Reza Zarrab, s'est révélé comme étant l'homme-clé de ce dispositif. Arrêté en 2016 à Miami, l'ancien « *golden boy* » coopère désormais pleinement avec le département américain de la justice. Placé sous la protection du FBI, il jouit du statut de témoin assisté. En décembre 2017, il est venu raconter à la barre les rôles de premier plan joués par le ministre, Zafer Caglayan, et par le directeur général de Halkbank, Suleyman Aslan, dans la mise en place du trafic. Il a confirmé avoir reçu l'aval de Recep Tayyip Erdogan, à l'époque premier ministre.

L'affaire envenime un peu plus les relations déjà assez tendues entre Ankara et Washington. Et si les autorités turques y voient un « *complot* », c'est parce que l'enquête de la justice américaine a jeté une lumière crue sur une affaire embarrassante qu'elles avaient réussie jusqu'ici à étouffer.

Elle remonte à décembre 2013. Un scandale de corruption éclate et va faire vaciller le gouvernement turc. Il est question de dizaines de millions de dollars offerts à des ministres par Reza Zarrab

**Le ministère des affaires étrangères turc a dénoncé « un simulacre de procès », clamant « l'innocence » de M. Atilla**

pour faciliter le trafic d'or avec l'Iran. Les médias suivent de près les rebondissements de l'enquête, diligentée par deux procureurs.

Mais les investigations vont s'arrêter très vite. Les deux procureurs, décrits par Ankara comme des « *adeptes* » du prédicateur Fethullah Gülen – considéré par les autorités turques comme l'instigateur du coup d'Etat raté de juillet 2016 –, doivent fuir le pays. Les Etats-Unis n'ayant pas répondu favorablement à la demande turque d'extradition, Ankara voit dans le procès de Manhattan une « *conjuración entre la CIA, le FBI et Gülen* », comme l'a dit jeudi Bekir Bozdog, le porte-parole du gouvernement turc.

Le procès ne s'arrête pas là. Comme les transferts bancaires ont été facilités par Halkbank et par d'autres banques turques, des pénalités financières sont attendues. Elles seront fixées par l'OFAC (Office of Foreign Assets Control), agence du Trésor américain. Estimées à plusieurs milliards de dollars, elles risquent de fragiliser encore plus le secteur bancaire turc. Selon une source anonyme du secteur de la finance, « *Halkbank est entrée en négociations avec l'OFAC depuis quelques mois déjà* ». Une chose est sûre : la révélation des montants concernés n'interviendra certainement pas avant les élections législatives et présidentielle anticipées du 24 juin décidées par le président Erdogan. ■

MARIE JÉGO



# Erdogan réunit le monde musulman autour de l'étendard propalestinien

Le chef de l'État turc condamne d'autant plus volontiers « la tyrannie israélienne » que l'argument sert sa campagne présidentielle.



Recep Tayyip Erdogan a affirmé sa solidarité avec le peuple palestinien, vendredi à Istanbul, avant d'accueillir un sommet de l'Organisation de la coopération islamique.

**DELPHINE MINOUI** @DelphineMinoui  
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

**MOYEN-ORIENT** « Halte à l'oppression ». C'était le cri de ralliement du rassemblement populaire qui s'est tenu, vendredi après-midi, à Istanbul, en marge du sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). La réunion extraordinaire des dirigeants du monde arabo-musulman, la deuxième du genre en cinq mois, entend envoyer « un message fort » pour condamner la mort, lundi, de 60 Palestiniens sous les balles israéliennes à Gaza. Le carnage a eu lieu alors que des milliers de Palestiniens manifestaient près de la clôture de sécurité, le jour de l'inauguration de la nouvelle ambassade américaine à Jérusalem. La Turquie, qui préside actuellement l'OCI, avait déjà convoqué une réunion d'urgence, en décembre dernier, pour condamner la décision du président Donald Trump de transférer la Chancellerie américaine de Tel-Aviv à Jérusalem. « Si le silence persiste face à la tyrannie israélienne, le monde va s'enfoncer rapidement dans un chaos où les bandits feront la loi », a insisté dès mercredi le président turc, Recep Tayyip Erdogan.

Le geste américain, hautement provocateur aux yeux d'Ankara, a également suscité l'émoi d'une majorité de la population, sensible à la cause palestinienne. Mardi, plusieurs manifestations ont déjà eu lieu à Istanbul et dans d'autres villes du pays pour dénoncer le bain de sang. Tandis qu'Ankara se disait prêt à accueillir les blessés palestiniens dans ses hôpitaux, les appels se démultipliaient sur les réseaux sociaux pour envoyer de l'aide aux enfants. Dans le même temps, Ankara a sommé l'ambassadeur israélien, Eitan Naeh, de quitter temporairement le pays, tandis que l'État hébreu s'est empressé de répliquer en ordonnant au consul général turc de

partir. Dans un jeu de ping-pong verbal révélateur de la crise, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a affirmé n'avoir pas de « leçons de morale » à recevoir d'un dirigeant turc qui « comprend parfaitement le terrorisme et les massacres », en réponse aux déclarations d'Erdogan l'accusant de diriger « un État d'apartheid » et d'avoir du « sang » de Palestiniens sur les mains.

**« Erdogan est un vrai leader. Il n'a pas peur de défier Israël, ni l'Amérique. Il fait la fierté de la Turquie »**

ABDURRAHMAN, UN DES PARTISANS DU PRÉSIDENT

Mais, dans les rangs de l'opposition anti-Erdogan, certaines voix s'élèvent contre l'instrumentalisation politique de la situation à l'approche du scrutin présidentiel et législatif du 24 juin. « Je suis de tout cœur avec la Palestine. Mais a-t-on besoin d'en faire autant ? Une fois de plus, Erdogan cherche à tirer profit de la situation », s'indigne un journaliste turc qui préfère garder l'anonymat. Issu de la mouvance islamo-conservatrice, le chef de l'État turc, qui brigue un nouveau mandat, s'est volontairement érigé en défenseur de la cause palestinienne. Il ne cache pas, non plus, son soutien au mouvement islamiste palestinien Hamas, bête noire des autorités israéliennes. Ses supporters aiment d'ailleurs citer ses virulents discours comme symboliques d'un homme fort qui a redonné toute sa place à la Turquie sur l'échiquier mondial. « Erdogan est un vrai leader. Il n'a pas peur

de défier Israël, ni l'Amérique. Il fait la fierté de la Turquie », avance Abdurrahman, l'un d'eux, en mentionnant fièrement que les diatribes présidentielles sont également citées par la rue arabe.

La réunion d'Istanbul aura-t-elle pour autant un impact sur la région ? Le projet de communiqué commun, qui devait être rendu public en fin de journée, accuse ouvertement l'Administration américaine « d'encourager les crimes d'Israël et de le protéger », tout en condamnant « les actions criminelles des forces israéliennes » et en appelant à « fournir une protection internationale au peuple palestinien ».

Mais, à l'heure où divisions et rivalités minent le monde arabo-musulman, ce sommet exceptionnel rend peu probable toute mesure concrète à l'égard d'Israël. L'Arabie saoudite, représentée par son ministre des Affaires étrangères, et ses alliés du Golfe voient d'un mauvais œil le soutien de la Turquie d'Erdogan à des mouvements comme les Frères musulmans et le Hamas, ainsi qu'au Qatar, qu'ils tentent d'isoler. L'Égypte de Sissi défend également la même position. Riyad et ses alliés, plus souples à l'égard d'Israël, veulent aussi à ne faire aucun geste pouvant irriter Washington, dont ils espèrent le soutien dans leur lutte d'influence intestine avec l'Iran chiite. Parmi les chefs d'État ayant répondu à l'appel d'Ankara figurent également le roi Abdallah de Jordanie, le président soudanais Omar el-Béchir et les émirats du Qatar et du Koweït. Opéré d'une oreille la semaine dernière, le président Mahmoud Abbas n'a pas fait le déplacement. Il était représenté par son premier ministre, Rami Hamdallah. ■

# Plongée au Rojava, le pays sans État des Kurdes de Syrie

Alliés de la coalition internationale contre l'État islamique, les Kurdes rêvaient de faire émerger un pays. Lâchés par les Occidentaux, ils luttent désormais pour préserver leurs fiefs face aux offensives de la Turquie.

Brandissant le drapeau du Rojava, des kurdes manifestent dans les rues de Kobané en octobre 2015 pour la libération d'Abdullah Öcalan, fondateur et dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan, qui est incarcéré en Turquie depuis 1999.  
O. GOUJON/LE PICTORIUM

ADRIEN JAULMES  
@AdrienJaulmes  
ENVOYÉ SPÉCIAL AU ROJAVA

**PROCHE-ORIENT** Le Rojava est dépourvu de littoral, mais l'on y accède par bateau. À la frontière entre le Kurdistan d'Irak et la Syrie, un bac sur le Tigre est la seule entrée officielle vers ce pays qui n'existe pas. Au bout d'un embarcadère de ciment, un bateau à fond plat est amarré dans les eaux brunes du fleuve grossi par la fonte des neiges. Une fois les passagers à bord, l'embarcation se déhale et le pilote met les gaz de son gros moteur hors-bord pour lutter contre le courant puissant. Parvenu sur l'autre rive, il donne un dernier coup d'accélérateur pour faire monter l'avant de son bateau sur la grève de galets.

Légalement, les passagers débarquent en territoire syrien. Mais le papier qui est inséré dans leur passeport par le petit poste frontalier est tamponné au nom d'une « Fédération de la Syrie du Nord ». Les habitants l'appellent plutôt Rojava, le Kurdistan de l'Ouest. On cherchera en vain ces appellations sur une carte politique du Moyen-Orient. Depuis quatre ans, cette entité exerce pourtant mieux que beaucoup d'États de la région ses fonctions régaliennes. Et surtout, il règne au Rojava une paix presque irréaliste, comme dans l'œil du cyclone de la guerre de Syrie.

## Le Rojava émerge à la faveur du chaos syrien

La région qui s'étend sur la rive droite du Tigre est plate comme un tapis et paisible comme un tableau. À l'horizon, des pompes à pétrole à balancier hochent la tête comme des animaux géants et des lignes électriques alignent leurs pylônes dans le lointain. Dans les prairies paissent des troupeaux de moutons à la queue grasse, et des tracteurs labourent les champs entre des maisons à toit plat. À chaque village, des miliciens en uniforme vérifient les documents des véhicules. Ce sont parfois des miliciennes, cheveux lâchés ou noués sous un foulard coloré, la kalachnikov à l'épaule. Les drapeaux qui flottent un peu partout sont ceux de ces Unités de protection populaire kurdes, les YPG, et de leur branche féminine, les YPJ. À côté figurent souvent les portraits des martyrs, tombés dans les combats qui ont permis aux Kurdes de Syrie de prendre le contrôle de leur destin.

Car le Rojava est né à la faveur de la guerre civile syrienne. Comme les Kurdes irakiens avaient profité de la défaite de Saddam Hussein en 1991 pour se tailler une zone autonome, les Kurdes syriens ont saisi l'occasion du soulèvement général contre Bachar el-Assad pour s'affranchir de la tutelle de Damas. En 2012, alors que la révolte gagne la plupart des provinces, le régime syrien débordé décide de concentrer ses forces dans l'ouest, où sont situées les plus grandes villes et la majorité de la population. À part quelques garnisons et aéroports, le reste du pays est abandonné aux rebelles, regroupés à l'époque sous l'appellation d'Armée syrienne libre.

Les Kurdes, nombreux dans le nord-est de la Syrie, voient d'abord avec une certaine sympathie les insurgés. Traités comme des citoyens de seconde catégorie par le régime baasiste, ils n'éprouvent ni affection ni loyauté à l'égard des autorités de Damas.

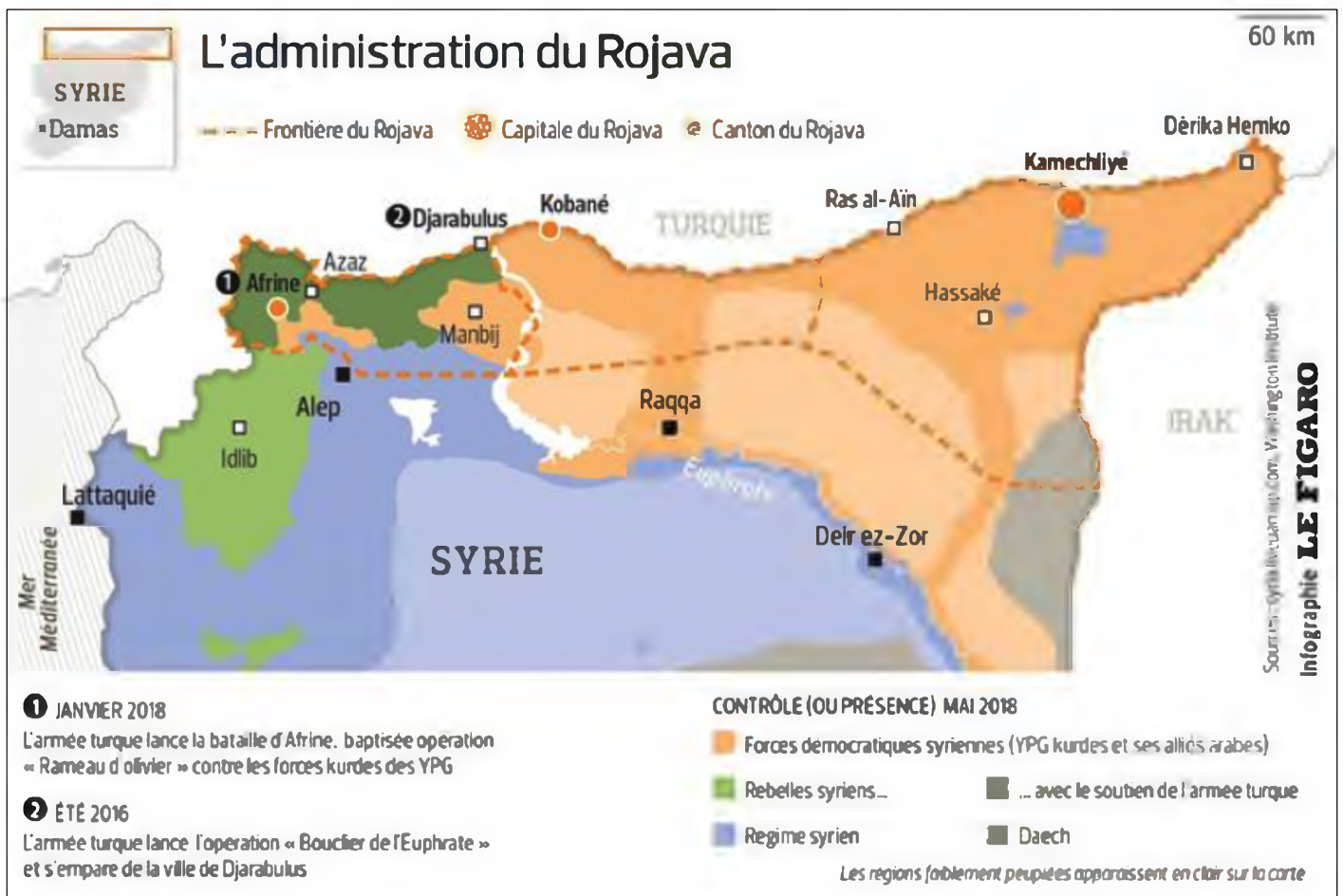
Mais les insurgés se révèlent vite pires que le régime, se conduisant comme en pays conquis, et se livrant au racket et au pillage.

## Des milices pour protéger la population

Pour protéger la population, le principal parti kurde, le PYD, organise la défense au niveau local. Le premier accrochage sérieux entre les YPG et les rebelles a lieu en novembre 2012 à Sere Kanie (Ras al-Aïn en Arabe), une petite ville kurde sur la frontière turque. Les rebelles, parmi lesquels des djihadistes de Jabhat al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaïda, ont chassé les forces gouvernementales de la ville et se livrent à des exactions contre la population kurde. Avec l'aide de combattants du PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan), organisation séparatiste kurde de Turquie venue en renfort de leurs cousins syriens, les YPG chassent les rebelles et prennent le contrôle de Sere Ka-







nie. La formation du Rojava a commencé.

Depuis le canton d'Afrine, à l'ouest de l'Euphrate jusqu'à la frontière irakienne sur le Tigre, les drapeaux kurdes des YPG flottent sur les villes et les villages. En novembre 2013, le PYD annonce la création de trois cantons autonomes, Jazira, Kobané et Afrine. Leur union devient la Fédération de Syrie du Nord. Ou bien Rojava, le pays de l'Ouest.

Le statut de cette entité est incertain. « Nous ne sommes pas un État et ne voulons pas l'être », dit Siham Qario, qui occupe le poste de vice-ministre des Affaires extérieures de la région de Jazira, et a fait partie de la délégation du Rojava reçue à Paris par le président Macron en avril dernier. « Nous avons seulement établi des administrations et une protection après que le gouvernement a cessé d'assurer le moindre service et de protéger la population. Nous avons construit nos propres institutions, et nous gouvernons de manière autonome nos régions. Mais nous coexistons avec les institutions syriennes : les banques et la monnaie dépendent encore de Damas, les réseaux téléphoniques et la délivrance des passeports et des pièces d'identité aussi », dit cette chrétienne syriaque, dont la famille s'est installée à Kamechliyé à l'époque du mandat français après avoir fui les

persécutions ottomane lors du génocide de 1915.

Cette présence du régime est visible à quelques centaines de mètres de son bureau flambant neuf. Dans le centre de Kamechliyé, une statue de stuc blanc de Hafez el-Assad salue de son bras tendu au milieu d'un carrefour. Tout autour, la place est décorée de grands portraits de son fils Bachar, lunettes noires et uniforme camouflé, avec de grands drapeaux syriens, et des soldats du régime montent une garde symbolique. L'aéroport de Kamechliyé est aussi tenu par le gouvernement, et des vols réguliers relient la ville à Damas. « On ne veut pas diviser la Syrie, mais nous avons un projet fédéral, que nous sommes prêts à discuter », dit Nouri Mahmoud, porte-parole des YPG. « La présence des forces gouvernementales à Kamechliyé et Hassaké font partie de cet accord. »

Le Rojava se heurte vite à une autre entité para-étatique, qui a elle aussi profité de l'effondrement de l'État syrien : l'État islamique, proclamé en juin 2014, après s'être emparé de Mossoul et d'un tiers de l'Irak. En Syrie, il établit sa capitale syrienne à Raqqa, sur l'Euphrate, et entend d'étendre son territoire vers le nord, convoitant les postes frontières avec la Turquie, par où peuvent transiter marchandises, armes et combattants.

### Les milices kurdes, forces terrestres de la coalition anti-Daech

Précédés d'une réputation de terreur et d'invincibilité, les djihadistes attaquent en septembre 2014 la ville kurde de Kobané. Acculés, les combattants des YPG résistent avec l'énergie du désespoir, dos à la frontière turque. Leur salut vient d'un allié imprévu : les États-Unis, d'abord réticents à intervenir en Syrie, viennent d'entrer en guerre contre l'État islamique, et l'aviation américaine appuie massivement les YPG, qui reprennent la ville.

Quatre ans plus tard, Kobané a été en partie reconstruite, mais les ruines qui ont été conservées dans un quartier en guise de témoignage rappellent la violence inouïe des combats. Pour les Kurdes, cette première victoire contre l'État islamique est devenue un symbole. Un mausolée en forme de soucoupe volante abrite les portraits des combattants tombés dans la bataille, et à un carrefour, entouré par deux chars pris à l'ennemi, se dresse une statue d'Arin Mirkan, combattante kurde des YPJ qui s'est sacrifiée pendant les combats contre Daech.

À Kobané, les Américains qui désespéraient de trouver des alliés fiables pour combattre au sol l'État islamique, découvrent dans ces miliciens marxistes-léninistes

### LE TERRITOIRE DU ROJAVA EN 2017

**25 %**  
du territoire syrien

**2,5**  
millions  
d'habitants  
Plus du double en comptant les déplacés extérieurs

des combattants motivés et organisés. Afin de ne pas apparaître comme un mouvement purement kurde, les YPG s'allient avec des tribus arabes, et intègrent des chrétiens assyriens pour former les Forces démocratiques syriennes, les FDS.

### L'apogée du Rojava

Les Américains et les Occidentaux font du Rojava leur tête de pont dans la guerre contre Daech. Des

pistes d'aviation et des bases sont construites sur tout le territoire, et les convois militaires américains sillonnent les routes. De mieux en mieux équipées et entraînées, les FDS sont les principales forces terrestres de la coalition contre Daech. Après avoir atteint l'Euphrate en 2016, elles s'emparèrent en octobre 2017 de Raqqa, la capitale du califat. Les forces de l'État islamique sont acculées dans le sud-est de la Syrie, dans la région de Deir ez-Zor.

Le territoire du Rojava atteint alors son apogée. Il couvre 25 % du territoire syrien. 2,5 millions de personnes y vivent, plus du double en comptant les déplacés intérieurs. Sauf dans les cantons de Jazira et d'Afrine, et dans Kobané et ses environs, les Kurdes ne représentent qu'un peu plus de la moitié de la population. Mais la principale singularité du Rojava tient au curieux système socio-politique instauré dans les territoires libérés, mélange de marxisme-léninisme et de libertarisme. Les portraits géants de son inspirateur sont affichés à l'entrée de toutes les villes : Abdullah Öcalan, fondateur du PKK, mouvement kurde de Turquie considéré comme une organisation terroriste par Ankara (et par bon nombre de pays occidentaux) est célébré comme un héros au Rojava. Surnommé « Apo », ou encore « Serok Apo » (le chef Apo), il croupit depuis deux décennies dans une île-prison turque sur la mer de Marmara, mais ses idées sont mises en œuvre avec ferveur.

L'ancien chef de guérilla marxiste-léniniste est devenu en captivité un penseur politique. Inspiré par les travaux du radical américain Murray Bookchin, Öcalan a adopté en 2005 son concept de « municipalisme libertaire », et l'a adapté au cas kurde. Son projet vise à dépasser le concept d'État-nation, dont l'introduction au Moyen-Orient au début du XX<sup>e</sup> siècle a écartelé les Kurdes entre quatre pays (Turquie, Syrie, Irak et Iran), en introduisant un gouvernement d'assemblées locales. Anticapitaliste, écologiste, décentralisée et prônant les circuits courts et l'autonomie agraire, cette utopie (qui trouverait sans doute des échos chez les mouvements « décroissants » occidentaux), doit



aboutir à la création d'une société démocratique et écologiquement responsable dans le cadre d'un État fédéral.

### Le « modèle Öcalan »

Ce municipalisme libertaire est appliqué, au moins nominalement au Rojava. La population est organisée en « communes » (komun en kurde) d'environ 150 foyers. Les communes sont regroupées en municipalités, elles-mêmes formant des cantons, qui disposent chacun de son conseil législatif et de son conseil exécutif. Tous les postes de responsabilités sont occupés conjointement par un homme et une femme. Heval, « camarade », est le terme par lequel on s'adresse les uns aux autres, et aussi les unes aux autres, tant les femmes sont présentes partout dans l'espace public. Kurdes et Arabes, chrétiens et musulmans sont représentés dans ces conseils. Même si la réalité n'est pas toujours conforme à la théorie, et si règne parfois dans les faits un centralisme pas forcément toujours démocratique, ces idées restent étonnantes dans une région généralement déchirée par le sectarisme et la violence religieuse.

« Le Rojava peut servir de modèle à imiter », dit Nouri Mahmoud. « C'est une expérience dans laquelle Kurdes, Arabes, chrétiens, vivent dans un système démocratique, en paix et en sécurité. Damas n'a jamais réussi à protéger la population civile comme nous l'avons fait à Kamechliyé. Le Rojava est la seule région de Syrie où la population a augmenté. C'est déjà un signe important. »

### Les Occidentaux, alliés de circonstances

Mais cette construction reste fragile. L'expérience du Rojava est née dans l'environnement hautement volatil de la guerre de Syrie. Les circonstances qui ont permis son apparition sont en train de changer, et cette fois de façon plutôt défavorable aux Kurdes syriens. Alors que les Occidentaux, alliés de circonstances du Rojava, voient leur intérêt pour le Rojava décroître avec la quasi-défaite de l'État islamique, le régime de Damas, qui est en passe de terminer la reconquête de l'ouest du pays, ne cache pas son intention de reprendre le contrôle de l'ensemble de son territoire. Mais la principale menace reste la Turquie. Pour Ankara, qui a toujours été plus préoccupé par la question kurde que par la menace des djihadistes sunnites, l'existence même du Rojava, territoire pouvant servir de base arrière ou même d'exemple à sa minorité kurde, reste une perspective insupportable.

La principale malédiction du Rojava est la géographie. Les Kurdes de Syrie n'ont même pas de montagnes dans lesquelles se réfugier comme leurs cousins d'Irak : dépourvu de la moindre barrière naturelle, leur territoire est quasiment indéfendable. Pire, les principales villes du Rojava, Kamechliyé, Hamoudeh, Sere Kanie, Kobané, sont collées à la frontière turque, le long de laquelle Ankara a construit un long mur.

### Malédiction turque

La Turquie a commencé ses opérations contre le Rojava à l'été 2016. Erdogan, qui vient alors de réchapper de justesse à une tentative de coup d'État militaire, lance l'opération « Bouclier de l'Euphrate » pour empêcher la jonction imminente du canton d'Afrine avec Kobané et la Jazira. L'armée turque pénètre en territoire syrien et s'empare de Djarabulus, sur le haut

Euphrate, où elle se trouve toujours.

En janvier 2018, la Turquie passe cette fois directement à l'offensive, contre le canton d'Afrine, où les Kurdes sont largement majoritaires. Avec l'accord tacite de la Russie, qui laisse l'aviation turque opérer en territoire syrien, accompagnée par des auxiliaires arabes, souvent djihadistes, l'armée turque chasse les YPG d'Afrine, précipitant l'exode de la population kurde, alors que la ville est livrée au pillage.

La défaite est cuisante pour les YPG, et l'absence de réaction des Occidentaux inquiète les Kurdes quant à la fiabilité de leurs alliés. « Aucun gouvernement occidental n'a réagi », dit Mizkeen Ahmad, conseillère de l'Administration du Rojava, elle-même originaire d'Afrine. « Notre histoire nous a appris à ne pas compter sur autrui, mais ce qui s'est passé est très injuste : alors que nous avons versé notre sang pour vaincre Daech et protégé ainsi l'Europe, nous nous retrouvons seuls quand les Turcs nous attaquent. Si l'Occident continue ainsi, peut-être que nous allons un jour en avoir assez de garder nos prisonniers de Daech : si chaque pays ne pense qu'à son intérêt, pourquoi pas nous ? »

Après la prise d'Afrine, les forces spéciales américaines et françaises ont finalement réagi, et pris ostensiblement position devant Manbij, la grande ville arabe contrôlée par les FDS à l'ouest de l'Euphrate, empêchant ainsi la Turquie d'avancer vers le sud. Mais l'équilibre reste précaire. Et l'intervention turque a interrompu les opérations contre Daech. « Dans le sud, nous continuons à faire face à Daech, mais nous avons dû suspendre notre offensive à Deir ez-Zor pour protéger Afrine et le front nord », dit Nouri Mahmoud.

« Aujourd'hui, les habitants du Rojava ont l'impression d'être au bord du précipice. Nous espérons que les Occidentaux n'ont pas oublié que nous nous sommes battus pour eux contre Daech, et qu'ils ne céderont pas au chantage d'Erdogan. » ■



**NOURI MAHMOUD**  
PORTE-PAROLE DES YPG

On ne veut pas diviser la Syrie, mais nous avons un projet fédéral, que nous sommes prêts à discuter

TWITTER



# Des volontaires étrangers engagés contre les djihadistes de Daech

FORTES de quelques milliers d'hommes (les femmes combattent aussi mais dans les rangs de la formation féminine, les YPJ), les YPG sont l'ossature des Forces démocratiques syriennes, qui ont été les principales troupes au sol dans l'offensive contre Daech.

Dans leurs rangs combattent plusieurs centaines de volontaires étrangers. Dans les vertes collines de la Jazira, un camp d'entraînement accueille ces volontaires internationaux. « On leur donne deux semaines d'instruction politique », dit Sinan, l'un des responsables kurdes de cette « académie ».

« Les volontaires apprennent les raisons pour lesquelles nous nous battons, et aussi le contexte régional. Ils reçoivent ensuite une instruction militaire de base avant d'être envoyés dans des unités combattantes », explique-t-il. « Nous leur inculquons des valeurs de tolérance et de respect de la diversité. Nous avons reçu plus de 500 volontaires depuis le début ; c'est moins que Daech, mais ce n'est pas négligeable. Trente-huit sont tombés en martyrs, originaires de 15 différentes nationalités », dit-il en montrant au mur de la petite pièce les portraits des étrangers tués au combat. « Voici Kendal Breizh, un Breton, qui est tombé à Afrine face à l'armée turque. »

De son véritable nom Olivier Le Clainche, ce volontaire français de 40 ans avait rejoint les YPG. Un autre, « *Sehid Gabar Légonnaire* », tué à Raqqa, était un ancien de la Légion étrangère.

## Soldats de fortune et intellectuels

Car ces « brigades internationa-

les » kurdes attirent des individus variés, soldats de fortune à la recherche d'une cause, mais aussi des intellectuels, qui, comme George Orwell pendant la guerre d'Espagne, considèrent qu'il est du devoir d'un penseur de se battre pour ses idées.

A. appartient à la deuxième catégorie. Ce jeune Américain blond de 23 ans, était étudiant en philosophie dans une université prestigieuse de la côte Est des États-Unis.

« J'ai rejoint les YPG pour des raisons idéologiques », dit-il. « J'ai étudié Marx et Foucault, avant de m'intéresser à l'œuvre de Murray Bookchin, et par lui, aux écrits d'Abdullah Öcalan. J'ai découvert que ses idées avaient été mises en application ici. Or, depuis la Grèce antique, beaucoup de gens ont abandonné l'idée qu'il existe un lien entre la philosophie et le combat, entre la pensée et l'action. Je pense

que les idées perdent de leur valeur si l'on n'est pas prêt à les défendre. J'ai pris contact avec les YPG sur Internet et suis arrivé l'été dernier. »

## A., combattant philosophe

Après ses classes, A. est envoyé sur le front de Raqqa, où la bataille pour la capitale de Daech fait rage pendant de longs mois. Le jeune soldat-philosophe ne cherche pas à se mettre en avant. « Mon unité n'était pas dans un secteur très exposé. Mais j'ai appris l'importance de la camaraderie au front, et la responsabilité mutuelle qui existe entre les *heval* ("camarades", en kurde). »

Après la prise de Raqqa, A. est envoyé sur le front de Deir ez-Zor, le dernier réduit encore tenu par Daech, à la frontière syro-irakienne. Là, les combats sont plus intenses. Quand l'offensive est suspendue, en raison de l'attaque turque sur Afrine en jan-

vier dernier, A. décide de prendre congé des YPG.

« J'ai beaucoup appris pendant cette année », dit-il. « Notamment des discussions entre volontaires. Entre des militants de gauche comme moi et des anciens soldats, il n'y avait souvent pas beaucoup de points communs, mais nous avons tous appris à dépasser nos a priori les uns sur les autres. L'autre grande leçon a été la défaite de Daech. Ce n'est pas par hasard que cette nouvelle forme de fascisme représentée par l'idéologie islamiste a été vaincue par un autre type d'idéal internationaliste, celui de la révolution du Rojava. » ■ A. J. (AU ROJAVA)



Un camp d'entraînement des YPG à Ras al-Aïn. Plusieurs centaines de volontaires étrangers combattent au sein de cette armée qui constitue l'ossature des Forces démocratiques syriennes.

## Gorran's general council votes to boycott Iraqi parliament

By Rudaw.net 24/5/2018

ERBIL, Kurdistan Region – Gorran's General Council has

voted to boycott the Iraqi parliament, taking the party one step towards withdrawing from the Iraqi political process in protest of fraud in the

recent elections.

"Today Gorran's General Council voted to boycott the Iraqi parliament after discussing the

results," council member Kanan Ismael told Rudaw.

The proposal passed with →



→ a majority of votes.

"They will send the decision of the General Council to Gorran's National Assembly for a final decision," he added.

The National Assembly is scheduled to meet on Saturday.

Gorran is one of six parties who

have said they are considering a boycott of Baghdad after widespread voter fraud in the May 12 election. The other five parties are Komal, Coalition for Democracy and Justice (CDJ), Kurdistan Islamic Union (KIU), Kurdistan Islamic Movement (IKM), and the Kurdistan

Communist Party.

Delegations from the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) have been in Baghdad this week holding a string of meetings with Arab parties and foreign diplomats about forming the next Iraqi govern-

ment. The leader of the New Generation is also in Baghdad.

In the May 12 election, KDP won 25 seats, PUK 18, Gorran five, New Generation four, Komal two, CDJ two, and KIU two. ■

LE FIGARO

mardi 22 mai 2018

# Washington dévoile son plan de bataille contre l'Iran

Le secrétaire d'État américain a dressé une liste de douze exigences auxquelles Téhéran doit se plier.



Lundi, à Washington, Mike Pompeo a assuré que les États-Unis allaient exercer une « pression financière sans précédent sur le régime iranien ». J. SCOTT APPLEWHITE/AP

PHILIPPE GÉLIE @geliefie  
CORRESPONDANT À WASHINGTON

**ÉTATS-UNIS** Un long acte d'accusation, un plan d'attaque tous azimuts et la promesse succincte de récompenses en cas de reddition : pour son premier discours de politique étrangère, c'est un ultimatum que Mike Pompeo a lancé à l'Iran.

S'exprimant lundi matin devant la très conservatrice Heritage Foundation à Washington, le nouveau secrétaire d'État, entré en fonction il y a moins d'un mois, s'est montré à la hauteur des attentes de Donald Trump : l'incarnation d'une diplomatie par la force qui vise à soumettre l'adversaire par la menace ou la coercition. Deux semaines après le retrait américain de l'accord nucléaire conclu en 2015 (JCPOA), Téhéran a essuyé les plâtres de cette nouvelle mise en musique du

trumpisme sur la scène internationale.

L'ultimatum américain énumère douze exigences auxquelles l'Iran doit se plier, de la fermeture totale et vérifiée de son programme nucléaire à la mise sous contrôle de ses missiles balistiques en passant par l'arrêt de toutes ses interférences régionales (Irak, Syrie, Yémen, Afghanistan, Israël), la fin des cyberattaques et des provocations maritimes, ainsi que la libération des prisonniers américains. « C'est une longue liste, reconnaît le chef de la diplomatie, mais ce n'est pas nous qui l'avons créée, c'est eux. »

Le « mauvais pari » de l'accord nucléaire a été selon lui « perçu par les Iraniens comme le signal de départ de leur marche à travers le Moyen-Orient », une marche que Washington compte désormais arrêter, en changeant de méthode. « Nous ne renégocierons pas le JCPOA lui-même », lui préférant un accord global qui

pourrait prendre la forme d'un « traité » ratifié par le Congrès. En échange de sa soumission, Téhéran obtiendrait « la levée des sanctions, le rétablissement des relations diplomatiques et commerciales, l'accès aux technologies avancées et la réintégration dans le système économique international. »

Mais en attendant, et pour mieux convaincre les mollahs, les États-Unis s'appêtent à passer à l'action sur trois fronts, économique, sécuritaire et politique. Mike Pompeo promet « une pression financière sans précédent, la morsure fera mal. » Une fois en place, « ce seront les sanctions les plus dures de l'histoire » et l'Iran « bataillera pour maintenir son économie en vie », dit-il. Les alliés des États-Unis n'y couperont pas : « Chaque pays devra participer. Les entreprises devront abandonner leurs activités en Iran. » Le département d'État va se déployer sur les cinq continents pour tenter d'obtenir une large participation internationale. Washington table sur « beaucoup plus que l'Europe », notamment ses alliés du Golfe et d'Asie « prêts à nous rejoindre dans cet effort. »

## Changement de régime

Le deuxième volet, militaire, multiplie les risques de dérapage et promet d'accroître les tensions dans la région. Le Pentagone et ses partenaires « dissuaderont les agressions iraniennes, assureront la liberté de navigation dans les eaux du Golfe, contreront les cyberattaques, traqueront les agents iraniens et leurs supplétifs du Hezbollah à travers le monde et les écraseront, martèle le diplomate. L'Iran n'aura jamais plus carte blanche pour dominer le Moyen-Orient. »

Le troisième niveau d'action, politique, flirte avec le changement de régime, même si la formule n'est pas prononcée. Les États-Unis entendent devenir « l'avocat infatigable du peuple iranien » face aux mollahs et Gardiens de la révolution « corrompus », qui « le volent », ignorent les droits des femmes et « pratiquent la torture ». Le guide suprême, Ali Khamenei, « ne vivra pas éternellement, souligne Mike Pompeo. Au bout du compte, c'est le peuple iranien qui décidera du calendrier, c'est à lui qu'il reviendra de prendre une décision à propos de ses dirigeants. » « Qui êtes-vous pour décider pour l'Iran et le monde ? L'époque de telles déclarations est révolue », lui a répondu le président iranien Hassan Rohani. ■



# En Irak, la victoire du nationaliste chiite Moqtada al-Sadr agace l'Iran

Ancienne bête noire des Américains, que sa milice avait durement combattus après l'invasion de l'Irak en 2003, et grand promoteur d'un nationalisme irakien et d'un chiisme arabe distancié de l'Iran, Moqtada al-Sadr a gagné son pari. L'improbable alliance «Sayroun» qu'il a formée avec les communistes et d'autres petites formations laïques est arrivée en tête des élections législatives de samedi. La campagne menée par ses «marcheurs», qui manifestaient tous les vendredis depuis le mois de janvier sur la place Tahrir, dans le centre de Bagdad, contre la corruption qui ronge l'Irak a porté bien au-delà des quartiers pauvres de la capitale irakienne où son mouvement est historiquement implanté. En adoptant un nouveau discours inclusif pour toutes les composantes communautaires irakiennes, le mouvement a séduit même les jeunes et les intellectuels qui se tenaient à l'écart du jeu politique.

Le succès de Moqtada al-Sadr est d'autant plus insolent que sa liste a devancé les deux autres qui ont fait campagne sur leur combat victorieux contre l'Etat islamique. Arrivée en deuxième position, l'Alliance de la conquête, des anciens du Hachd al-Chaabi («la mobilisation populaire»), supplétifs de l'armée contre l'EI, est soutenue par l'Iran. Quant au Premier ministre sortant, Haïdar al-Abadi, tête de liste de la Coalition de la victoire, arrivée en troisième place, il bénéficiait de l'appui des occidentaux.

Pour barrer la route au trublion, Téhéran, qui ne supporte pas le rapprochement

d'Al-Sadr avec l'Arabie Saoudite, a dépêché à Bagdad dès le lendemain des élections le général Qassem Soleïmani qui intervient régulièrement dans les affaires politiques et militaires irakiennes, mais toujours dans le plus grand secret. Le puissant patron des Gardiens de la révolution s'active ces derniers jours dans des tractations en

vue de la formation d'un gouvernement de coalition. Il a réuni les chefs des formations rivales, dont Haïdar al-Abadi, mais aussi son prédécesseur, Nouri al-Maliki, qui s'était illustré par un degré de corruption inédit et par la défaillance totale face à la conquête de l'EI en 2014. «Notre décision sera irakienne et à l'intérieur de nos



frontières», a écrit Moqtada Sadr sur son compte Twitter. Visant clairement les ingérences iraniennes.

HALA KODMANI

## Syrie L'armée régulière contrôle toute la région de Damas

Le régime de Bachar al-Assad a annoncé lundi contrôler «*totalemment*» Damas et ses environs pour la première fois depuis 2012, après avoir chassé les combattants du groupe jihadiste Etat islamique (EI) de leur dernier réduit dans la capitale syrienne. En deux jours, 1600 membres de l'organisation et leurs familles ont été évacués de quartiers du sud de Damas et du camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk (photo), permettant l'entrée des forces progouvernementales dans ces secteurs soumis depuis plus d'un mois à une campagne de bombardements, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). PHOTO REUTERS



«L'Iran n'aura plus jamais carte blanche pour dominer le Moyen-Orient.»

MIKE POMPEO  
secrétaire d'Etat  
américain, lundi



Douze conditions draconiennes répondant à sept exigences musclées ont été formulées lundi par Mike Pompeo pour conclure un «nouvel accord» avec l'Iran. Lors de son premier grand discours en tant que secrétaire d'Etat, le chef de la diplomatie américaine a présenté le «plan B» de l'administration américaine à l'égard de la République islamique.

En appliquant les «plus fortes sanctions de l'histoire» pour exercer «une pression financière sans précédent», Washington cherche à obtenir un changement radical de la politique iranienne à l'intérieur du pays comme dans la région. Les conditions énumérées par Pompeo incluent la cessation par l'Iran de tout enrichissement d'uranium, l'arrêt

de la prolifération de missiles balistiques, des ingérences dans les conflits de la région, ou du soutien à des groupes «terroristes» (Hezbollah, Jihad islamique palestinien, talibans afghans et Al-Qaeda) et les menaces envers Israël ou l'Arabie Saoudite. Ces douze conditions «peuvent sembler irréalistes», mais ce sont des demandes «basiques», a considéré le secrétaire d'Etat américain.

La dénonciation, le 8 mai, de l'accord sur le nucléaire iranien semble signer le retour d'influence des néo-conservateurs favorables à un changement de régime en Iran. «Au bout du compte, le peuple iranien devra faire un choix sur ses dirigeants», a également lancé le secrétaire d'Etat américain lundi. H.K.

# MATCH DOCUMENT

Il lui a fallu un certain courage pour échapper quelques heures à la vigilance de ses cousins et raconter son parcours. Khadija se sent loin de cette famille yézidie retrouvée après trois années passées sous le joug de Daech. Ses parents et trois de ses frères ont été tués, et même si elle est bien rentrée, c'est contre son gré. Emmenée de force pour retourner vivre dans un camp de réfugiés du Kurdistan irakien, dans cette famille qui lui demande d'oublier sa seule raison de vivre : ses deux enfants, restés en Syrie. Son visage triste n'est pas dû qu'à sa bouche ourlée, sa moue naturelle. Non, cette tristesse, elle la porte dans son regard, noir, profond, lointain et douloureux.

Pourtant, avant que sa vie ne bascule, comme des milliers d'autres, en août 2014, pour cette gamine alors âgée de 16 ans, petite dernière d'une fratrie de sept garçons et deux filles, la famille, c'était tout l'univers. De cette « vie normale », dit-elle, dans le petit village de Kotcho, au pied des monts Sinjar, elle se souvient surtout des escapades dans la montagne « tous ensemble », pour accompagner son père faire paître ses nombreux moutons. Et de l'appel à la prière de midi du village arabe voisin, ce 3 août 2014, juste avant que les hommes de Daech n'encerclent Kotcho. Une dizaine de jours plus tard, les hommes sont séparés des femmes, qui sont emmenées dans un autre village, à une trentaine de kilomètres. Celles qui ont des enfants, comme sa mère et sa sœur, resteront là, tandis que les jeunes filles partent pour Mossoul. Khadija est avec ses deux nièces qui ont son âge, et deux cousines de 22 et 25 ans. Dans la petite mosquée où elles sont enfermées se trouvent d'autres filles qui ont déjà été vendues, achetées, violées. « Donc on savait que ce serait la même chose pour nous. » Mais pour le groupe de Yézidies dont fait partie Khadija, le voyage se poursuit jusqu'à Raqqa, de l'autre côté de la frontière, en Syrie. Et là, dans « une sorte de grande salle séparée en trois où il y avait des filles partout », explique-t-elle, elles restent enfermées un mois, à trembler chaque jour de peur d'être choisies par l'un de ces hommes qui viennent les reluquer « et pouvaient acheter les plus belles jusqu'à minuit ».

Enfin, Khadija, ses deux nièces et ses cousines seront achetées pour être offertes à Abou Ayman al-Irakien, un Irakien réputé proche d'Abou Bakr al-Baghdadi, le calife autoproclamé de l'organisation Etat islamique. Il a déjà deux femmes et les cinq jeunes filles lui servent de bonnes à tout faire durant dix jours avant qu'un voisin syrien, célibataire, n'achète la nièce de Khadija pour la violer avant de revenir les chercher toutes pour les vendre, comme du bétail, séparément. Au bout de six jours, un Tunisien d'une vingtaine d'années, Abou Mouad, jette son dévolu sur Khadija. « C'était presque le coucher de soleil quand il est arrivé », se souvient-elle. Parce qu'elle résiste, il lui attache les mains et les pieds. Une fois dans sa maison, une résidence secondaire, il demande à l'adolescente encore vierge et entravée si elle veut l'épouser. « J'ai refusé, il m'a violée. » Pendant trois jours, seule avec lui, elle subit un calvaire. Le supplice cesse lorsqu'il l'emmène dans sa famille à Tabqa, non loin de Raqqa. Khadija découvre que l'homme a une femme et un bébé de 5 mois. Son épouse traite bien Khadija, qui passe ses journées à nettoyer cette petite maison. Et dans sa famille, Abou Mouad ne la touche plus. « Après ce qu'il m'avait fait, je ne pouvais plus ni m'asseoir près de lui ni même le regarder », dit-elle. Il la viole à nouveau, un mois plus tard, tou-

*Impossible de la photographier de face. Son témoignage pourrait lui coûter la vie.*

Jeune Yézidie d'Irak, elle avait 16 ans en 2014. Après l'assassinat de ses parents, elle est capturée par des membres de Daech. Placée chez un homme qui la déflore en la violant, maltraitée puis revendue à une famille comme servante, elle est rachetée par un autre musulman, franco-marocain, avec lequel elle aura deux enfants. Récupérée par son peuple yézidi, Khadija est devenue une paria. Arrachée à ses enfants, elle voit sa vie tourner à l'enfer.



## Khadija ACHETÉE PAR DES DJIHADISTES FRANÇAIS

Par Flore Olive / Photos Frédéric Lafargue

jours dans cette même résidence secondaire. Le soir même, elle apprend qu'elle vient d'être vendue à l'homme invité pour dîner. « Il m'a dit : "Voilà, c'est ton nouveau propriétaire", explique-t-elle. C'était un Français né au Maroc, mais qui n'y avait pas grandi et parlait très mal arabe... Il ressemblait tellement à un Européen, avec son jean et ses tee-shirts... » Abou Ihsan ne porte le qamis que pour aller à la mosquée. Marié, père de deux enfants, une fillette de quelques mois et un garçon de 2 ans, il vit à Tabqa et a acheté Khadija en tant que servante. Si sa femme parle un peu

**A RAQQA, ELLE EST REVENDUE. SON ACHETEUR PARLE MAL ARABE, ELLE APPREND DES RUDIMENTS DE FRANÇAIS**

mieux l'arabe, la communication reste difficile. Alors, ils lui apprennent peu à peu le français, dont elle a gardé quelques rudiments et surtout une très bonne compréhension. Parfois, Khadija les entend parler de cette France qu'ils ont quittée, « un beau pays », a-t-elle retenu, mais elle ignore d'où ils sont originaires et ne peut pas poser de questions : même s'ils sont « gentils » dit-elle, « et que lui ne m'a jamais touchée », Khadija vit isolée dans une pièce de la maison et n'a pas le droit de s'asseoir avec eux dans le salon ou à table. Mais cela ne les





empêche pas de se parler. Presque toutes les conversations tournent autour du Coran et de ses vertus. Peu à peu, le discours porte et certains versets du livre sacré, qu'elle se répète tels des mantras, agissent comme un onguent sur ses plaies à vif. Elle les trouve « vrais, jolis », dit-elle, et, dans son isolement, s'y raccroche pour survivre dans ce califat où tout est régi par la charia.

Loin des siens, elle tue la nostalgie des jours heureux « en pensant de moins en moins à eux et en [se] concentrant sur le Coran et la parole de Dieu ». Au bout de quatre mois, la veille de la fête de l'Aïd-al-Adha, Khadija annonce à Abou Ihsan sa décision de devenir musulmane. « Ils ne m'ont pas forcée, dit-elle, J'étais convaincue que c'était la meilleure chose pour moi, mon cœur avait fini par l'accepter. » Le couple se réjouit, lui offre un coran en arabe et lui apprend à faire la prière. Et plus elle le lit, plus Khadija renforce sa certitude que « tout ce qui y est écrit est vrai ». Elle s'éloigne de sa foi yézidie, monothéisme kurde qui puise ses racines dans l'Iran antique, et se tourne résolument vers l'islam. Dans cette religion utilisée par ses bourreaux pour l'asservir et faire d'elle une esclave, elle trouve de quoi briser ses chaînes. Et elle ne se sent pas coupable : « L'islam m'a aidée à me sentir mieux, tranquille à l'intérieur. » De l'homme qui la violée, elle dit : « Il n'a pas violé que moi mais aussi sa religion. J'ai vite compris que Daech était différent de l'islam parce qu'il faisait des choses contre le Coran. »

**En devenant musulmane, Khadija quitte la servitude, redevient une fille comme les autres, qui a le droit de sortir, d'aller au marché et d'être traitée « comme une sœur ».** Porter l'abaya ne la dérange pas, c'est pour elle un détail à côté de la vue du ciel retrouvée, même à travers un voile. Khadija devient aussi une jeune femme bonne à marier. La famille où elle vit lui parle depuis quelque temps de ce Français, « un bon musulman, qui refuse d'acheter une fille pour la violer », lui disent-ils.

Il est en Syrie depuis deux ans et cherche une épouse. Khadija le rencontre. Abou Duaa, de son prénom Rachid, âgé de 31 ans, est poli, attentionné. « Avec lui, je me sentais une femme digne de respect, dit-elle, il affirmait que si j'avais besoin de quelque chose il serait capable de me le fournir. Je me suis sentie rassurée. » La jeune femme accepte donc le mariage et part à Mayadine, dans la région de Deir ez-Zor, dans l'Est syrien, où est établi Rachid, alias Abou Duaa, qui signifie « la prière » en arabe, au sens d'une supplique. « Il était franco-marocain et ses amis en France, à Toulouse, l'avaient appelé comme ça parce qu'il demandait beaucoup

*Dans le Kurdistan irakien, un camp de réfugiés, avec ses enfants...*



*Quand ils ne sont pas à l'école, les gosses jouent. Dans le camp, des humanitaires les prennent en charge.*

*Khadija, le cœur brisé, est obsédée par ses enfants, dont elle est sans nouvelles.*

à Dieu », raconte-t-elle. Il veut lui offrir de l'or pour la dot mais elle refuse, alors il l'emmène au souk et lui achète des vêtements. Ils vivent comme mari et femme, et Khadija l'avoue : « J'étais contente, très à l'aise, j'étais libre et personne ne pouvait plus ni m'acheter ni me vendre. »

**Très vite arrivent deux enfants, « désirés », dit-elle. Une petite fille d'abord, Duaa, puis Walid, un garçon.** Rachid fréquente d'autres francophones, mais Khadija ne les connaît pas. Pour Daech, il est chargé de récolter la zakât, cette amoune légale, troisième pilier de l'islam, qui représente 2,5 % des revenus annuels et dont chaque musulman s'acquitte une fois par an par charité. « Prendre un peu aux plus riches pour donner aux pauvres, je trouvais cela bien », dit-elle. Ils vivent ainsi pendant sept mois jusqu'à ce que Daech décide d'envoyer Rachid au front. Il est très vite blessé lors d'une attaque aérienne. Touché à la tête, il ne peut plus ni marcher ni parler et reste trois mois à l'hôpital de Mayadine avant d'être transféré à Tabqa dans une « grande maison qui ressemblait à un centre médical ». Avec la physiothérapie et les traitements, il recommence peu à peu à se lever et à parler. « Mais il avait complètement oublié l'arabe, explique-t-elle. Il ne parlait plus que le français. » Khadija apprend à le soigner, à s'occuper de lui toute seule. L'inscrit sur le fichier des blessés et handicapés pour qu'il puisse continuer à percevoir son salaire. Mais les médecins lui expliquent qu'il leur faudra aller en Turquie poursuivre le traitement : les bombardements continuent, et il faut garder les médicaments pour les combattants de Daech. Le groupe finit par leur donner l'autorisation de quitter le califat pour se rendre en Turquie via la route où passe toute la contrebande.

« Nous sommes partis de nuit, dit-elle. Avec cinq passeurs syriens. » Ils passent les deux premiers check-points, tenus par les forces kurdes syriennes des YPG, mais sont arrêtés au troisième, à Al-Chaddadeh, à 100 kilomètres de Deir ez-Zor, *(Suite page 152)*

**MATCH  
DOCUMENT**

*Au cœur des montagnes du Kurdistan irakien, dans ce camp yézidi les maisons sont des préfabriqués et, depuis quatre ans, la vie s'est organisée.*

juste avant la frontière. Trois des passeurs les ont dénoncés aux Kurdes comme étant de Daech. Khadija et ses enfants sont enfermés dans une pièce où se trouvent d'autres femmes de Daech, « des Russes, des Françaises, des Algériennes et des Yézidiés ». Les combattantes des YPJ, le pendant féminin des YPG, les prennent en photo pour retrouver leurs familles. Khadija nie être yézidie. « J'insistais, je leur disais que je ne voulais pas rentrer en Irak, que j'étais musulmane, kurde de Syrie. » Ils lui répondent que son accent n'est pas le bon, qu'ils ont retrouvé un de ses frères. Pendant que l'enquête se poursuit, elle est emmenée à Qamishli, la capitale de la province kurde syrienne autonome du Rojava. Là où elle est parquée, elle rencontre deux Yézidiés dans la même situation qu'elle : l'une est mariée à un Libyen, l'autre à un Irakien.

Il faudra cinq jours aux autorités du Rojava pour retrouver un de ses cousins en Irak et organiser son départ. Sans ses enfants. « Ces femmes des YPJ étaient méchantes, agressives, elles m'ont dit que mes enfants risquaient de devenir des monstres de Daech si je les élevais, explique-t-elle. Je leur ai répondu que non, que j'acceptais de revenir ici, à Dahuk, avec mes cousins, mais

**SES ENFANTS  
« DE DAECH » ?  
A OUBLIER !  
ELLE DOIT  
EFFACER  
CE PASSÉ...  
ET SE REMARIER  
AVEC UN YÉZIDI**

il n'y a rien eu à faire, mes gardiennes m'ont dit qu'elles se chargeraient de leur éducation, dans un centre où se trouvent d'autres enfants comme eux pour qu'ils construisent ensemble l'avenir. » Le 20 décembre 2017, on l'arrache à ses enfants pour l'obliger à monter dans la voiture d'un Yézidi qui collabore avec les Kurdes. Depuis ce jour-là, elle n'a plus eu aucune nouvelle de Duaa et de Walid. Ils avaient alors presque 2 ans pour Duaa et 7 mois pour Walid. « Mes cousins m'ont récupérée près des monts Sinjar, mais on m'a ramenée ici de force », insiste-t-elle. Son visage change d'un seul coup et, malgré ses joues encore rondes, elle a soudain l'air d'une vieille femme. Khadija n'ose pas demander des nouvelles de son mari. Elle ne sait que trop bien ce qu'il lui en coûterait si sa famille apprenait qu'elle a fini par embrasser l'islam parce qu'il l'a aidée à se sentir libre, qu'elle a accepté ce mariage qu'ils croiraient sans doute effectué sous la contrainte. « J'ai peur des Yézidis, dit-elle. Je ne veux pas finir comme cette fille qu'ils ont tuée, il y a longtemps... »

Cette fille s'appelle Doaa Khalil Assouad. Jeune Yézidie, elle avait 17 ans lorsque, le 7 avril 2007, elle a été lapidée par sa communauté, dont son oncle, sous les yeux horrifiés de ses parents. La scène, filmée par des téléphones portables et qui a circulé sur les réseaux sociaux, montre des policiers irakiens passifs face à ce massacre, qualifié de « crime d'honneur ». Une histoire de famille dont ils ne veulent pas se mêler, a fortiori dans une minorité. Doaa a été assassinée parce que accusée d'aimer un musulman et de s'être convertie à l'islam pour l'épouser. Cet événement est consi-



déré comme ayant un lien avec les attentats du 14 août 2007 dans des villages yézidis proches de Sinjar : quatre camions-citernes avaient explosé. Bilan : 796 morts. Même si l'Etat islamique d'Irak avait déclaré vouloir venger la jeune fille, et avait exécuté des Yézidis en représailles, ces attentats n'ont jamais été revendiqués.

A son retour au Kurdistan irakien, Khadija est d'abord prise en charge par une association yézidie s'occupant des rescapés. Des psychologues l'aident, mais elle refuse les calmants, qui lui font prendre du poids et ne l'apaisent pas. Deux de ses frères qui vivent au Canada insistent pour qu'elle les y rejoigne. Ils ne comprennent pas qu'augmenter la distance entre elle et Kamechliyé, où se trouvent ses enfants, c'est comme l'amputer d'un nouveau membre à chaque kilomètre. Tant qu'ils ne seront pas avec elle, Khadija ne pourra aller nulle part, ne sera bien nulle part, et son beau visage restera éteint. Mais cela, personne ne l'accepte. « Lorsque je leur dis que je refuse de partir, mes cousins se fâchent », dit-elle. Les femmes des YPJ ont accepté que Khadija revoie ses enfants, mais elle doit être accompagnée de sa famille et comprendre que jamais elle ne pourra les reprendre. La jeune femme a supplié ses cousins de l'emmenner, mais leur réponse est tombée, sans appel : « Ce ne sont pas tes enfants, ce sont des enfants de Daech, tu dois les oublier. » Oublier, ce serait renoncer au sens de sa vie. Ce serait mourir. « Mon seul désir, c'est de les revoir », dit-elle. Une obsession qui prend toute la place dans sa tête, c'est devenu sa seule boussole. Khadija n'a même pas de photos d'eux, les autorités ont pris son téléphone. Pour le moment, elle évite d'y penser, mais oublier leur visage la terrorise. Alors, en cachette, elle tente de prendre des nouvelles via une amie yézidie qui est toujours là-bas, la supplie de lui envoyer des photos. Mais si cette jeune femme lit ses messages, elle n'y répond pas. Du fond de son immense solitude, Khadija tient bon et continue de s'opposer à sa communauté, qui la pousse à fonder une nouvelle famille avec un Yézidi. « Je suis toujours mariée, dit-elle. Et jusqu'à ma mort, moi, je n'oublierai rien. » ■

Flore Olive [@OliveFloreJ](#) [@FLafarqeu](#)



# Syrie

Par **THOMAS ABGRALL**

▲ En mars 2016, Bachar al-Assad a inauguré le lancement du complexe de Marota City, dans le quartier de Bassatine al-Razi, à Damas. A droite, vue aérienne du chantier prise en 2018.

## Les “grands travaux” de Bachar

*Projets immobiliers pharaoniques, chantiers de villes ultramodernes qui naissent sur les décombres de la guerre... Bachar al-Assad s'apprête à exproprier des centaines de milliers de réfugiés et d'opposants et bâtit sa “nouvelle Syrie”*

**D**es tours illuminées qui tutoient les étoiles, des jardins labyrinthiques, des placettes où coulent des cascades. Les clips de promotion en 3D du mégaprojet immobilier Marota City, avec piano en fond sonore, en mettent plein la vue. On se croirait à Dubaï, et non à Damas, où, à quelques kilomètres, les combats se poursuivent dans le camp palestinien de Yarmouk. Marota City – en syriaque, le mot signifie « nation » – se présente comme un quartier résidentiel flambant neuf qui

s'étendra sur 2,15 millions de mètres carrés, à l'ouest de Damas. La vitrine de cette « nouvelle Syrie » dont rêve Bachar al-Assad.

Le président syrien a posé en mars 2016 la première pierre de ce vaste projet, qui doit déboucher sur la création de 12 000 unités d'habitation. Ecoles, restaurants, lieux de culte, centres commerciaux, installation d'une ligne de tramway... tout y est prévu. C'est sur les ruines du quartier populaire de Bassatine al-Razi – un des théâtres des manifestations antirégime en 2011 – que va s'élever Marota City. Tous ses habitants ont

été progressivement expropriés depuis deux ans à la suite du décret n° 66, entré en vigueur en 2012. Il autorise le gouvernorat de Damas à « réaménager » dans plusieurs périphéries au sud-ouest de Damas « des zones de logements non autorisées ou illégales » pour les remplacer par des projets immobiliers « modernes ». « Réaménager » est un euphémisme, car il s'agit ni plus ni moins de raser des milliers d'habitations au nom de la rénovation urbaine. Bassatine al-Razi et le quartier adjacent de Kfar Soussé font figure de microcosme expérimental à l'échelle de la Syrie. Lors d'une seconde phase qui doit débuter dans quelques semaines, le décret 66 va aussi s'appliquer à un espace quatre fois plus grand – 10% de l'agglomération – qui inclura de nombreux territoires repris aux rebelles au sud de Damas, de Daraya à Qadam (voir carte p. 48). Le nouveau secteur prendra le nom de Basilia, « paradis » en syriaque.

### SPOLIATION À GRANDE ÉCHELLE

Le 2 avril dernier, le président a franchi une étape supplémentaire, promulguant en pleine offensive contre le fief rebelle de Douma, la loi n° 10, votée à la mi-mars par le Parlement syrien. Elle amende et étend le décret 66 à toutes les zones informelles du pays. Le texte autorise les autorités administratives syriennes (municipalités, gouvernorats...) à définir par décret des zones de modernisation urbaine, dans lesquelles elles peuvent s'emparer de tous les terrains privés. Les personnes expropriées disposeront d'un délai de trente jours pour faire reconnaître leurs droits, au-delà desquels leur bien pourra être vendu aux enchères. Un casse-tête pour les 5 millions de réfugiés qui vivent hors du pays. Les propriétaires peuvent donner des procurations à des membres de leur famille restés en Syrie (des cousins jusqu'au quatrième degré), mais peu feront les démarches, par crainte de représailles. « Personne n'osera se rendre dans les consulats à l'étranger, beaucoup de gens sont recherchés. Entamer la procédure revient à mettre en danger nos proches en Syrie, car ils devront passer par une série de contrôles de sécurité », affirme Rawad, un ancien activiste réfugié en Suède, dont les parents possèdent des milliers de mètres carrés de terres dans le Rif de Damas et la province d'Alep. En outre, certaines zones du pays sont tout simplement inaccessibles, titre de propriété ou pas. C'est le cas par exemple de territoires frontaliers avec le Liban, devenus des bases militaires du Hezbollah, la milice chiite libanaise alliée de Bachar al-Assad, comme à Qousseir. « La ville a été vidée de tous ses habitants depuis quatre ans. Il y a surtout ➤»





▲ Réfugiés syriens dans un camp de la plaine de la Bekaa, au Liban, en mars dernier.

► des chiïtes libanais de la région voisine de Hermel qui viennent travailler. Il y a deux mois, une voisine a voulu se rendre sur place pour voir si sa maison était détruite. Elle a été bloquée à un barrage du Hezbollah à l'extérieur de la ville. On lui a dit qu'elle devait oublier Qousseir, qu'elle ne pourrait jamais y revenir », explique Mohammad Hourri, ancien habitant de la ville et ex-journaliste pour la télévision d'opposition Orient News, désormais installé à Zagreb, en Croatie.

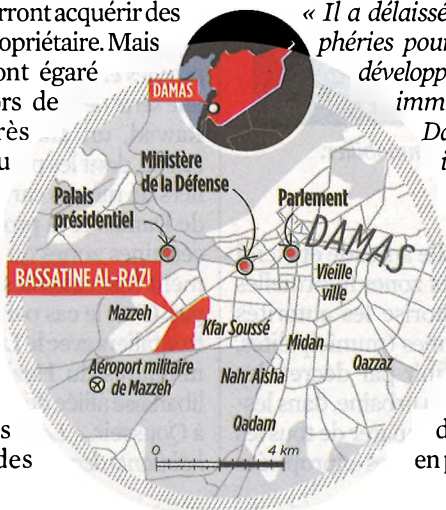
### “PUNIR” LA RÉVOLTE DE 2011

La nouvelle loi prévoit que ceux qui peuvent fournir leur titre de propriété obtiendront des terrains dans les futurs projets de reconstruction ou pourront acquérir des parts dans la société propriétaire. Mais nombre de Syriens ont égaré tous leurs papiers lors de leur fuite. D'après une enquête du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, publiée en 2017, seuls 9% d'entre eux auraient conservé leurs titres de propriété. La plupart n'en ont d'ailleurs jamais possédé. Selon des

statistiques officielles, le pays comptait déjà 40% de constructions informelles en 2004. Les quartiers illégaux sont apparus dans les années 1970 avec l'exode rural et se sont fortement développés à la fin des années 1990, sans que l'Etat ne réagisse. « Le parti Baas a légalisé des habitats informels pour obtenir l'allégeance de populations, alors qu'il ne pouvait plus distribuer logements et emplois administratifs. Mais il ne s'est jamais sérieusement attaqué à la question de l'habitat illégal », explique Fabrice Balanche, chercheur au Washington Institute for Near East Policy. Cela a été encore plus vrai pour la capitale syrienne, depuis l'arrivée au pouvoir en 2000 de Bachar al-Assad.

« Il a délaissé l'urbanisme des périphéries pour se concentrer sur le développement de grands projets immobiliers au cœur de Damas afin d'attirer des investisseurs du Golfe. »

Résultat, les quartiers informels couvraient avant le conflit près de la moitié de la surface urbaine de l'agglomération syrienne. Près de 2 millions d'habitants de la Ghouta orientale – en périphérie de Damas –



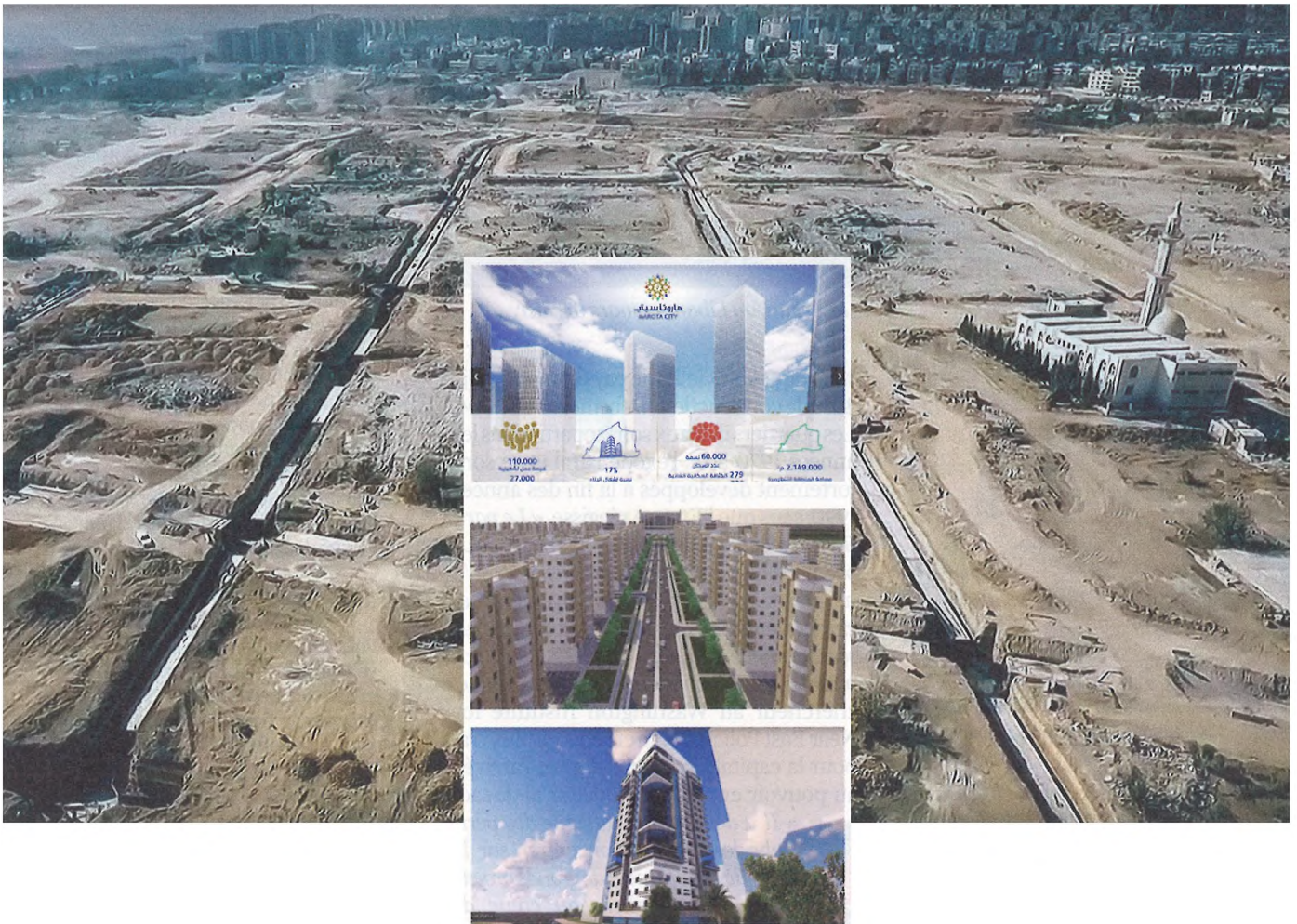
se retrouveraient désormais sans titres de propriété. Ils ont compilé au fil des années factures d'eau et d'électricité, dans l'espoir d'une régularisation. Mais il est peu probable que l'Etat syrien leur reconnaisse une quelconque valeur juridique. L'absence d'institutions publiques dans les secteurs informels a en effet favorisé la structuration de mouvements d'opposition. Ils sont les premiers à s'être levés contre le régime au printemps 2011. « La loi n° 10 marque la volonté de punir ces populations en compliquant leur droit de retour », estime Joseph Daher, maître de recherches à l'université de Lausanne.

### UN CHANGEMENT DÉMOGRAPHIQUE ?

Pour l'opposition syrienne, la nouvelle loi est même synonyme d'un « nettoyage ethnique » visant à expulser la population sunnite du pays au profit d'autres minorités religieuses ou même d'étrangers

(Iraniens, Afghans). Avant la guerre, les sunnites représentaient environ 70% de la population syrienne, contre 20% de minorités (alaouites, chrétiens, druzes, ismaélites, etc.), et 10% à 15% de Kurdes. « La crainte d'un changement démographique est réelle, car la grande majorité des déplacés est issue de populations sunnites paupérisées. Mais ce décret vise davantage à modifier la composition sociale des centres et périphéries des grandes villes. Il s'agit de remplacer les classes populaires par des couches plus aisées et fidèles au régime, et par des nouvelles élites issues de la guerre, notamment sunnites », ajoute Joseph Daher. Le géographe Fabrice Balanche fournit une grille de lecture démographique. « Le régime syrien ne souhaite pas le retour d'une grande partie des réfugiés. En 2011, le pays comptait 21 millions d'habitants, dont la moitié avait moins de 20 ans. La Syrie ne pouvait plus supporter une telle croissance démographique, alors que son espace cultivable et habitable ne couvre pas plus de 60 000 kilomètres, soit le tiers du territoire national. Economiquement, ce n'était pas viable », soutient le chercheur. En 1980, la Syrie possédait le troisième taux de fécondité le plus haut au monde, derrière le Yémen et le Rwanda. Bien qu'ayant diminué au début des années 2000, il était encore de quatre enfants par femme en 2011. « Il n'y a plus assez de travail pour





▲ Trois vues du projet immobilier.

la génération née dans les années 1980. Comme les classes dangereuses au XIX<sup>e</sup> siècle en France ont été envoyées en Algérie, le régime syrien l'a fait fuir au Liban, en Turquie ou en Jordanie. »

### ENRICHIR LES PROCHES DU RÉGIME

La promulgation de la loi n° 10 fournit aussi l'opportunité pour le régime de transférer le plus rapidement possible des actifs à des entreprises privées et à des hommes d'affaires qui lui sont proches, dans une logique d'accumulation capitaliste. « Ils vont pouvoir bénéficier de marchés sans mise en concurrence, peu ou pas d'imposition, et investir dans l'immobilier, qui représente l'un des moyens d'enrichissements les plus communs et rapides au Moyen-Orient », affirme Joseph Daher. Dès 2015, la législation a été adaptée en ce sens : le décret n° 19 a autorisé les collectivités locales à créer leurs propres holdings, mais aussi des filiales qui, en partenariat avec des entreprises privées, peuvent développer des projets immobiliers sur leurs propres terrains. C'est ce qui s'est passé à Marota City. Une fois les habitants évacués, un appel d'offres a été lancé par

la holding privée Damascus Cham, créée fin 2016 par le gouvernorat de Damas. La holding a jusqu'ici réalisé six joint-ventures avec des sociétés appartenant à des businessmen proches du régime, en particulier l'homme d'affaires le plus en vue du pays depuis le début du soulèvement en 2011, Samer Foz, un pupissant intermédiaire sur le marché du blé. Certaines rumeurs le disent proches de l'Iran, tandis que d'autres hommes d'affaires sélectionnés, comme Anas Talas ou Mazen Tarazi se sont enrichis dans le Golfe. « Tous sont sunnites, ce qui démontre les multiples stratégies du régime pour consolider et constituer une base populaire diversifiée. »

A Homs, la « capitale de la révolution », un projet de reconstruction dans trois des quartiers les plus détruits de la ville (Baba Amr, Sultanieh et Jobar) est sur les tablettes. En 2015, la municipalité a approuvé un plan de reconstruction de ces

**“IL N'Y A PLUS DE TRAVAIL POUR LA GÉNÉRATION DES ANNÉES 1980. LE RÉGIME L'A FAIT FUIR AU LIBAN, EN TURQUIE OU EN JORDANIE.”**

FABRICE BALANCHE,  
GÉOGRAPHE

secteurs, et, deux ans plus tard, a créé une holding pour gérer ce projet. Il prévoit la construction de 465 bâtiments pouvant loger 75 000 personnes, selon le gouverneur de Homs, Talal al-Barazi. Il s'agit ni plus ni moins de la résurgence d'un ancien projet remontant à 2007, qui prévoyait la destruction de certaines parties du centre-ville, du nom de « Homs Dream ». Le plan avait à l'époque été fortement rejeté par la population locale. Aujourd'hui, il devrait passer comme une lettre à la poste.

Avec ces projets de reconstruction lancés tous azimuts alors que le conflit bat toujours son plein, Bachar al-Assad veut démontrer qu'il se projette déjà dans « l'après »-guerre. Un message qu'il adresse tout particulièrement à l'Occident, où la perspective de juteux contrats de reconstruction séduit, et où l'on hésite encore – mais pour combien de temps? – à revenir vers le dictateur syrien. ■



# TERRA INCOGNITA: An international investigation for Afrin

By Seth J. Frantzman / May 21, 2018  
www.jpost.com

**To understand the complex dynamics of what happened in Afrin we have to understand the larger picture of Syria.**

In mid-March, after two months of fighting, the Turkish army and Syrian rebel allies captured the center of Afrin city in the mostly Kurdish region of northwestern Syria. Since then there have been widespread claims that the area is being subjected to demographic change, with mostly Syrian Arab refugees fleeing other parts of Syria and being resettled in areas Kurds fled during the fighting. However the complete picture from Afrin, two months after fighting ended, is unclear because international organizations and human rights groups have not carried out their obligations to request access to the area and seek answers.

Turkey launched the operation in Afrin in January claiming that the Kurdish People's Protection Units (YPG) that had controlled the area since the early days of the Syrian civil war were "terrorists" connected to the Kurdistan Workers Party. But there is more to the story than just a war by NATO ally Turkey against terrorists. In early March VOA reported that "Turkey's political leadership has been saying that with victory in the operations, hundreds of thousands of Syrian refugees could be sent to Afrin." On January 24 the Turkish president hinted at this larger goal, noting "we are not in a position to continue hosting 3.5 million refugees forever" and arguing that "we'll solve the Afrin incident, we'll solve Idlib and we would aid our refugee brothers and sisters to return to their country."

To understand the complex dynamics of what happened in Afrin we have to understand the larger picture of Syria. In eastern Syria the US has partnered with the Syrian Democratic Forces, of which the YPG are an element. In January the US appeared to suggest it would be training an SDF force of tens of thousands. This outraged Ankara which has claimed the US is working with the YPG, which it claims are terrorists. Turkey couldn't do anything to oppose the US in eastern Syria but in Afrin it had always wanted an excuse to push the YPG out of the Kurdish canton. So the operation against Afrin was a direct result of seeking to send a message to the US in eastern Syria.

Russia appeared to oppose Turkish control of Afrin, but at the same time Russia and the Syrian regime agreed not to



*Turkish soldiers deployed last month in the center of Afrin, a Syrian town bordering on Turkey. (photo credit: KHALIL ASHAWI / REUTERS)*

oppose the offensive by using their air defense against Turkish jets operating over Afrin. This is because the Syrian regime was laying siege to Syrian rebels near Damascus and wanted a deal to send them north to Idlib and Afrin. So the Kurds in Afrin were a victim of larger deals and agendas between Moscow, Damascus, Washington and Ankara. Even though Washington encouraged Turkey to limit its operations in Afrin, the US and Western governments did nothing to suggest that there should be international monitors or observers on the ground in Afrin to determine what was happening. The same governments that have been quick to send international teams to Gaza, Hebron, or other places, irresponsibly refused to do so in Afrin.

In the initial days after the offensive ended in March the Syrian Observatory for Human Rights said that 250,000 civilians had fled Afrin. The UN's humanitarian agency said that 167,000 had been displaced from Afrin. Very soon after the offensive ended, other displaced people from Syria were sent to Afrin from areas around Damascus. The Assistance Coordination Unit, a Syrian NGO which focuses on assistance to Syrians, published a report in May by its Information Management Unit detailing forced displacement from the eastern Ghouta region and Qalmun. It showed two maps details thousands of mostly Syrian Arab families bussed from Ghouta to Afrin.

For Kurdish activists this represents demographic change, the purposeful attempt to change Afrin and resettle Arabs in the place of Kurds. A report at Rudaw notes that "130,000 people are being resettled in Afrin by Turkish-Free Syrian Army forces." The Syrian rebels and Turkey have argued that it's not demographic change but merely providing a safe haven for people fleeing other parts of Syria. Since the Syrian conflict began more than six million people have become IDPs (Internally Displaced Persons)

in Syria and five million refugees abroad. And Afrin is not the only area where there are accusations of demographic change. The same accusation has been made against Assad for resettling Shi'ites where Sunnis once lived and against the SDF in eastern Syria, accusing them of displacing Arabs in areas they liberated from Islamic State.

The larger story is that the international community has failed miserably in Syria. It has done almost nothing to investigate human rights abuses. Just days after Israeli forces killed 60 people in clashes on the Gaza border the UN's Human Rights Council set up a probe into the killings. The Syrian regime has killed up to a hundred times that number and there is no new human rights probe, let alone 100 human rights probes. There is an old 2011 Independent International Commission of Inquiry set up by the Human Rights Council, but it doesn't seem to actually do anything substantive.

In Afrin there are numerous accusations since March of abuses of civilians. According to a report by the Democratic Society Movement TEV-DEM in mid-May a woman was raped and tortured in Selure village, another woman in Shiye district was tortured, and in Mabat's Sitka village two women were abducted. A Yazidi man, a member of a minority group targeted by ISIS in Iraq in 2014, was also found murdered in Afrin.

Human Rights Watch wrote on April 8 that "Turkish-allied groups loot, destroy people's property" and said civilians who fled were stranded. It also said that deaths of civilians during the Turkish offensive might have been "unlawful." It documented the deaths of 26 civilians in January 2018. Amnesty International also listed Afrin as one of the many examples of the international community's failures in a March report. "In Afrin hundreds of Syrian Kurds have been forced to flee attacks by the Turkish ⇒



⇒ government and armed opposition groups bent on capturing the town.”

**A**t a March 2018 meeting of the Human Rights Council Paulo Sergio Pinheiro, chair of the Independent Commission of Inquiry, said “we remain concerned about the escalation in violence in Afrin.” Zeid Ra’ad al-Husseini, the UN High Commissioner for Human Rights, said in early March that in Afrin the “offensive by Turkey also threatened large numbers of civilians.” Oddly, the Syrian regime, which commits human rights crimes, has spoken out about Afrin to the UN. It claimed on March 13 that the “barbaric Turkish aggression in Afrin led to the displacement of thousands” and “went largely unreported by the Commission of Inquiry.”

Where is the international community to discuss Afrin? As a NATO ally and a democracy, Turkey should be held to the highest standards regarding its conduct in Syria. Yet instead it is feted in meetings in the UK, where Prime Minister Theresa May condemned “Kurdish terrorism.” It appears she got her talking points from the most right wing anti-Kurdish racists, as opposed to upholding any values that might be connected to international norms, such as defending civilians and the weak and vulnerable in places like Afrin.

The international community has failed time and again to prevent genocide or do anything about human rights crimes, so not much can be expected from it. But at the very least countries should call for monitors in Afrin and other areas of Syria. Why aren’t there people

there to monitor and ensure that ethnic cleansing and demographic change and abuses of civilians are not taking place? Why isn’t there access to teams to ensure freedom of movement and the rights of minorities such as Yazidis?

There is access to Afrin for many other groups. The Turkish Disaster and Emergency Management Authority (AFAD) set up 200 tents in the Afrin countryside for displaced people fleeing eastern Ghouta on May 1. If the AFAD can freely move tents into Afrin then international observers could also move there. Two months after fighting ended in March, it is time that human rights groups and international organizations demand access. ■

**ANF NEWS** 21 MAY 2018

## HDP nominates candidates from various identities

**ANF ANKARA Monday, 21 May 2018**  
<https://anfenglish.com>

**T**he Peoples’ Democratic Party (HDP) candidates who will contest the 24 June parliamentary elections are getting clear.

HDP co-chairs Pervin Buldan and Sezai Temelli were nominated respectively in Istanbul and Van.

HDP Spokesperson Ayhan Bilgen was confirmed a candidate in Kars. Meral Daniş Beştaş, the HDP parliamentary group president, would be candidate in Van.

Garo Paylan, who has Armenian origins, and was a deputy in the current parliament, will be contesting his seat again. Paylan this time will be a candidate in Amed instead of Istanbul.

Parliament Speaker Mithat Sancar, of Arab origins, will be running once again for Mardin.

Turgut Öker and Ali Kenanoglu, known for their Alevi identity, will be contesting for the Istanbul seat, while Kemal Bülbül will be contesting the Antalya seat.

Tuma Çelik, of Assyrian identity, is representative for Turkey of the European Syriac Union (EU), and Editor in Chief of Sabro Newspaper and will run in Mardin.

Former European MP and Ezidi, Feleknaş Uca, who was a deputy in this parliament, has been confirmed as candidate but will run in Batman instead of Amed.

Hüda Kaya, known for her Islamic identity, will be running again in Istanbul.

Member of Democratic Islam Congress (DIK) and Professor of Theology at Dicle University, Dr. Nurettin Turgay will be running for a seat in Izmir.

It was learned that HDK co-spokesperson, Onur Hamzaoglu, who has been detained for 101 days, announced that he would not be a candidate.

The other co-spokesperson of HDK, Gulistan Koçyiğit, will be running in Muş.

Two journalists will be contesting a seat for the HDP: Ahmet Şık in Istanbul 2 and Tayyip Temel in Van.

Two of the lawyers of Kurdish People’s Leader Abdullah Öcalan have also been selected as candidates by the HDP. They are Ebru Günay and Cengiz Cicek, from the Asrın Law Office. Günay will contest a seat in Mardin while Çiçek will contest a seat in Van.

Mehmet Öcalan’s son (and Abdullah Öcalan’s nephew) Omer Öcalan will be contesting a seat in Urfa. Omer is the former HDP Mardin Provincial Co-Chair.

Turkey left and socialist movements are represented in the HDP through a number of candidates. TIP founding member Baris Atay Hatay and Ridvan Turan (Socialist Democracy Party executive) will be running in Mersin.

Revolutionary Party Chairman, Musa Piroglu, Dilşad Canbaz from the Federation of Socialist Assemblies, Erkan Baş and Chair of the People’s House, Oya Ersoy will all run in Istanbul.

ESP Co-Chair Murat Çepni and Socialist Resettlement Party Co-Chair Tülay Hatimoğulları will be running in Izmir.

Imam Taşçier, known for his work for Kurdish national unity, was again nominated a candidate in Amed.

DTK Co-Chair Bedran Öztürk was nominated again as a candidate in Agri.

Jailed DTK Co-Chair Leyla Güven will be running in Hakkari.

Nusrettin Maçin, deputy chairman of the Freedom and Socialist Party (ÖSP) will be running in Urfa.

HDP Group President Filiz Kerestecioglu, known for her feminist stances, will be running again in Ankara, and Dilek Dirayet Taşdemir, Women’s Parliament spokeswoman, will be running again



in Agri. Serpil Kemalbay, former HDP co-chair will be running in Izmir.

Veli Saçılık, well-known by the public for his actions “We want our jobs back”, will be running in Ankara.

Remziye Tosun, who had been stranded in Sur for months during the genocide attacks in the borough of Amed and was arrested with her daughter Beran Tosun, who was only 2 years old, will be running in Amed.

Artist Ferhat Tunç will be running in Aydın, one of the cities where the HDP is ambitious to make a good result in this election.

Author-Academician Ömer Faruk Gergerlioglu Kocaeli and economist Erol Katircioglu, will be running in Istanbul.

Idris Baluken, HDP Imrali Delegation Member who was arrested on 4 November 2016 and is currently jailed in Sincan F Type Closed Prison, will be running for Batman this time.

Sirri Sureyya Önder, who was the spokesperson of the Imrali delegation and former Istanbul MP, is not a candidate.

Selçuk Mızraklı, the former Medical Chamber President is a HDP candidate in Amed list and head of list.

Members of DTK Presidency Council Saliha Aydeniz and Musa Farsioglu, Garo Paylan, Hishyar Ozsoy, Imam Tascier, Remziye Tosun, Semra Güzel, Dersim Dag, Abdurrahman Durmuş, Mehmet Temizyüz and Ferda Fahrioglu are all candidates. ●



# US troops unlikely to withdraw from Syria after ISIS defeat in Deir Ezzor



Wladimir Van Wilgenburg  
May 21, 2018  
thedefensepost.com

On May 1, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces resumed their operations against the last Islamic State pockets in Syria's Deir Ezzor governorate in Operation Roundup, which the international Coalition says is the final "phase of operations" to defeat ISIS and end its "territorial caliphate." This raises the question of whether the United States will stay in Syria after ISIS loses all of its remaining territory.

"In this phase, our fighters will liberate all areas to the east of Deir ez-Zor and liberate the Iraqi-Syrian border from the threat of ISIS terror," the SDF-led Deir Ezzor Military Council said on May 1.

"In the final phase of the operation, the Iraqi army will also provide support for our forces," it added.

The SDF temporarily froze operations against ISIS after Turkey attacked the Kurdish enclave of Efrin on January 20, redeploying their fighters from the ISIS frontlines to defend the Kurdish region. But now with Efrin in the hands of Turkey and its proxies since March 18, the SDF, supported by the U.S.-led Coalition, decided to resume operations against ISIS.

Turkish Deputy Prime Minister Recep Akdağ said on Thursday that Turkey would not hand Efrin over to Syria while Bashar al-Assad was still president.

"We want to give Efrin back to the local population, who should be there to decide for themselves," Turkey's Daily Sabah quoted Akdağ as saying. He added that a local council had been set up to make local decisions, and no one associated with the People's Protection Units (YPG) would be allowed to participate.

"President Trump wants the U.S. military to accelerate the timeline with operations in Deir Ezzor so that he can claim a total victory over ISIS in Syria before the U.S. midterm elections in November. By launching this phase of Operation Jazeera Storm now, the U.S. military can achieve President Trump's goal," Nicholas A. Heras, Middle East Security Program Fellow at the Center for a New American Security, told The Defense Post.

It's unclear if the U.S. gave the SDF guarantees that it would not allow Turkey to intervene in Manbij, or if U.S. troops will stay after the



In an image published and then deleted on the US military multimedia distribution website Dvids, two Coalition members scan the horizon during a joint presence patrol conducted by Coalition and Syrian Democratic Forces in villages and control points north of Manbij, Syria, March 24, 2018. Image: US Army/Staff Sgt. Timothy Koster, CJTF-OIR

operation was finished.

Ankara has long been calling for Kurdish fighters to withdraw east of the Euphrates River after the SDF recaptured Manbij from ISIS in May 2016. Turkey has also threatened to push its troops to Manbij, despite the presence of U.S. forces in the area. On June 4, Turkish Foreign Minister Mevlüt Çavuşoğlu and U.S. Secretary of State Mike Pompeo will meet to discuss the status of the city.

President Donald Trump initially instructed his military commanders to quickly wrap up the American operation in Syria so that he can bring troops home within a few months. He dropped his insistence on an immediate withdrawal after commanders said they need more time to complete the mission against ISIS, the New York Times reported in April.

"The U.S. will remain on the ground in Syria until ISIS is defeated and the so-called caliphate is completely eliminated," Brett McGurk, the special U.S. presidential envoy to the Coalition, said during a conference in Herzliya on May 10. "We will work to ensure local forces, enabled by our regional partners and allies, consolidate these gains, stabilize liberated territories, and prevent the return of ISIS."

SDF and Coalition officials expect a tough battle that could last for months.

"The ISIS resistance was very high during last phase of the operation Jazeera Storm and we think they will continue to fight very hard like this," SDF spokesperson Kino Gabriel told The Defense Post.

"ISIS has several thousand fighters in the area and all of them are surrounded, and they managed to reorganize lately during the time when the operation was stopped, so we know it will be hard. We are hoping for complete defeat of ISIS, and for that we will take time needed to move through the operation and to completely finish ISIS in that area," he added.

Despite the SDF's ongoing battle against ISIS in northern Syria, Turkey continues to demand the U.S. to drop its support to the SDF and force its fighters to pull out from Manbij.

U.S. officials visited Manbij again last week in a sign of public support. French President Emmanuel Macron has claimed he convinced Trump to stay longer and send additional troops to Manbij, although the White House insists Trump still favors a timely withdrawal.

The French Armed Forces are involved in Iraq and Syria with Operation Chammal. Air missions in Syria are conducted from bases ➤



The leadership of SDF-member Deir Ezzor Military Council, including its commander, Ahmad Abu Khawlah, and the spokesperson for Jazeera Storm, Leilwa Abdullah, announces its return to offensive operations, May 1, 2018. Image: SDF





US Army General Joseph Votel, commander of US Central Command, shakes hands with General Chiya, commander of Syrian Democratic Forces in Syria's Middle Euphrates River Valley, at the conclusion of a meeting in Deir Ezzor Province, April 22, 2018. This meeting allowed the Coalition's top leaders in the fight against ISIS to gain a better understanding of current operations in the MERV. Image: US Army/Staff Sgt. Timothy R. Koster



French and American forces offload supplies in Syria's Euphrates River Valley in May 2018. Image: French Armed Forces General Staff/Etat-Major Armees/Twitter

➤ in Jordan and the United Arab Emirates.

"Operation Chammal can also be reinforced by a special forces detachment. The organization is regularly adjusted depending on the circumstances," a spokesperson for the French Armed Forces told The Defense Post.

"France has shared several times its concerns regarding the slowdown of operations against ISIS on the Euphrates river's banks area ... French Minister of Defense Florence Parly has also reaffirmed her conviction that the U.S. involvement in the theater is essential," the spokesperson added

French officials would not confirm a special forces presence in Manbij, but Gabriel said French forces were integral to the operation.

"French support in Manbij was very essential and very strong and I think it was answer to threats made by Turkey against Manbij, and I think France and the U.S. are doing great job to defend Manbij and all of northern Syria as its part of the Coalition work to protect the areas liberated from ISIS," Gabriel said.

One video shared by an SDF media official showed SDF fighters on the outskirts of Hajin, near ISIS's stronghold in the Middle Euphrates River Valley. The SDF secured the Iraqi-Syrian border by taking over the village of al Bagouz at-Tahtani last week.

SDF officials say it is necessary for the U.S. to stay even after ISIS is defeated. "I think it's an obligation for the U.S. to continue its presence in the area at least until we can find and can reach a political solution for the whole Syrian crisis," Gabriel said.

"That won't be the case if the U.S. withdraws from eastern Syria. This will open the way for the regime, Iran, the Russians to take control over those areas, and all the sacrifices made by SDF and Coalition members who participated in this operations to defeat ISIS will be in vain," he added.

Newly-published think tank reports also suggest it is not a good idea for the U.S. to withdraw quickly from northern Syria.

"Withdrawal would be equally detrimental to American leverage in the quest for a political solution to Syria's war, where Assad is sustained by Russia and Iran," a report published this month by the Hudson Institute said. Although, the U.S. "abandoning SDF and the Syrian Kurds might lead to an improvement in relations with Turkey."

Furthermore, a report by the Center for Strategic and International Studies agreed that the "desertion of the Syrian Democratic Forces (SDF) would unnecessarily undermine U.S. interests."

"Russia and Iran would move into the vacuum, as they have already

started to do, just as Washington pulled out of the Iran nuclear deal," the report said.

Therefore, CSIS argued that a "small military and intelligence footprint" should remain to provide limited training and support to groups in eastern, northern and southern Syria, such as the SDF.

According to Aaron Stein, a senior resident fellow at the Atlantic Council, it's hard to tell if the U.S. will pull out of Syria.

"President Trump appears adamant that the U.S. will withdraw forces, after IS is defeated," he told The Defense Post. "I think the question still debated is how that withdrawal will be phased and how it will fit with the Trump administration's policy goals."

"I think IS will retain networks in the area for the foreseeable future, so I guess it depends on how the SDF and the U.S. define victory. I do think there will be a strong push to ensure that a small contingent of U.S. forces remains to hunt IS leadership," he added.

But CNAS analyst Heras says that after the defeat of ISIS in Deir Ezzor, the U.S. is still likely to continue support the SDF.

"Because the quieter process of stabilization post-ISIS will be run by the Americans through the SDF. The Americans want the SDF to be the vehicle through which stabilization is driven, and for the SDF to be the foreman overseeing that effort," he said.

"That is why there has been so much attention paid to the Arabs that are being recruited into the SDF, because both the SDF leadership and the U.S. military want to emphasize the point to Syrian Arabs that local Arabs are part of the SDF and that it is not a foreign entity," he concluded.

Coalition officials confirm there is a need to support the SDF in stabilization efforts after the defeat ISIS.

"We can't speculate any further on a timeline for Operation Roundup, but it is clear that much fighting remains to eliminate remnants of ISIS in the few areas of territory they still hold. We're going to continue to support our Syrian Democratic Forces partners as they clear those areas. We will continue an aggressive pace of operations in our strikes and clearance operations of those areas," Colonel Thomas F. Veale, Director of Public Affairs for Combined Joint Task Force-Operation Inherent Resolve, told The Defense Post.

"Even in the time after those operations are complete, we then need to focus on making sure we can secure those liberated areas, and support our partners in stabilization efforts necessary to ensure a lasting defeat of ISIS in Iraq and Syria," he concluded. ●

# Irak. Moqtada Al-Sadr, le chiite qui n'aime pas l'Iran

Grand vainqueur des élections législatives, le bouillonnant leader chiite, champion du retournement de veste, s'est attiré la sympathie des sunnites, des Kurdes et des laïques. Et la méfiance de Téhéran.

— **L'Orient-Le Jour** (extraits)  
Beyrouth

C'est une nouvelle vie qui commence pour lui. Celle d'un faiseur de rois, courtisé par ses opposants d'hier, qui a su mieux que quiconque prendre le pouls de son pays dans une période de refondation en s'emparant du leadership de la contestation. Objet politique non identifié, Moqtada Al-Sadr, 44 ans, est le grand gagnant des dernières élections législatives irakiennes, qui ont vu sa liste, La Marche pour les réformes, arriver à la surprise générale en tête du scrutin.

L'homme est inclassable : héritier d'une dynastie de clercs chiites aux discours nationalistes, antisystème et fondamentalement populistes, il montre une nouvelle fois aujourd'hui son instinct politique. C'est en surfant sur la vague protestataire chronique et sur le sentiment nationaliste particulièrement vif depuis la reconquête des territoires contrôlés par l'État islamique (EI) [Daech] que cet outsider, au passé sulfureux, est parvenu à s'imposer à tous ses adversaires. Celui qui était autrefois qualifié d'"agitateur", voire de "hors-la-loi" par des officiels américains, se retrouve désormais au centre du jeu dans un pays soutenu par un condominium américano-iranien.

Ce n'est ni son crédit militaire ni ses qualifications religieuses qui ont porté sa liste à la tête d'un tiers des provinces irakiennes. Sa milice est restée relativement en retrait de la bataille contre l'EI, préférant se concentrer sur la défense de bastions chiites. Moqtada Al-Sadr n'est pas un ayatollah.

Moins intéressé par les études théologiques que son titre de clerc le laisse entendre, ce chef charismatique est avant tout un véritable tribun, avec à son actif les retournements de veste et alliances opportunistes de tout animal politique qui se respecte. En témoigne son alliance avec les communistes pour mener la bataille des législatives qui fait de lui le premier pôle chiite, talonné par l'Alliance du Fatah, avatar politique des milices chiites obligées de Téhéran.

Un pied dans la contestation antisystème, et un autre dans les rouages conventionnels

de l'establishment chiite au pouvoir depuis 2003, le chef chiite est désormais idéalement placé pour tirer les ficelles. Sa capacité à jouer sur les deux registres de la tentation révolutionnaire et des manœuvres politiques conventionnelles fait la force de Moqtada Al-Sadr. Ne se présentant pas lui-même au poste de Premier ministre, il devrait être incontournable dans la formation de la prochaine coalition de gouvernement, même si l'Iran est déjà à la manœuvre pour l'écartier.

**Dehors l'Iran.** C'est un bras de fer avec la puissance chiite dominante qui s'annonce pour Moqtada Al-Sadr, qui se présente comme le premier opposant chiite à Téhéran. Dès l'annonce des premiers résultats le dimanche 13 juin, ses partisans, réunis à Bagdad, ont fêté la victoire aux cris d'"Iran dehors, Iran dehors". Est-il fondamentalement opposé à l'influence iranienne en Irak ou tient-il ce discours uniquement par opportunisme électoral compte tenu de ses relations ambivalentes avec Téhéran? Sa milice n'aurait pas vu le jour sans le soutien iranien, et l'activisme actuel de Téhéran à Bagdad démontre clairement que l'establishment iranien se méfie notablement de Moqtada Al-Sadr, l'homme qui joue sur tous les tableaux.

Moqtada Al-Sadr jouit de l'aura héritée de son père, Mohammed Sadeq Al-Sadr, assassiné avec plusieurs de ses fils en 1999 par le régime de Saddam Hussein. "Sadr exploite le prestige familial. Son père

était une personnalité hautement charismatique, qui fédérait les chiites, les sunnites et les Kurdes. Ces derniers avaient énormément d'estime pour Sadeq, qui avait émis une fatwa interdisant la guerre contre les Kurdes", explique à L'Orient-Le Jour le chercheur Adel Bakawan. Il est le seul à susciter une pareille hystérie collective autour de sa personne.

Après la chute de Saddam Hussein en 2003, Moqtada Al-Sadr a pris la relève familiale de façon controversée. Il accuse de complicité silencieuse les pôles religieux chiites comme [les deux théologiens chiites non irakiens établis en Irak] Ali Al-Sistani et son prédécesseur Al-Kho'i dans l'assassinat de son père. En avril 2003, ses hommes lynchent devant le mausolée de l'imam Ali à Najaf l'un des fils d'Al-Kho'i, avant d'aller mettre à sac la maison de l'ayatollah Sistani.

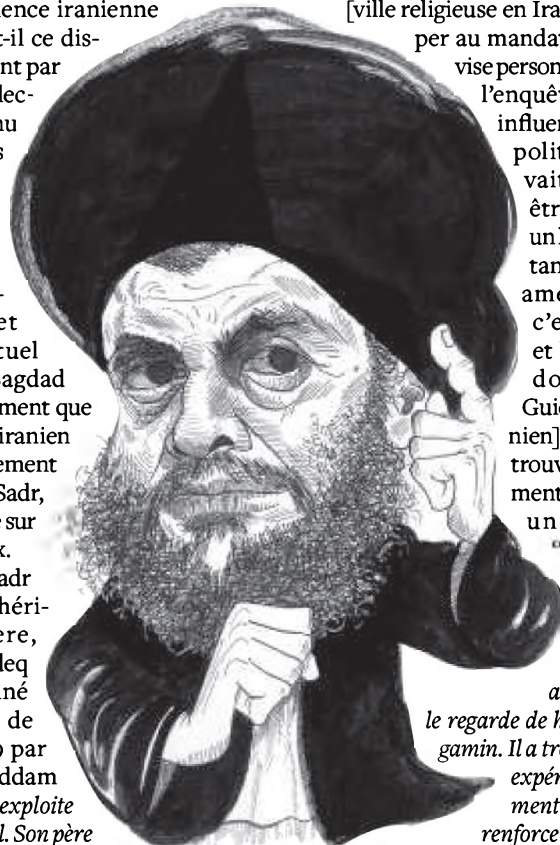
Il devient ensuite le fer de lance de la guérilla contre l'occupation américaine. Son Armée du Mahdi harcèle les GI, orchestre les tristement célèbres "escadrons de la mort" chargés d'écraser l'insurrection sunnite. Les troupes américaines sont lancées à sa poursuite. Après maintes mésaventures, il est secouru par le même Sistani qui, magnanime, fait par ce geste la démonstration de sa puissance. L'ayatollah Sistani obtient que le jeune Sadr soit incorporé au nouvel establishment politique, en lui réservant une place au sein de la Liste irakienne unifiée, une grande coalition de partis chiites qui régnera pendant treize ans à Bagdad.

Moqtada Sadr est rattrapé par le meurtre du fils d'Al-Kho'i en 2008. Il fuit à Qom [ville religieuse en Iran] pour échapper au mandat d'arrêt qui le vise personnellement dans l'enquête. Cet exil va influencer sa pensée politique. Il pouvait s'attendre à être reçu comme un héros de la résistance à l'occupant américain. Mais c'est le mépris et la froideur qui dominent. [Le Guide spirituel iranien] Ali Khamenei trouve très difficilement le temps pour un tête-à-tête.

"Sadr n'a pas le capital religieux et la formation de son père. Lorsqu'il arrive à Qom, on le regarde de haut, comme un gamin. Il a très mal vécu cette expérience, son sentiment anti-iranien se renforce à ce moment-là.



PORTRAIT





C'est peu après son retour de Qom qu'il effectue une visite de courtoisie en Arabie Saoudite", raconte Adel Bakawan.

Quand il rentre en Irak en 2011, les accents nationalistes et xénophobes de sa rhétorique sont plus distincts. Il tente en parallèle de relativiser le duopole irano-américain en nouant des liens avec l'Arabie Saoudite et les chancelleries européennes. Sur le plan interne, il prend la défense de l'"irakité". La ligne nationaliste implique en effet une rupture avec le sectarisme d'antan, qui expose le pays aux ingérences extérieures par le biais de solidarités confessionnelles transnationales.

Ses hommes combattent l'EI aux côtés de tribus sunnites et accueillent positivement l'idée d'une intégration dans l'armée régulière une fois la menace djihadiste repoussée. "Il y a eu une évolution personnelle de Sadr, affirme Raed Fahmi, secrétaire général du Parti communiste irakien. On a assisté à une évolu-

tion radicale des sadristes vers la modération. Ceux d'entre eux parmi les plus impliqués dans les mouvements sectaires ont fait scission. Le sadrisme est aujourd'hui un mouvement populaire pas tout à fait homogène, qui rassemble des gens opposés aux ingérences étrangères."

## De jeunes séminaristes enturbannés réclament la "séparation de la mosquée de l'État".

C'est au printemps 2016 que Sadr fournit la meilleure preuve de ses talents de tribun et de son habilité à manier la stratégie de la corde raide. Il va transformer un mouvement de contestation populaire fléchissant en un contre-pouvoir majeur par la vertu de sa seule présence. Des tabous sont levés, comme la revendication d'un État civil et le refus de la confiscation du pouvoir par Téhéran et ses obligés. Moqtada

Al-Sadr envoie alors ses jeunes séminaristes enturbannés réclamer la "séparation de la mosquée et de l'État" aux côtés des manifestants, dont le réservoir original était plutôt les milieux intellectuels de gauche et la classe moyenne éduquée.

En reprenant à son compte les slogans anticorruption et antisectaires des manifestants, Moqtada Al-Sadr a probablement trouvé le bon filon qui le propulsera sur la dernière marche du succès lors du scrutin à venir.

Au plus fort du mouvement, en mars, Moqtada Al-Sadr pénètre seul dans la zone verte, ce sanctuaire ultrasécurisé de Bagdad concentrant les lieux du pouvoir. Plutôt que de le maîtriser à la suite de cette entrée illégale, le général irakien chargé de la sécurité de la zone lui embrasse la main en geste symbolique de soumission.

—Juliette Rech  
Publié le 17 mai



21 May 2018

# McGurk expected in Sulaimani to persuade parties to participate in Baghdad

By Nawzad Mahmoud 21/5/2018  
<http://www.rudaw.net>

**S**ULAIMANI, Kurdistan Region — US Special Presidential Envoy Brett McGurk is anticipated to appeal to Kurdish parties in Sulaimani which say they will not go to Baghdad unless votes are recounted manually or the May 12 election is re-run.

Rudaw learned that preventing a boycott by the Change Movement (Gorran), Coalition for Democracy and Justice (CDJ), New Generation, Islamic Group (Komal), and Kurdistan Islamic Union (KIU) in the Iraqi political process is at the top of his agenda during a visit on Monday or Tuesday.

Abdulrazaq Sharif, a member of the Gorran (the Change Movement) National Assembly, told Rudaw that they their party's management will decide about their participation in Iraqi political process, not Americans and Iranians.

"The Change Movement has much experience to prove that Americans and Iranians will never have impact on their decisions. Only the movement's National Assembly can decide whether to boycott the Iraqi political process or not," he told Rudaw.

Sharif recounted in 2015 when "Americans and McGurk, himself, tried to make the parliament speaker, who was a Gorran [member], postpone the parliament meeting for three days, but he did not."

He also said that Americans, Brits and Iranians had asked Gorran to push Yousef Mohammed, then



Brett McGurk meeting with officials from Gorran, Kurdistan Islamic Union (KIU), Coalition for Justice and Democracy (CDJ), and Komal. Photo: Rudaw

speaker of Kurdistan's parliament, to return to the parliament after he was barred from entering Erbil.

However, Sharif said that they will welcome the US official and listen to what he has to say.

In addition to Gorran, the KIU, CDJ, Komal, Communist Party and Socialist Party have also rejected the final election results and claiming fraud.

**A**ram Hama Mina, a member of CDJ's management council, told Rudaw that not only McGurk, but other officials and diplomats will visit Sulaimani as well.

"But let's see what is inside McGurk's agenda for these six parties. If he asks the parties to participate in the political process in return for a seat or two, then these forces should not accept this and ignore the

stealing of the votes of their voters."

Both the United States and Iran have vested interests in the future of Iraq. McGurk was appointed as the US Special Presidential Envoy to the Global Coalition to Defeat ISIS under previous president Barack Obama. With few SPEs, McGurk has tremendous say on the Iraq portfolio. He has already made post-election trips to Baghdad, Erbil, and Sulaimani.

Qassem Soleimani, the commander of Iran's Quds Force, also has been in Iraq after the election. With Iraq's fragmented Sunni political scene, Soleimani may look to consolidate electoral success by Shiite-led lists, which took the four top spots.

Mina explained that Gorran will decline to accept posts in Baghdad merely in return for their participation in Iraqi politics, insisting that their

demands must be met: a re-do of the election or a boycott of the political process.

He warned that if any of the dissenting parties compromise "their popular support will be harmed" and that will be a source of "disappointment" for supporters who will lose faith in the process.

The dissenting parties have met 10 times in Sulaimani and Erbil, but have postponed their meetings until the process of filing complaints is complete on Tuesday. If the responses to their complaints are not in their favor, each party will have their internal meeting.

**A** Gorran official, who spoke on the condition of anonymity, told Rudaw that the party may take another approach.

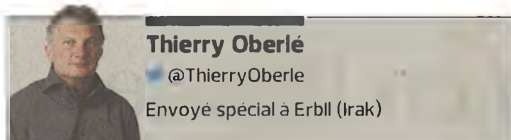
"What the majority demands does not have to be necessarily implemented. If we find out that boycotting and its outcomes will not be in the interest of the movement, we may choose another approach," the official told Rudaw.

Showan Rabar, the head of Komal's Leadership Council, told Rudaw that if McGurk has an alternative and solution to persuade Komal and other parties, then all parties will work together on it.

The dissenting parties' complaints center on the Patriotic Union of Kurdistan's electoral success in its historical strongholds of Sulaimani and Kirkuk provinces. In all provinces, the PUK won 18 seats, Gorran 5, New Generation 4, Komal 2, CDJ 2, and KIU 2. □

# Boris James : « Trump n'a pas de stratégie claire en Irak »

Le chercheur de l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) analyse les enjeux américains, kurdes et turcs dans la région.



**Thierry Oberlé**

@ThierryOberle

Envoyé spécial à Erbil (Irak)

**B**asé à l'antenne de l'Ifpo à Erbil, au Kurdistan irakien, Boris James estime que la remise en cause des frontières des pays du Proche-Orient n'est plus à l'ordre du jour. Mais il juge que le pourrissement des conflits pourrait mener à de nouveaux affrontements dans la région.

**LE FIGARO.** - Quelle est la stratégie américaine en Irak ?

**Boris JAMES.** - Elle est difficilement lisible. Les États-Unis sont bien plus clairs sur l'Iran que sur l'Irak. L'un des aspects de la stratégie américaine était de faire en sorte que les Kurdes jouent un rôle de levier des intérêts américains à Bagdad. Cette carte-là est plus malaisée à jouer aujourd'hui après l'échec du référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien. La difficulté de lecture de la stratégie américaine a aussi pour conséquence l'affaiblissement de leurs alliés, dont les Kurdes. Les États-Unis n'ont plus de capacité à travailler la société et la classe politique irakiennes comme le font les Iraniens. La défaite du premier ministre, Haïdar al-Abadi, qu'ils soutenaient lors des dernières élections en est la preuve. On assiste en fait à un désengagement, même s'il perdure un discours sur la réconciliation, la reconstruction et l'antiterrorisme. Il y a un décalage entre les déclarations très dures sur l'Iran et cette logique de désengagement qui pourrait par la suite prendre une tournure de pourrissement menant à l'affrontement. La France et l'Union européenne sont en revanche attachées aux principes de stabilisation de l'Irak. Elles ne sont pas sur la ligne erratique des États-Unis.

**Comment se passe l'après-Daech dans la région de Mossoul, l'ex-capitale des djihadistes ?**

Dans la plaine de Ninive, les populations déplacées sont en train de se réinstaller. Mais les groupes paramilitaires chiïtes qui les ont précédées sont très visibles. La présence d'une iconographie chiïte dans des zones sunnites ou chrétiennes pose problème aux habitants. Ainsi, dans des villes à grande majorité chrétienne, une forte conflictualité se développe entre Shabaks (une minorité chiïte) et chrétiens. Mossoul est très loin d'être reconstruite sur le plan urbain. Le sera-t-elle jamais sur le plan humain ? Les violations des droits humains y ont été patentées. Cela laisse des traces dans une société qui, faute de projet politique, risque de se reconstruire sur une illusion. Contraint à la clandestinité, Daech aura du mal à recomposer sa base sociale, mais cela ne veut pas dire que la réconciliation entre l'État central et



**RENCONTRE**

« Les États-Unis n'ont plus de capacité à travailler la société et la classe politique irakiennes comme le font les Iraniens. La défaite du premier ministre, Haïdar al-Abadi, qu'ils soutenaient lors des dernières élections, en est la preuve. »

les populations locales est en cours. Enfin, la sécurité commence déjà à se détériorer. Il y a des assassins ciblés et, demain sans doute, des attentats.

**Quels enseignements tirez-vous des élections irakiennes ?**

Les élections se sont déroulées dans le calme. On peut mettre cela au crédit du premier ministre sortant, Haïdar al-Abadi, et d'une société qui aspire de manière générale à des formes pacifiées de l'expression politique. La liste commune des communistes et des partisans du chef religieux nationaliste Moqtada al-Sadr (al-Sayirun) a créé la surprise en emportant 55 sièges sur 329. Élu sur une ligne très contestataire (anticorruption, anti-iranienne et anti-américaine), ils auront cependant quelques difficultés à former une coalition majoritaire de gouvernement dans les trois prochains mois. Arrivée en troisième position et subissant un échec cuisant, la liste de Haïdar al-Abadi pourrait en fait être la clé de voûte modératrice d'une coalition forcément hétéroclite. C'est dans le nord du pays que les plus gros problèmes de représentativité se posent. C'est là que le taux de participation déjà très faible à l'échelle du pays, est le plus bas. Une très grande part de la population, notamment arabe sunnite, est encore déplacée et très peu susceptible de voter pour une classe politique sunnite discréditée. Dans la région autonome du Kurdistan, le Parti démocratique du Kurdistan s'impose comme la force dominante.

**Le soutien des États-Unis et de la France aux Kurdes syriens semble conjoncturel. Pourquoi les Kurdes**



n'arrivent-ils pas à faire de leur cause un enjeu international ?

Les Kurdes ont très bien communiqué, mais s'agissait-il de défendre leur cause ou la cause de la lutte contre Daech ? Ils se sont associés, à un moment donné, à un état général de la logique géostratégique globale qui était qu'il fallait en finir avec Daech en se montrant les plus à même et les plus disposés à atteindre l'objectif de son éradication. La cause kurde s'internationalise par petites touches. Elle a longtemps été une cause humanitaire. Au fur et à mesure que les Kurdes acquièrent des leviers de souveraineté, elle devient une question politique et légale qui ne fait pas l'unanimité. On ne verra jamais les États-Unis se déclarer supporteurs de la cause kurde pour de multiples raisons. Aujourd'hui, on est revenu à une phase conservatrice du point de vue du maintien des frontières des États existants. C'est presque le seul point d'unanimité même si, dans les faits, elles sont rognées. C'est le seul élément d'accord entre les grands États internationaux et régionaux : il faut maintenir les frontières.

Pourquoi Erdogan se focalise-t-il sur les Kurdes de Syrie ?

Erdogan a perdu la main sur la grande question qui l'obsédait en Syrie, celle du renversement de Bachar el-Assad. Il est désormais le poisson-pilote de la Russie dans cette zone et ne peut avoir que des objectifs limités. Son ennemi, le PYD (Parti de l'union démocratique) qui domine le Rojava, cette région du nord de la Syrie, est un parti se revendiquant comme le PKK de l'idéologie d'Öcalan et reconnaissant une filiation avec les Kurdes turcs du

Il y a un décalage entre les déclarations très dures sur l'Irak et cette logique de désengagement qui pourrait par la suite prendre une tournure de pourrissement menant à l'affrontement. La France et l'Union européenne sont en revanche attachées aux principes de stabilisation de l'Irak. Elles ne sont pas sur la ligne erratique des États-Unis

BORIS JAMES

PKK. Il a développé une idéologie, le « confédéralisme démocratique », à savoir l'auto-organisation de la société sur des bases anticapitalistes, écologistes et féministes. Il existe à l'évidence des liens organiques entre le PYD syrien et le PKK. La Syrie kurde constitue une zone de repli et de mobilisation pour la guérilla kurde turque. Dans les faits, des éléments montrent que les liens entre les deux mouvements sont subordonnés à une stratégie qui n'est pas locale ainsi qu'à des logiques transfrontalières. Si le PKK a la capacité de redéployer sa base opérationnelle en Syrie, cela pose un problème à la Turquie et à Erdogan. Mais le PYD tient à se démarquer de l'étiquette PKK pour, notamment, ne pas être considéré comme une organisation terroriste par ses alliés américains et européens et présenter la construction politique au Rojava comme autonome. Erdogan se saisit de cette ruse avec facilité dans une Turquie très nationaliste et rompue à la rhétorique anti-PKK, voire anti-Kurde, pour l'écarter car il en a les moyens.

L'obsession militaire d'Erdogan sur le Rojava montre qu'il veut maintenir des niveaux élevés de tension politique et militaire afin de d'entretenir l'ensemble de la société turque dans une nécessité de forte conflictualité et de mobilisation nationaliste. Son choix est à la fois géostratégique et électoraliste. Seule sa relation avec les États-Unis pourrait l'arrêter. Si Washington marque une ligne rouge à ne pas franchir et si les forces américaines restent présentes sur le terrain, alors Erdogan ne pourra pas aller très loin. L'invasion n'a pour l'instant concernée qu'Afrin. C'est un signe qu'il connaît ses limites. ■



27 mai 2018

## Syrie : 26 forces du régime et 9 combattants russes tués dans une attaque de l'EI à Deir Ezzor

Par FRANCE 24 avec AFP 27/05/2018  
<http://www.france24.com>

Une attaque de l'organisation État islamique perpétrée mercredi a tué au moins 26 membres des forces du régime syrien et neuf combattants russes à Deir Ezzor, a rapporté dimanche l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Au moins 26 membres des forces du régime syrien et neuf combattants russes ont été tués dans une attaque de l'organisation État islamique (EI) perpétrée mercredi dans l'est de la Syrie, a rapporté dimanche 27 mai l'Observateur syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les jihadistes ont visé un groupe de combattants syriens et russes alliés dans une zone désertique de la province de Deir Ezzor, près de la ville de Mayadine.

"Trente-cinq membres des forces progouvernementales ont été tuées, et parmi elles figurent au moins neuf combattants russes. Une partie de ces Russes sont des soldats, mais pas tous", a déclaré à l'AFP le directeur de l'OSDH Rami Abdel Rahmane.

L'armée russe soutient dans les airs et au sol le régime de Damas depuis septembre 2015. Des informations circulent sur la présence de mercenaires russes sur le terrain. Le ministère russe de la Défense a plus tôt fait état de la mort de quatre soldats russes dans des affrontements dans cette région, sans toutefois mentionner de date ni de lieu précis. Selon l'OSDH, qui dispose d'un vaste réseau de sources dans le pays en



© Stringer, AFP | L'EI a frappé dans la province de Deir Ezzor, à l'est de la Syrie.

guerre, il s'agit du même incident.

Les troupes du régime syrien et ses alliés d'un côté, et la coalition internationale et les Forces démocratiques syriennes (FDS, une coalition dominée par les Kurdes) de l'autre, mènent des offensives distinctes contre l'EI dans la province de Deir Ezzor. ■

# Will escalation in Iran-US tensions impact Syria conflict?

With tension between the United States and Iran rapidly increasing, northern and eastern Syria could witness an upsurge in proxy clashes between parties backed by each side.



Mona Alami  
May 23, 2018  
www.al-monitor.com

US President Donald Trump's unilateral pullout from the Iranian nuclear deal May 8 and increased warnings May 21 by US Secretary of State Mike Pompeo against Tehran's ballistic missiles and regional proxy programs could herald more tension between Tehran and Washington, more specifically in areas where the two powers are in competition.

Pompeo said the United States and its allies would work on deterring Iranian aggression and track down Iranian operatives and proxies such as Hezbollah. Northeastern Syria is one region where this rivalry could play out because of the presence of US and Iranian troops supporting, respectively, Kurdish and regime forces, with a possible military escalation between the two powers. Also, Iran has been engaged in a faceoff with Israel since May 8, with the two countries exchanging rocket fire.

On May 7, the pro-regime website Al-Masdar reported, "The Syrian Arab Army (SAA) launched a massive assault in western Deir Ezzor ... targeting the Islamic State's (ISIS) large pocket in the Badiya region near the Homs provincial border. Backed by the National Defense Forces (NDF) and Liwaa Al-Quds (Palestinian paramilitary), the Syrian Arab Army began the operation on Monday by pushing west of the strategic city of Al-Mayadeen in central Deir Ezzor."

Nearly concomitantly, the Kurdish-dominated Syrian Democratic Forces (SDF) backed by the US-led coalition announced a push on IS on the borders with Iraq. Since November, following the official Damascus announcement of victory over IS, both northern and eastern regions of Syria have become demarcation points between international and regional forces.

Northern Syria — including Manbij, Raqqa and sections of Deir ez-Zor — has been captured by the SDF. Eastern Syria is largely under control of regime forces loyal to Syrian President Bashar al-Assad, backed by Iran and Russia.

The fragile coexistence has resulted in tit-for-tat clashes. On April 29, the pro-opposition website El-Doraz Al-Shamia reported, "Regime forces backed by the NDF and the Iranian-backed Baqir Brigade as well as the Lebanese Hezbollah conducted a surprise attack on the US-backed SDF militia positions in the western suburb of Deir ez-Zor ... controlling the villages of Jaya, al-Aleyan and al-Geneina."

Nawar Shaaban, a Syria expert with the Turkey-based think tank Omran Dirasat, told Al-Monitor, "The regime and pro-Iran militias are testing the SDF in that particular area. But the SDF reaction has been quick and the United States is constantly monitoring the region with drones."

Farther north, dozens of young men demonstrated in the city of Raqqa on April 15 raising the Syrian flag and demanding the departure of US troops and Kurdish militants from the province. Protesters also condemned the April 14 US-led strikes on Syria, in retaliation for a suspected chemical attack in the rebel-held town of Douma.

Al-Ahram reported, quoting Deutsche Presse-Agentur, that the demonstrations were the first to take place against the SDF in Kurdish-controlled areas, with protesters demanding the withdrawal of US troops and Kurdish units. "Raqqa has been under the control of the SDF since last October," Al-Ahram wrote. In addition, pro-opposition website Enab Baladi underlined that several rounds of protests had taken place in the city against the SDF.

Last November, Assad declared that IS' former capital Raqqa would be considered "occupied" until the Syrian army took it back from the SDF and Washington.

"The regime has also created a local council [equivalent to the local civil council backed by the United States in Raqqa] and has promised positions for Raqqa residents who are now located in regime areas in preparation for the regime's return," Syrian activist Rashed Satouf told Al-Monitor.

The regime and Iran's actions expand further north in Kurdish-controlled



Iranian and Syrian flags flutter on a truck carrying humanitarian aid in Deir ez-Zor, Syria, Sept. 20, 2017. REUTERS/Omar Sanadiki

areas, where, Shaaban explains, they have formed a Popular Resistance trained by the pro-Iranian Baqir Brigade that is part of the Local Defense Forces. "The Popular Resistance is principally engaged in propaganda activity. It also targeted the US military base of Ain Issa last month," Shaaban added.

Also in April, the Baqir Brigade, one of a number of Iranian-backed militias operating in Syria, announced on its Facebook page — which was taken offline shortly after — that it would begin attacks on US military personnel.

The competition of regional powers in the northern and eastern regions is motivated by economic and political interests. First, the Assad regime is working on recapturing all of the territories that it lost in the post-2011 revolution phase. Second, it has economic interests, namely due to the presence of two-thirds of Syrian oil in the area, which is also rich in gas resources and has important trade routes such as the highway linking Baghdad to Damascus. Third, it views the persistence of a Kurdish autonomous area under US protection as a direct threat.

Iran has other calculations. The region is an essential land corridor for Tehran stretching from Iran — via Iraq — and leading into Lebanon.

Both Iran and the Syrian regime favor limited confrontation and indirect military operations vis-a-vis the Kurds and their US backers, given the large resources invested in the area by Washington. For Iran and Assad, subversive techniques range from triggering unrest against the SDF, exploiting Arab Kurdish differences and working on an underground network that can be more effective in the war with the United States — and even more with Washington's escalating strikes on Syria. The latest US-led airstrikes took place in the early hours April 14, a week after the suspected chemical attack in Douma, which opposition activists say killed more than 40 people.

"We are seeing limited clashes between pro-regime forces and the SDF, and the regime is also working on exploiting Kurdish Arab rivalries and creating undercover networks that are part of the Assad regime and its Iranian ally creeping policy in the northeast of Syria — in the region," noted Shaaban, who believes that much of the covert and overt activity will target Deir ez-Zor, Bukamal, al-Mayadeen, Raqqa, Manbij and Hasakah.

Satouf added, "It is in the interest of the regime and its allies to weaken the Kurdish and US hold on the area by attempting destabilization. With that goal in mind it is trying to rely on Arab tribes and on the feeling of resentment by some Arabs against the SDF. But in my opinion, it is not going to be that easy because of the strong Kurdish and US presence in the region." ♦

*Mona Alami is a French-Lebanese journalist and analyst who writes about political, security and economic issues in the Arab world. She focuses on non-state armed actors in Lebanon, Syria, Iraq and Jordan such as Hezbollah, Hayat Tahrir al-Sham and the Islamic State.*



# A firebrand in Iraq turns into a populist

BAGHDAD

## Anticorruption stance of Moktada al-Sadr finds appeal across divides

BY MARGARET COKER

Iraqis are still haunted by memories of black-clad death squads roaming Baghdad neighborhoods a decade ago, cleansing them of Sunni Muslims as the country was convulsed by sectarian violence.

Many of the mass killings in the capital were done in the name of Moktada al-Sadr, a cleric best remembered by Americans for fiery sermons declaring it a holy duty among his Shiite faithful to attack United States forces.

The militia he led was armed with weapons supplied by Iran, and Mr. Sadr cultivated a strong alliance with leaders in Tehran, who were eager to supplant the American presence in Iraq and play the dominant role in shaping the country's future.

Now, the man once demonized by the United States as one of the greatest threats to peace in Iraq has come out as the surprise winner of this month's closely contested parliamentary elections, after a startling reinvention into a populist, anticorruption campaigner whose "Iraq First" message appealed to voters across sectarian divides.

The results have Washington and Tehran on edge, as officials in both countries seek to influence what is expected to be a complex and drawn-out battle behind the scenes to build a coalition government. Mr. Sadr's bloc won 54 seats — the most of any group, but still far short of a majority in Iraq's 329-seat Parliament.

Even before the final results were announced Saturday, Mr. Sadr — who did not run as a candidate and has ruled himself out as prime minister — had made clear whom he considers natural political allies. At the top of his list is Prime Minister Haider al-Abadi, the moderate Shiite leader who has been America's partner in the fight against the Islamic State and whose political bloc finished third in the vote.

Pointedly absent from Mr. Sadr's list of potential partners: pro-Iranian blocs, as he has distanced himself from his former patrons in Iran, whose meddling he has come to see as a destabilizing force in Iraq's politics.



Clockwise from top: Supporters of the Sairoon Alliance for Reform, led by the Shiite cleric Moktada al-Sadr, at a rally before the election in which the bloc came out as the surprise winner; thousands of Mr. Sadr's supporters marched in the holy city of Najaf, Iraq, in 2003, demanding that American forces leave; Mr. Sadr on his way to vote in Najaf this month.

On Sunday, Mr. Abadi met with Mr. Sadr in Baghdad. They discussed forming a government, and aides from both sides said the men saw eye to eye on prioritizing the fight against corruption.

While Mr. Sadr has all the momentum going into negotiations over the governing coalition, there is no guarantee his bloc will be in power. And it is too early to tell what the election may mean for Iraqi stability or American national security goals. But the upset has clearly weakened the sectarian foundation of Iraq's political system and helped transform Mr. Sadr's image from the paragon of a militant Shiite into an unexpected symbol of reform and Iraqi nationalism.

As the head of the Sairoon Alliance for Reform, Mr. Sadr presides over an unlikely alliance that pairs his pious, largely working-class Shiite base with Sunni business leaders, liberals and Iraqis looking for relief from the country's long-simmering economic crisis.

For those joining the alliance, it was important to be convinced that Mr. Sadr's shift from Shiite firebrand to Iraqi

patriot was sincere and likely to last.

Late last year, Mr. Sadr began reaching out to groups outside his base with an offer to form a political movement, and the country's embattled leftists and secularists — once his staunch enemies — faced a moment of reckoning.

They remembered how a rogue Shariah court he had established passed sentences on fellow Shiites deemed too submissive toward the American occupation of Iraq. And they recalled the countless Iraqis killed in battles between the country's security forces and Mr. Sadr's militia.

But a ragtag group of communists, social democrats and anarchists have come to embrace Mr. Sadr as a symbol of the reform they have championed for years — an image that the cleric has burnished, seeing it as the best path to political power.

"Let me be honest: We had a lot of apprehensions, a lot of suspicions," said Raad Fahmi, a leader of Iraq's Communist Party, which is part of Mr. Sadr's alliance. "But actions speak louder than

words. He's not the same Moktada al-Sadr."

#### ISIS CHANGES EVERYTHING

The change in Mr. Sadr was prompted by the political and security crisis set off by the Islamic State's takeover of large parts of northern and western Iraq in 2014, according to Sheikh Saleh al-Obeidi, Mr. Sadr's spokesman. The ensuing violence led to an overwhelming shift in the public mood: a feeling that sectarianism was at the root of much of the country's suffering.

Mr. Sadr, the scion of an eminent clerical family, has portrayed his changed political philosophy in starkly pragmatic terms.

In his only extensive interview before the elections, given to his own television channel, Mr. Sadr put forth a manifesto largely adopted from his new secularist allies. He said his goals were to put professionals — not partisan loyalists — into positions of power as a way to build national institutions that serve the people instead of political insiders.

"We have tried the Islamists and they failed terribly," Mr. Sadr said, a rebuke that his aides said included his own movement. "So let us try another way in which the independent technocrat or independent Islamist or secular technocrat, whoever is best for the job, takes over a ministry and makes it productive. We should try that."

Whether Mr. Sadr can succeed with his reform agenda is an open question, said Joost Hiltermann, the director of the International Crisis Group's Middle East program, as building a majority coalition will mean partnering with some of the established faces that voters expressed dissatisfaction with at the polls. Those other politicians "have much to lose from an effort to curb corruption," Mr. Hiltermann said.

In addition to this new domestic philosophy, Mr. Sadr, 45, has honed an "Iraq First" foreign policy.

He has expanded his once singular anti-American focus to include diatribes against Iran. He also has built bridges with close American allies in the Arab world, like Crown Prince Mohammed bin Salman of Saudi Arabia.

The Mr. Sadr of today, his aides say, is remarkably different from the one President George W. Bush called America's greatest enemy in Iraq, on a par with Al Qaeda.

Diplomats from several Western countries, including ones whose coalition troops were killed by Mr. Sadr's militia, have met with him and say they are looking for ways to work with the newly influential leader. They are ready to draw the curtain on past events, they said, in hopes of finding common ground over containing Iran's influence in Iraq.

But many Iraqis are not convinced his that new stance is here to stay.

Among them are several senior commanders in the Iraqi security forces who

are trying to build a centralized chain of command at the expense of sectarian militias. Those militias have enhanced their standing because of their role in helping defeat the Islamic State, but continue to have a reputation for lawlessness.

In the week since the election, several senior political rivals of Sairoon have privately criticized Mr. Sadr, citing his militia's long record of violence. None would speak publicly, however, given the delicate political jockeying underway to build a coalition government.

The broader Sunni population remains wary of Mr. Sadr. But many Sunnis did give their vote to the bloc of Mr. Abadi, the prime minister, so a governing coalition that includes both sides would represent a significant bridging of the country's sectarian divide.

#### SHIFTING ROLES

The first time many Iraqis heard the name Moktada al-Sadr was soon after the Americans seized control of Baghdad in 2003. In the post-occupation chaos, Mr. Sadr emerged as a type of Robin Hood, deploying his recently formed militia to distribute food to the poor and defend Shiites against what many came to view as acts of American aggression.

Amid this ferment, a leading Iraqi cleric, Abdel Majid al-Khoei, was killed in the Shiite holy city of Najaf, shocking millions of followers. Many Shiite clerics believed Mr. Sadr had ordered the killing to settle an old family feud.

Over time, respect for Mr. Sadr's militia among many Iraqis turned to revulsion. Units became known for Mafia-style protection rackets, kidnappings and extortion, even in Shiite neighborhoods. A growing backlash prompted Mr. Sadr to leave for Iran in 2007.

In 2008, while Mr. Sadr was still in Iran, Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki took decisive action. He ordered the Iraqi army to Basra to stem militia violence there. An intense urban battle killed 215 militia members and wounded 600. The blow sidelined Mr. Sadr for a time. He ordered his militia into hibernation, but never had his men disarm.

By 2012, Mr. Sadr, who had returned from Iran, had regained enough influence to spearhead a vote of no-confidence against Mr. Maliki, a maneuver that spun Iraq into a new crisis.

#### ODD BEDFELLOWS

Then in 2014, another national crisis erupted: a security collapse as the Islamic State took over one-third of the country.

Mr. Sadr called his militia back to the front lines, but this time as a partner of the diverse Iraqi security forces and the American-led coalition fighting the extremists. He also turned his attention to a small protest movement organized by leftists and secularists in the capital. The demonstrations in Tahrir Square in Baghdad were on behalf of civil servants and pensioners, and against growing

economic inequality and the lack of essentials like electricity and health care.

The protesters were mostly ignored by Iraq's political establishment, but Mr. Sadr viewed their demands as an echo of the plaintive calls of his own base for better jobs and government services. So

---

**"Let me be honest: We had a lot of apprehensions, a lot of suspicions. But actions speak louder than words. He's not the same Moktada al-Sadr."**

he looked to build relationships with these groups, despite their diametrically different worldviews.

Mr. Sadr's closest aide, Dhia'a Assadi, called the overtures sincere. "His eminence has always been a voice for the poor," Mr. Assadi said. "He saw that it was to the benefit for all Iraqis for those who share principles to come together."

For the past two years, supporters of Mr. Sadr have banded together with communists, intellectuals and community activists in protest rallies, efforts that have built mutual respect. Last fall, the Communist Party leadership visited Mr. Sadr at his headquarters in Najaf, the home of Iraq's clerical establishment.

Mr. Fahmi, one of the Communist leaders, said several of his comrades were initially cool to the idea of joining forces with someone perceived to have so much blood on his hands.

In the end, most members accepted that if radical political change was going to work in Iraq, it needed a popular leader to bring the masses on board.

"So what if Moktada al-Sadr is now the face of reform?" Mr. Fahmi said. "What should I care as long as the reforms happen? He's a man who can motivate millions."

"If our society improves because of him," he added, "I'll be the first one to congratulate him."

---

*Falih Hassan contributed reporting.*



# MK pushes Israel to recognize Kurdistan as an independent state

Likud MK Yoav Kisch's motion comes in response to rising tensions between Israel and Turkey.

By Lahav Harkov May 21, 2018  
www.jpost.com

Israel should back Kurdish statehood, MK Yoav Kisch proposed in a motion to the Knesset's agenda this week, amid tensions with Turkey.

"Facing Iran's strengthening in the region, Turkey's extremism and the dissolution of Syria, Israel must lead and support the Kurdish effort to establish an independent state" is the title of Kisch's motion.

The Likud MK's proposal comes as diplomatic relations between Jerusalem and Ankara have soured, with Turkey withdrawing its ambassador in protest over Israel's response to riots on the Gaza border, and Israel reacting in kind. Turkey has long persecuted its Kurdish minority and violently suppressed its political aspirations, and it engaged in an offensive against Afrin, a Kurdish autonomous zone in northern Syria, earlier this year.

Kisch explains in his motion that "the Kurds are an ethnic group of over 30 million people, with national aspirations. It is estimated that in the Kurdish region of Iraq, there are eight-10 million



Israelis from Kurdish origin take part in a rally in support of the Kurdish referendum outside the American consulate in Jerusalem September 24, 2017. (photo credit: RONEN ZVULUN / REUTERS)

Kurds, and most of the other Kurds can be found nearby in the neighboring countries - Syria, Turkey and Iran."

According to Kisch, Turkey is "distancing itself from the West and calling out against Israel, supporting terrorism and continuing to oppress the Kurds in its territory."

As such, "recognizing an independent Kurdistan can be good for Israel's interests," Kisch said,

adding: "There is a reason that Israel was the first to publicly congratulate moves toward Kurdish independence in northern Iraq."

If the Knesset approves Kisch's motion, the topic will likely be moved to the Foreign Affairs and Defense Committee for further discussion.

The committee may, but is not required to, hold a vote on whether it supports Kurdish independence. □



MAY 31, 2018

# Syria's Assad vows to retake areas held by US-backed Kurds

United States should learn the lesson of Iraq and get out of Syria, President Bashar al-Assad says.

31 May 2018 www.aljazeera.com

Syrian President Bashar al-Assad warned US-backed Kurdish forces he wouldn't hesitate to use force to retake one-third of the country they currently control.

Assad also warned in an interview with Russia Today on Thursday that the United States should learn the lesson of Iraq and remove its troops from Syria.

"The only problem left in Syria is the SDF," Assad said, referring to the Kurdish-led Syrian Democratic Forces, which spearheaded battles against the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL, also known as ISIS).

"We're going to deal with it by two options: the first one we started now opening doors for negotiations, because the majority of them [SDF] are Syrians. Supposedly they like their country, they don't like to be puppets to any foreigners," Assad said.

"If not, we're going to resort ... to liberating those areas by force. It's our land, it's our right, and it's our duty to liberate it, and the Americans

should leave. Somehow they're going to leave," he added.

"They came to Iraq with no legal basis and look what happened to them. They have to learn the lesson. Iraq is no exception and Syria is no exception. People will not accept foreigners in this region any more."

## RUSSIA-US CONFRONTATION

Both the SDF and Russian-backed Syrian government troops are engaged in separate operations against ISIL in eastern Syria, creating a highly volatile situation.

Assad said a confrontation between Russia and US forces over Syria had been narrowly avoided.

"We were close to having direct conflict between the Russian forces and the American forces," he said. "Fortunately it has been avoided - not by the wisdom of the American leadership, but by the wisdom of the Russian leadership."

## 'ANIMAL ASSAD'

Responding to US President Donald Trump's description of him as "Animal Assad", the Syrian leader shot back: "What you say is what you are." Trump called Assad "an animal" after a suspected poison gas attack on a rebel-held town near Damascus in April.

A US-led wave of Western missile strikes on



Syrian government targets across the country last month raised fears of a Russian response and full-blown internationalisation of the seven-year-old conflict, which has killed hundreds of thousands and drove millions out of the country.

Air strikes by US ally Israel against Iranian-backed forces have raised fears the devastating war could escalate further.

Israel, which is deeply alarmed by Tehran's influence in Syria, earlier this month said it destroyed dozens of Iranian military sites in Syria, after Iranian forces fired rockets at Israeli-held territory for the first time. ●



MAY 24, 2018

# KDP delegation visits Iranian Embassy in Baghdad, discusses future of Iraq

Kosar Nawzad May 24-2018  
<http://www.kurdistan24.net>

ERBIL (Kurdistan 24) – Iran's ambassador to Iraq, Iraj Masjedi, stressed the historic importance of Tehran-Erbil relations and spoke in glowing terms of cooperation between the two in a joint press conference in Baghdad with Kurdistan Democratic Party (KDP) delegation head Fazil Mirani on Thursday.

The KDP delegation arrived in Baghdad two days before to meet with high-level officials of leading Iraqi coalitions to participate in post-election dealings that precede the formation of the next Iraqi government.

"We hope a strong government is established in Iraq" Masjedi stated, adding, "it is still early to

form of a new government."

He also highlighted the Islamic Republic's "historic" relations, and "cooperation" with the Kurdistan Region.

Masjedi was appointed to the post of Ambassador to Iraq in April of 2017, before which he was a veteran of the Iran-Iraq War of the 1980s and a senior Iranian Revolutionary Guards Corps (Quds Force) commander. He also served as a top advisor to controversial general Qassem Soleimani, a figure emblematic of Iranian influence in Iraq who came to Baghdad immediately following the elections in an apparent attempt to shore up support for parties most connected to Tehran, such as Hadi al-Amiri's Al-Fatih Coalition, and against top vote-getter Muqtada al-Sadr, often a critic of Iran.



Iranian Ambassador to Iraq Iraj Masjedi (R) and KDP delegation head Fazil Mirani (L) at the Iranian Embassy in Baghdad, May 24, 2018. (Photo: Kurdistan 24)

"The Islamic Republic of Iran is a friend of the Kurdistan Region," Fazil Mirani chimed in. "Iran has an important role in the region [Iraq]."

The KDP official went on to say that they had reached a "common conviction" on taking it slow in the process of government formation.

In a press conference with members of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) on Wednesday, Mirani emphasized the importance of unity between Kurdish parties to protect the achievements and rights of the people of the Kurdistan Region. ●

THE JERUSALEM POST May 26, 2018

# Kurds in Iraq adrift after Iraqi election

Kurdish politics has been in disarray since the independence referendum last September.

By Seth J. Frantzman / May 26, 2018  
[www.jpost.com](http://www.jpost.com)

At a meeting of Kurdistan Democratic Party officials on Saturday in Erbil, the capital of the autonomous Kurdistan region in Iraq, the party sought Kurdish unity in negotiations with Baghdad.

Two weeks after the May 12 election, the Kurdish parties, of which the KDP is the largest, are trying to determine how they can continue to play a central role in the coalition building that must take place for a new government to be formed.

But Kurdish politics has been in disarray since the independence referendum last September, and critics say the current discussions with Baghdad look more like begging for a role than playing the kingmaker as Kurds once did.

The KDP came in fourth in the election, worse than Muqtada al-Sadr's Sairoon party, Hadi al-Amiri's Fateh alliance and Haider al-Abadi's Victory alliance. With 25 seats in the unicameral, 329-member legislature, they have the same strength as Nouri al-Maliki's State of Law Coalition. Maliki, Amiri, Sadr and Abadi all run parties whose main supporters are Shi'ite Arabs.

Together, all these other parties could simply run the country, without the Kurds or the Sunni Arabs. But politics isn't so simple in Iraq. Amiri's and Maliki's parties are very close to Iran, while Sadr's

positioned itself as a nationalist party opposed to both Iranian and American influence in Iraq. This gives the Kurds the ability to sign on with one camp or another.

The current position of the Kurds illustrates how much things have changed in the last decade and a half since Iraq was liberated from Saddam Hussein's tyranny. In the parliamentary election of December 2005, Massoud Barzani, leading a united Kurdish list, came in second with 53 seats. Since then the myriad Kurdish parties have increasingly contested the elections on their own, with the Patriotic Union of Kurdistan taking around 20 seats each time and the smaller Kurdish Islamic parties and the Gorran (Change) movement taking a dozen seats between them. The fragmentation has weakened the Kurdish bargaining power in Baghdad.

During the four years of war against ISIS, this weakened bargaining power mattered less, because Baghdad's policies appeared to have failed Iraq and allowed ISIS to take control of a third of the country.

In those years it was common to hear Kurdish Peshmerga on the front line say that Iraq was finished as a country; how could it recover from the divisions created by ISIS. Increasing Iranian influence and the growth of sectarian militias, called the Popular Mobilization Units, appeared to show that Iraq was slipping into corruption and chaos.



Kurds in Erbil, Iraq, on the day of the independence referendum on September 25, 2017. (photo credit: SETH J. FRANTZMAN)

Kurds could point to their region in the northeast as the one stable and economically viable area.

The stability in the Kurdish region began to change after the referendum, when Baghdad took advantage of Kurdish divisions to retake Kirkuk in October 2017 from the Peshmerga, who had defended it against ISIS. Anger over late payment of salaries and accusations of corruption at the highest levels led to a series of mass protests in December.

It was in this context that Kurdish parties contested the recent election. But any thought that voters would punish the leading KDP and PUK parties did not materialize. Instead the traditional parties performed as expected. Nevertheless the bitterness from the fall of 2017 remains. After the election in Sulaimaniya, the Gorran party headquarters was fired upon.

Four smaller Kurdish parties (Gorran, Coalition for Justice and Democracy, Kurdistan Islamic Union and Kurdistan Islamic Group) met with US anti-ISIS envoy Brett McGurk this past Tuesday, demanding the election results be annulled ⇨



due to allegations of fraud. It's unclear why they thought McGurk could get the results changed, he's ostensibly in Iraq to coordinate the anti-ISIS fight, but there is widespread perception that he is there to represent US interests in coalition building after the election.

The KDP and PUK pursued a different avenue. On Wednesday, Sadr met with representatives of the PUK and KDP, and on Thursday the two leading Kurdish parties met with Maliki and Amiri in

Baghdad. It's not entirely clear what came out of the meetings between the Kurdish parties; it wasn't so long ago that Maliki and Amiri were despised in Erbil; Maliki accused of being an Iranian pawn, and Amiri's Shi'ite militias seen as a Shia version of ISIS. But power politics now takes precedence over old biases. There are rumors that Iran would like to see a coalition without Sadr, which would include the Kurdish parties and the other Shi'ite parties. But there are also rumors that the Kurdish parties could work with Sadr to

undermine Iran's influence.

Either way, Erbil's demands appear to be mostly about salaries and economic rights. The region exports oil and wants its public salaries paid by Baghdad. The region is holding out hope that the new US strategy on Iran will mean more support for the Kurds as a traditional ally of Washington.

The Kurdish region can only hope that it is needed as a coalition partner in Baghdad and by Washington to continue playing a vital role in Iraq.

Le Monde MARDI 29 MAI 2018

# Regain d'activité de l'EI en Syrie

L'organisation Etat islamique a mené des attaques contre les forces syriennes et russes

L'organisation Etat islamique (EI) bouge encore dans l'est de la Syrie. Jusqu'à 76 éléments du régime syrien et de ses alliés sont morts ces derniers jours lors d'attaques menées par le mouvement djihadiste. Des combattants russes figurent parmi les pertes. « Deux conseillers militaires qui dirigeaient les tirs d'une batterie d'artillerie syrienne ont été tués dans la région de Deir ez-Zor. Cinq autres ont été blessés et transportés dans un hôpital militaire russe », a indiqué, samedi 26 mai, le ministère de la défense à Moscou. Deux d'entre eux sont morts des suites de leurs blessures.

Cette attaque, perpétrée dans la nuit du 23 mai près de Mayadin, « avait été planifiée », a indiqué le président de la commission de la défense à la Douma, Vladimir Chamanov. Les « terroristes se sont déplacés à grande vitesse dans des véhicules Toyota dotés de mitrailleuses lourdes », selon ses propos cités par l'agence russe NSN. En plus des quatre militaires, deux autres Russes, des mercenaires cette fois, auraient été tués, selon le journal *Novaïa Gazeta*, qui cite une source anonyme. D'autres auraient été transférés dans un hôpital de Moscou.

Surnommés « Wagner » en Russie – un pseudonyme emprunté à l'un de leurs chefs, Dmitri Outkine, ex-officier du renseignement militaire (GRU) –, ces hommes travaillant pour des sociétés militaires privées sont notamment chargés de la surveillance des installations pétrolières.

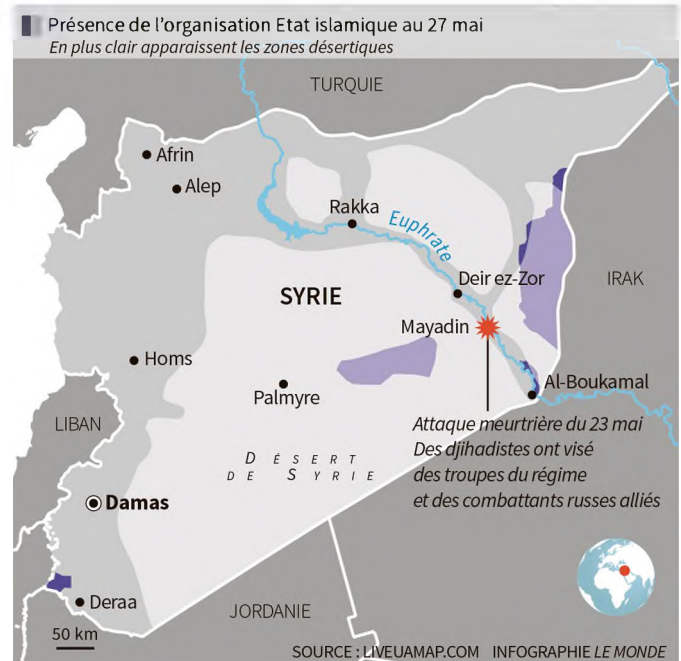
**Selon des sources locales, les djihadistes sont composés à « un tiers de Syriens, un tiers d'Irakiens et un tiers d'étrangers »**

## Dernier carré de combattants

Dans cette région, la coalition internationale estime qu'il resterait de 2000 à 2500 djihadistes regroupés dans une poche de 50 km sur la rive est de l'Euphrate. Des sources locales citées par la revue syrienne *Ayn Al-Madina* (proche de l'opposition) évaluent leur composition à « un tiers de Syriens, un tiers d'Irakiens et un tiers d'étrangers, dont la majorité est originaire de pays du Maghreb et d'Asie centrale ou de l'Est ».

Ce dernier carré de combattants profite des antagonismes entre ses différents adversaires pour tenter de survivre. Le régime de Bachar Al-Assad et ses alliés tiennent la rive ouest de l'Euphrate, qui coupe la province de Deir ez-Zor en deux, tandis que des forces arabes et kurdes soutenues par les Etats-Unis opèrent sur la rive orientale.

La ligne dite de « déconfliction » qui longe le fleuve, mise en place depuis 2017, est destinée à empêcher tout affrontement entre les deux camps. Mais les deux camps adverses ne se coordonnent pas et cherchent à s'affaiblir mutuellement.



Dans la nuit du 7 au 8 février, plus d'une centaine d'hommes armés combattant pour le régime syrien avaient ainsi péri sous des bombardements américains lors d'une tentative de s'emparer d'un site gazier passé sous contrôle des Forces démocratiques syriennes (FDS). Parmi eux, des dizaines de mercenaires de nationalité russe.

En janvier, c'est une autre crise qui a offert un répit à l'EI. Attaquées par l'armée turque et des brigades rebelles syriennes proches d'Ankara dans le nord-ouest du pays, les forces kurdes syriennes, colonne vertébrale des FDS, ont gelé leurs opérations contre le groupe djihadiste dans le Sud-Est. « L'incursion de la Turquie dans le canton d'Afrin a conduit la composition kurde des FDS à se désintéresser de la lutte contre l'EI. Ce qui a mené à un arrêt des opérations offensives soutenues par les Etats-Unis dans les provinces de Rakka et de Deir ez-Zor », notait l'inspecteur général des opérations à l'étranger, dans un rapport remis au Congrès américain en mars.

« Le département de la défense a continué à soutenir les éléments arabes des FDS. Mais, malgré des

années de formation, d'aide, et la présence de conseillers de la coalition, ces forces sont seulement capables de maintenir des positions défensives en l'absence de commandants et de combattants kurdes », ajoutait le rapport. Environ 2000 membres des Unités de protection du peuple (YPG) kurdes s'étaient alors redéployés dans le Nord-Ouest. Conséquence : « Les militants de l'EI ont attaqué les FDS et les positions du régime dans des régions en dehors de leur contrôle et ont pris pied dans de nouveaux territoires. » L'offensive kurde contre l'EI n'a repris que le 1<sup>er</sup> mai.

La veille du raid djihadiste sur les positions syriennes et russes près de Deir ez-Zor, le 23 mai, une autre attaque éclair a coûté la vie à 26 membres des forces gouvernementales dans la province voisine de Homs. Deux jours auparavant, quelque 800 combattants de l'EI, retranchés dans le quartier de Yarmouk, au sud de Damas, avaient rejoint la Badya, cette vaste zone désertique qui s'étend de Homs à la vallée de l'Euphrate, à la faveur d'une évacuation négociée avec le régime de Damas. ■

MADJID ZERROUKY

# Paris et Ankara dans un bras de fer sur le Kurdistan syrien

Salah Ben Odran — 26 mai 2018  
<http://www.slate.fr>

**La tension est montée d'un cran entre Ankara et Paris, à l'ombre du déploiement de forces spéciales françaises dans le Rojava et de l'appui diplomatique peu équivoque au projet d'autonomie territoriale kurde en Syrie.**

Plus rien ne semble aller entre Ankara et Paris. Ou presque. Alors que les liens entre les deux capitales s'enveniment depuis déjà plusieurs années, à l'ombre d'une radicalisation du pouvoir à Ankara et de divergences sur des questions liées, entre autres, à l'Union européenne et à la lutte anti-terroriste, le conflit syrien est venu confirmer un divorce en cours.

Pour cause: une position diamétralement opposée sur la question kurde en Syrie. La France, dont le chef de l'État a reçu le 29 mars une délégation des forces démocratiques syriennes (FDS) –l'aile militaire du pouvoir politique kurde– et les a assurées de son «soutien», a déployé quelques centaines de soldats des forces spéciales dans la zone semi-autonome kurde, notamment à Minbej, pour dissuader Ankara de poursuivre son offensive contre la région.

## LA TURQUIE OPPOSE UNE FIN DE NON-RECEVOIR À LA FRANCE

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), près de 350 soldats de la coalition anti-EI, essentiellement des Américains et des Français, sont, en effet, stationnés à Minbej, ville du nord-ouest syrien dans le viseur d'Ankara.

Paris aurait même envoyé des renforts au moment où le président turc Recep Tayyip Erdogan multipliait les menaces d'attaquer la ville pour en déloger les YPG, la principale milice kurde et épine dorsale des FDS qu'il qualifie de «terroriste» pour ses liens présumés avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), une guérilla kurde qui mène depuis plus de trois décennies une lutte sanglante en faveur de l'autonomie d'un Kurdistan turc.

Cet appui diplomatique et militaire de la France a suscité la grande colère du «sultan» de la «sublime porte».

«Ceux qui dorment et se lèvent avec les terroristes, ceux qui les reçoivent dans leur palais comprendront tôt ou tard leur erreur», a ainsi martelé le président turc lors d'un discours enflammé en avril, en allusion à la rencontre à l'Élysée entre Emmanuel Macron et des



Erdogan en mai 2018.  
 | Matt Dunham / AFP

représentants kurdes, qualifiant la France de pays qui «n'a pas encore réglé ses comptes avec son passé sale et sanglant».

Le président français avait proposé, lors de sa réunion avec la délégation des FDS, une médiation entre le pouvoir turc et les autorités kurdes en Syrie. «Qui êtes-vous pour parler de médiation entre la Turquie et une organisation terroriste?», lui avait alors lancé Recep Tayyip Erdogan lors de son discours. Ankara, qui a opposé une fin de non-recevoir à cette offre de médiation, a été jusqu'à avertir Paris que les soldats français pourraient être pris pour cible.

## CRAINTE D'UN KURDISTAN SYRIEN

À l'origine de la colère turque réside son hostilité face à l'autonomie de facto instaurée par les Kurdes dans le Rojava, une région frontalière de la Turquie, qui constitue plus du quart de la superficie syrienne. Elle craint notamment qu'un éventuel Kurdistan syrien à ses portes –similaire à celui de l'Irak– n'éveille les mêmes élans nationalistes au sein de la communauté kurde en Turquie ou ne soit le prélude à l'émergence d'un foyer national kurde transnational au Moyen-Orient.

C'est d'ailleurs dans l'optique d'entraver un tel projet que l'opération militaire Rameau d'olivier a été lancée en janvier et permis en moins de deux mois aux forces turques et à leurs alliés syriens de reprendre l'enclave d'Afrine, un des trois cantons de la région fédérale kurde auto-proclamée en Syrie.

La Turquie avait déjà lancé une première offensive baptisée Bouclier de l'Euphrate en août 2016 visant à affaiblir l'organisation État islamique (EI) ainsi que les milices kurdes dans le nord de la Syrie.

«Les Kurdes syriens sont aujourd'hui les meilleurs atouts stratégiques des occidentaux sur le terrain. Le pouvoir français en a pleinement conscience, peut-être plus que la Maison-Blanche»

De son côté, la France participe à la lutte contre l'EI en Irak et Syrie au sein de la coalition

internationale et dispose sur le terrain de forces spéciales, dont la mission consiste à apporter un soutien technique et des conseils aux combattants kurdes, mais également de bases d'artillerie utilisée dans l'offensive actuelle menée contre l'EI à Deir Ezzor. Le soutien de Paris à ces forces provient –au-delà du principe du droit des peuples à l'auto-détermination– à leur lutte acharnée et efficace contre l'EI au cours des quatre dernières années. Les YPG ont, en effet, été le fer de lance de l'offensive menée à l'été dernier pour chasser l'EI de Raqa, son principal bastion en Syrie, après avoir vaincu les jihadistes dans la bataille hautement symbolique de Kobané début 2015.

Cette conscience a été doublée par la récente résurgence de l'EI dans certaines zones contrôlées par le régime de Bachar el-Assad, autour du fleuve de l'Euphrate, selon l'aveu même de responsables militaires américains.

Lors d'une récente conférence internationale sur le financement du terrorisme, Emmanuel Macron n'a d'ailleurs pas hésité à rappeler cette alliance stratégique avec les Kurdes et l'engagement à long terme de la France sur le

**«Les Kurdes syriens sont aujourd'hui les meilleurs atouts stratégiques des occidentaux sur le terrain. Le pouvoir français en a pleinement conscience, peut-être plus que la Maison-Blanche», explique Julien Théron, spécialiste des conflits au Moyen-Orient.**

Julien Théron, spécialiste des conflits au Moyen-Orient

théâtre syro-irakien. «La France restera engagée (en Syrie et en Irak) aussi longtemps que nécessaire auprès de la coalition internationale, des autorités irakiennes et des Forces démocratiques syriennes», avait-il déclaré.

## INTÉRÊTS (GÉO)ÉCONOMIQUES, MIGRATOIRES ET GÉOPOLITIQUES

L'engagement français en faveur des milices kurdes est, par ailleurs, motivé par des intérêts économiques. Un Kurdistan syrien revêt potentiellement d'opportunités d'investissement similaires à celles du Kurdistan irakien.

«Le contrat que la société russe Rosneft a signé avec le gouvernement régional kurde en Irak, avec pour objectif l'extraction d'un million de barils/jours d'ici la fin de l'année et deux millions d'ici 2024 tend à confirmer >



➤ que la question du Kurdistan implique aussi une dimension économique importante et particulièrement attrayante pour les groupes français. Le cas de Lafarge, premier investisseur au Kurdistan irakien et fournisseur de 60% du ciment produit en Irak est, de ce point de vue, symbolique. D'autres entreprises françaises sont installées de longue date dans le Kurdistan irakien, à l'instar d'Auchan (2014) et Carrefour (2011)», explique Emmanuel Dupuy, président de l'Institut prospective et sécurité en Europe (l'IPSE).

Ces entreprises pourraient à terme étendre leur activité vers le Kurdistan syrien en cas de stabilisation politique et sécuritaire. Mais les intérêts économiques avec la Turquie, notamment dans la perspective de l'indépendance énergétique européenne vis-à-vis du géant russe Gazprom, pèse également sur le rapport à Ankara et ce jeu d'équilibriste que tente de mener Paris, en concert avec ses partenaires européens.

«La mise en oeuvre du Trans Anatolian Pipeline (TANAP) à l'horizon 2020 et du Trans Caspian Pipeline (TCP) en 2022, concurrençant le projet russe Blue Stream sont deux arguments de taille pouvant aisément purger les différends bilatéraux», souligne Emmanuel Dupuy.

C'est ce qui expliquerait, en partie, le démenti

publié par l'Élysée, dans la foulée de la réunion entre le président Macron et les représentants kurdes, sur l'envoi de nouvelles troupes françaises dans le nord et l'est de la Syrie.

Mais il ne s'agit pas du seul facteur atténuateur des tensions entre Paris et Ankara.

### «Paris a besoin de la relative bienveillance turque à son égard afin d'apparaître comme une alternative diplomatique dans la région.»

Emmanuel Dupuy, président de l'Institut prospective et sécurité en Europe

«L'accord migratoire conclu au forceps, en novembre dernier, entre l'UE et la Turquie, sur la base de la mise à disposition de près de six milliards d'euros confiés à Ankara, afin de juguler et réguler les flux migratoires d'ici 2026, contraint la France et ses partenaires européens les plus concernés par ce dossier, de ne pas chercher à froisser davantage Ankara», analyse Emmanuel Dupuy.

«Le soutien, bien que tacite, d'Ankara aux

frappes engagées par la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, le 13 avril dernier, est venu confirmer, par ailleurs, que Paris a besoin de la relative bienveillance turque à son égard afin d'apparaître comme une alternative diplomatique dans la région, à mesure que Washington perd toute crédibilité sur le dossier israélo-palestinien ou dans la perspective de la réconciliation intra-syrienne», ajoute l'analyste.

Mais des divergences de taille persistent néanmoins entre les deux capitales.

Si «la question kurde est un point de divergence historique entre Paris et Ankara, la tension politique est actuellement vive car les agendas stratégiques des deux États se télescopent», souligne Julien Théron.

Au niveau de la coordination des efforts militaires, par exemple, visant à éradiquer le dernier réduit de l'EI en Syrie, «la Turquie n'a pas donné de signe puissant de rétraction de son engagement limité auprès de l'opération Inherent Resolve», menée par la coalition arabo-occidentale en Syrie et en Irak depuis 2014, illustre-t-il.

Par ailleurs, «le processus d'intégration européenne de la Turquie est au point mort depuis novembre 2016 (...), tandis que la tension entre Berlin et Ankara reste vive, à l'aune de la réforme constitutionnelle d'avril 2017» en Turquie qui jette les fondements du pas-

# Assad menace d'utiliser la force contre des combattants aidés par Washington

Par AFP, le 31/05/2018  
www.lexpress.fr

**DAMAS** - Le président syrien Bachar al-Assad a menacé de recourir à la force contre des combattants arabo-kurdes soutenus par Washington, afin de reprendre les régions qu'ils contrôlent dans le nord-est du pays en guerre.

Dans une interview à la chaîne de télévision Russia Today, diffusée jeudi, M. Assad a par ailleurs affirmé qu'une confrontation directe entre la Russie et les États-Unis avait été évitée de justesse en Syrie, où les deux grandes puissances interviennent dans le conflit.

Le président syrien a affirmé être ouvert aux négociations avec les Forces démocratiques syriennes (FDS) formée de combattants kurdes et arabes, mais "si cela ne marche pas nous allons libérer les territoires par la force".

Des combats inédits ont éclaté fin avril entre les forces du régime et des combattants des FDS dans la province de Deir Ezzor (est),



riche en pétrole, et autrefois tenue par le groupe Etat islamique (EI), chassé de l'immense majorité de la région sous le coup de multiples offensives.

Cette province avait été l'objet d'une course entre les forces du régime Assad, soutenue par l'aviation russe, et les FDS, appuyées par la coalition internationale emmenée par Washington, chacun essayant de vanter la progression de son concurrent.

Aujourd'hui, le pouvoir de Bachar al-Assad contrôle la ville de Deir Ezzor, chef-lieu de la province du même nom, mais aussi toute la rive ouest de l'Euphrate, tandis que les FDS sont stationnées sur la rive orientale.

Sur un autre plan, M. Assad a affirmé qu'une confrontation directe entre la Russie et les États-Unis avait été évitée.

"Nous étions près d'une confrontation directe entre les forces russes et celles des États-Unis, et heureusement elle a été évitée", a dit le président syrien qui s'exprimait en anglais.

Déclenché en 2011 par la répression par le régime de manifestations pacifiques pro-démocratie, le conflit en Syrie s'est complexifié au fil des ans avec l'implication de pays étrangers et de groupes jihadistes, sur un territoire morcelé.

Il a fait plus de 350.000 morts et jeté à la rue des millions de personnes. ■

# Iran sanctions leave foreign firms bitter

TEHRAN

## E.U. companies denounce the U.S. as 'Caesar' for complicating investments

BY THOMAS ERDBRINK

After the landmark nuclear agreement of 2015, hundreds of European, Asian and even American companies rushed to enter Iran's largely untapped market of 80 million people, assured by the United States and the other signatories that their investments would be safe for at least a decade.

This month, after President Trump unilaterally pulled the United States out of the agreement, the companies heard a strikingly different message: They have 180 days to leave Iran or face being barred from the United States market and being hit with multibillion-dollar fines and the arrests of their chief executives for disregarding American sanctions.

In a speech last week, Secretary of State Mike Pompeo vowed that America would destroy the Iranian economy with new unilateral measures that would be "the strongest sanctions in history."

It is too early to say how many foreign companies ultimately will pull out of Iran in the face of the American threats. The European Union has made promises to take steps to protect its companies. But the new sanctions have undeniably complicated matters for foreign investors in Iran, particularly companies with global operations, leaving many European executives bitter.

"The message is 'This is Rome, and Caesar has changed his mind. If we disobey, our villages will be burned to the ground,'" one said. Like every other person interviewed for this article, the executive would speak only anonymously, fearing the wrath of either the Iranian or the American authorities.

It remains unclear just how much overall impact the new sanctions will have. While foreign investment in Iran has doubled since the 2015 deal, the actual increase, to \$4 billion from \$2 billion, is not terribly significant in a \$428 billion economy.

"Punishing foreign companies seems to be more about exerting power than really hurting the Iranian economy," said Saeed Laylaz, an Iranian economist. "What matters really is the oil. The presence of Europeans here, not that much yet."

Nevertheless, the inroads made by Western businesses in the past three years are visible all along the clogged roads of the Iranian capital.

Bosch, the German home appliances producer, wants Iranians to buy its dishwashers, enormous billboards show. The logo of ABB Global, a Swedish-Swiss conglomerate active in everything from robotics to electric power, is plastered on the side of a building. Signs hawk Barbican nonalcoholic beer, from Saudi Arabia, Iran's regional enemy.

Many of these ventures, particularly those involving high-profile companies with ties to or extensive operations in the United States, are now imperiled. Two major oil companies, Total of France and Eni of Italy, are leaving development projects. The Danish shipping companies TORM and Maersk will

no longer call on Iranian ports. An Italian steel maker, Danieli, which a year ago opened a big factory near Tehran, will have to sell its shares and pull out.

Procter & Gamble, the American consumer goods giant, which was already selling products like Head and Shoulders shampoo and Braun shavers, is laying off all local staff, employees say, and heading for the exits.

But the decision is not so clear cut for numerous other companies, mostly European and Asian, that sell products that are not under sanctions — soft drinks, chocolate bars, clothes, medical equipment and medicine, for instance. Debenhams, the British department store, has franchises in Tehran, as does Adidas, the German sports apparel company. Peugeot and Renault of France sell cars here. Scania, the Swedish company, sells trucks and buses.

Then there are European and Asian consultants in Tehran and the rest of the country advising Iranian companies: importers of skin-care products, chefs working in high-end restaurants, professional soccer players and companies that have entered into joint ventures with Iranian partners.

The departure of the European and Asian companies undoubtedly will mean job losses for young Iranians. "I have a staff of 11 supermotivated women," said one European executive who had built his office from scratch after his company returned to Iran in 2015. "It's amazing to see how quickly employees here learn and adapt," the executive said. "Now, I have to let them all go. It physically hurts me to even think of that."

Local Iranian employers are feeling the effects, as well. "We lost 20 percent of our customers last week, and 60 percent have put their work in Iran temporarily on hold," said Ben Karami of I.C.A., an advertising company based in Tehran. His customers used to be Procter & Gamble, the global beauty company Coty and others.

Few European diplomats and analysts believe the new sanctions on Iran will have the impact that Mr. Pompeo, for one, seems to be hoping.

"The Americans now want to destabilize Iran, but they won't live with the consequences. We will," said one European diplomat. He added that he doubted the sanctions would have much effect. But if they did destabilize the country, Europe would face the ramifications in migration and enhanced regional insecurity.

For now, the diplomat said, most European embassies are telling their companies to take their time. •



ARASH KHAMOOSHI FOR THE NEW YORK TIMES

A billboard for Volkswagen's GTI in Tehran, where Western firms have made inroads.



# Turquie: le vote kurde, enjeu majeur des élections anticipées du 24 juin

À Diyarbakir, la « capitale » du Sud-Est à majorité kurde, la population tente de relever la tête après les violents affrontements entre forces armées et guérilla du PKK.

**DELPHINE MINOUI**  delphineminoui  
ENVOYÉE SPÉCIALE À DIYARBAKIR (SUD-EST DE LA TURQUIE)

**ANATOLIE** Sous un soleil brûlant, le petit attroupement s'agglutine au pied d'un immeuble rosâtre du quartier Kayapinar, au cœur de Diyarbakir. En cet après-midi printanier, ils sont quelques dizaines d'hommes et de femmes à avoir bravé la peur pour venir inaugurer l'un des nouveaux QG de campagne du Parti démocratique des peuples (HDP). Cette ville du Sud-Est à majorité kurde se remet fébrilement des récents combats entre forces armées et guérilla du PKK. Faute de temps - le scrutin anticipé a lieu le 24 juin - et de moyens - des milliers de militants sont embastillés -, la cérémonie est sobre, mais festive. « *Après avoir enduré les affrontements, après avoir subi le couvre-feu et vécu au rythme des purges et des arrestations, le silence s'est abattu sur la ville. Ces élections nous offrent un nouvel élan d'espoir : celui de nous débarrasser d'Erdogan !* », ose rêver Heline, en piétinant un tapis de confettis. L'étudiante de 22 ans revient de loin : sa mère, fonctionnaire à la mairie, a été limogée ; son père, membre du HDP, le parti de gauche prokurde, a été écroué pendant un an et demi pour « soutien au terrorisme ». « *Une routine à Diyarbakir...* », ironise la jeune Kurde en jeans et baskets. Autour d'elle, ses amis ricanent, pressés d'aller distribuer, sous forme de tracts, la photo de Selahattin Demirtas, leur ex-leader qui brigue le poste de président depuis sa prison.

Entre le HDP et l'AKP, le parti islamoc conservateur d'Erdogan, le duel s'annonce serré dans cette région clé où les deux factions politiques se partagent traditionnellement les votes. Longtemps, l'AKP y a prospéré, surfant sur la vague des réformes économiques et du processus de paix engagé avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Mais la percée historique du HDP aux législatives de juin 2015 bouleversa la donne, en privant l'AKP d'une majorité absolue trus-tée depuis 2002. Traumatisé, le dirigeant turc convoqua des élections anticipées dès le mois de novembre suivant, sur fond de reprise de l'escalade guerrière entre le PKK et les forces armées. S'ensuivirent des arrestations massives dans les rangs du HDP, accusé d'être le bras politique de la guérilla kurde. Dans le



Bravant la répression, les candidats du Parti démocratique des peuples (HDP) saluent leurs partisans réunis devant leur QG de campagne, jeudi à Diyarbakir.  
ILYAS AKENGIN/AFP

quartier historique de Sur, épice centre des affrontements, les plaies sont flagrantes. En cours de rénovation, l'historique minaret est encore criblé d'impacts de balles. Plus loin, des dizaines de maisons ont été rasées.

Pour qui connaît Diyarbakir, la reprise du conflit - qui a déjà fait 40 000 morts en Turquie depuis 1984 - a métamorphosé cette ville de plus d'un million d'habitants. Partout, des patrouilles de blindés, des postes de contrôle et des enceintes de protection érigées devant les bâtiments officiels... À l'hôtel de ville, placé sous la tutelle d'un « administrateur » depuis l'arrestation des deux co-maires, accusés eux aussi de « soutien au terrorisme », l'aide aux programmes culturels kurdes a été suspendue. « *Le pouvoir se comporte comme une force d'occupation. Il a militarisé la ville, imposé une vision ultranationaliste. Et cela n'a fait qu'empirer après le coup d'État raté de juillet 2016 où la chasse antiputschiste s'est élargie à toutes les franges de l'opposition. Erdogan et l'AKP voient en chaque voix dissonante une menace contre leur existence. Et la récente réforme de la Constitution en est l'illustration : elle renforce le pouvoir d'un seul homme, au risque de basculer dans la dictature* », déplore Edib Berk, candidat HDP aux législatives du 24 juin, où concourent aussi les kémalistes du CHP et le tout nouveau Bon Parti. Son objectif : « *faire un maximum rempart contre l'AKP en dépassant le fameux quota de 10 % pour que le HDP reste au Parlement* ». Quant à la présidentielle,

« *tout est encore possible, mais ce sera déjà une victoire pour la démocratie si Erdogan ne l'emporte qu'au second tour* », souffle-t-il.

En face, l'AKP affiche sa confiance. « *Erdogan va l'emporter dès le premier tour ! La question ne se pose même pas* », prévient Mehmet Hassan Fidan, un de ses représentants, au premier étage d'un bureau flamboyant neuf. « *Les gens sont fatigués du terrorisme. Nous leur avons offert la sécurité. Nous allons rendre visite aux familles des martyrs, nous soutenons la rénovation de Sur et la construction de nouveaux logements* », dit-il. Des paroles qui continuent à séduire. « *Le conflit nous a épuisés. Tout ce que je souhaite, c'est le retour au calme, la relance de l'économie. Il n'y a que l'AKP pour offrir une telle solution* », avance Abdurrahman, un chauffeur de taxi de 32 ans. Mais il faudra aussi compter avec les déçus de l'AKP. « *La violence de l'offensive militaire dans l'enclave kurde d'Afrine, en Syrie, a choqué de nombreux Kurdes. De plus, l'alliance que l'AKP a soudée avec les ultranationalistes du MHP a largement déplu...* », relève Vahap Coskun, professeur de sciences politiques à l'université Dicle de Diyarbakir. Quant au HDP, « *sa popularité a également été érodée à cause de son ambiguïté à l'égard du PKK et son incapacité à lui faire renoncer aux armes* », précise-t-il. Cependant, l'absence d'alternative et l'extrême polarisation du pays ne devraient pas créer un grand écart par rapport aux dernières législatives. « *Dans le Sud-Est,*

les sondages prévoient les mêmes pourcentages qu'en novembre 2015 (55 % pour le HDP et 38 % pour l'AKP, NDLR) », note Vahap Coskun.

## « Ce sera déjà une victoire pour la démocratie si Erdogan ne l'emporte qu'au second tour »

EDIB BERK. CANDIDAT HDP AUX LEGISLATIVES

Mais les indécis sont encore nombreux et le risque d'abstention pourrait faire le

jeu de l'AKP. « Pour qui voter ? Aucun des partis ne nous a apporté la paix ! », martèle Enes Gündüz, 22 ans. Le jeune Kurde travaille comme vendeur dans une échoppe de noisettes dans le quartier de Sur. Il ne cache pas sa déception face au HDP « qui n'a pas réussi à contrôler les jeunes combattants du PKK ». « Vous voyez ce mur : ils l'avaient trouvé pour creuser des galeries afin de se faufiler de maison en maison pour défier les tanks de l'armée », dit-il en montrant la cloison fraîchement cimentée. Aujourd'hui, il aimerait croire aux banderoles qui vantent la renaissance de Diyarbakir. Il aimerait

croire, aussi, à la vie qui renaît aux terrasses des cafés. Mais il ne peut rester aveugle face à tous ces drapeaux turcs qui tapissent ostensiblement le bazar. Ni aux portraits d'Erdogan qui inondent les artères principales de la ville, comme s'il avait déjà été réélu. « Une provocation », souffle-t-il. Demeure, aussi, une inconnue collée sur toutes les lèvres : la fraude. « Il y en a toujours eu, à un niveau limité. Cette fois-ci, l'AKP aura-t-il l'audace de pousser la barre plus haut pour sauver la face, en cas de besoin ? Nous allons être plus vigilants que jamais », prévient, inquiet, Edib Berk, du HDP. ■

LE FIGARO

samedi 26 - dimanche 27 mai 2018

# Demirtas défie Erdogan derrière les barreaux

UNE CAMPAGNE hors norme pour un candidat atypique : c'est du fond de sa cellule, dans la prison d'Edirne, que Selahattin Demirtas, 45 ans, milite sans répit contre Recep Tayyip Erdogan. Accusé de « diriger une organisation terroriste » et embastillé depuis novembre 2016, l'ex-député et coleader du HDP a officiellement annoncé le 4 mai qu'il brigait audacieusement le poste de président par l'intermédiaire des membres de son parti, rassemblés dans le quartier de Besiktas, à Istanbul. Face à un écran géant, une foule enthousiaste est venue applaudir la nouvelle en regardant défiler trois photos récentes du jeune politicien d'origine zaza (une ethnie kurde). Sur l'une d'elles, il apparaissait tout sourire, penché sur une table remplie de livres, dont l'un signé Rosa Luxemburg. Depuis, pas un jour ne passe sans que son bureau et ses proches ne relaient frénétiquement ses messages via les réseaux sociaux. Ses avocats, nombreux à le défendre, se chargent également de publier ses déclarations sur son compte Twitter, fort de plus de 1,5 million d'abonnés, et de lui transmettre en prison les questions des journalistes. « Le gouvernement et le président Erdogan vont faire campagne en se servant de tous les moyens sous leur contrôle. Ils vont pouvoir interdire tout rassemblement et tout média invoquant l'état d'urgence mais je vais essayer de faire campagne depuis une cellule de prison », déclarait-il dans une de ses récentes interviews accordée par procuration à l'AFP, en dénonçant « l'injustice » de la campagne.

## Assoiffé de justice

Ses chances de l'emporter contre Erdogan sont bien minces. Déjà candidat au scrutin présidentiel de 2014, il n'avait recueilli que quelque 10 % des voix à un niveau national. Cette fois-ci, les sondages oscillent entre 13 et 15 %. Une condamna-

tion lors de sa prochaine audience, le 8 juin, pourrait également rendre caduque sa candidature. Mais il en faut plus pour démonter ce fervent défenseur des droits de l'homme, qui risque aujourd'hui jusqu'à 142 ans de prison. Dans un poème intitulé *Le Courage contagieux*, rédigé derrière les barreaux, et publié récemment sur Twitter, il déclare ainsi sans détour : « Ils diront : "Silence". Et ils diront : "Pas de couleurs". Tu résistes avec un sourire. Mais ils diront : "Aucune rose ne peut fleurir". Alors, rions. Pour que notre révolte ne soit pas orpheline. Et si c'est un crime, qu'il en soit ainsi. »

Né le 10 avril 1973 à Palu dans le Kurdistan turc, cet assoiffé de justice a d'abord travaillé pendant vingt ans comme avocat avant de se lancer dans la politique. Élu pour la première fois au Parlement en 2007, il fonde le Parti démocratique des peuples (HDP) en 2011, dont il devient coprésident. La percée fulgurante de cette formation de gauche prokurde au scrutin législatif de juin 2011 lui vaut rapidement les foudres du président Erdogan, qui, depuis, n'a jamais cessé de saper sa réputation en l'accusant d'être à la solde du PKK. « Si, au niveau national, ses électeurs de gauche lui reprochent d'avoir transformé le HDP en un parti uniquement prokurde et si certains de ses partisans lui en veulent de ne pas avoir été en mesure d'être suffisamment influent sur la guérilla pour faire taire les armes, il n'en demeure pas moins un homme intègre qui n'a jamais cessé d'œuvrer pour la paix », observe Vahap Coskun, enseignant à l'université Dicle de Diyarbakir. Ses supporters, issus des classes urbaines comme des milieux traditionnels, louent son charisme et son franc-parler. « Il est le seul candidat capable de nous représenter », insiste l'avocat kurde Neset Girasun, en citant un récent sondage de l'institut Rawest qui crédite Demirtas de 49,5 % des intentions de vote au premier tour dans la région du Sud-



Actuellement emprisonné, le leader du HDP, Selahattin Demirtas, a annoncé le 4 mai qu'il brigait le poste de président. BURHAN ÖZBİLİCİ / AP

Est. Le succès de son recueil de nouvelles, *L'Aurore*, rédigé en prison et vendu à 180 000 exemplaires en dit également long sur la renommée de cet élégant politicien que ses jeunes partisans surnomment « le plus beau des candidats ».

Conscients de sa popularité et de l'importance du vote kurde, deux autres candidats au scrutin présidentiel, l'ex-ultra-nationaliste Meral Aksener et le kémaliste Muharrem Ince ont même récemment fait un geste symbolique en réclamant sa libération - et en lui rendant visite en prison pour le second. Une petite victoire pour l'intéressé, qui symbolise aussi la détermination commune de l'opposition, toutes tendances confondues, de miser sur un second tour dans l'espoir d'un front commun anti-Erdogan. « Nous sommes ceux qui vont déterminer l'élection présidentielle. Nous sommes le cadenas. Nous sommes la clé », déclarait d'ailleurs, début avril, le leader kurde lors d'une de ses audiences au tribunal. ■ D.M.



# Erdogan rattrapé par la crise économique

## L'opinion turque s'inquiète, à moins d'un mois des élections

ISTANBUL - correspondante

**M**édias aux ordres, concurrents privés de temps d'antenne, opposants harcelés : la campagne électorale menée par le président turc, Recep Tayyip Erdogan, en vue de sa réélection semblait sous contrôle avant d'être rattrapée par les mauvaises performances de l'économie. A un mois des élections législatives et présidentielle anticipées par M. Erdogan au 24 juin, la population s'inquiète de voir ses revenus fondre tandis que les prix grimpent.

La monnaie locale, la livre turque, ne cesse de se déprécier, l'inflation est à deux chiffres (10,8 % en rythme annuel), le déficit des comptes courants se creuse, les entreprises du secteur privé tentent de restructurer leurs dettes auprès des banques, les investisseurs fuient, la confiance s'érode. Selon une enquête menée en avril par le centre d'études de l'opinion Metropoll, 50 % des personnes interrogées déplorent une « détérioration de leur niveau de vie » en 2018. « L'essence, les produits alimentaires, les vêtements, tout augmente d'heure en heure. Il faut que cela s'arrête », s'insurge Münever, une ménagère du quartier de Sisli.

Convaincu que la livre turque est son plus farouche adversaire, M. Erdogan a menacé le secteur financier d'« un lourd tribut à payer » si « des manipulations avec les in-

vestisseurs » étaient avérées. « Le lobby des taux d'intérêt est contre nous », a-t-il tonné lors d'un meeting de campagne, samedi 26 mai, à Erzurum, dans l'est de l'Anatolie, invitant ses militants à servir Dieu plutôt que les intérêts du financier et philanthrope américano-hongrois George Soros.

Victime ou pas d'un complot international ou d'une mauvaise gouvernance, le pays est à deux doigts de la crise monétaire. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la livre turque a perdu 17 % de sa valeur par rapport au dollar, une baisse deux fois plus importante que celles des autres monnaies émergentes.

Mercredi 23 mai, alors que la livre dévissait de 5 %, la banque centrale a fini par relever, en fin de journée, l'un de ses taux directeurs afin d'enrayer la chute et de rassurer les investisseurs. Insuffisante, tardive, la mesure a fait l'effet d'un coup d'épée dans l'eau.

### Culte de la personnalité

Tétanisée par l'autoritarisme tonitruant du « Reïs », la banque centrale rechigne à jouer son rôle, privilégiant les ajustements cosmétiques à la conduite d'une politique monétaire forte et indépendante. Difficile pour elle de relever ses taux quand le président Erdogan défend la logique inverse, à savoir qu'il vaudrait mieux selon lui baisser les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation.



**Recep Tayyip Erdogan (au centre), à Istanbul, le 4 mai. Photo fournie par le service de presse de la présidence turque.**

KAYHAN OZER/AFP

coutumier des théories économiques hétérodoxes, le président turc a récemment épouvanté les marchés en foulant aux pieds le principe sacro-saint de l'indépendance de la banque centrale. S'exprimant devant un parterre de banquiers et de gestionnaires de fonds d'investissement lundi 14 mai à Londres, il a déclaré qu'en cas de réélection, il déciderait seul de la politique monétaire du pays, « n'en déplaise à certains ».

Une mise au point est venue du Fonds monétaire international (FMI). « Certains commentaires ont alarmé les investisseurs sur le fait que la banque centrale de Turquie pourrait être dirigée, commandée ou influencée par le pouvoir politique », a déclaré Christine Lagarde, la présidente du FMI, prompt à rappeler qu'en matière de politique monétaire « mieux vaut laisser le gouverneur de la banque centrale faire le boulot ».

L'argument du complot, avancé à l'envi par les islamocconservateurs, suffira-t-il à convaincre les électeurs ? Touchés au porte-monnaie, ces derniers pourraient manifester leur mécontentement dans les urnes. Car la prospérité économique qui était jusqu'ici la marque de fabrique de M. Erdogan et de son Parti de la justice et du développement (AKP, islamocconservateur) n'est plus au rendez-vous. L'autoritarisme, le culte de la personnalité, la paralysie des institutions ont pris le pas sur le pragmatisme et sur l'ouverture des débuts.

Se fiant uniquement au cercle étroit de ses conseillers et aux médias qu'il contrôle, M. Erdogan prononce deux ou trois discours par jour dans lesquels il a tendance à se répéter, sans offrir d'autre idée que celle de son pouvoir absolu. « Il serait faux de dire

## Ne se fiant qu'au cercle étroit de ses conseillers et aux médias qu'il contrôle, Erdogan prononce deux à trois discours par jour

qu'il n'y a aucune fatigue », a-t-il néanmoins reconnu dans une interview diffusée par la chaîne TRT mercredi, le jour où la livre turque dévissait.

D'économie, il ne fut absolument pas question. Les deux journalistes qui menaient l'interview étaient dans leurs petits souliers. « Le président n'est-il pas fatigué par tous ces déplacements ? Quand trouve-t-il le temps de dormir ? A-t-il eu le temps seulement pour un iftar [repas de rupture du jeûne] avec ses enfants et ses petits-enfants ? »

Réponse de l'interviewé : « Hier soir justement, je l'ai fait. Avec ma femme nous sommes allés prendre un repas d'iftar chez deux indigents à Baglum [un quartier populaire d'Ankara]. Très vite, une foule énorme a envahi le quartier. Alors j'ai demandé à Hasan, mon secrétaire, pourquoi nous étions venus avec ma voiture de fonction. Si on avait pris un bus de campagne, j'aurais pu parler à ces gens. » ■

MARIE JÉGO

### « Le Point » dénonce un « harcèlement »

L'hebdomadaire *Le Point* a dénoncé, dimanche 27 mai, une campagne de « harcèlement » contre son dernier numéro, dont la « une », présentant le président turc, Recep Tayyip Erdogan, comme un « dictateur », a fait l'objet de menaces dans le sud de la France. Vendredi, au Pontet (Vaucluse), un kiosquier a fait retirer l'affiche promotionnelle des façades de son point de vente sous la pression d'un groupe de militants pro-Erdogan. La « une » a été remise samedi, à la demande de la mairie.

# Verdict du Tribunal Permanent des Peuples sur la Turquie et les Kurdes

<https://www.lautrequotidien.fr>

May 30, 2018

Le Tribunal Permanent des Peuples sur la Turquie et les Kurdes s'est réuni le 15 et le 16 mars à Paris et a livré son verdict au Parlement européen à Bruxelles le 24 Mai. Ce tribunal d'opinion fondé à Bologne en 1979 a estimé que le président de l'État turc, Recep Tayyip Erdogan, est directement responsable des crimes de guerre et d'État commis en particulier dans le sud-est de l'Anatolie.

A un mois de l'élection présidentielle en Turquie, le Tribunal Permanent des Peuples (TPP) a prononcé une condamnation cinglante contre le président turc Recep Tayyip Erdogan, l'accusant de crimes de guerre contre le peuple kurde en Turquie et jugeant que celui-ci était victime "de souffrances incalculables". Dans ses recommandations, le Tribunal demande à la Turquie d'engager des négociations immédiates avec les Kurdes, de restaurer l'État de droit et de se retirer totalement de l'enclave d'Afrin en Syrie, peuplée majoritairement de Kurdes.

Le rapport du Tribunal a été rendu public jeudi 24 mai, dans le cadre d'une conférence au Parlement européen, à Bruxelles. Le Président du Tribunal, Philippe Texier, ancien juge à la Cour de cassation française, qui a également siégé au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, a déclaré que la "cause clé" du conflit entre la Turquie et les Kurdes était "le déni au peuple Kurde de son droit à l'autodétermination".

Le TPP a été fondé à Bologne en 1979 pour traiter les plaintes contre des États qui n'ont pas ratifié les conventions sur les droits humains, telles que le Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale. Sur proposition de l'Association Européenne des Juristes pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (EJDH) et d'autres organisations juridiques internationales et européennes, le TPP a tenu une session sur la Turquie et les Kurdes, à Paris, les 15 et 16 mars 2018. Le jury composé de sept juges éminents originaires de différents pays européens, a entendu durant ces deux jours, des témoignages relatifs à deux allégations, la première portant sur les crimes de guerre commis contre le peuple kurde durant la période du 1er juin 2015 au 31 janvier 2017, dans plusieurs villes du sud-est de la Turquie, y compris Diyarbakir, la seconde sur les crimes terroristes commis en Turquie ou à l'étranger, tels que les attentats à la bombe, les enlèvements et les assassinats ciblés, y compris l'assassinat le 9 janvier 2013, à Paris, de trois militantes kurdes.

Dans sa délibération, le Tribunal conclut que l'État turc est « responsable du déni au peuple kurde de son droit à l'autodétermination, en lui imposant l'identité turque, en niant l'identité et la présence du peuple kurde, en réprimant sa participation à la vie politique, économique et culturelle du pays, interprétée comme une menace à l'autorité de l'État turc ». Concernant la lutte menée par les Kurdes, il souligne qu'elle présente les caractéristiques d'un « conflit armé non-international » régi par le droit international humanitaire et que, contrairement à ce que prétend Erdogan, il ne s'agit pas d'un problème de terrorisme susceptible de se voir appliquer la législation anti-terroriste. A cet égard, le Tribunal rappelle que le mouvement kurde a tenté à plusieurs reprises de négocier une solution pacifique avec la Turquie, mais que ses propositions ont été systématiquement rejetées par Erdogan.

## LE VERDICT EST SUIVI D'UN CERTAIN NOMBRE DE RECOMMANDATIONS:

- La Turquie doit immédiatement mettre fin à toutes les opérations militaires menées par son armée en Syrie et retirer ses troupes à l'intérieur de ses frontières nationales.
- La Turquie doit rechercher et punir les responsables des crimes de guerre commis dans le Sud-Est de l'Anatolie entre le 1er juin 2015 et le 31 janvier 2017.
- La Turquie doit rétablir l'État de droit, libérer les magistrats et les journalistes encore détenus, restaurer la liberté de la presse, mettre fin à l'état d'urgence et appliquer pleinement la Convention Européenne des Droits de l'Homme.
- La Turquie doit reprendre de bonne foi les négociations interrom-



PERMANENT PEOPLES' TRIBUNAL  
ON TURKEY AND KURDS

TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES  
SUR LA TURQUIE ET LES KURDES

pues en octobre 2014, en vue d'un règlement pacifique du conflit, et les conclure dans un délai raisonnable.

- À la conclusion de l'accord de paix, une amnistie devrait être accordée pour les crimes commis par toutes les parties pendant le conflit et tous les prisonniers politiques encore détenus devraient être libérés.

En annonçant le verdict, le Président du Tribunal a noté que les témoignages présentés lors de la session montraient clairement que « le droit à l'autodétermination était systématiquement dénié au peuple kurde », en violation des articles 1 et 2 du Pacte international relatif aux droits sociaux et du Pacte international sur les droits politiques. Il a ajouté que la Turquie avait mené des opérations militaires visant à forcer le peuple kurde à quitter ses terres et reproché à Erdogan d'avoir "incité et légitimé une violence disproportionnée" contre le peuple kurde.

Prenant la parole à la suite de l'annonce du verdict, la députée européenne Julie Ward a critiqué la Première ministre britannique Theresa May pour avoir reçu Erdogan, qualifiant cela de "chose épouvantable pour ceux d'entre nous qui défendent les valeurs démocratiques, la paix". "Nous devons rester solidaires avec le peuple kurde qui lutte contre l'un des régimes les plus fascistes et racistes que nous ayons actuellement en Europe", a-t-elle déclaré. Notant que les Kurdes avaient commencé à mettre en place une nouvelle société féministe, démocratique et respectueuse de l'environnement dans la région de Rojava, au nord de la Syrie, elle a appelé toutes celles et ceux qui soutiennent les droits des femmes et la protection de l'environnement à défendre les droits des Kurdes. "Les attaques d'Erdogan sont dirigées contre un nouveau système de valeurs démocratiques, de gouvernance et de justice sociale qui est pratiqué au jour le jour dans une zone de conflit, ce qui est extraordinaire", a-t-elle déclaré, appelant les États membres de l'UE à reconnaître cette réalité.

Simon Dubbins, directeur international d'UNITE, le plus grand syndicat britannique, avec 1,4 millions de membres, a également pris la parole après l'annonce du verdict. Il a qualifié de « criminel » le silence de la communauté internationale face à la terreur exercée par Erdogan dans les villes kurdes en 2015 et 2016. « Il n'est pas exagéré de dire que c'est un crime encore plus grand que la communauté internationale ait gardé le silence alors qu'Erdogan envahissait, occupait et nettoyait ethniquement ce qui était une région pacifique au nord de la Syrie », a-t-il déclaré, soulignant qu'aux côtés de l'armée turque, la Turquie avait utilisé une force composée des « mêmes militants de l'État islamique dont nous essayons de nous débarrasser ». Dubbins, dont le syndicat réclame également la libération du leader kurde Abdullah Ocalan, a déclaré que la libération d'Ocalan était plus importante que jamais et serait le thème d'un futur congrès du syndicat.

Margaret Owen, MBE, juriste spécialisée dans les droits humains, récemment en Turquie pour assister au procès de Selahattin Demirtas, le dirigeant kurde emprisonné et actuellement candidat à la présidence depuis sa cellule, a déclaré que les procès en Turquie étaient « totalement injustes, purement politiques » et le résultat de « fictions extraordinaires ». ■

Le verdict, ainsi que la vidéo de l'ensemble de la conférence sont consultables en ligne, sur le site dédié à la session du TPP sur la Turquie et les Kurdes : <http://tribunal-turkey-kurds.org/>.



# How U.S. commandos survived a battle in Syria



STAFF SGT. COLTON ELLIOTT / U.S. AIR FORCE

United States F-22 fighter jets above Syria, where the prospect of Russian military forces and American troops engaging in combat has long been a concern.

## WASHINGTON

BY THOMAS GIBBONS-NEFF

The artillery barrage was so intense that the American commandos dived into foxholes for protection, emerging covered in dirt and debris to fire back at a column of tanks advancing under the heavy shelling. It was the opening salvo in a nearly four-hour assault in February by around 500 pro-Syrian government forces — including Russian mercenaries — that threatened to inflame already-simmering tensions between Washington and Moscow.

In the end, 200 to 300 of the attacking fighters were killed. The others retreated under merciless airstrikes from the United States, returning later to retrieve their battlefield dead. None of the Americans at the small outpost in eastern Syria — about 40 by the end of the firefight — were harmed.

The details of the Feb. 7 firefight were gleaned from interviews and documents newly obtained by The New York Times. They provide the Pentagon's first public on-the-ground accounting of one of the single bloodiest battles the American military has faced in Syria since deploying to fight the Islamic State.

The firefight was described by the Pentagon as an act of self-defense against a unit of pro-Syrian government forces. In interviews, United States military officials said they had watched — with dread — hundreds of approaching rival troops, vehicles and artillery pieces in the week leading up to the attack.

The prospect of Russian military forces and American troops colliding has long been feared as the Cold War adversaries take opposing sides in Syria's seven-year civil war.

At worst, officials and experts have said, it could plunge both countries into bloody conflict. And at a minimum, squaring off in crowded battlefields has added to heightened tensions between Russia and the United States as they each seek to exert influence in the Middle East.

Commanders of the rival militaries had long steered clear of the other by speaking through often-used, so-called deconfliction telephone lines. In the days leading up to the attack, and on opposite sides of the Euphrates River, Russia and the United States were backing separate offensives against the Islamic State in Syria's oil-rich Deir al-Zour Province, which borders Iraq.

American military officials repeatedly warned about the growing mass of troops. But Russian military officials said they had no control over the fighters assembling near the river — even though American surveillance equipment monitoring radio transmissions had revealed that the ground force was speaking in Russian.

The documents described the fighters as a “pro-regime force,” loyal to President Bashar al-Assad of Syria. It included some Syrian government soldiers and militias, but American military and intelligence officials have said a majority were private Russian paramilitary mercenaries — and most likely a part of the Wagner Group, a company often used by the Kremlin to carry out objec-

tives that officials do not want to be connected to the Russian government.

“The Russian high command in Syria assured us it was not their people,” Defense Secretary Jim Mattis told senators in testimony last month. He said he directed Gen. Joseph F. Dunford Jr., the chairman of the Joint Chiefs of Staff, “for the force, then, to be annihilated.”

“And it was.”

## AMASSING FORCES

The day began with little hint of the battle that was about to unfold.

A team of about 30 Delta Force soldiers and Rangers from the Joint Special Operations Command were working alongside Kurdish and Arab forces at a small dusty outpost next to a Conoco gas plant, near the city of Deir al-Zour.

Roughly 20 miles away, at a base known as a mission support site, a team of Green Berets and a platoon of infantry Marines stared at their computer screens, watching drone feeds and passing information to the Americans at the gas plant about the gathering fighters.

At 3 p.m. the Syrian force began edging toward the Conoco plant. By early evening, more than 500 troops and 27 vehicles — including tanks and armored personnel carriers — had amassed.

In the American air operations center at Al Udeid Air Base in Qatar, and at the Pentagon, confounded military officers and intelligence analysts watched the scene unfold. Commanders briefed pilots and ground crews. Aircraft across the region were placed on alert, military officials said.

Back at the mission support site, the Green Berets and Marines were preparing a small reaction force — roughly 16 troops in four mine-resistant vehicles — in case they were needed at the Conoco plant. They inspected their weapons and ensured that the trucks were loaded with antitank missiles, thermal optics and food and water.

At 8:30 p.m., three Russian-made T-72 tanks — vehicles weighing nearly 50 tons and armed with 125-millimeter guns — moved within a mile of the Conoco plant. Bracing for an attack, the Green Berets prepared to launch the reaction force.

At the outpost, American soldiers watched a column of tanks and other armored vehicles turn and drive toward them around 10 p.m., emerging from a neighborhood of houses where they had tried to gather undetected.

A half-hour later, the Russian mercenaries and Syrian forces struck. The Conoco outpost was hit with a mixture of tank fire, large artillery and mortar rounds, the documents show. The air was filled with dust and shrapnel. The American commandos took cover, then ran behind dirt berms to fire antitank missiles and machine guns at the advancing column of armored vehicles.

For the first 15 minutes, American military officials called their Russian counterparts and urged them to stop the

attack. When that failed, American troops fired warning shots at a group of vehicles and a howitzer.

Still the troops advanced.

#### A BARRAGE OF ARTILLERY

American warplanes arrived in waves, including Reaper drones, F-22 stealth fighter jets, F-15E Strike Eagle Fighters, B-52 bombers, AC-130 gunships and AH-64 Apache helicopters. For three hours, American officials said, scores of strikes pummeled enemy troops, tanks and other vehicles. Marine rocket artillery was fired from the ground.

The reaction team sped toward the fight. It was dark, according to the documents, and the roads were littered with felled power lines and shell craters. The

20-mile drive was made all the more difficult since the trucks did not turn on their headlights, relying solely on thermal-imaging cameras to navigate.

As the Green Berets and Marines neared the Conoco plant around 11:30 p.m., they were forced to stop. The barrage of artillery was too dangerous to drive through until airstrikes silenced the enemy's howitzers and tanks.

At the plant, the commandos were pinned down by enemy artillery and were burning through ammunition. Flashes from tank muzzles, anti-aircraft weapons and machine guns lit up the air.

At 1 a.m., with the artillery fire dwindling, the team of Marines and Green Berets pulled up to the Conoco outpost and began firing. By then, some of the American warplanes had returned to base, low on either fuel or ammunition.

The United States troops on the ground, now roughly 40 in all, braced their defenses as the mercenaries left their vehicles and headed toward the outpost on foot. A handful of Marines

ran ammunition to machine guns and Javelin missile launchers scattered along the berms and wedged among the trucks. Some of the Green Berets and Marines took aim from exposed hatches. Others remained in their trucks, using a combination of thermal screens and joysticks to control and fire the heavy machine guns affixed to their roofs.

A few of the commandos, including Air Force combat controllers, worked the radios to direct the next fleet of bombers flying toward the battlefield. At least one Marine exposed himself to incoming fire as he used a missile guidance computer to find targets' locations and pass them on to the commandos calling in the airstrikes.

An hour later, the enemy fighters had started to retreat and the American troops stopped firing. From their outpost, the commandos watched the mercenaries and Syrian fighters return to collect their dead. The small team of American troops was not harmed. One allied Syrian fighter was wounded.

#### WHO LED THE ATTACK?

The number of casualties from the Feb. 7 fight is in dispute.

Initially, Russian officials said only four Russian citizens — but perhaps dozens more — were killed; a Syrian officer said around 100 Syrian soldiers had died.

The documents obtained by The Times estimated 200 to 300 of the "pro-regime force" were killed.

The outcome of the battle, and much of its mechanics, suggest that the Russian mercenaries and their Syrian allies were in the wrong part of the world to try a simple, massed assault on an American military position. Since the

2003 invasion of Iraq, the United States Central Command has refined the amount of equipment, logistics, coordination and tactics required to mix weapons fired from both the air and ground.

Questions remain about exactly who the Russian mercenaries were and why they attacked.

American intelligence officials say that the Wagner Group, known by the nickname of the retired Russian officer who leads it, is in Syria to seize oil and gas fields and protect them on behalf of the Assad government. The mercenaries earn a share of the production proceeds from the oil fields they reclaim, officials said.

The mercenaries loosely coordinate with the Russian military in Syria, although Wagner's leaders have reportedly received awards in the Kremlin, and its mercenaries are trained at the Russian Defense Ministry's bases.

Russian government forces in Syria say they were not involved in the battle. But in recent weeks, according to United States military officials, they have jammed the communications of smaller American drones and gunships such as the type used in the attack.

"Right now in Syria, we're in the most aggressive E.W. environment on the planet from our adversaries," Gen. Tony Thomas, the head of United States Special Operations Command, said recently, referring to electronic warfare. "They're testing us every day."

*Reporting was contributed by Eric Schmitt from Washington; Ivan Nechepurenko from St. Petersburg, Russia; and C.J. Chivers. Kitty Bennett contributed research.*



MAY 31, 2018

## PKK kills three Turkish soldiers in Kurdistan Region: army

Ari Khalidi / May 31-2018  
<http://www.kurdistan24.net>

**ERBIL (Kurdistan 24)** – The Turkish army announced the killing of three of its soldiers on Thursday in an attack by the Kurdistan Workers' Party (PKK) guerrillas inside the Kurdistan Region.

A press release by the military's general staff did not specify the area where it lost sergeants fighting Kurdish rebels.

Turkey has been staging a gradually expanding invasion into the Kurdistan Region's mountainous areas of Barzan, Sidekan, and Avashin in the Erbil and Duhok provinces near the border.

As snap presidential and general elections on June 24 approach, some Turkish pundits and lawmakers claim incumbent President

Recep Tayyip Erdogan's government may launch a full-scale incursion into Kurdistan targeting the Qandil mountains where PKK is headquartered.

Last week, ultranationalist independent MP Sinan Ogan tweeted that an operation before the elections was "coming."

There was no statement by the PKK, labeled as terrorist by Ankara and its Western allies, regarding the Turks' Thursday casualties.

However, on a website where the group publishes details of clashes, it said at least the previous two days saw the killing of seven Turkish soldiers and wounding of another in Barzan and Sidekan.

Casualties from both have seen a rise in the past month with the conflict raging on inside Turkey.



*Kurdistan Workers' Party (PKK) fighters stand at attention near the border with Turkey inside the Kurdistan Region, May 14, 2013. (Photo: AFP)*

Three PKK fighters were killed on May 21, in the Dersim Province.

Ankara has also been conducting an air campaign on alleged PKK targets inside Turkey and abroad in the Kurdistan Region.

Turkish airstrikes since the 2015 breakdown of peace talks between the two sides have killed dozens of civilians in the Region. ♦



# 'Infidels': Kurds attacked at Greek refugee camp for 'not fasting during Ramadan'

28 May, 2018

<https://www.rt.com>

Footage has emerged reportedly showing Kurdish asylum seekers being attacked at a Greek refugee camp. Attackers accused them of being "infidels" for not fasting during Ramadan. Ten people were reportedly injured in the violence.

The incident occurred at the Moria camp on the Greek island of Lesbos on Friday, according to Rudaw. "The fight began when some Arab youth started to fight with Kurds over fasting," Mohammed Khalil, a 19-year-old Kurdish migrant from Syria, told the Kurdish news outlet.

The video shows one man lying on the ground while others engage in physical altercations. Some are seen holding metal and wooden objects.

"I was fasting yesterday, yet some Arabs from Syria, Iraq, Yemen, and Algeria came and said Rudawa [Syrian Kurdistan] Kurds are infidels and don't fast. Then the fight started. The refugee Arabs went and later came back together. A bloody fight happened," Khalil said.

He went on to explain that videos circulating on social media show only a fraction of the violence, adding that "hundreds" of Kurds and Arabs were involved.

A least 10 Kurds were "severely" injured in the violence, according to Khalil, while seven others were injured less seriously. First aid was provided at the scene and some refugees were taken to a nearby hospital. Previous reports stated that four people were killed and six others injured.

It's not the first time that the Moria camp, which has been operating at 300 percent capacity for months, has been the scene of violent brawls. The



Moria refugee camp on the island of Lesbos, Greece. © Alkis Konstantinidis / Reuters

camp saw massive fights in March and December, and an Afghan migrant was reportedly killed in the camp last year.

Meanwhile, RT reported in October that a five-year-old girl had died in a cold, damp tent at the camp after escaping war-torn Syria.

One man at the camp also told RT that he was planning to end his life if things didn't get better. "I cannot take this," he said at the time.

Greece has been inundated with asylum seekers since the start of the 2015 refugee crisis. They remain stuck in the country after Balkan countries closed their borders, blocking the migrant route to Western Europe. According to UN estimates, some 50,000 asylum seekers remain trapped in Greece, most of whom are living in overcrowded camps such as Moria. ●

# KDP and PUK hint at a possible alliance in Baghdad

By Rudaw 30/5/2018

ERBIL, Kurdistan Region — The PUK and KDP hinted at a possible alliance between both Kurdish parties in Baghdad while Kurdish opposition parties have not yet decided whether or not to go to Baghdad.

Fadhil Rauf, a member of KDP leadership, told Rudaw that his party and PUK should form an alliance in Baghdad, if other Kurdish parties stay away.

"Together we can implement the whole constitution and resolve the current crises. If united, we will be taken into consideration. KDP will do its best to unite all parties. If this fails, KDP and PUK should participate together in Baghdad's government and the parliament."

PUK's politburo spokesperson, Saadi Pira, also told Rudaw that if united they will have a say in Baghdad.

"I have no doubt that other [Kurdish] parties are as eager as



Supporters of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) wave banners of their parties during the 2013 legislative election. Photo: Rudaw

KDP and PUK for national issues. If they have a will, which is in line with law and constitution, they can take it [independently] ... but it is better to be united in national issues," he said.

Khasraw Goran, head of KDP's electoral body, told reporters that his

party has not "made agreements with any Kurdish or Arabic parties," calling on parties from the Kurdistan Region to be united.

Goran expressed that positions are not as important as the rights of Kurds.

"Positions are not important for

us, but the rights of the people of Kurdistan and the articles of the constitution," he said, adding that they will enter any coalition which serves the rights of the people of Kurdistan.

Goran expects the formation of the new Iraqi cabinet to take a long time because "no party has gained over 54 seats."

Both parties are the two ruling parties in the Kurdistan Region following several parties' withdrawal from the government. The region will hold a parliamentary election on September 30. KDP registered for the election on Wednesday.

Goran said that they have submitted the names of 100 candidates for the Kurdistan Region's election, adding that their electoral rules are different from Iraq's.

"Kurdistan election is one circle," said Goran.

In Iraqi elections, lists must field candidates or not in each of its 18 provinces. Voters can only vote in the province where they are registered and for the candidates within that province.

In parliamentary elections for the Kurdistan Region, voters can choose to vote for any candidate regardless of the location of the voter or candidate. ■

# Battle to Stamp Out ISIS in Syria Gains New Momentum, but Threats Remain

BY ERIC SCHMITT / MAY 30, 2018  
www.nytimes.com

WASHINGTON — An American-backed ground offensive to wipe out the last pockets of Islamic State fighters in eastern Syria has been reignited over the past month in an attempt to beat back the militants' ability to wage guerrilla attacks.

The mission against the Islamic State has been invigorated by the return of top Kurdish commanders, a surge in French commandos, the arrival of Navy fighter jets and some secret sleuthing by Iraqi spies.

But the campaign may have only little more than six months to hunt down the few hundred fighters — not enough time to extinguish a threat that is quickly moving underground.

The new momentum remains imperiled by President Trump's on-again, off-again threat to withdraw some 2,000 American troops in Syria, including hundreds of Special Operations advisers and commandos.

A force of allied Kurds and Arabs in Syria's east has served as the United States' most effective battleground ally against the Islamic State, also known as ISIS. But a spate of Turkish attacks last winter against other Kurds, in north-west Syria, prompted the Kurdish fighters to peel away from the American-led assault near the Iraqi border.

Their absence allowed many of the remaining Islamic State militants to flee, regain scraps of territory and renew guerrilla attacks from hide-outs across the country. Trump administration officials said Defense Secretary Jim Mattis and top American commanders now have been given at least six months to stamp out the Islamic State in Syria's east.

"The Islamic State has now shifted to guerrilla operations, increasing the likelihood that it will continue to operate in eastern Syria and western Iraq for years," said Seth G. Jones, the director of the Transnational Threats Project at the Center for Strategic and International Studies in Washington.

Since the fall of Raqqa, the Islamic State's self-proclaimed capital, late last year, allied warplanes have relied mainly on Syrian Kurdish militia to kill remaining insurgents, flush them out of their hide-outs and fortified fighting positions, or pinpoint their locations. That served up targets for allied fighter-bombers.

But those militia fighters and their commanders started leaving eastern Syria in late January to defend other Kurds against Turkish attacks.

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces were the mainstay in routing the Islamic State from Raqqa and chasing insurgents fleeing south along the Euphrates River Valley to the Iraqi border. Without them, the remaining, less



The Kurdish-led Syrian Democratic Forces in eastern Syria this month. The militia's announcement of a new ground offensive on May 1 was a turning point in the battle to wipe out the last pockets of the Islamic State. Credit: Delil Souleiman/Agence France-Presse — Getty Images

capable Syrian Arab militias struggled to contain the few hundred fighters that were left in two main pockets.

"Even if we take down these two pieces of real estate, there's still a threat," Representative Don Bacon, a Nebraska Republican and retired Air Force general who served in Iraq, said at a recent hearing of the House Homeland Security Committee. "They could reassert themselves at any point."

That standoff began to shift after the Syrian Democratic Forces announced a new ground offensive on May 1, called Operation Roundup.

Backed by American-led air power, the allied Syrian militias in the past three weeks have cleared Islamic State fighters near the Iraqi-Syrian border, military officials said. American warplanes have attacked Islamic State bunkers and command posts, killed operatives, destroyed buildings and equipment, and disrupted supply routes, they said.

In the meantime, Kurdish-led forces in northern Syria on Thursday announced the capture of the French jihadist Adrien Guihal, known as the voice that claimed 2016 attacks in France for the Islamic State.

Fighting has been fierce in a 15-mile swath of the Euphrates River Valley. "Daesh has been using civilians as human shields preventing them from leaving, so it has been hard for us to call coalition airstrikes," Sherko Hasske, a senior Kurdish commander in charge of the ground operation, said in a WhatsApp interview, using another name for the Islamic State.

The timing of the renewed campaign hinged on several factors, including an increasing sense of urgency that the fight was mired down at a pivotal time on the battlefield and as Mr. Trump's ire toward American military entanglements in Syria boiled over.

Several Kurdish commanders, who provide battlefield leadership and coordination, returned from the failed fight against the Turks in the northwest. American air commanders, aided by

the arrival of fighter jets from the carrier Harry S. Truman in the eastern Mediterranean Sea, ramped up strikes against Islamic State targets, to 44 in the week ending May 24, from only three in the week ending April 5.

Iraqi warplanes have also carried out several cross-border strikes against Islamic State targets in Syria in the past few weeks. At the same time, Iraqi spies have infiltrated Islamic State fighter cells in Syria, a senior Iraqi official said, relaying information back to Iraqi forces who have stiffened defenses and coordinated efforts with Syrian militias along a 30-mile stretch of the Iraq-Syria border.

"They sealed the border with Syria with very highly trained border guards, preventing ISIS terrorists from fleeing the battlefields," Brig. Gen. Roberto Vannacci of Italy, a deputy commander of the American-led military coalition in Iraq and Syria, told reporters at the Pentagon last week.

In Senate testimony last month, Mr. Mattis telegraphed the impending offensive involving Syrian Kurds and Arabs, Iraqis and other Western allies. "You'll see a re-energized effort," Mr. Mattis told the Armed Services Committee on April 26. "You'll see increased operations on the Iraq side of the border. And the French have just reinforced us in Syria with special forces, here, in the last two weeks."

American and Western intelligence and counterterrorism officials say, however, that the Islamic State's defeat on the ground in Syria and Iraq, and a growing shadow war against the group's branches in West Africa to Afghanistan, has failed to stifle its ability to mobilize a potent global following through social media.

"ISIS's online messaging has multiple themes, and if battlefield losses force the group to shift away from messages emphasizing the holding of territory, the group can pivot toward its claim to victimhood," Joshua A. Geltzer, a former senior director for counterterrorism



at the National Security Council in the Obama administration, said in congressional testimony last week.

The shifting tactics come at a time when the Islamic State has been able to reclaim some territory, particularly west of the Euphrates River, in area controlled by the Syrian army and its Russian military patrons. Islamic State fighters have conducted more attacks on the western side of the Euphrates against forces aligned with the government of President Bashar al-Assad, American and other western analysts

said.

This past weekend, at least four Russian soldiers working with Syrian army troops were killed and five others wounded in a nighttime attack by Islamic State fighters in eastern Deir al-Zour province.

“We remain concerned that the Syrian regime is either unwilling or unable to deal with that threat,” Maj. Gen. Felix Gedney of Britain, another deputy commander of the allied operations in Iraq and Syria, told the BBC last week.

Even if the last militant holdouts are captu-

red or killed, American officials and analysts acknowledged that a plan to ensure security and stability in the region remains elusive.

“What is the U.S.’s political approach in eastern Syria, including around the Middle Euphrates River Valley? Who will govern these areas?” said Mr. Jones of the strategic studies center. “These questions are critical since successful counterterrorism and counterinsurgency campaigns have always required strong, competent governments. Weak, failed states are not a recipe for success.” ●



29 MAI 2018

## Une du «Point» sur Erdogan arrachée: Que sait-on sur la communauté turque qui vit actuellement en France?

DECRYPTAGE «20 Minutes» s'est penché sur la question après la polémique suscitée au Pontet et à Valence le week-end dernier, où des Unes de l'hebdomadaire «Le Point» sur Erdogan ont été arrachées...

Caroline Girardon le 29/05/18  
www.20minutes.fr

Le week-end dernier, une dizaine de ressortissants turcs ont fait pression sur des vendeurs de journaux au Pontet (Vaucluse) et à Valence (Drôme) afin qu'ils retirent de leurs kiosques les affiches faisant la publicité du dernier numéro du Point consacré à Erdogan, le président de la Turquie, qualifié de dictateur en couverture. L'affaire a fait grand bruit et donne l'occasion de nous pencher sur le visage de la communauté turque vivant en France. Voici en quatre questions ce qu'il faut savoir pour l'essentiel.

### Combien de Turcs habitent aujourd'hui en France ?

Même si aucun recensement exact n'a été établi, au moins 600.000 Turcs, peut-être 650.000, vivent en France aujourd'hui. Les deux principales régions à les accueillir sont la région parisienne et l'Est de la France (Alsace et Moselle). Ils se trouvent aussi du côté de Lyon et de Limoges.

### Comment se situent-ils politiquement ?

Environ 300.000 sont inscrits sur les listes électorales. « Tous ne votent pas mais en général, ils participent fortement », observe Didier Billion, directeur adjoint de l'IRIS, et docteur en science politique et certifié d'Histoire et Géographie, spécialiste du Moyen-Orient et de la Turquie, auteur du livre «Géopolitique des mondes arabes» (édition Eyrolles). Et d'ajouter que les dernières échéances électorales « ont montré un différentiel entre les moyennes nationales en Turquie et les votes des Turcs en France, qui sont plutôt en faveur de l'AKP ».



Par exemple, lors des législatives de 2015, plus de 50 % des électeurs vivant en France, ont voté pour le parti au pouvoir contre 41 % en Turquie. Le référendum d'avril 2017 sur la réforme de la constitution (renforçant notamment les pouvoirs du président) a obtenu 51,4% de réponses favorables en Turquie tandis qu'en France, le « oui » l'a emporté avec 65 % des suffrages exprimés.

« Ceux qui vivent et votent à l'étranger sont souvent assez légitimistes. Ce n'est pas mécanique ni même systématique mais ils ont plutôt tendance à voter pour le parti au pouvoir », explique Didier Billion, qui avance néanmoins une autre raison. « Le parti au pouvoir utilise assez massivement les moyens de l'Etat pour faire de la propagande en sa faveur. Il s'appuie notamment sur le réseau des mosquées. Les imams turcs, qui viennent en France, sont nommés par le pouvoir [la Direction des affaires religieuses qui dépend du Premier ministre]. La plupart d'entre eux d'ailleurs ne parle pas la langue. Lorsqu'ils s'adressent à la commu-

nauté, ils font prononcer des sermons en faveur du pouvoir. Comme il y a un retour de la pratique religieuse, ces prêches ont évidemment une importance ».

### Pourquoi Erdogan a de nombreux soutiens en France ?

« Il ne faut pas oublier une chose : le pouvoir, que l'on peut critiquer sur beaucoup d'aspects comme les droits démocratiques, s'est paré jusque-là de bons résultats économiques », répond Didier Billion. Ce qui a permis à la Turquie de fortement progresser depuis une quinzaine d'années. « Les Turcs qui vivent en France, restent très attachés à leur mère patrie. Ils sont très liés à ces bons résultats. Cela explique qu'une forte propension d'entre eux vote pour Erdogan ou son parti », complète-t-il.

Quid des mesures répressives ou des pressions quotidiennes exercées sur la population ? Les expatriés, retournant régulièrement au pays ou continuant d'avoir contact avec leur famille, ne peuvent l'ignorer. « Ils sont au courant mais ils ne le vivent pas dans

leur chair. Le nationalisme reste une valeur assez bien partagée chez les Turcs. Même à l'étranger, on se réfère souvent à la Mère Patrie. Ils ont le regard beaucoup moins critique à l'égard de ce qui se passe là-bas », argumente Didier Billion.

### Les Turcs vivant en France sont-ils réellement influents ?

Le week-end dernier, une poignée de pro-Erdogan s'en est pris à deux gérants de kiosques à Valence et au Pontet. S'il n'était guère nombreux, ils ont néanmoins obligé les propriétaires à retirer les affiches vantant la sortie du dernier numéro du Point. Une forme de censure qui a rapidement suscité la polémique, et Emmanuel Macron a tweeté son soutien à l'hebdomadaire.

Jusque-là, les organisations turques « n'étaient pas politiquement organisées » et « s'occupaient assez peu de la vie politique française », note le chercheur. Il a fallu que la France reconnaisse officiellement le génocide arménien, perpétré par les Turcs en 1915, pour que les voix commencent à s'élever.

« Depuis la manifestation devant le Sénat (en 2012), il y a une volonté, même minoritaire, de peser sur la situation politique française », estime Didier Billion. Et d'ajouter : « Un jour Erdogan avait dit aux ressortissants vivant en Allemagne de ne pas s'assimiler au pays dans lequel ils vivaient et de rester turcs. Evidemment, cela agit sur la conscience collective. Il y a une volonté du pouvoir d'instrumentaliser la communauté turque (expatriée) mais pour l'instant, les résultats ne sont pas avérés. L'AKP a l'oreille et la confiance de Turcs en France mais ils ne sont pas capables de peser sur vie politique française », conclut le chercheur. ♦



d'Erdogan, qui entre dans le stade à la manière d'une rock star. Il salue un à un chaque quartier d'Istanbul. Puis entame son discours. Il explique pourquoi les Turcs doivent voter pour lui à l'élection présidentielle ainsi que pour les candidats AKP, son parti, aux législatives. « Dans la nouvelle ère qui s'annonce, la Turquie s'élèvera au-dessus du niveau des civilisations contemporaines. La Turquie doit occuper une place de puissance mondiale sur la scène internationale. »

Drôle de campagne électorale. L'un des principaux concurrents d'Erdogan, Selahattin Demirtas, est en prison. L'état d'urgence interdit les rassemblements de plus de dix personnes. Les médias doivent contrôler leur expression : la moindre critique émise contre le président peut être considérée comme une insulte, passible de plusieurs mois de prison. La police surveille les réseaux sociaux. Elle tient aussi à l'œil les 150 000 fonctionnaires limogés depuis la tentative de putsch de l'été 2016. Les dirigeants de nombreuses ONG des droits de l'homme sont accusés de « liens avec une organisation terroriste ».

Dans le stade de basket, Erdogan savoure déjà son tour de force. Dans quelques semaines – et sauf surprise –, il aura les pleins pouvoirs grâce à la réforme constitutionnelle qu'il a réussi à faire adopter par référendum. Par anticipation, Erdogan célèbre donc sa victoire avec lesiens, les habitants de ces quartiers populaires d'Istanbul qui l'ont fait roi. C'est là que ce fils de capitaine de bateau a grandi en partageant sa jeunesse entre l'école religieuse et le foot. C'est grâce à eux qu'il a accompli une performance politique inédite : construire un régime autocratique avec le soutien de ses électeurs.

Une innovation qu'il a mise en place progressivement. Celui qui n'avait pas les codes traditionnels de l'élite turque lorsqu'il a pris la tête des jeunes du Milli Selamet Partisi (le parti islamiste), la formation de son mentor, Necmettin Erbakan, alors qu'il avait tout juste 20 ans, a très vite compris qu'il ne fallait pas aller chercher des sympathisants dans les ■■■

## Turquie. Au pouvoir depuis quinze ans et candidat à la présidentielle du 24 juin, Recep Tayyip Erdogan bâtit un régime autocratique qui fait trembler l'Europe.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À ANKARA, ROMAIN GUBERT

C'est une belle fête. Malgré la pluie, ils sont des milliers. Ce jour-là, le stade de basket de Bakirköy, à Istanbul, s'est transformé en salle de cinéma. Chacun agite un drapeau ou un fanion en attendant le début du film. Une musique grandiloquente rythme la légende dureis diffusées sur écran géant. Son enfance dans les rues populaires d'Istanbul. Sarencontre avec sa femme. La naissance de ses enfants. Chaque étape de la vie de

celui qui dirige la Turquie depuis quinze ans est saluée par des hurlements de joie. Rien n'est oublié. Ni son amour pour le foot. Ni son séjour en prison. Ni ses coups de gueule contre l'Occident.

Sur l'écran, Erdogan embrasse des femmes, des vieillards, des enfants. La voix offscande son bilan. « Il protège les opprimés du monde entier », « il construit pas à pas la grande Turquie », « c'est un réformateur démocrate »... La lumière s'allume. La foule déploie trois gigantesques portraits à l'effigie



**EN COUVERTURE**

■■■ mosquées, mais dans les cafés, en parlant comme un homme de la rue. La religion constitue certes la source de ses convictions, mais il sait que celle-ci ne suffit pas à remporter une élection dans un pays comme la Turquie, où Mustafa Kemal a imposé la laïcité il y a plus d'un siècle.

Lorsqu'il se lance à la conquête de la mairie d'Istanbul, sa première victoire, il adapte aussi son discours aux préoccupations concrètes de son électorat. Les deux précédents maires sont tombés pour corruption ? Il dénonce « ceux qui se mettent des millions dans les poches » et promet un grand coup de balai, l'amélioration de la gestion des ordures et des réseaux d'électricité et d'eau.

**« Libéralisme ».** A chaque étape, il élargit un peu plus son discours. Les arguments islamopopulistes ne suffisent pas pour séduire les classes moyennes ? Il faut un véritable programme. Après avoir passé quatre mois en prison en 1997 pour avoir lu un poème lors d'une réunion : « Les minarets seront nos baïonnettes, les coupes seront nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants seront nos soldats », il affine sa stratégie. Il défend la « démocratie », « l'égalité des citoyens », et le « libéralisme » économique. En 2003, il est Premier ministre.

Abdullatif Sener est le cofondateur de l'AKP, le Parti de la justice et du développement, dont il a conçu le programme « réformateur ». Il a surtout été vice-Premier ministre entre 2002 et 2007. « A l'époque, nous avons réussi l'impossible : arriver au pouvoir sans que les militaires ne nous en empêchent. Au sein de notre majorité, toutes les tendances étaient représentées. Des islamistes conservateurs, des réfor-



La scène remonte au mois de février lors d'un congrès de l'AKP, le parti de Recep Tayyip Erdoğan. Le président invite sur l'estrade une petite fille vêtue d'un uniforme militaire. Il a assuré qu'elle serait honorée si elle tombait pour son pays : « Si elle tombe en martyre, elle sera recouverte d'un drapeau, si Dieu le veut. » Cette sortie surréaliste visait à soutenir l'opération militaire des forces armées turques contre les milices kurdes en Syrie.

*mateurs qui voulaient moderniser le pays, des nationalistes, etc. »*

Sener, alors numéro deux du gouvernement, chargé de l'économie et des réformes, comprend petit à petit le projet personnel d'Erdoğan. « Il avait un ego démesuré et nous faisait déjà sentir qu'il ne valait mieux pas se mettre en travers de sa route. Il plaçait des hommes à lui partout. Pour les privatisations, je souhaitais que nous fassions des appels d'offres internationaux. Il exigeait de céder les entreprises à ses proches. Il ne me répondait plus au téléphone. J'ai ensuite compris qu'il avait des réflexes de commerçant politique et qu'il n'était motivé que par les gains électoraux immédiats pour son profit. J'ai décidé de quitter le navire car cette dérive clientéliste ne me plaisait pas du tout. »

Sener en a payé le prix fort : depuis son départ du gouvernement, alors qu'il souhaitait revenir à l'université (il est professeur d'éco-

nomie), il est dans le collimateur de celui qui ne lui a jamais pardonné ses critiques. « Mon téléphone est sur écoute, mes enfants n'ont pu trouver d'emploi dans de grandes entreprises turques... Nous sommes comme des parias. »

Le sultan conserve toujours un œil sur son électorat. Lorsqu'il sent que sa base est désorientée, l'islamo-conservateur s'attaque aux mœurs. « L'avortement est un crime », annonce Erdoğan, qui demande à chaque femme d'avoir au moins trois enfants. Il encourage la construction d'écoles religieuses. Les mosquées poussent comme des champignons. Autrefois proscrit, le voile a fait son retour à l'université, dans les administrations. La vente d'alcool est sévèrement contrôlée. Et les martyrs de l'islam sont élevés au rang de héros nationaux. Il distribue aussi des aides sociales généreuses et favorise les régions déshéritées. ■■■

MUBAT CETIN/MURJUDAR/AG/STIPA (X3) - RAPHAEL GAILLARDIE/CAMMA

**LA DICTATURE EN CHIFFRES**

● Incarcéré depuis septembre 2016 pour « tentative de renversement du gouvernement », l'écrivain Ahmet Altan (photo, publié chez Actes Sud) a été condamné à la prison à perpétuité.



● Plus de 120 journalistes sont en prison. Selon Reporters sans frontières, la Turquie occupe actuellement la 155<sup>e</sup> place sur 180 pays en matière de respect de la liberté de la presse.

● Depuis 2016, 32 000 postes ont été créés au sein des forces de sécurité.  
● 4 000 postes de juges et de procureurs ont également été créés.

● Depuis la tentative de putsch de 2016, 140 000 fonctionnaires ont été limogés.  
● 50 000 personnes ont été arrêtées.



■■■ Un programme très coûteux, financé par une économie en pleine expansion (celle-ci affiche chaque année de 7 à 8% de croissance) qui inquiète aujourd'hui les experts. La dette publique flambe, l'inflation explose. Le chômage reste endémique. Et beaucoup parlent sur un effondrement prochain de l'économie turque.

**Orgueil national.** Pour démontrer à tous qu'il est le maître absolu de la Turquie, Erdogan lance d'innombrables projets pharaoniques. Sa nouvelle résidence présidentielle à Ankara, le « Palais blanc », compte 1 150 pièces et 200 000 mètres carrés (quatre fois la taille du château de Versailles). Coût: un demi-milliard d'euros. Le troisième pont sur le Bosphore, qu'il fait construire pour des centaines de millions d'euros, sera l'un des plus hauts du monde. Et, à sa mort, la titanesque mosquée de Camlica, en construction sur les hauteurs d'Istanbul, devrait abriter son mausolée.

N'y voir que de la mégalomanie serait une erreur. Erdogan flatte l'orgueil national et veut surtout prouver aux Turcs que sa « nouvelle Turquie » n'est pas une idée en l'air. Avec la même stratégie, ces dernières années, il multiplie les références historiques à coups de célébrations grandiloquentes.

Ceux qui n'adhèrent pas à ce grand projet ont vite compris qu'ils doivent se taire. En 2013, dans le centre d'Istanbul, aux abords de



**Chef des armées.**

Avec plus de 500 000 actifs, l'armée turque est l'une des mieux entraînées au monde. Après la tentative de putsch des 15 et 16 juillet 2016, plusieurs milliers de militaires ont été arrêtés.

la place Taksim, le parc Gézi, un des rares espaces verts de la ville, devient pendant quelques semaines un lieu de contestation. La révolte est matée dans le sang avec d'autant plus d'acharnement que la paranoïa du sultan est de plus en plus manifeste. Celui-ci voit la menace partout. La liste de ses ennemis s'allonge de jour en jour. Erdogan se persuade que Turgut Ozal, l'ancien président turc dont il se sent proche, a été assassiné en 1993 en buvant une limonade alors qu'il s'opposait aux militaires. Il fait désormais goûter ses repas.

La psychose prend un tournant majeur fin 2013 lorsqu'une vaste affaire de corruption frappe plusieurs ministres et certains de ses

proches, dont l'un de ses fils, Bilal. Erdogan sait d'où vient le coup: le réseau « güleniste », fort de 2 à 3 millions de membres. Cette confrérie, qui dispose de relais dans les banques, dans l'armée et dans les affaires, a aidé Erdogan lors de sa conquête du pouvoir. Plusieurs journaux qui dénonçaient son influence ont été fermés par décision de justice. Des milliers de Turcs ont été mis sur écoute. A présent qu'elle s'attaque à lui, il écarte ses fidèles un à un.

L'étrange coup d'Etat avorté de l'été 2016 lui donne l'occasion de réduire à néant ceux qui l'ont aidé à construire son régime autoritaire. Celui-ci, mené par quelques officiers supérieurs assez désorga-

**ERDOGAN LE BÂTISSEUR**



**Le troisième pont du Bosphore**

Il a coûté près de 900 millions de dollars et permet les circulations ferroviaire et automobile. Il dispose de la plus grande portée du monde. Ce pont porte le nom du sultan Yavuz Selim, qui a conquis de larges pans du Moyen-Orient.



**Le troisième aéroport d'Istanbul**

Son ouverture est prévue en octobre. Il doit permettre d'accueillir 200 millions de passagers par an, soit deux fois plus que l'actuel aéroport le plus fréquenté au monde, celui d'Atlanta. Cela permettrait à Istanbul de concurrencer les hubs du Moyen-Orient.



**La mosquée de Camlica**

D'une surface de 15 000 m<sup>2</sup>, elle accueille jusqu'à 60 000 fidèles, mais également un musée, une galerie d'art, une bibliothèque... Ses minarets s'élèvent à 107 mètres, plus hauts que ceux de la mosquée de Médine, deuxième ville sainte de l'islam.

SCOTT BROWN/IGG - EMPRAH GUREL/AP/SIPA - 2016 BY PRENSA INTERNACIONAL ZUMA/REA



## EN COUVERTURE



Imperator. Fastes et réceptions en grande pompe pour le président turc, Recep Tayyip Erdogan, dans son palais d'Ankara, en 2017.

nisés, est rapidement déjoué. Deux cent soixante-cinq personnes perdent la vie. Le leader turc est sauvé par « son » peuple. Mais la répression est massive. La chasse aux sorcières, d'une ampleur considérable. Le « Sultan » exige de ses « alliés » américains qu'ils expulsent le leader de la confrérie, Fethullah Gülen. En quelques semaines, 50 000 personnes sont privées de passeports et 150 000 fonctionnaires dans l'armée, l'éducation et la justice sont limogés. Des dizaines de journalistes sont envoyés en prison. Le président turc annonce qu'il pourrait, « si le peuple le souhaite », réintroduire la peine de mort.

Député de Kars, Ayhan Bilgen est l'un des responsables du HDP (Parti démocratique des peuples), un parti de gauche qui défend la minorité kurde. Il a récemment passé plusieurs semaines en prison. « Il est aujourd'hui impossible d'organiser des élections fiables dans le pays. Notre candidat à la présidentielle, Selahattin Demirtas, est en prison. La presse est réduite au silence. Nous sommes considérés comme des traîtres à la nation. Et nous n'avons pas le droit d'évoquer les opérations militaires menées en Syrie sous peine d'être accusés de haute trahison. Nous nous sommes fait voler la démocratie. »

**Purge.** Les ONG ne sont pas épargnées. Teray Salman, la présidente de l'Ihop, une association de défense des droits de

l'homme, en témoigne : « Plusieurs de nos membres ont été emprisonnés. Ils ont été décrits dans la presse proche du pouvoir comme des espions à la solde de l'Occident. L'idée, c'est de discréditer tout opposant et de faire peur. »

La purge touche aussi ses derniers compagnons de route au sein de l'AKP qui osent émettre quelques critiques. Militante du port du voile, Fatma Bostan Unsal était, jusqu'en 2016, un pilier du parti, dont elle fut membre fondatrice. Elle en a été exclue pour avoir signé une pétition pour la paix dans les régions kurdes avant de perdre son poste à l'université. « Beaucoup de gens qui ont construit l'AKP et qui, un jour, ont été critiques ont été éloignés ou sont partis. »

Certains, pourtant, refusent de baisser la tête. Ancienne ministre de l'Intérieur dans les années 1990, Meral Aksener a décidé de se présenter contre Erdogan aux prochaines élections « parce que la réputation et l'avenir du pays sont en jeu. Les apparences sont sauvegardées puisqu'il y a des élections, affirme-t-elle. Mais Erdogan aimerait que le jeu démocratique consiste à choisir lui-même ses compétiteurs. Je sais qu'il est fou de rage contre ma candidature parce qu'une femme, ancienne ministre, ose le contredire. »

Cette dérive dictatoriale d'Erdogan n'inquiète plus seulement les Turcs eux-mêmes. Chantage, coups de gueule, me-

naces... Depuis quelques années, la Turquie effraie de plus en plus les Européens et les Américains. Leur « allié » (il est membre de l'Otan et a entamé le processus de candidature à l'Union européenne) est un pays dont l'Occident a besoin. Stratégiquement et économiquement.

Entre le reis et les Occidentaux, tout avait pourtant commencé par une lune de miel. A son arrivée à la tête de l'Etat, Erdogan multiplie les gestes d'ouverture. Poussé par ses conseillers les plus réformateurs, il accélère le processus d'adhésion à l'UE, entamé en 1999. Il donne des gages. Il supprime la peine de mort et multiplie les réformes, notamment à destination des Kurdes, autorisés à enseigner leur langue dans les écoles. Les Européens sont sous le charme. Décidément, ce nouveau leader turc, bien qu'islamiste et nationaliste, est un interlocuteur moderne et séduisant. A Bruxelles, on applaudit et on multiplie les aides financières considérables (1 milliard d'euros par an jusqu'en 2020) pour aider la Turquie à accomplir sa marche vers l'intégration.

Les fiançailles sont rapidement rompues. Les Turcs accusent aujourd'hui l'Europe de les avoir menés en bateau. Chypre a refusé l'accord de réunification de l'île en 2004, ce qui a marqué le premier coup d'arrêt à l'adhésion de la Turquie à l'UE. Dans ses meetings, Erdogan accuse désormais les dirigeants européens de ne pas avoir tenu leurs promesses et d'avoir cédé à leurs opinions publiques qui n'ont jamais accepté l'éventualité d'une adhésion de ce pays qui compte 80 millions d'habitants, par « islamophobie », dit-il. ■■■

**« L'idée, c'est de discréditer tout opposant et de faire peur. »** Teray Salman, présidente d'une ONG

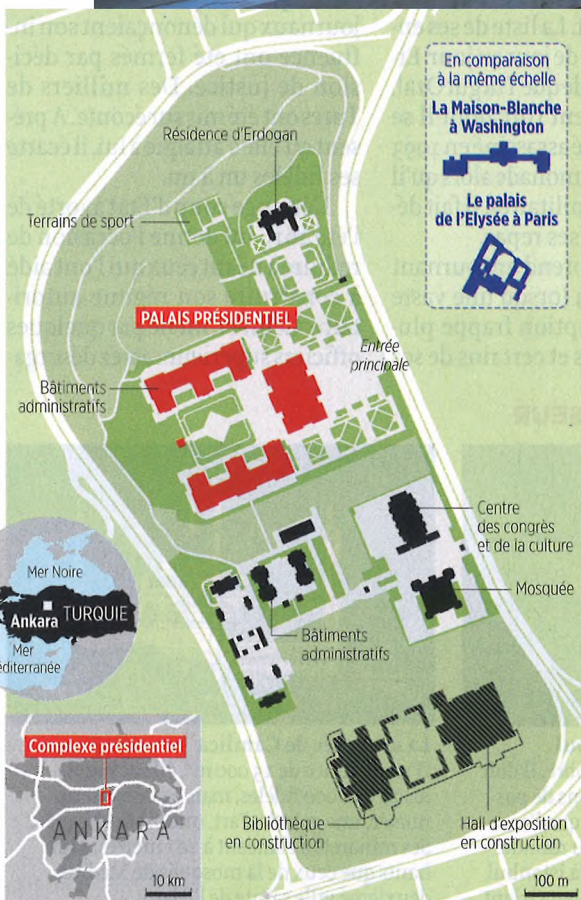


**EN COUVERTURE**

## Au cœur du « Versailles turc »



**Puissance.** Erdogan fait visiter son « Palais blanc » d'Ankara au président de la Serbie, Aleksandar Vucic, le 7 mai.



Lorsque Recep Tayyip Erdogan accueille des visiteurs étrangers dans le « Palais blanc », ils ont droit à une spectaculaire haie d'honneur. Seize gardes vêtus de cottes de mailles, d'armures ou coiffés de turbans et arborant haches ou arquebuses. Postés à l'entrée de sa nouvelle résidence officielle, ils symbolisent les seize empires turcs ou turcophones qui se sont succédé en deux mille ans. Le nouveau palais est démesuré : 200 000 mètres carrés, soit quatre fois Versailles, et 1 150 pièces. Le coût, plus 490 millions d'euros, est assumé. Sa localisation – là où Atatürk avait installé une ferme modèle – n'a pas été choisie au hasard. Le palais accueille l'administration présidentielle, le nouveau centre du pouvoir depuis la réforme constitutionnelle.

**06.** Une salle de réunion du « Palais blanc », aux 1 150 pièces.



ANADOLU AGENCY 2018 - ZUMA/REA



EN COUVERTURE



■■■ La démission en mai 2016 du Premier ministre Ahmet Davutoglu symbolise cette rupture. Il était celui qui négociait concrètement depuis une décennie avec Bruxelles.

Depuis deux ans, la guerre est ouverte. Dans cette partie de bras de fer, Erdogan est gagnant. Il a choisi de ne faire aucun cadeau à l'Europe, qui a tant besoin de lui. Et il utilise la faiblesse des Européens à son plus grand profit. En mars 2017, les Pays-Bas ont ainsi refoulé deux ministres turcs qui venaient faire campagne sur le sol européen : l'avion qui transportait Mevlüt Cavusoglu, le chef de la diplomatie, a été interdit d'atterrissage à Rotterdam et sa collègue, chargée de la Famille, a été raccompagnée à la frontière allemande. La police néerlandaise a ensuite utilisé des chiens et des canons à eau pour disperser plusieurs centaines de manifestants turcs. Du pain bénit pour Recep Tayyip Erdogan, qui a aussitôt déclaré : « Je pensais que le nazisme était mort, mais j'avais tort. Le nazisme est encore très répandu en Occident. Il montre son vrai visage. »

Avec l'Allemagne, il souffle sur les braises. Les fameux *Gastarbe-*

*ter* sont près de 3 millions. C'est la plus importante communauté turque expatriée au monde. Près de 1,2 million de Turcs en Allemagne ont la nationalité allemande et, par conséquent, le droit de vote. Angela Merkel est donc particulièrement vulnérable au chantage et aux provocations d'Erdogan, qui le sait et en joue, n'hésitant jamais à commenter la vie politique allemande. En septembre 2017, lors du duel télévisé entre Angela Merkel et Martin Schulz, juste avant les élections législatives allemandes, il avait accusé les deux dirigeants des deux grands partis politiques de pratiquer des « méthodes fascistes et nazies ». L'été dernier, le président turc a même pris de haut Sigmar Gabriel, alors ministre des Affaires étrangères, avec une saillie d'une violence digne d'un boxeur : « *Quies-tu pour parler au président de la Turquie ? Connais tes limites ! Il tente de nous faire la leçon... Depuis combien de temps fais-tu de la politique ? Quel âge as-tu ?* »

La France n'est pas en reste. Erdogan aime s'attaquer à la laïcité républicaine. Il sait que cela paie dans son électorat. Il y a quelques jours, dans un meeting,

**Populistes de tous les pays...** En visioconférence avec Nicolas Maduro, président du Venezuela, le 17 mai.

**Croissance... et inflation**

En quinze ans, le niveau de vie des Turcs a statistiquement doublé. L'an passé, le pays a affiché une croissance de 7,4 %. Une des plus belles performances mondiales. Mieux que l'Inde et la Chine. Elle a même fait un bond de 11 % au dernier trimestre 2017. Derrière cette belle performance se cachent de gigantesques difficultés. L'économie est fragile, déséquilibrée et minée par l'inflation, le chômage et la dette publique. Il y a quelques semaines, l'agence Moody's a dégradé la note du pays et redoute une crise majeure.

il a ainsi tourné en ridicule le manifeste dénonçant un « nouvel antisémitisme » en France signé par 300 personnalités, dont Nicolas Sarkozy, appelant notamment à rendre caducs des passages du Coran. Extrait de son discours : « *Qui êtes-vous pour prendre d'assaut ce qui nous est sacré ? Je me pose la question : les signataires de ce manifeste ont-ils lu leurs propres textes sacrés ? Si c'était le cas, ils devraient sans doute interdire le Nouveau Testament. Nous voyons cela comme l'expression de leur ignorance. Ces signataires sont les idiots, les barbares du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est la version occidentale de Daech.* » Emmanuel Macron n'est pas épargné pour sa politique syrienne et son soutien direct et militaire aux Kurdes qui combattent Daech : « *Ceux qui dorment et se lèvent avec les terroristes, ceux qui les reçoivent dans leur palais comprendront tôt ou tard leur erreur.* »

Face à ces sorties, les Européens sont comme paralysés. Ils ont tellement besoin de la Turquie. En mars 2016, Angela Merkel a ainsi négocié et imposé un « accord » à ses partenaires européens pour que la Turquie joue, en échange d'un chèque de plusieurs milliards d'euros, le rôle de garde-frontière pour contenir les 4 millions de réfugiés syriens qui vivent en Turquie. Erdogan le sait et n'hésite pas à brandir la menace. Il y a quelques mois, après un vote du Parlement européen sanctionnant la Turquie, nouvelle colère : « *Lorsque 50 000 réfugiés se sont présentés à la frontière, vous vous êtes lamentés et avez commencé à dire : "Que ferons-nous si la Turquie ouvre ses frontières ?" Sachez-le, si vous allez plus loin, ces frontières s'ouvriront. Sachez-le, ni moi ni mon pays ne craignons des menaces vides.* »

Les Américains ne savent pas non plus comment se comporter avec cet allié encombrant au sein de l'Otan. Ils en ont besoin pour continuer à jouer un rôle dans la région. L'embaras ne date pas de l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, à qui Erdogan demande fréquemment de « *modérer ses propos.* »

Comme les Européens, les Américains ont pourtant ■■■

**« Qui es-tu pour parler au président de la Turquie ? Connais tes limites ! »** Erdogan à Sigmar Gabriel, ministre allemand des Affaires étrangères

## EN COUVERTURE

■ ■ ■ commencé par tomber sous le charme du sultan. En 2008, la Turquie a même été le premier pays musulman visité par Barack Obama, qui vantait un « *partenariat modèle* » entre les deux pays en encourageant le maître d'Ankara à jouer le rôle de leader régional. La Turquie est alors le pôle, moderne, de stabilité dans la région dont Washington rêvait. Mais la belle relation vole en éclats avec la guerre en Syrie et les révolutions arabes.

**Avertissement.** Problème, les Américains n'ont aucun de moyen de pression. Ils ont besoin des bases militaires turques pour rester actifs dans la région et lutter contre Daech. En juillet 2016, le soir du putsch et pendant vingt-quatre heures, l'espace aérien turc a été fermé à tous les avions militaires. Le commandant turc de la base d'Incirlik (il avait participé au putsch) a été mis aux arrêts. Résultat : les avions de l'US Airforce sont restés cloués au sol. Un avertissement que les Américains ont compris. Pour bien faire comprendre à ses anciens « alliés » qu'ils doivent le traiter avec tous les égards, Erdogan s'est récemment tourné vers Vladimir Poutine, alors même que la Russie soutient Bachar el-Assad, l'ennemi juré de la Turquie.

Professeur de relations internationales à l'université d'Abant Izzet Baysal, Veysel Ayhan est candidat de l'AKP aux législatives. Dans son bureau qui donne sur une mosquée en construction dans un nouveau quartier d'Ankara, il défend sans nuance le bilan de son mentor. Pour lui, les Européens et les Etats-Unis respectent Erdogan parce qu'il est fort. Il en va de même pour les Turcs. « *Notre pays a besoin d'un chef pour assurer sa stabilité. Le parlementarisme a de bons côtés, mais, en Turquie, dans la période actuelle, nous ne pouvons pas nous permettre ces combats politiques inutiles. Un président fort, c'est un pays fort.* » Les Occidentaux n'ont plus qu'à supporter les caprices d'Erdogan. Sans mot dire. Il a gagné son pari. Il est tout-puissant ■

# Les réseaux français d'Erdogan



**Noyautage.** Comment le pouvoir turc organise le contrôle de ses ressortissants et tente de peser sur la politique hexagonale.

#### Divergences.

Recep Tayyip Erdogan et Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse à l'Élysée, le 5 janvier. Le président français a notamment évoqué les dossiers des violations des droits de l'homme.

#### PAR CLÉMENT PÉTREAU

Deux rendez-vous étaient notés dans l'agenda de Recep Tayyip Erdogan lors de sa dernière visite en France, le 5 janvier : visite officielle à Emmanuel Macron à l'Élysée, puis visite privée à Ahmet Ogras, actuel président du Conseil français du culte musulman (CFCM). D'origine turque, ce responsable religieux veille sur les destinées de l'islam de France depuis juillet 2017. Directeur d'agence de voyages originaire du Loir-et-Cher, il a souvent été présenté comme un beau-frère ou un cousin par alliance du président turc, ce qui est faux. « *Je ne*

*reçois aucun ordre d'Ankara* », nous explique l'homme qui aime se présenter aux journalistes comme « *le Macron des musulmans* », en campagne pour être reconduit à la tête du CFCM l'année prochaine. Son indépendance revendiquée ne l'empêche pas d'entretenir d'excellentes relations avec le pouvoir turc. Car avant d'exercer des responsabilités religieuses, Ahmet Ogras a fondé et présidé la branche française de l'Union des démocrates turcs européens (UETD), association « *apolitique* » dont l'objet consiste, selon ses statuts déposés en 2006, à « *favoriser le dialogue interculturel, promouvoir la formation et l'éducation des Français d'origine*



turque». Or cette association, active également en Allemagne, en Belgique ou en Suisse, a été voulue par Erdogan lui-même et conçue comme un maillage de succursales au service du Parti de la justice et du développement (AKP), le parti du président turc.

L'UETD s'est rapidement fait une spécialité de mobiliser l'électorat islamo-conservateur des diasporas turques en Europe. Lors des législatives de 2015, des fidèles ont pu bénéficier, un peu partout en France, de bus affrétés par l'UETD. Ils étaient pris en charge devant des mosquées turques pour aller voter dans l'un des sept consulats présents sur le territoire français. C'est cette même association qui organise des meetings politiques de soutien à l'AKP en Europe. Ainsi le 12 mars 2017, Mevlüt Cavusoglu, ministre turc des Affaires étrangères et cofondateur de l'AKP, faisait étape à Metz dans le cadre d'une tournée européenne pour défendre le oui au référendum qui devait élargir les droits du président. Refoulé la veille des Pays-Bas, il avait qualifié La Haye de « capitale du fascisme », dans un discours du plus pur style AKP, entre point Godwin et provocations.

« Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, la religion est devenue un instrument de contrôle des diasporas turques dans toute l'Europe, explique Didier Leschi, auteur du livre "Misére(s) de l'islam de France" (Cerf). Ce contrôle passe par la constitution d'une identité turque qui mobilise le sentiment national et l'identité religieuse. » Si la logistique électorale est fournie par l'UETD, la propagande est assurée par le Ditib, réseau des mosquées gérées par le ministère turc des Affaires religieuses

(250 mosquées et 150 imams), ou le Milli Görüs (70 mosquées), une confrérie islamique turque bien implantée dans l'est de la France. Pour se convaincre de la proximité de ces instances religieuses avec l'AKP au pouvoir, il suffit d'observer les réseaux qui ont servi à importer en France la virulente purge post-coup d'Etat du 15 juillet 2016. Lorsque Fethullah Gülen est désigné par Erdogan comme l'organisateur du coup d'Etat, une chasse aux « terroristes » s'organise dans des mosquées Ditib et Milli Görüs de l'Hexagone: « *Ily a eu des prêches et des affiches placardées dans les mosquées pour appeler à dénoncer les gülenistes* », raconte Ali\*, un soutien de Gülen dans l'est de la France. La traque s'organise aussi sur les réseaux sociaux. Le güleniste montre les appels à la délation que des responsables d'associations franco-turques ont relayés, certains messages se terminant par un mail et un numéro de téléphone auxquels transmettre les noms des « traîtres ». Aujourd'hui, Aline peut plus se rendre en Turquie de peur

de ne plus pouvoir en repartir. « *Nous assistons à une véritable "poutinisation" de la Turquie* », regrette-t-il.

En 2017, le parquet fédéral allemand s'était inquiété de ce que certains imams turcs pratiquaient un fichage politique systématique pour Ankara. La Suisse et la Suède ont, elles aussi, lancé des procédures judiciaires. En France, aucune enquête d'ampleur n'a été ouverte pour le moment, même si des soupçons d'espionnage et de prosélytisme politico-religieux pèsent sur certains des 200 professeurs de turc postés dans les écoles françaises par Ankara. Une convention entre la France et la Turquie



### Monsieur l'ambassadeur

Ismail Hakki Musa est ambassadeur de Turquie en France depuis le 12 novembre 2016. Avant de prendre ses fonctions, ce franco-phonie ayant étudié à Strasbourg a mené une carrière de diplomate en Turquie. Il était, depuis 2012, numéro deux du Milli Istihbarat Teskilati (MIT), le service de renseignement turc. Le nom de cette organisation spéciale est apparu dans diverses affaires internationales récentes, notamment l'assassinat de trois femmes kurdes proches du PKK à Paris en 2013.

de 1978 prévoit que les enseignements des langues et cultures d'origine (Elco) soient dispensés par des fonctionnaires turcs envoyés en France pour une durée de quatre ans. Ce système a fini par aboutir de facto à une véritable délégation de service public de l'enseignement du turc sur le territoire français, l'Education nationale française ne disposant que d'une dizaine d'enseignants qualifiés en turc dans le secondaire. La Rue de Grenelle ne choisit pas les enseignants d'Elco et dispose de moyens de contrôle très limités sur la nature des savoirs dispensés auprès des 16 000 à 21 000 élèves, majoritairement scolarisés dans le primaire. « *Depuis le prétendu coup d'Etat contre Erdogan, la Turquie nous envoie surtout des enseignants sympathisants de l'AKP et qui se comportent comme tels. Certains sont même des théologiens religieux, mais l'Education nationale ne dispose d'à peu près aucun moyen de contrôle. Alors, rien ne se passe* », explique un fonctionnaire français qui connaît bien le dossier. Il raconte comment les manuels envoyés par le ministère turc à ses enseignants en France sont désormais « truffés de références religieuses en contradiction totale avec ce qu'on leur demande en France. Comme le chapitre "Foi, islam et morale" de la dernière édition : c'est un violent système d'ingérence et on ne se donne aucun moyen d'y résister ».

### « Discours nationalistes ».

Aujourd'hui, la plupart des familles aléviées ou kurdes ont retiré leurs enfants de ces cours facultatifs « en raison des discours trop nationalistes tenus par les enseignants », explique-t-il. Du côté du ministère de l'Education nationale, on se contente de rappeler que « le cadre de l'Elco recouvre l'enseignement de la langue, de la culture et de la civilisation du pays concerné dans le cadre du respect éducatif de la République française » et on rappelle qu'un « guide de l'enseignant Elco », précisant les grands principes du système éducatif français, est distribué chaque année à ces enseignants étrangers.

« La population sunnite originaire de Turquie est solidement ■■■

## « C'est un violent système d'ingérence et on ne se donne aucun moyen d'y résister. »

Un fonctionnaire français

EN COUVERTURE



■■■ encadrée par la mère patrie, avance Samim Akgönül, chercheur au CNRS à l'université de Strasbourg. Le pouvoir s'appuie sur des réseaux officiels, comme les mosquées ou les consulats, et des réseaux officieux constitués d'ONG, qui sont, en réalité, des appareils politiques de renfort. » Si Erdogan cherche autant à encadrer « ses » diasporas européennes, c'est qu'elles constituent un réservoir non négligeable de voix, capable de faire la différence dans une élection. Le procédé porte visiblement ses fruits: le parti islamo-conservateur engrange de bien meilleurs scores en France que sur son territoire national... Ce vivier électoral capable d'assurer des victoires à l'AKP pourrait bien un jour constituer un levier diplomatique en pesant sur les scrutins hexagonaux... C'est du moins le pari que font les réseaux européens de l'AKP, qui ont commencé à fonder des partis politiques. Aux Pays-Bas, il s'agit du Denk, en France, du Parti égalité et justice (PEJ), emmené par Sakir Colak. Les 52 premiers candidats ont fait leurs armes à l'occasion des dernières législatives françaises. « Le PEJ est un peu l'auberge espagnole de

l'AKP. L'idée consiste à jouer la carte communautaire en attirant les votes de tous les musulmans, pas seulement des Turcs », décrypte Anil Ciftci, président de l'association DDIF-France, une fédération d'associations multiconfessionnelles de travailleurs et de jeunes issus de l'immigration turque. Il goûte peu aux méthodes de l'Etat AKP: « Les populations d'origine turque ne sont pas là pour servir d'outil de lobbying à un pouvoir. ». Le manifeste du PEJ révèle une nette affiliation au parti islamo-conservateur turc: remise en question des lois contre le port du voile, dénonciation de l'islamophobie ambiante, défense des droits des Palestiniens... Résultat: 10 000 voix pour l'ensemble du territoire français, un résultat très faible, mais qui n'empêche pas le parti d'afficher ce message sur son site Internet: « Rendez-vous en 2020 pour les municipales! ».

Le PEJ partage la même adresse postale que le Conseil pour la justice, l'égalité et la paix (Cojep), une structure qui s'apparente à la branche jeunesse de l'AKP en Europe. Cette association, apparue à Belfort dans le paysage religieux turc au début des années 1990, s'est

**Hostilités.**

Des nationalistes turcs canalisés par les forces de l'ordre, à Lyon, le 3 février, alors que des manifestants pro-Kurdes dénonçaient « le fascisme d'Erdogan et un génocide ».

**Le manifeste qui fâche**

Erdogan, qui se présente comme le défenseur mondial des musulmans, n'a guère goûté le manifeste « contre le nouvel antisémitisme » publié le 21 avril par *Le Parisien*. Cette pétition, signée par 300 personnalités françaises, réclamait que « les versets du Coran appelant au meurtre et au châtiement des juifs, des chrétiens et des incroyants soient frappés d'obsolescence ». « Qui êtes-vous pour prendre d'assaut ce qui nous est sacré? » s'est emporté le président turc. Depuis ces déclarations, l'Etat turc a annoncé que 19 organismes universitaires turcs ne proposeront plus l'apprentissage du français.

ancrée dans le monde associatif en organisant des séjours de vacances. Elle s'est spécialisée aujourd'hui dans la lutte contre l'islamophobie et organise des séminaires sur les discriminations, décerne des « prix du vivre-ensemble » ou anime des conférences d'analyse des « attitudes post-coloniales des communautés européennes ». Ses membres, très actifs dans la chasse aux gülenistes, sont aussi présents dans les autres organisations politico-religieuses turques comme le Ditim, l'UETD ou le PEJ, après avoir déserté les partis traditionnels français.

**2000 articles.** Les réseaux de l'AKP disposent depuis deux ans d'un organe de presse baptisé Medyatürk.info, ainsi que d'une web-télé nommée Média France TV. Le site francophone Medyatürk serait alimenté par « une équipe de bénévoles amoureux de l'actualité, [des] passionnés voulant contribuer à l'indépendance de l'information », dotés d'une productivité éditoriale à faire pâlir d'envie n'importe quel patron de presse. Parmi les quelque 2 000 articles publiés en moins de deux ans et demi, on trouve « La France est l'eldorado des pédophiles », « Le darwinisme est-il une science? » ou « Antisémitisme, faux débat »... Le nom de domaine de ce site a été enregistré par le président fondateur du Cojep, Ali Gedikoglu... A l'instar de la Russie, le pouvoir turc se dote de ses propres « médias alternatifs » franco-phones, mêlant fausses nouvelles et semi-vérités. D'autres médias pro-AKP se multiplient sur le Net, comme la page Facebook La renaissance turque, suivie par près de 200 000 personnes, ou le site Red'action, un média qui promet « une vision plus juste et nuancée sur la Turquie dans un contexte de désinformation massive sur le pays ». Sur Facebook, celle qui se présente comme la présidente de cet organe de presse publie des photos d'elle en compagnie d'Erdogan, qu'elle commente: « J'ai failli m'évanouir, je tremblais et tout. Il est juste incroyable, je l'adore, vraiment: » Une information, en effet, plus « juste » et plus « nuancée »... ■

\*Le prénom a été modifié.

NICOLAS LAPONNE/NURPHOTO/AFEP





**CONQUÊTE.** Deux mois après avoir lancé l'opération « Rameau d'olivier » contre les milices kurdes syriennes, soldats turcs et rebelles syriens prennent le contrôle du centre-ville d'Afrine, le 18 mars.

# Afrine, village martyr

**Syrie.** Pillages, viols, saluts nazis... La ville arrachée aux Kurdes par les Turcs subit un véritable nettoyage ethnique.

PAR JÉRÉMY ANDRÉ

« Personne n'ose témoigner par peur des représailles. »  
 « Mon cousin a été tué il y a quelques jours. »  
 « On ne peut plus les joindre, on leur a confisqué leur téléphone. »  
 Voilà les réponses terrorisées de familles dont les proches sont restés à Afrine, ville kurde du nord-ouest de la Syrie. Depuis sa conquête le 18 mars par la Turquie et ses alliés syriens, des groupes armés islamistes, recueillir des témoignages sur place relève de la mission quasi impossible. Un black-out qui rappelle le temps où Mossoul et Raqqa subissaient le régime de terreur du califat de Daech.

Tout a commencé par le sac d'Afrine. Les images de combattants de groupes islamistes chargés de butin ont fait le tour du monde. « Ils ont pillé tout ce qu'il y avait dans les maisons », détaille une jeune femme restée sur place, dans un message audio à son oncle vivant en France, que *Le Point* a pu écouter. « Personne ne peut entrer dans le village. Ils ont imposé un couvre-feu de 18 heures jusqu'au matin. Si quelqu'un conteste leurs actes (...), ils répondent : "Taisez-vous, sinon on vous tire une balle dans la tête." » Mais le pillage n'est que la partie émergée de l'iceberg. « Dans la ville de Rajo, ils violent les femmes et les jeunes filles », poursuit la nièce. Ce témoignage vient

en confirmer un autre, capté par mégardes par une télévision turque fin mars. Au micro de Habertürk TV, une chaîne privée pourtant pro-AKP (le parti d'Erdogan), un habitant d'Afrine en colère s'écrie : « Ce sont des bandits, des terroristes. Ils ont pillé nos maisons. La nuit dernière, ils ont violé trois filles de 15 ans ! » Quant aux hommes, pas un jour ne passe depuis le 18 mars et la perte d'Afrine sans la nouvelle d'exécutions sommaires ou d'enlèvements et de torture dans des prisons établies par les services de renseignement turcs, en particulier à l'intérieur d'anciennes écoles. L'occupant dit traquer les anciens sympathisants ou membres du PYD, parti kurde qui contrôlait auparavant la région, lié au PKK, mouvement révolutionnaire que l'Etat turc considère comme terroriste. Un réseau indépendant d'activistes a dressé ■■■

CHINE NOUVELLE/SIPA

**EN COUVERTURE**

■ ■ ■ une liste de 257 « disparus », enlevés ou exécutés en cachette, qui n'ont pour la plupart rien à voir avec le PYD.

Parmi les Kurdes, les Yézidis sont le plus en danger, parce qu'ils ne sont pas musulmans. Comme au Sinjar, une montagne dans le nord-ouest de l'Irak où plusieurs milliers de membres de cette minorité religieuse, qui perpétue des croyances préislamiques, ont été tués ou enlevés par l'Etat islamique, les lieux saints des Yézidis d'Afrine ont été détruits. Et ces Yézidis qui sont restés sont soit exécutés, soit convertis de force. La quasi-totalité des 35 000 membres de cette communauté se sont cependant enfuis avant qu'Afrine ne tombe, comme les deux tiers de la population du district.

**« Processus de remodelage démographique ».** Selon les anciennes autorités kurdes de la ville, ce sont plus de 200 000 habitants qui ont fui à la mi-mars. 140 000 de ces « déplacés » ne peuvent retourner chez eux, a reconnu le Département d'Etat américain dans un point presse, début mai. Les chancelleries occidentales n'osent le reconnaître, mais c'est tout bonnement un nettoyage ethnique à très grande échelle que commet la Turquie. Au moins 120 000 de ces civils en fuite sont désormais coincés dans les campagnes du nord d'Alep, entre territoires du régime syrien et groupes pro-turcs, « dans des maisons abandonnées et des écoles converties en abris collectifs improvisés », explique l'Onu dans son rapport du 8 mai sur la crise humanitaire d'Afrine. Le texte rappelle que plus d'un mois et demi après la chute de la ville, les pillages et les arrestations arbitraires n'ont pas cessé.

C'est qu'il fallait faire de la place. Entre-temps, la Ghouta, banlieue rebelle de Damas, est tombée... et une bonne partie de ses survivants ont été envoyés, en car, directement



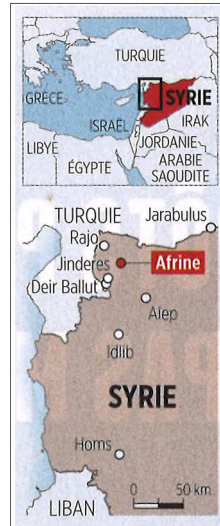
à Afrine: « 10 000 déplacés originaires des campagnes de Damas résident apparemment dans deux camps autour des communes de Jinderes et Deir Ballut [villes du district d'Afrine] », poursuit le rapport. En outre, un nombre indéterminé de personnes s'est installé dans les maisons des Kurdes expulsés par les Turcs. La plupart sont des familles des groupes armés anti-Assad. Parmi lesquelles, ironie de l'histoire, au moins 618 Palestiniens originaires du camp de Yarmouk (sud de Damas), reconnaît un autre document de l'Onu, paru à la même date! Ce n'est que le début: Erdogan a promis d'installer dans la zone pas moins de 350 000 Syriens vivant aujourd'hui en Turquie.

« La Turquie est bien engagée dans un processus de remodelage démographique d'Afrine », analyse froidement Nicholas Heras, chercheur associé au Center for a New American Security, un laboratoire d'idées proche de l'ancienne administration Obama. Avant de lâcher: « C'est un gros doigt d'honneur aux Kurdes de Syrie. » Pour cet expert du conflit syrien, « Erdogan est le grand perturbateur et le grand décideur » du moment. « En prenant Afrine, les Turcs ont consolidé la colonne vertébrale de leur zone de contrôle », de Jarabulus à Idlib. Ils sont désormais capables d'y expérimenter un nouveau projet, mélange inédit entre le fascisme néo-ottoman des Loups gris, les ultranationalistes turcs, et l'islamisme radical. Un conseil local a

**Exode.** Les habitants d'Afrine fuient leur village. Ici à un point de contrôle à Anab, le 17 mars.

été formé, mais il n'a aucun pouvoir. L'administration réelle est partagée entre un préfet turc et les groupes armés. Le 9 mai apparaissait ainsi sur Internet une vidéo de l'agence de presse du gouvernement turc Anadolu, montrant une cérémonie de fin de formation de la nouvelle police d'Afrine, mise en place par la Turquie: les nouveaux policiers portent un uniforme noir impeccablement taillé digne des SA allemands et la barbe de rigueur dans les groupes islamistes. Et de hurler: « Pour la nation! Takbir! Allahu Akbar! Devant le peuple! Devant Dieu! » en tendant leur bras en un vigoureux salut hitlérien.

Mais Erdogan maîtrise-t-il vraiment sa création? C'est la question que se pose Nicholas Heras. « Il y a un risque réel que la Turquie crée à Afrine une sorte de Far West, dans lequel celui qui a des armes et de l'argent pourrait s'installer et contrôler le business du retour en Syrie. » Dès la fin mars, deux groupes armés se sont affrontés dans la ville tout juste prise: la division Al-Hamza, des rebelles autrefois soutenus par les Américains, et Ahrar al-Sharqiya, un groupe méconnu, originaire de Deir ez-Zor, fondé par un dissident de l'Etat islamique avec 150 à 200 anciens du front Al-Nosra, l'ancienne branche syrienne d'Al-Qaeda. C'est le second groupe, nettement plus radical, qui est sorti vainqueur, avec la bénédiction des Turcs. Si Ahrar al-Sharqiya, pour apparaître comme « modéré », se dit membre de l'Armée syrienne libre, il semble conserver une idéologie au moins salafiste, si ce n'est djihadiste. Dans les zones qu'il contrôle, le groupe impose la charia, le port du voile intégral, ainsi que l'interdiction de la cigarette et de l'alcool. « Le fait qu'Ahrar al-Sharqiya soit un groupe important à Afrine devrait nous inquiéter, juge Nicholas Heras. Le nombre important d'habitants que compte aujourd'hui la ville permet de couvrir les activités terroristes, ce qui va attirer d'autant plus de militants islamistes et de Syriens parmi les plus radicaux. Cela va faire d'Afrine le nouveau point de transit, pour le djihad contre Assad et pour celui mené contre l'Occident. » ■



**« Cette opération est un gros doigt d'honneur aux Kurdes de Syrie. »** Nicholas Heras, chercheur





# Un calife aux petits soins pour l'Algérie



la question a fait polémique. L'écrivain et journaliste oranais Kamel Daoud avait déclenché les hostilités dans une « Lettre ouverte à Erdogan » : « Au nom de ceux que vous avez tués, emprisonnés, torturés, Erdogan, vous n'êtes pas le bienvenu ! Non, Erdogan, vous n'êtes pas le bienvenu en Algérie. Nous sommes un pays qui a déjà payé son tribut de sang et de larmes à ceux qui voulaient nous imposer leur califat. » A cette charge violente le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrazak Makri, chef de file des Frères musulmans en Algérie, a immédiatement répondu. « Je ne voulais pas intervenir, mais je l'ai fait, n'en déplaise aux traîtres, aux collaborateurs et à ceux qui renient leur civilisation et leur culture. Ceux-là expriment leur rancœur contre tout ce qui a trahi à l'islam et aux musulmans. Je souhaite la bienvenue à Erdogan. Ils ont accueilli Macron et s'attaquent à Erdogan. Un parfait exemple de reniement », écrit l'islamiste sur sa page Facebook, en faisant allusion au déjeuner organisé à Alger entre des écrivains et des acteurs de la société civile et Emmanuel Macron, lors de sa visite en Algérie, en décembre 2017. « Le reniement, cher Makri, c'est quand une personne se rend à Istanbul pour assister au congrès des Frères musulmans et se fait nourrir et enrichir par Erdogan pour trahir son pays, réplique Daoud. En ce qui concerne mes attaques contre l'islam, cessez de mentir. Erdogan n'est pas l'islam, Erdogan est votre dieu, pas le mien, et vous n'êtes ni l'islam ni le Prophète. »

**Stratégie.** Erdogan entend faire de ce pays son premier partenaire économique en Afrique.

PAR NOTRE CORRESPONDANT EN ALGÉRIE, ADLÈNE MEDDI

On attendait le maître d'Istanbul, mais, en cette fin de février, c'est son épouse, Emine Erdogan, qui s'est rendue à la mosquée Ketchaoua, dans la basse casbah. La cérémonie qui devait réunir les présidents algérien et turc a été annulée in extremis, Abdelaziz Bouteflika étant affaibli par la maladie.

Au pied des marches de Ketchaoua, mosquée du XVII<sup>e</sup> siècle au style romano-byzantin et arabo-ottoman, restaurée par des entreprises turques avec l'argent d'Ankara, la foule applaudit la première dame de Turquie. Mais les youyous ne compensent pas la déception du public. « Je suis venu de Batna pour le voir, c'est dommage », raconte un homme qui a parcouru 400 kilomètres pour « serrer la main de ce grand leader du monde musulman ». A côté de lui, un vieil Algérois relativise : « Ce n'est pas grave, l'essentiel, c'est qu'il soit ici, en Algérie, chez lui, c'est sa seconde patrie. »

« Sa seconde patrie » ? A l'occasion de la visite de Recep Tayyip Erdogan dans un pays qui a connu trois siècles de domination ottomane,



**Soutien.** Abderrazak Makri, le chef de file des Frères musulmans en Algérie, s'est félicité de la visite du couple Erdogan à Alger le 27 février. En haut, l'épouse du président turc inaugurerait la mosquée Ketchaoua restaurée.

Au milieu de cette partie de ping-pong s'est engouffré, au côté de Daoud, un autre chroniqueur, M. A. Boumendil : « Erdogan ne désespère pas de relancer le pseudo-processus révolutionnaire puisque, il y a quelques

AMIS BELGHOUKI/AP/SIPA - ANDRZ/AG/CA



jours seulement, se tenait une réunion de l'Internationale islamiste à Ankara, avec comme principal point celui de "donner un nouveau souffle" aux révoltes du Printemps arabe. Erdogan ne cache donc même plus son ambition d'exercer son leadership sur l'ensemble de cette mouvance qui gangrène tous les pays où elle est présente. Makri, le chef du MSP, a lui-même fait état, sur sa page Facebook, de sa participation à cette rencontre. »

Côté officiel, les choses sont moins tranchées. Certes, Alger voit en Ankara un important partenaire économique – la Turquie occupe la première place en termes d'investissements mixtes en Algérie – ainsi qu'un interlocuteur obligé pour les questions géostratégiques. Certes, Alger aime être aux petits soins pour ses invités officiels turcs : Erdogan a été surpris, lors de sa visite en février, par la fête d'anniversaire concoctée au siège des Affaires étrangères algériennes à l'occasion de ses 64 ans. Néanmoins, Alger apprécie moins les prises en otage de son histoire coloniale par Erdogan et ses liens de plus en plus forts avec l'opposition algérienne des Frères musulmans.

Lors de son dernier séjour à Alger, Erdogan a répondu à un journaliste algérien qui lui demandait si les Ottomans avaient été des colonisateurs en Algérie : « Si les Turcs ottomans étaient des colonisateurs, cette question, tu ne l'aurais pas posée en français, mais en turc ! » Les références à la colonisation française en Algérie sont fréquentes chez le président turc. Le 7 mai, lors d'une remise de prix pour la paix à Istanbul, il avait lancé : « Les Français ont massacré 5 millions de musulmans en Algérie. Ils ont commis également un massacre énorme en Libye. Mais le monde s'est tu. Il en sera de même plus tard, car c'est leur structure, leur caractère. » En 2011, après l'adoption en France d'une loi punissant la négation du génocide, notamment celui commis en Arménie, Erdogan, alors Premier ministre, avait accusé la France d'en avoir perpétré un en Algérie, affirmant : « 15 % de la population algérienne a été massacrée par les Français à partir de 1945. » Il avait ajouté : « Si le



## « L'essentiel, c'est qu'Erdogan soit en Algérie chez lui, c'est sa seconde patrie. » Un Algérois

### Voyage d'affaires.

Le chef de l'Etat turc, en visite en Algérie les 27 et 28 février, et le président Abdelaziz Bouteflika ont évoqué le renforcement des liens économiques et commerciaux entre les deux pays.

président français Nicolas Sarkozy ne sait pas qu'il y a eu un génocide, il peut demander à son père, Pal Sarkozy, qui a été légionnaire en Algérie dans les années 1940. Je suis sûr qu'il a beaucoup de choses à dire à son fils sur les massacres commis par les Français en Algérie. » Des affirmations telles que le père de l'ex-président avait dû les démentir sur BFMTV : « Je n'ai jamais été en Algérie, je n'ai pas dépassé Marseille. Et j'ai été pendant

quatre mois à la Légion. » Mais, à l'époque, c'est la réplique d'Alger qui désarçonna Ankara : « Personne n'a le droit de faire du sang des Algériens un fonds de commerce, avait martelé le Premier ministre, Ahmed Ouyahia. La Turquie a toujours voté contre toutes les résolutions favorables à l'Algérie durant la révolution. La Turquie, qui était membre de l'Otan pendant la guerre d'Algérie et qui l'est encore, a fourni des moyens militaires à la France dans sa guerre en Algérie, au moins par l'achat d'une bombe larguée en Algérie ou d'une balle tirée contre des Algériens. » Ankara n'a jamais répondu, laissant le soin aux islamistes algériens de riposter à Ouyahia : « Cette déclaration est un service rendu à Sarkozy, qui s'est immiscé dans un problème entre la Turquie et l'Arménie sans que celle-ci l'accuse de marchander le sang des Arméniens », dénonça le parti islamiste El-Islah.

**Accointances.** Justement, ce sont ces accointances entre la branche algérienne des Frères musulmans et le pouvoir turc qui agacent les autorités algériennes. Le MSP se voit comme l'AKP algérien et rêve d'une victoire politique à moyen terme en surfant sur la réussite d'Erdogan. Le parti d'Abderrazak Makri a été la seule formation politique algérienne à féliciter Erdogan d'avoir déjoué la tentative de putsch de juillet 2016, malgré la prudence d'Alger sur cette question. Le même parti islamiste semble aussi s'accommoder de l'alliance de la Turquie avec Israël, pourtant bête noire de cette formation qui se veut partenaire du Hamas palestinien. « Le MSP, dans sa course vers une plus grande influence, notamment sur le plan international grâce à Ankara, s'accommodera de tout ce que vous voulez », fait remarquer une source officielle algérienne, qui affirme que « les autorités surveillent de loin les agissements de nos islamistes sur la scène régionale et internationale ». « Nous respectons nos partenaires en évitant notamment de nous ingérer dans leurs affaires, conclut le responsable. Nous exigeons la même attitude de leur part. » ■







## L'éditorial de Franz-Olivier Giesbert

# Erdogan est-il un nouvel Hitler ?

**Il y a quelque chose d'obscène à comparer à Hitler** le moindre tyranneau étranger ou politicien français et à assimiler au nazisme les déclarations déplaisantes ou xénophobes. Tels sont les effets de la banalisation du mal, pont aux ânes de la nouvelle doxa.

**Dans un débat, le meilleur moyen de faire taire un contradicteur est de hurler au fascisme, au nazisme.** La tendance n'a cessé de se développer, ces dernières décennies, au point qu'a été promulguée la loi de Godwin, du nom de son farceur d'inventeur qui a décrété que plus une discussion dure, plus grande est la probabilité que surgissent des comparaisons avec Hitler ou les nazis.

**S'il ne faut pas abuser des comparaisons,** reconnaissons que sont innombrables les rapprochements possibles entre le Führer et Recep Tayyip Erdogan, le dictateur élu de Turquie, le moindre n'étant pas qu'ils apparaissent tous deux comme des produits avariés de la démocratie. Ce sont les urnes qui ont porté Hitler au pouvoir en 1933. Fort de sa majorité au Parlement, il put ensuite avoir recours à l'Acte générateur qui lui donna les pleins pouvoirs jusqu'à la chute du III<sup>e</sup> Reich, en 1945.

**Hitler l'a fait, Erdogan marche sur ses pas.** L'an dernier, le numéro un turc a remporté (à 51 % seulement) la majorité à un référendum constitutionnel, ce qui lui permettra de disposer, dès 2019, de nouvelles prérogatives dans le cadre de l'hyperprésidentialisation du régime. Sans aucun contre-pouvoir, le président pourra gouverner par décret, décider seul de l'état d'urgence, nommer les hauts fonctionnaires, tout en restant à la tête de l'AKP, son parti islamo-conservateur.

**Défendant ce type de régime « présidentiel »,** Erdogan déclarait la veille du Nouvel An 2016 : « Il y a actuellement des exemples dans le monde et des exemples dans l'Histoire. Vous en aurez l'exemple dans l'Allemagne nazie. » Apparemment, sa langue avait fourché et son surmoi, craqué. Le palais présidentiel s'était fendu peu après d'un communiqué condamnant le nazisme mais, quelques mois plus tard, le chef de l'Etat avait fait une rechute en affirmant, chatte-mite : « Moi, je n'approuve pas ce qu'a fait Hitler, et je n'approuve pas non plus ce qu'a fait Israël. Quand il est question de la mort d'autant de gens, il est déplacé de se demander qui est le plus barbare. »

**L'idéologie génocidaire du président turc** se déploie sans vergogne dans son négationnisme sur l'extermination des Arméniens, perpétrée en 1915 par l'Etat turc, avec la bénédiction des autorités musulmanes (1 million et demi de morts). Encore une similitude avec l'hitlérisme : Erdogan approuve les politiques de liquidation ethnique. Selon la version officielle turque, qui ne tient pas debout, ce prétendu génocide aurait été, en réalité, une guerre civile, provoquée par la minorité arménienne, qui aurait fait à l'époque quelques centaines de milliers de victimes dans les deux camps. Sornettes !

**Après les Arméniens, voici venu le tour des Kurdes de Syrie,** qui furent les meilleurs alliés contre Daech. Erdogan qui les qualifie contre l'évidence de « terroristes », promet de « détruire un par un tous leurs nids » en continuant de traiter leurs cousins de Turquie comme des *Untermenschen*, corvéables à merci, assassinés à l'insu de leur plein gré par la police. Comme les nazis, le président turc procède aussi à des autodafés, mais sans feu : la théorie de Darwin sur l'évolution n'est plus enseignée en Turquie et 139 141 livres, signés Spinoza ou Camus notamment, ont été retirés des bibliothèques du pays pour être pilonnés.

**Comme le Führer, Erdogan, nostalgique de l'Empire ottoman,** a des rêves de grandeur, voire d'expansionnisme culturel et culturel. C'est ce que montrent sa bougeotte diplomatique et les incursions de son parti en Allemagne, en Bosnie ou encore en France. Comme le raconte Alexandre del Valle dans un livre passionnant et détaillé, « La stratégie de l'intimidation » (1), c'est un de ses fidèles, Ahmet Ogras, homme-orchestre de la nébuleuse erdoganienne en Europe, qui préside le Conseil français du culte musulman, désormais arrimé à des positions islamo-conservatrices.

**Il ne tient qu'à nous de faire redescendre Erdogan sur terre.** Certes, sa formidable ascension repose sur une impressionnante croissance économique (+7,4 % en 2017). Mais elle est aussi le fruit de nos lâchetés munichoises. Tous les dirigeants occidentaux, y compris les plus tartarins ou les plus dynamiques, cèdent à ses chantages. Trump, Macron, même combat, pardon, même prudence, mêmes reculades. « Les choses ne sont jamais si douloureuses et si difficiles d'elles-mêmes, disait Montaigne, mais notre faiblesse et lâcheté les font telles. » ■

1. L'Artilleur, 560 p., 23 €.



# Turquie, une presse sous contrôle

**Purge.** Depuis la tentative de putsch de 2016, la répression d'Erdogan contre les journalistes s'accélère.

PAR ROMAIN GUBERT

«**C**eux qui déploient le tapis rouge aux terroristes sous le regard de la police sont les mêmes qui, sous la dénomination de magazine, diffusent des affiches contre nous. J'ai noué des liens avec mon peuple, qu'importe les affiches, qu'importe ce que vous dites.» Quelques jours après «l'affaire du Pontet», où des partisans du président turc ont obligé par la menace un kios-

quier de cette commune du Vaucluse à faire retirer notre une «Le dictateur» (lire l'éditorial d'Etienne Gernelle p. 8), Recep Tayyip Erdogan n'a pas laissé filer l'occasion. Dans un meeting électoral à Manisa (ouest du pays), il a clairement soutenu ceux qui s'en sont pris à notre magazine et, dans un étrange amalgame, attaqué Emmanuel Macron (le président français a récemment reçu à l'Élysée les principaux commandants des forces kurdes combattant Daech en Syrie).

Erdogan n'aime pas la presse. Depuis plusieurs années (comme ce fut le cas à de nombreuses reprises dans l'histoire du pays), les journalistes turcs sont dans le collimateur du pouvoir. Dans son rapport annuel, Reporters sans frontières (RSF) estime que, depuis 2016, «la Turquie est de nouveau la

**Cible.** Face-à-face entre la police turque et des manifestants devant le tribunal de Silivri, près d'Istanbul, lors du procès de journalistes et de collaborateurs du quotidien «Cumhuriyet», le 9 mars.

plus grande prison du monde pour les professionnels des médias. Passer plus d'un an en détention avant d'être jugé est devenu la norme et, lorsque tombent les condamnations, elles peuvent aller jusqu'à la prison à vie incompressible». L'ONG avance ce chiffre : depuis deux ans, 170 journalistes ont effectué un séjour en prison. Avec ce sombre bilan : RSF classe le pays au 157<sup>e</sup> rang pour la liberté de la presse.

**Accusation surréaliste.** Le pouvoir s'acharne plus particulièrement sur certains médias. C'est le cas du quotidien d'opposition Cumhuriyet. Il y a quelques semaines, quatorze de ses responsables et collaborateurs ont été condamnés à des peines allant de deux ans et demi à sept ans et demi de prison pour leur prétendu soutien à des «organisations terroristes».

ERDEM SAHIN/EPA/MAXPPP



Le patron du journal, qui vient de passer cinq cent quarante-deux jours derrière les barreaux, a ainsi été condamné à sept ans et demi de prison. Emprisonné pendant treize mois en 2011 pour avoir dévoilé les agissements des gülenistes (à l'époque alliés à Erdogan), le reporter vedette Ahmet Sik a lui aussi été lourdement condamné (il a été incarcéré pendant sept mois) sous cette accusation surréaliste: il serait devenu proche de ceux dont il a autrefois révélé les abus. L'éditorialiste Kadri Gürsel a, lui, écopé de deux ans et demi de prison pour avoir reçu des messages sur une application utilisée par les auteurs de la tentative de putsch de juillet 2016.

Autre condamnation symbolique, celle du caricaturiste Musa Kart (trois ans et neuf mois). En 2004, un tribunal l'avait déjà condamné à une amende d'environ 3 000 euros pour avoir osé représenter Erdogan, alors Premier ministre, sous les traits d'un chat empêtré dans le fil d'une pelote de laine. Il avait aussi été mis en examen en 2014 pour «insulte au chef de l'Etat». Cette fois, le voici accusé de liens avec une organisation terroriste.

A en croire les réquisitoires des magistrats, les journalistes auraient des liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan, avec un groupuscule d'extrême gauche, ainsi qu'avec le mouvement du prédicateur musulman Fethullah Gülen, considéré par Recep Tayyip Erdogan comme l'instigateur de la tentative de coup d'Etat de juillet 2016. Trois organisations pour-tant rivales.

Une accusation qui n'est évidemment qu'un prétexte. Car le quotidien kémaliste *Cumhuriyet* est en réalité devenu la bête noire d'Erdogan dès 2015. A l'époque, ses journalistes avaient démontré, vidéo à l'appui, que les services secrets turcs fournissaient des armes à des rebelles islamistes en Syrie. On y voyait des camions affrétés par une organisation humanitaire proche du pouvoir s'apprêtant à traverser la frontière turco-



Liberté de la presse. Au Pontet (Vaucluse), le 25 mai, où un kiosquier a été menacé par des pro-Erdogan.

## LES RÉACTIONS AUX ATTAQUES CONTRE « LE POINT »

**Emmanuel Macron**

« Il est parfaitement inacceptable que des affiches du Point soient retirées des kiosques de presse au motif qu'elles déplaisent aux ennemis de la liberté, en France comme à l'étranger. La liberté de la presse n'a pas de prix : sans elle, c'est la dictature. »

**Recep Tayyip Erdogan**

« Ceux qui déploient le tapis rouge aux terroristes sous le regard de la police sont les mêmes qui, sous la dénomination de magazine, diffusent des affiches contre nous. »

**Françoise Nyssen,**  
ministre de la Culture

« La liberté de la presse repose sur la liberté de distribution. Nous ne pouvons tolérer aucune menace contre les kiosquiers. Inacceptable. »

**Riss, « Charlie Hebdo »**

« Je suis Le Point. »

**Richard Ferrand (LREM)**

« Nous ne pouvons tolérer que la une d'un magazine en France soit en quelque sorte censurée par pression. La justice doit poursuivre les auteurs de l'enlèvement de l'affiche. »

**Eric Ciotti (Les Républicains)**

« Cette histoire est choquante et inquiétante. Il faut combattre ces dérives, sans faiblesse. »

**Manuel Valls**

« Il faut lire Le Point, personne ne doit pouvoir entraver la liberté de la presse. »

**Alexis Corbière (La France insoumise)**

« Il est hors de question qu'en France une une de journal soit retirée, ce n'est pas tolérable. Il y a la liberté de la presse en France. »

**Gilbert Collard (FN)**

« Il faut expulser les pro-Erdogan qui ont retiré la une du Point. »

LE NUMÉRO DU « POINT » EST TOUJOURS  
DISPONIBLE SUR [lepoint.fr](http://lepoint.fr)

syrienne. Ceux-ci transportaient des médicaments destinés aux victimes de la guerre civile syrienne. Mais les boîtes dissimulaient surtout un millier d'obus de mortier, des dizaines de milliers de munitions, ainsi qu'une centaine de lance-grenades. Les camions appartenaient en fait aux services de renseignement turcs. Après ces révélations embarrassantes, Erdogan avait averti Can Dündar (le rédacteur en chef d'alors) qu'il allait « payer le prix fort » pour avoir diffusé cette vidéo.

**Contre-pouvoirs.** Depuis l'été 2016 et la tentative de putsch avortée contre le président turc, le pouvoir se livre à une chasse aux sorcières d'une ampleur sans précédent : plus de 50 000 personnes ont été arrêtées, plus de 140 000 fonctionnaires limogés. Mais ces purges ne ciblent pas seulement les proches des putschistes. Elles visent tous les contre-pouvoirs – ONG, mouvements d'opposition, milieux pro-kurdes – ainsi que, bien sûr, les médias : 150 entreprises de presse ont été fermées administrativement.

Les proches d'Erdogan ont, enfin, acheté de nombreux organes d'information puissants. Les ONG des droits de l'homme estiment qu'aujourd'hui 70 % des médias turcs sont détenus par les cercles proches du pouvoir. Et beaucoup de ceux qui ne sont pas encore tombés dans le giron des amis du président turc évitent de parler de politique.

La télévision publique est, elle aussi, sous contrôle. Après le putsch de 2016, 300 personnes en ont été licenciées. Directrice de l'Ihop, une association de défense des droits de l'homme, Teray Salman estime que depuis le début de l'année, alors que le pays est en campagne électorale, le pouvoir a bénéficié de trente-sept heures de programmes sur les ondes publiques, contre moins de dix minutes à l'ensemble des partis d'opposition. En Turquie, le pouvoir et les supporters d'Erdogan n'ont même pas à s'en prendre aux affiches des journaux ■

Le Point 2387 | 31 mai 2018 |